

La justice française autorise l'extradition de M. Marco Affatigato

LIBRE PAGE 10

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,50 DA; Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 2,50 DA; Allemagne, 1,20 DM; Belgique, 14 sch.; Danemark, 20 kr.; Espagne, 50 pes.; France, 25 F; Grèce, 40 dr.; Italie, 125 lire; Japon, 300 y.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 25 esc.; Royaume-Uni, 225 s.; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr. S.A.; Yémen, 90 sch.

Tarif des abonnements page 7

ABONNÉS DES ITALIENS
7547 PARIS CODEX 49
C.C.P. 6207-23 PARIS
Tél. Paris n° 65072
TEL : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les syndicats britanniques en quête de stratégie

Le mouvement syndical britannique n'a su, cette semaine à Brighton, démontrer ni son unité ni sa détermination. Les diverses déclarations traditionnelles contre Mme Thatcher n'ont pas suffi à masquer les profondes dissensions qui l'affectent. L'incohérence du congrès qui s'achève ce vendredi 5 septembre est, à l'heure d'un automne qui s'annonce très agité, plutôt de nature à rassurer le premier ministre.

Les sujets de discorde étaient nombreux, et le congrès du TUC n'a pu sauver la face qu'au prix de l'adoption de motions ambiguës et parfois même contradictoires. Après une semaine de débats, les diverses positions en présence ne se sont rapprochées ni sur l'attitude à adopter face à la récente loi qui restreint les pouvoirs syndicaux, ni sur la conduite à tenir à l'égard des syndicats polonais, ni surtout sur la stratégie économique de rechange à opposer au gouvernement conservateur.

Le congrès a certes approuvé, après avoir entendu M. Callaghan, une sorte d'accord de principe avec le parti travailliste sur l'établissement en commun d'une politique des revenus. Mais cet accord n'engage les syndicats que dans l'hypothèse, encore lointaine, d'un retour au pouvoir des travaillistes. Il n'a en outre pu être obtenu que grâce à un nombre important d'abstentions. De nombreux syndicalistes, favorables aux négociations, demeurent résolument hostiles à toute politique des salaires, quelle soit le fait d'un gouvernement travailliste ou d'un gouvernement conservateur. Ce sont eux qui avaient provoqué les grèves sauvages de l'hiver 1978-1979, suivies quelques mois plus tard de l'échec électoral des travaillistes.

Le congrès de Brighton, loin d'annoncer un renouveau du mouvement syndical, s'inscrit dans la suite des échecs enregistrés depuis les conflits de la British Steel Corporation et de Leyland. L'absence de la fois l'impuissance des luttes ouvrières face à un gouvernement et à un patronat résolus à ne pas céder et la précarité de la solidarité syndicale en période de chômage. Et puis, il y a l'insécurité de la journée d'action du 14 mai, dont les responsables auraient souhaité faire une sorte de grève générale.

Voulant dénoncer les coupes sévères opérées dans les dépenses publiques, un chômage et une inflation qui battent tous les records depuis la guerre et frappent de plein fouet le monde ouvrier, le mouvement syndical essayait ce jour-là un renouveau sans succès. Il y a quelques semaines, enfin, le ministre du travail faisait adopter une loi sur l'emploi, qui, bien qu'en retrait par rapport aux intentions de Mme Thatcher, porte un coup sérieux à la puissance syndicale.

La crise que traversaient déjà les trade-unions à la fin du gouvernement de M. Callaghan s'est approfondie. Une grande partie du monde du travail britannique, pragmatique, peu marqué par les idéologies, n'est attachée au mouvement syndical que dans la mesure où il constitue une force de pression capable de faire aboutir des revendications de conciliation. Face à l'intransigeance d'un gouvernement qui estime n'avoir pas de compte à rendre avant l'issue de son mandat, les règles traditionnelles de l'action syndicale sont devenues caduques.

Le gouvernement de Mme Thatcher n'est pas loin de la, assuré de passer un hiver de tout repos. Mais incapable de définir à Brighton une stratégie cohérente, les syndicats risquent d'aller en ordre dispersé à la bataille.

(Lire nos informations page 3.)

Nouvel avertissement soviétique

L'U.R.S.S. souligne la dépendance financière de la Pologne à l'égard de l'Occident

Une délégation polonaise examine à Washington, avec le département du Trésor, les modalités d'un nouveau prêt américain. Le président Carter est décidé à alléger le fardeau du gouvernement de Varsovie.

L'U.R.S.S. veut voir, dans l'intérêt que porte l'Occident à la Pologne, une ingérence dans les affaires d'un pays socialiste. Les « Krawstis » signalent que la dette de la Pologne vis-à-vis de l'Occident a décuplé depuis 1971. Ce rappel n'est sans doute pas le fait du hasard. Il s'inscrit dans la série d'avertissements que le Kremlin adresse aux Polonais.

À Varsovie, la Diète (Parlement) est réunie pour approuver les changements qui sont déjà intervenus dans la composition du gouvernement. En début de séance, le premier ministre, M. Piskowski, a rendu hommage au « patriotisme » et au « sens des responsabilités » de l'Eglise avant de préciser qu'il existait encore « quelques cas de grève » dans le pays. D'autre part — c'est une innovation — la télévision a diffusé intégralement les déclarations du pape sur le droit de la Pologne à l'indépendance et à la souveraineté.

La Diète (Parlement) polonaise s'est réunie ce vendredi 5 septembre pour entériner la nomination au poste de premier ministre de M. Piskowski, en remplacement de M. Bielinski, et les autres changements dans la composition du gouvernement décidés par le plénum du parti le 24 août. Le Parlement doit aussi examiner le plan du gouvernement, élaboré en coopération avec les syndicats officiels, pour faire face à la crise économique et remplir les promesses faites aux grévistes.

Dans son discours d'ouverture, M. Piskowski, premier ministre, a notamment déclaré : « J'espère que l'Eglise catholique, agissant pour le bien du pays, comprendra et soutiendra l'action du gouvernement. Les derniers jours nous ont montré le sens des responsabilités et le patriotisme de la hiérarchie catholique et de l'immense majorité du clergé. » Il a ensuite regretté qu'on enregistre « quelques cas de grève ». « Ces grèves et arrêts de travail », a-t-il souligné, perturbent la coopération entre les entreprises et provoquent dans d'autres cas des

irrégularités dans le « rythme » de travail. En outre, elles aggravent les pertes de l'économie polonaise. Il n'y a plus aucune raison pour que cette situation se prolonge, a-t-il lancé. Les principales revendications des travailleurs ont été satisfaites, a-t-il expliqué, et les autres ont déjà commencé à faire l'objet d'un examen attentif.

Le gouvernement a déjà annoncé le blocage des prix de quarante-sept produits alimentaires de base, tels que : farine, sucre, viandes, fruits et légumes, nourriture pour bébés, boissons ; et de cinquante-cinq biens de consommation courante, tels que : tissus de coton et de laine, vêtements, chaussures, appareils ménagers, médicaments, savon, pâte dentifrice, meubles, télévision.

Sont également bloqués les prix de divers services, des loyers, des coiffeurs, des cordonniers, des soins dentaires et médicaux, ainsi que les tarifs ferroviaires, ceux des tramways, des postes et des téléphones.

(Lire la suite page 3.)

La discorde entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

M. Séguin estime que l'unité d'action « impossible au niveau confédéral » doit être recherchée à la « base »

À la véritable déclaration de guerre syndicale que M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a lancée jeudi 4 septembre contre la direction de la C.G.T., à qui il reproche de s'aligner de plus en plus sur le parti communiste (à propos de l'Afghanistan et de la Pologne notamment), M. Georges Séguin a répondu, vendredi 5 septembre, à Boulogne-Billancourt, par un refus des « polémiques dégradantes ». « L'unité d'action est devenue impossible au niveau confédéral », constate le leader de la C.G.T. « Nous continuerons à la rechercher dans les fédérations et les entreprises. »

Notons qu'à Boulogne-sur-Mer, les marins salariés ont voté vendredi la poursuite de la grève, comme le souhaitait la C.G.T., refusant d'accepter l'« armistice » qui avait la faveur de la C.F.D.T. (Voir page 30.)

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, s'exprimant, quant à lui, de l'évolution de ces deux confédérations, il estime que la rentrée sociale s'opère dans un climat de grande « incertitude syndicale ».

Nul doute, c'est la guerre syndicale. Dans toutes les organisations syndicales, mais aussi à la base, y compris cathédrale, c'est à la fois la demi-surprise, l'inquiétude et l'incertitude.

Les fermes condamnations de M. Maire lancées contre la C.G.T., qui, dit-il, sacrifie l'unité sur l'autel du communisme, ne sont pas tout à fait étonnantes : depuis plusieurs mois déjà, la C.F.D.T., tout axée sur son recentrage — appelé désormais « rassemblement » — avait souligné, sans précaution oratoire, l'alignement de la C.G.T. sur le P.C.F. : à l'occasion des querelles de la gauche ; puis des méthodes d'action sur la scène sociale. Les journaux revendicatifs d'action, séparés plus unies, mais sans l'être tout à fait, se sont alors succédés.

La position adoptée par la C.G.T. en faveur de l'intervention des Soviétiques à Kaboul a élargi le fossé, et M. Maire a condamné le nouveau, jeudi à Nantes, les « forces d'oppression » en Afghanistan et ceux qui, en France, les soutiennent. Au début de l'été, la

bataille sur la durée du travail et ensuite la crise sociale en Pologne ont aggravé les divergences entre C.G.T. et C.F.D.T.

Sur tous les thèmes — politique, revendications, méthodes d'action, attitude dans les négociations — ces divergences se sont accrues. D'un côté la C.G.T. entend se battre, durement, et être présente partout, comme le montre Michel Castaing (lire page 28) ; de l'autre, la C.F.D.T. évolue entre le néo-réalisme et un relatif durcissement, comme c'est le cas sur la durée du travail. On s'attendait, pour la rentrée, aux habituelles variations de ce qu'on appelle l'« unité d'action conflictuelle ». Mais la tactique tous azimuts de la C.G.T. et son comportement à l'égard de la Pologne, d'une part, la stratégie « autonome » et sèche de la C.F.D.T., d'autre part, bouleversent la scène sociale. Avec les discours de Nantes la rupture est officiellement consacrée.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 28.)

Retombées politiques

La volonté de M. Maire de « parler franc » n'est pas nouvelle. C'est traditionnellement celle de la C.F.D.T. Son prédécesseur, M. Eugène Descamps, n'était pas plus tendre que lui pour le secrétaire général de la C.G.T. de l'époque, Benoît Frachon.

C'est même ce souci de lucidité qui avait conduit la direction de la C.F.D.T. à adopter, dès 1977 — six mois avant les élections législatives — le « rapport Moreau » montrant les lacunes de l'union de la gauche politique et soulignant la nécessité pour la confédération d'avoir une attitude autonome par rapport aux alliances — ou divisions — des partis politiques. On ne saurait donc parler aujourd'hui de « rupture de l'union syndicale » : celle-ci est ancienne; les événements internationaux récents l'ont toutefois aggravée.

La C.F.D.T., qui a espéré pendant un temps voir la direction de la C.G.T. prendre quelques distances par rapport au P.C.F., estime aujourd'hui que sur l'Afghanistan ou la Pologne les responsables C.G.T. ont « collé » de plus en plus étroitement à M. Marchais, qui s'alignait de plus en plus sur l'attitude de Moscou. Les critiques sur « la C.G.T. courtoise » de transmission du parti-communiste ont repris leur actualité.

Elles n'empêcheront pas des actions communes au coup par coup. Mais dès à présent elles ont une double incidence politique. Sur la gauche en général, dont l'union était déjà fort ébranlée. Sur la stratégie du parti socialiste en particulier, dont les souhaits officiels de reconstruction de la gauche paraissent vains, et dont la minorité d'adhérents membres de la C.G.T. est de plus en plus isolée syndicalement. Lorsqu'elle s'exprime au sein de la confédération, elle se fait rabrouer de plus en plus séchement, accusée de déviation par rapport à la ligne confédérale. Et lorsqu'elle se fait, elle semble cautionner une orientation syndicale souvent opposée à celle du P.S.

La minorité du P.S., qui a toujours été plus proche de la C.F.D.T. — en particulier M. Michel Rocard, — n'a pas de ces problèmes. Mais la dureté de son des dirigeants cathédraux pour le général, dans la mesure où leur scepticisme sur les chances politiques de la gauche en 1981 peut décourager une partie de l'électorat, qui alimenterait croire à des « lendemains qui chantent ».

AU JOUR LE JOUR

MAUVAIS EXEMPLE

Quel travail, la révolution ! Il faut se libérer du capitalisme privé, puis surveiller la bureaucratie, autogérer sa vie quotidienne, réclamer la liberté de parole, créer des syndicats autonomes, s'exposer aux accusations d'« anti-socialisme » et regarder enfin ce que fait l'armée rouge.

Les Polonais qui ont vu la plage de la Baltique sous les pavés de Gdansk ont été contaminés par une pensée pernicieuse : la révolution socialiste est accomplie quand le dépassement de l'état est acquis. Son auteur ? Un niais! anti-socialiste du nom de Karl Marx !

HENRI MONTANT.

LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Le réveil des mammoths

« Finalement les mammoths se sont réveillés. » Ce commentaire d'un haut fonctionnaire, qui a appris à bien connaître l'industrie française, illustre parfaitement la formidable redistribution des cartes à laquelle on assiste depuis plusieurs mois. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, C.G.E., Thomson, Michelin, B.S.N., Gervais-Danone, Renault, Peugeot-Citroën, Matra, Rhône-Poulenc, Elf, tous les grands noms, ou presque, du « business » participent à un étonnant carrousel. Celui-ci vend à cet autre, qui rachète pour mieux se débarrasser d'un poids mort au profit d'un troisième, tout heureux de tailler des coupures à un quatrième qui

lui-même... Bref les affaires reprennent et quelles affaires ! Elles concernent des milliers d'emplois et mettent en jeu des millions sinon des milliards de francs.

Faut-il voir dans la multiplication de ces opérations une réédition du choc pétrolier de 1973 ? Qu'est-ce qui fait courir les managers ? La rationalité industrielle, mise au service d'une stratégie, ou l'opportunisme ?

Toutes ces opérations de concentration, de recentrage ou de redéploiement sectoriel ou géographique, sont en passe de bouleverser considérablement l'outil industriel français.

par PHILIPPE LABARDE
et JEAN-MICHEL
QUATREPOINT

était l'un des axes de la politique pompidolienne, et l'on ne jurait alors que par la constitution de grands groupes français susceptibles de lutter à armes égales avec leurs concurrents étrangers. C'est à cette époque que naquirent les Creusot-Loire et autre P.U.K. (Peuchiney Ugine Kuhlmann) dans le même temps où se renforçait Rhône-Poulenc.

« Ce ne fut pas triste », commente un financier. De fait : qui ne se souvient de la bataille boursière lancée par ce qui n'était alors que B.S.N. pour prendre le contrôle du trentenaire... Saint-Gobain. Stranage issue au demeurant que celle de cet affrontement qui, loin de déboucher sur la constitution d'un grand groupe verrier, se solda finalement par le rapprochement de Saint-Gobain et de Pont-à-Mousson sous l'égide du groupe Suez, et celui de B.S.N. et de Gervais-Danone.

L'état, il est vrai, n'avait pas

ménagé les incitations financières. Il voulait de grands groupes : il les eut au travers d'opérations qui, parfois, ressemblaient plus à une course au chiffre d'affaires qu'à une restructuration industrielle rationnelle.

(Lire la suite page 27.)

« PASTORALE », UN FILM D'OTAR IOSELIANI

La description poétique du monde

Depuis qu'Otar Iosseliani parle de son pays, la Géorgie, les choses ont changé. Avec Pastorale, on est loin de la Chute des feuilles, son premier film (1), qui s'ouvrait sur les vendanges et s'achevait sur l'immensité d'une église. Avec Pastorale, le cinéaste se fait plus grave, plus désenchanté.

Toujours tendre et critique, il

montre les Géorgiens et leur façon de vivre, de travailler, mais constate cette fois que l'invasion du progrès a touché les racines. L'électrophone, qui rend dérisoire le gramophone, la pêche à la dynamite, l'épandage de l'engrais par avion, la télévision sous les porcelaines de famille... Iosseliani s'attarde plus sur ces éléments incongrus, dénatrants, que sur la traditionnelle image du Géorgien qui chante et boit beaucoup de vin.

On ne voit pas très bien pourquoi les autorités soviétiques aient retenu jusqu'à cette année que Pastorale soit vu à l'étranger. Il aura fallu attendre quatre ans pour qu'un festival l'oblige (celui du jeune cinéma, à Hyères, au mois de juin), et que le cinéma Cosmos, où passent les productions soviétiques, le présente au public parisien.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 31.)

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



Demain
LE MONDE DIMANCHE
Des abris contre l'attaque nucléaire
Une enquête de Jacques Isnard.

(1) Corinne Marion, *Qui a peur de Soljenitsyne ?*, préface d'Olivier Clément, Ed. Fayard, 293 p., environ 45 F.

(2) Soljenitsyne, *L'Erreur de Foc-sien-tse*, Ed. Grasset, 100 p., environ 28 F.

(3) Georges Nivat, *Soljenitsyne*, Ed. du Seuil, 124 p., environ 30 F.

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES PROLONGEMENTS INTERNATIONAUX

Les puissances occidentales sont décidées à apporter une aide accrue à la Pologne, en prenant soin toutefois de ne pas se mêler des affaires de ce pays. En revanche, l'U.R.S.S. — qui poursuit sa campagne contre les « forces antisocialistes » — dénonce à ce propos les « ingérences » des « impérialistes ».

● A BERLIN-OUEST, devant le trente-deuxième congrès de l'Internationale libérale, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a déclaré jeudi 4 septembre : « La politique de détente doit aussi faire ses preuves en rapport avec les événements de Pologne. Cela signifie que nous et tous les autres reconnaissions également que le peuple et les dirigeants polonais ont seuls la responsabilité et la compétence pour résoudre les problèmes de leur pays. Si en Pologne les travailleurs ont réussi à obtenir par la grève des promesses d'amélioration de leurs conditions de vie, si le gouvernement a donné son accord à la création de syndicats autonomes, une des conditions préalables fut le climat de détente. »

« Notre attitude vis-à-vis des événements de

Pologne doit rester empreinte de retenue et de prudence, comme ce fut le cas ces dernières semaines. Nous attendons que les autres fassent de même. C'est avec une grande émotion et une grande sympathie que nous désirons rendre hommage au sens de responsabilité et à l'indépendance dont ont fait preuve les Polonais. Et je pense qu'il serait bon que de nombreux pays démocratiques aident la République populaire de Pologne à résoudre cette partie des problèmes du pays par une coopération économique et financière. »

● A WASHINGTON, le président Carter a déclaré jeudi devant la direction de l'A.F.L.-C.I.O. : « Pour moi, il n'y a qu'une vérité : des syndicats libres pour les travailleurs, partout. » Les ouvriers polonais ont démontré que « des syndicats libres sont un des éléments de base de la démocratie et que les droits de l'homme et les droits du travail sont indissociables. » Les ouvriers et le gouvernement polonais, a-t-il ajouté, ont montré qu'une société qui fait face franchement à ses problèmes, sans inter-

vention de pouvoirs étrangers, peut en sortir renforcée. »

Le président est décidé à apporter « une aide économique adéquate ». Actuellement, trois représentants du gouvernement de Varsovie discutent à Washington avec le département du Trésor.

De son côté, comme l'indique notre correspondant (lire page 8), l'A.F.L.-C.I.O. a décidé de créer un fonds d'assistance spécial pour aider les ouvriers polonais à financer les syndicats autogérés.

● A MOSCOU, jeudi, l'agence Tass a dénoncé, comme elle le fait chaque jour, les éléments « subversifs » qui bénéficieraient du soutien de l'Occident, notamment des sociaux-démocrates (voir l'article de notre correspondant). De son côté, le quotidien « Izvestia » mentionne l'endettement croissant de la Pologne vis-à-vis de l'Occident. Le journal signale que cette dette a dépassé des 1977 (rapportons que M. Gierek est arrivé au pouvoir à la fin de 1970).

● A PRAGUE, le journal du P.C. « Rude Pravo » évoque les événements de 1968-1969 en Tchécoslovaquie. Il écrit : « A un moment où le socialisme est devenu un système mondial, le principe de l'internationalisme prolétarien prend un nouveau contenu. De nouvelles formes, naguère inconnues, de relations entre États font leur apparition, fondées non seulement sur la reconnaissance mutuelle ou l'indépendance et la souveraineté, mais principalement sur une aide mutuelle fraternelle et sur la défense commune des acquis du socialisme. »

« Notre propre expérience nous a montré que la contre-révolution ne dort pas mais attend que l'occasion se présente. »

« Incapables de liquider le socialisme par une attaque frontale, les adversaires du socialisme luttent de temps à autre, ou systématiquement, pour une forme d'insurrection, qui signifie une attaque du socialisme de l'intérieur. Nous ne pourrions jamais oublier le jeu dangereux joué par les antisocialistes dans notre pays. »

Tass accuse les syndicats sociaux-démocrates d'aider les « forces subversives »

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a opposé, jeudi 4 septembre, pour la première fois, « l'aide internationale » des pays socialistes à la Pologne, et en premier de l'Union soviétique, aux « sommes considérables » envoyées par certains syndicats sociaux-démocrates. Elle a dénoncé les forces qui agissent à partir de positions antisocialistes et se livrent à une activité subversive contre le régime existant.

Sous la signature de M. Youri Kornilov, Tass s'en prend tout d'abord au parti socialiste français qui « a été prononcé contre toute ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne et s'est déclaré préoccupé par certaines publications parues dans la presse ». Tass s'agit-il d'aider la Pologne socialiste à surmonter ses difficultés, ou de tirer un avantage politique en spéculant sur cette pseudo-préoccupation, demande Tass, avant de passer à la contre-attaque.

Cette question est d'autant plus opportune, écrit l'agence, qu'il s'agit de la France. On sait que, depuis plus d'un mois, ce pays est bouleversé par de puissantes batailles de classes. Cherchant à réprimer la grève des marins-pêcheurs français, dont le caractère massif n'a pas de précédent dans l'histoire d'après-guerre en France, les autorités lancent contre les grévistes non seulement la police et la gendarmerie, mais la flotte militaire. La presse annonce que de nombreux préjudices sont causés et que le préjudice causé à la suite de la grève se chiffre déjà à des millions de francs. »

Le Conseil central des syndicats polonais a demandé à la délégation des trade-unions d'ajourner sa visite à Varsovie

De notre correspondant

Londres. — Le congrès de la confédération intersyndicale (TUC) s'achève dans la confusion, après le refus de l'organisation officielle des syndicats polonais de recevoir en ce moment une délégation syndicale britannique. A l'issue d'un vif débat, où ils avaient été vigoureusement critiqués, les dirigeants du TUC avaient, non sans mal, obtenu l'accord du congrès sur l'envoi d'une délégation pour une visite de cinq jours en Pologne.

Or, sans avoir consulté les Britanniques, le Conseil central des syndicats polonais a fait savoir qu'il préférait que la visite soit ajournée (la Pologne a des problèmes en ce moment. Nous n'avons pas le temps de recevoir une délégation, a-t-il dit un porte-parole à Varsovie).

ou, à la rigueur, qu'elle se limite à une seule journée.

Les dirigeants du TUC ont finalement décidé d'annuler la visite. Le tumulte provoqué par le projet de visite polonaise illustre, en fait, les difficultés de la hiérarchie syndicale dans sa politique vis-à-vis des organisations syndicales des pays de l'Est. Son souci de maintenir les contacts se heurte à une opposition grandissante. Dans la soirée de jeudi, le congrès, ignorant l'avis de M. Murray, secrétaire général du TUC, a adopté à une nette majorité le principe d'une action en faveur de la libération des dissidents emprisonnés en Tchécoslovaquie.

H. P.

Nouvel avertissement de Moscou

(Suite de la première page.)

Tous ces prix entrèrent sans doute dans l'élaboration de l'indice sur lequel sera calculée l'augmentation du coût de la vie, sur laquelle devraient être indexés les salaires.

Les mineurs de Silésie ont repris le travail, même les quinze mille ouvriers des mines Schembierki, Dimitrov et Bohrek, dans la région de Bytom, qui, outre les revendications d'ordre général, réclamaient des changements dans la direction des houillères et parmi le personnel d'encadrement.

Le ministre des mines, M. Lejorak, après avoir appelé à la rescousse M. Jaroslaw Sienkiewicz, président du comité de grève (M.K.S.) de Jastrzebie, devenu « comité fondateur » du nouveau syndicat indépendant de la région de Silésie, a pu parvenir à un accord avec les grévistes, tard dans la soirée de jeudi.

Quelques mouvements spor-

diques de grève sont signalés : les conducteurs d'autobus de Bielski, les travailleurs de la station thermique de Busko-Zdroj, les conducteurs de bus et les mécaniciens employés par la municipalité de Tarnow.

La constitution de syndicats indépendants et autogérés va bon train. Ainsi, à Varsovie, des réunions d'acteurs ont eu lieu mercredi et jeudi dans plusieurs théâtres. Les scientifiques aussi, après avoir tenu des assemblées générales sur leur lieu de travail, ont tenu, jeudi, dans un appartement privé, une réunion de représentants et de délégués désignés de soixante institutions scientifiques et de laboratoires de recherche industrielle en vue de créer rapidement un syndicat indépendant. Ils ont deux revendications spécifiques : ils veulent avoir leurs passeports à poche pour pouvoir voyager librement et obtenir une garantie contre la possibilité de licenciement pour des motifs politiques.

Parfois, les représentants des syndicats officiels agissent de façon maladroite. Mardi, aux usines Nowotki (moteurs Diesel) de Varsovie, l'une des plus grandes entreprises de la capitale, un délégué du syndicat officiel avait affirmé, dans un entretien publié dans le journal « Voie du travail », que le personnel ne souhaitait pas la création de nouveaux syndicats. Après lecture de l'interview, le personnel se mit en grève, créa un comité d'indépendance et exigea un rectificatif dans la presse. Jeudi, le Zycie Warszawy a brièvement relaté cette affaire.

Reste à voir comment sera réglé le problème des cotisations. Jusqu'à présent, elles étaient re-

tenuës automatiquement sur les salaires. Si les travailleurs exigent désormais qu'elles alimentent les caisses des nouveaux syndicats, les « anciens », qui ont une très lourde machine administrative, seront confrontés à des grandes difficultés de trésorerie.

Les nouvelles organisations naissent d'ailleurs de manière si spontanée et si rapide que leurs fondateurs ne savent pas très bien où ils vont. Leur seule certitude, leur seul modèle, reste le M.K.S. de Gdansk, et leur premier projet est souvent de se rendre sur le littoral « pour demander à Walesa », plus que jamais le héros du moment.

Une caisse noire de 1 million de dollars pour financer des voyages d'agrément

Toute l'action des autorités semble viser pour l'instant à restaurer l'unité nationale. C'est dans cet esprit que l'on a interprété l'initiative exceptionnelle qui a consisté, de la part de la radio nationale, à diffuser jeudi soir l'intégralité des déclarations faites mercredi par le pape Jean-Paul II au cours de son audience hebdomadaire : le souverain pontife évoqua le « droit moral de la Pologne à la souveraineté et à l'indépendance ». « La souveraineté signifie un juste droit à l'autodétermination », avait dit Jean-Paul II, ajoutant qu'il priait pour que la Pologne ne soit victime « d'aucune agression, d'où qu'elle vienne » (le Monde du 5 septembre).

D'autre part, le texte d'un message de l'évêque polonais, datant du 27 août et évoquant, en liaison avec les grèves qui se poursuivaient alors, « les droits inaliénables de la nation polonaise », a pu être publié jeudi intégralement par le quotidien catholique pro-gouvernemental Sionna Powszechna, à qui la censure avait auparavant interdit de le faire.

Enfin, le bureau politique du parti a constitué une commission d'enquête chargée d'examiner les reproches adressés à l'ancien directeur du comité d'état pour la radio et la télévision, M. Szczepanski, limogé le 24 août.

Le communiqué ne donne aucune précision sur les accusations portées contre M. Szczepanski, qui est encore membre du comité central et député. Depuis son éviction de la radio-télévision, un inventaire de la fortune et des biens de M. Szczepanski circule dans les milieux de l'audio-visuel. M. Szczepanski se trouve à l'hôpital, précise-t-on de sources autorisées. Une manipulation supposerait d'abord la levée de son immunité parlementaire, qui ne peut être votée par la Diète qu'à la demande des autorités judiciaires. Cependant, le commu-

niqué donne dès à présent un caractère public à l'affaire.

De sources officielles, il a été précisé oralement que cinq personnes occupent des postes importants à la radio-télévision ont été limogées en raison de cette affaire et ont été priées de ne pas sortir de chez elles avant la fin de l'enquête. Une caisse noire de 1 million de dollars aurait été créée à Londres pour financer des voyages d'agrément, et un correspondant polonais londonien de la télévision impliqué dans cette affaire aurait disparu. Il serait recherché en vertu d'un mandat d'interpol. — (A.F.P., U.P.I., A.F., Reuter.)

LE MONDE
diplomatique

numéro de septembre

TERRORISMES
« NOIR » ET « ROUGE »
L'aventurisme
de la lutte armée
en Italie
(par MARCO BOATO)

Le numéro : 7 F.
5, rue des Italiens,
75247 Paris Cedex 08.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout.)

FRANÇOIS MITTERRAND
Premier Secrétaire du Parti Socialiste

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

CLUB DE LA PRESSE
EUROPE 1

Dimanche
7 Septembre
à 19h

EUROPE

Allemagne fédérale

L'extrême droite a multiplié ces derniers mois les actions antisémites et xénophobes

De notre correspondant

Bonn. — La police ouest-allemande, en opérant une série d'arrestations, a porté ces jours-ci un coup sérieux aux groupements néo-nazis. Les nationalistes du III^e Reich ne représentent guère une menace pour l'Allemagne. On les soupçonne de maintenir des liens avec l'étranger. C'est ainsi que le Groupe d'action allemand, dont une demi-douzaine de membres ont été appréhendés, aurait entretenu des contacts avec la FANE, qui vient d'être dissoute en France.

L'opération de la police est consécutive à l'attentat qui a causé la mort de deux Vietnamiens, à Hambourg, le 22 août. Un centre d'accueil pour réfugiés avait été incendié et les murs barbelés d'inscriptions xénophobes.

Les enquêteurs ont très rapidement mis la main sur six personnes liées à des mouvements néo-nazis et soupçonnés d'avoir joué un rôle dans cette affaire. Deux d'entre elles seraient passées aux aveux.

Ces derniers mois, le nombre des actions violentes attribuables à des mouvements néo-nazis s'était accru : des bombes ont été lancées à Esslingen contre une exposition consacrée à Auschwitz. Un camp de réfugiés à Lörach a été attaqué en août. A Hambourg, les terroristes s'en étaient pris un peu plus tôt à l'école Jean-Marie Leclercq, où la mémoire du pédagogue polonais qui, sous l'occupation nazie, se sacrifia à la tête des enfants dont il avait la charge. Le camp de Zindorf, où sont reçus la plu-

part des étrangers demandant l'asile politique, a également été l'objet d'un attentat en juillet.

Selon l'office de protection de la Constitution, une vingtaine de groupements néo-nazis existaient en République fédérale allemande. Le nombre de leurs sympathisants est évalué à 17 300; les membres actifs toutefois ne seraient pas plus de 250 ou de 300. Ceux-ci seuls seraient responsables des lettres de menaces adressées à des citoyens israéliens, des pétards placés dans les cinémas ou des détonations des films anti-nazis, ou des croix gammées peintes dans les cimetières juifs.

Les citoyens comme les autorités étaient d'autant plus enclins à se laisser impressionner par les regards des quelques « déséquilibrés » résolus à faire revivre le nazisme, que le seul véritable parti d'extrême droite, le NPD, a connu un déclin indéniable. Si, en 1968 et 1969, il avait réussi à conquérir quelques sièges dans les parlements des Länder, il n'est pas parvenu à faire élire des candidats au Bundestag de Bonn. Il n'atteint pas 1 % des suffrages aux élections fédérales.

Pour être l'absence de succès politique a-t-elle poussé les nationalistes du III^e Reich à la violence. L'afflux de réfugiés en R.F.A. leur a fourni en tout cas une occasion d'exploiter la xénophobie latente de beaucoup de citoyens. Le thème de « l'Allemagne aux Allemands » trouve plus d'écho qu'il y a quelques années.

JEAN WETZ.

Belgique

POUR ÉVITER L'ÉCLATEMENT DU GOUVERNEMENT M. Martens suspend sa décision de réduire les salaires des fonctionnaires belges

De notre correspondant

Bruxelles. — Le président du parti social chrétien a sans doute sauvé le gouvernement de Martens, brusquement menacé de dissolution, le mercredi 3 septembre. Alors que les services publics venaient d'annoncer une grève générale pour le 19 septembre, M. Martens a suspendu sa décision de réduire les salaires des fonctionnaires belges (1150 millions de francs français).

Mardi après-midi, le président du parti social chrétien a proposé au premier ministre d'adopter une position de repli. Un effort sera demandé à toutes les formations politiques, mais il ne faut pas que les fonctionnaires soient frappés avant les autres Belges. Il a été rejoint par le président du parti socialiste, André Vrombout.

Le gouvernement obtient ainsi un premier sursis, mais, en octobre et en novembre, d'autres épreuves aussi dures l'attendent.

PIERRE DE VOS.

Portugal

LE GÉNÉRAL EANES SERA CANDIDAT A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le général Eanes a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de décembre, le jeudi 4 septembre. Plus de deux cents personnalités se sont réunies au palais de Belem pour lui manifester leur appui : anciens chefs de gouvernement, anciens présidents de l'Assemblée, dirigeants du parti socialiste, du mouvement réformateur et de l'ADSD, organisation constituée par des dissidents du parti social-démocrate, personnalité en déclin, comme M. Perdigão, le président de la toute-puissante Fondation Gulbenkian.

Le général se présente comme le candidat du régime démocratique. En mai, la commission nationale du parti socialiste avait chargé M. Soares d'« approfondir » les contacts avec le chef de l'État afin d'obtenir de ce dernier des garanties concernant « sa fidélité à l'esprit du 25 avril et aux principes essentiels de la démocratie politique, sociale, économique et culturelle consacrés dans la Constitution ».

Un atout considérable pour le P.S.

Un accord a été conclu fin août. En cas de victoire, considérée comme très probable, le général rechercherait « un consensus entre les forces qui se réclament du socialisme démocratique et de la social-démocratie ».

Les trois bâtiments, les destroyers Antrim et Coventry et la frégate Alacrity ont été accueillis par la frégate 514 de la marine chinoise, qui les a escortés, par un temps radieux, jusqu'au cœur de la grande ville portuaire de Chine orientale. Les navires de la Royal Navy ont en effet été autorisés à mouiller — privilège qui n'avait été accordé à aucune autre marine européenne depuis la guerre — le long d'une jetée nouvellement construite du fait de l'augmentation des échanges commerciaux et bancaires avec l'étranger.

Les sept cents officiers et marins des trois navires britanniques, qui sont placés sous le commandement du contre-amiral Conrad Jenkin, séjourneront à Shanghai jusqu'au 8 septembre.

En 1949, un incident avait opposé aux troupes communistes campant aux portes de Shanghai, la frégate anglaise Amethyst, qui tentait de remonter le Yangtze pour porter des secours au personnel de l'ambassade britannique à Nankin. L'attaque s'était produite le 19 avril 1949. Immobilisée pendant plus de trois mois, l'Amethyst, après avoir perdu dix-neuf hommes d'équipage, avait réussi à gagner la haute mer, dans la nuit du 30 juillet, en passant à travers les lignes communistes, près de Chingyin. Cet exploit a été retracé par la suite dans un film.

Le nom d'Alacrity, porté par l'un des trois navires repus aujourd'hui par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait tenté en 1949 de venir en aide à l'Amethyst.

En outre, la persistance de tendances « gauchistes » — c'est-à-dire antiréformistes — chez les responsables ruraux.

En mai, d'octobre suivant, deux documents du comité central furent censés mettre les choses au point. Ils indiquaient, en substance, qu'il était permis de diviser les équipes de production en « groupes de travail », mais à condition que l'équipe conserve la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité et de la

tion, du repliement à la récolte pour la culture du riz par exemple — qui ne laisse plus à l'équipe qu'un rôle formel. Autour de ce système, toutes sortes de variantes peuvent intervenir, en particulier quant à la répartition des terres, pour l'utilisation des animaux de trait, des instruments aratoires, des équipements mécaniques ou des pompes d'irrigation, etc. Mais la tendance est claire : revenir aux méthodes précooperatives au début des années 60.

par Liu Shaoqi après les déceptions qui suivirent la généralisation précipitée et systématique des communes populaires.

Or cette orientation est formellement contestée dans plusieurs provinces. Le désapprobation la plus nette a été formulée en juillet par le premier secrétaire de l'organisation du parti au Jilin, M. Wang Enmao, qui a condamné l'allocation de « quotas de production » à des groupes familiaux, ajoutant que des progrès ne seraient accomplis que par la productivité et le bien-être de tous que par « la coopération et le développement de l'économie collective », non en laissant « chacun travailler pour soi ».

M. Wang Enmao n'est pas le seul à avoir donné son avis. Le 10 août, le gou-

verneur du Hebei, M. Li Erzhong, rappelait qu'il ne pouvait être question « de toucher à la propriété collective des moyens de production » et condamnant « certaines équipes de production qui ont pillé les terres, les outils, les équipements agricoles entre des exploitations individuelles, ouvertes ou déguisées ». Et d'ajouter : « Il se dit que tout en critiquant la ligne gauchiste, nous devons également nous garder des phénomènes d'arrière ».

On retrouve des avertissements du même genre, dans le Guizhou, le Hubei, etc. Ce genre de réaction a pour une part des raisons techniques. L'atomisation des unités de production a fait naître des difficultés intolérables dans l'utilisation d'équipements — rares au demeurant — qui ne pouvaient être divisés. Le cas s'est même présenté, en pleine sécheresse, de systèmes d'irrigation qui ne pouvaient être alimentés par les pompes mécaniques collectives. D'une manière plus générale, on conçoit que la modernisation de l'agriculture se fasse difficilement avec le retour des structures d'exploitation traditionnelles. A moins de 100 kilomètres de Pékin, il est courant de voir des haies ou des charniers tirés par des hommes, signe de paupérisme fondamental qui rend difficilement concevable — sans action collective — le passage à la mécanisation.

Or, indépendamment des questions que l'on peut se poser sur l'amélioration des conditions de vie des paysans et des paysannes, cette mécanisation est indispensable si l'on veut accroître sensiblement à terme les rendements de l'agriculture : les labours profonds, une utilisation rationnelle des engrais chimiques ne sont guère possibles autrement. Pour ne rien dire du poids des traditions qui, dans de petites unités familiales, s'opposent souvent à l'introduction de techniques aussi élémentaires que l'assolement périodique.

Il y a quelques raisons tout-à-fait de penser que le débat est éminemment politique. D'abord, parce que la presse centrale continue à critiquer avec beaucoup plus de sévérité les méfaits des gauchistes que les erreurs droitières. Le 27 août, le Comité du peuple a même publié un court article pour montrer à quels « retards » le refus de passer à des exploitations familiales avait pu conduire une brigade située précisément dans le Jilin — province de M. Wang Enmao. Inversement, on constate que le premier secrétaire du Jilin, un ancien militaire, n'est pas en désaccord avec les tendances aujourd'hui dominantes à Pékin sur le seul problème des systèmes d'exploitation. En fait, le contre-pied de tout ce qui se dit ailleurs depuis deux ans, il affirmait en juillet qu'il était nécessaire de continuer à envoyer de jeunes instituteurs dans les campagnes, notamment précipitamment, parce que « l'un des objectifs du communisme est de faire disparaître les écarts entre la ville et la campagne ». Ces propos, inspirés par les meilleurs auteurs mais ne sont pas de ceux que l'on tient à l'heure actuelle, publiquement dans les cercles dirigeants chinois.

Ces décalages incitent à réfléchir sur la solidité des orientations présentes et les résistances auxquelles elles se heurtent. En fin des comptes, et par exemple dans le sud du Hebei, les responsables locaux ont été incapables de dire à leurs administrés si les systèmes d'exploitation à des unités familiales seraient encore tolérés l'année prochaine.

ALAIN JACOB.

ASIE

Chine

Des résistances se manifestent contre le retour à certaines formes d'exploitation agricole familiale

De notre correspondant

Pékin. — Au moment où les députés chinois sont informés des vastes projets de réformes de l'économie, des opinions d'une surprenante diversité s'expriment sur les orientations souhaitables de la politique rurale. Au cœur du débat se trouve la question de savoir si l'organisation des communes populaires, divisées en brigades et en équipes, doit être maintenue au moins dans ses grandes lignes, ou si un retour à des formes d'exploitation moins « socialistes », plus « privées », est préférable.

Les discussions ont commencé il y a près de deux ans et elles avaient pris un tour assez vif au printemps 1979 avec la publication, dans la presse de lettres dénonçant, les uns, le démantèlement des exploitations collectives,

remunération des paysans, et demeure ainsi « l'unité de base » de l'organisation rurale. Les textes précisant que, sauf cas particuliers exceptionnels (dans les régions montagneuses et peu peuplées notamment), il était interdit d'une part de répartir les terres entre les individus, d'autre part de créer des unités responsables de leurs gains et pertes sur la base d'un groupe familial.

Ces textes ne représentaient évidemment qu'un compromis à l'époque et l'évolution, depuis d'un an, a largement transgressé ces limitations. Une formule de plus en plus répandue consiste à confier à des groupes familiaux la « responsabilité d'une produc-

Pour la première fois depuis 1949

Trois navires de guerre britanniques mouillent dans le port de Shanghai

Pour la première fois depuis l'« Incident du Yangtze » en 1949, trois navires britanniques ont pénétré dans la large embouchure du Yangtze, et, après avoir remonté la rivière Huangpu, sont arrivés, jeudi 4 septembre, à Shanghai.

Les trois bâtiments, les destroyers Antrim et Coventry et la frégate Alacrity ont été accueillis par la frégate 514 de la marine chinoise, qui les a escortés, par un temps radieux, jusqu'au cœur de la grande ville portuaire de Chine orientale. Les navires de la Royal Navy ont en effet été autorisés à mouiller — privilège qui n'avait été accordé à aucune autre marine européenne depuis la guerre — le long d'une jetée nouvellement construite du fait de l'augmentation des échanges commerciaux et bancaires avec l'étranger.

Les sept cents officiers et marins des trois navires britanniques, qui sont placés sous le

commandement du contre-amiral Conrad Jenkin, séjourneront à Shanghai jusqu'au 8 septembre.

En 1949, un incident avait opposé aux troupes communistes campant aux portes de Shanghai, la frégate anglaise Amethyst, qui tentait de remonter le Yangtze pour porter des secours au personnel de l'ambassade britannique à Nankin. L'attaque s'était produite le 19 avril 1949. Immobilisée pendant plus de trois mois, l'Amethyst, après avoir perdu dix-neuf hommes d'équipage, avait réussi à gagner la haute mer, dans la nuit du 30 juillet, en passant à travers les lignes communistes, près de Chingyin. Cet exploit a été retracé par la suite dans un film.

Le nom d'Alacrity, porté par l'un des trois navires repus aujourd'hui par les autorités chinoises, était aussi celui d'une frégate qui avait tenté en 1949 de venir en aide à l'Amethyst.

En outre, la persistance de tendances « gauchistes » — c'est-à-dire antiréformistes — chez les responsables ruraux.

En mai, d'octobre suivant, deux documents du comité central furent censés mettre les choses au point. Ils indiquaient, en substance, qu'il était permis de diviser les équipes de production en « groupes de travail », mais à condition que l'équipe conserve la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité et de la

tion, du repliement à la récolte pour la culture du riz par exemple — qui ne laisse plus à l'équipe qu'un rôle formel. Autour de ce système, toutes sortes de variantes peuvent intervenir, en particulier quant à la répartition des terres, pour l'utilisation des animaux de trait, des instruments aratoires, des équipements mécaniques ou des pompes d'irrigation, etc. Mais la tendance est claire : revenir aux méthodes précooperatives au début des années 60.

par Liu Shaoqi après les déceptions qui suivirent la généralisation précipitée et systématique des communes populaires.

Or cette orientation est formellement contestée dans plusieurs provinces. Le désapprobation la plus nette a été formulée en juillet par le premier secrétaire de l'organisation du parti au Jilin, M. Wang Enmao, qui a condamné l'allocation de « quotas de production » à des groupes familiaux, ajoutant que des progrès ne seraient accomplis que par la productivité et le bien-être de tous que par « la coopération et le développement de l'économie collective », non en laissant « chacun travailler pour soi ».

M. Wang Enmao n'est pas le seul à avoir donné son avis. Le 10 août, le gou-

verneur du Hebei, M. Li Erzhong, rappelait qu'il ne pouvait être question « de toucher à la propriété collective des moyens de production » et condamnant « certaines équipes de production qui ont pillé les terres, les outils, les équipements agricoles entre des exploitations individuelles, ouvertes ou déguisées ». Et d'ajouter : « Il se dit que tout en critiquant la ligne gauchiste, nous devons également nous garder des phénomènes d'arrière ».

On retrouve des avertissements du même genre, dans le Guizhou, le Hubei, etc. Ce genre de réaction a pour une part des raisons techniques. L'atomisation des unités de production a fait naître des difficultés intolérables dans l'utilisation d'équipements — rares au demeurant — qui ne pouvaient être divisés. Le cas s'est même présenté, en pleine sécheresse, de systèmes d'irrigation qui ne pouvaient être alimentés par les pompes mécaniques collectives. D'une manière plus générale, on conçoit que la modernisation de l'agriculture se fasse difficilement avec le retour des structures d'exploitation traditionnelles. A moins de 100 kilomètres de Pékin, il est courant de voir des haies ou des charniers tirés par des hommes, signe de paupérisme fondamental qui rend difficilement concevable — sans action collective — le passage à la mécanisation.

Or, indépendamment des questions que l'on peut se poser sur l'amélioration des conditions de vie des paysans et des paysannes, cette mécanisation est indispensable si l'on veut accroître sensiblement à terme les rendements de l'agriculture : les labours profonds, une utilisation rationnelle des engrais chimiques ne sont guère possibles autrement. Pour ne rien dire du poids des traditions qui, dans de petites unités familiales, s'opposent souvent à l'introduction de techniques aussi élémentaires que l'assolement périodique.

Il y a quelques raisons tout-à-fait de penser que le débat est éminemment politique. D'abord, parce que la presse centrale continue à critiquer avec beaucoup plus de sévérité les méfaits des gauchistes que les erreurs droitières. Le 27 août, le Comité du peuple a même publié un court article pour montrer à quels « retards » le refus de passer à des exploitations familiales avait pu conduire une brigade située précisément dans le Jilin — province de M. Wang Enmao. Inversement, on constate que le premier secrétaire du Jilin, un ancien militaire, n'est pas en désaccord avec les tendances aujourd'hui dominantes à Pékin sur le seul problème des systèmes d'exploitation. En fait, le contre-pied de tout ce qui se dit ailleurs depuis deux ans, il affirmait en juillet qu'il était nécessaire de continuer à envoyer de jeunes instituteurs dans les campagnes, notamment précipitamment, parce que « l'un des objectifs du communisme est de faire disparaître les écarts entre la ville et la campagne ». Ces propos, inspirés par les meilleurs auteurs mais ne sont pas de ceux que l'on tient à l'heure actuelle, publiquement dans les cercles dirigeants chinois.

Ces décalages incitent à réfléchir sur la solidité des orientations présentes et les résistances auxquelles elles se heurtent. En fin des comptes, et par exemple dans le sud du Hebei, les responsables locaux ont été incapables de dire à leurs administrés si les systèmes d'exploitation à des unités familiales seraient encore tolérés l'année prochaine.

ALAIN JACOB.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER A ALGER. — Un charnier contenant les restes d'une dizaine de jeunes Algériens, ensevelis entre 1955 et 1960, a été découvert lundi dans les jardins Marengo à Alger, qui abritaient, dans les dernières années de la guerre d'indépendance, un camp militaire français, rapporte jeudi 4 septembre la presse algérienne. Celle-ci assure qu'une main scellée appartenant à un enfant d'une dizaine d'années a également été retrouvée sur les lieux. — (Reuters, A.F.P.)

Brazil

● LE PARLEMENT a approuvé jeudi 4 septembre une loi qui autorise le président à dissoudre les élections municipales qui devaient avoir lieu cette année. Au cours d'une séance houleuse, le parti gouvernemental a fait adopter un projet de loi prolongeant le mandat des quatre mille maires et des quatre mille conseillers municipaux jusqu'en 1982. — (A.F.P.)

Cuba

● M. GROMYKO, ministre soviétique des affaires étrangères, fera une visite officielle à La Havane à la mi-septembre, en se rendant aux Nations unies, a annoncé l'agence Tass le jeudi 4 septembre. — (Reuters.)

Espagne

● LES AUTORITÉS NAVALES ESPAGNOLES ont refusé de délivrer à quatre navires soviétiques des permis d'accès dans le port de Las Palmas, aux Canaries, a annoncé jeudi 4 septembre, le quotidien madrilène El País. Les bâtiments soviétiques qui devaient jeter l'ancre dans le port de Las Palmas sont tous des navires scientifiques. Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le refus est dû à l'application stricte de l'accord de pêche hispano-soviétique de 1978, qui interdit aux navires soviétiques de pêcher dans les eaux des Canaries. — (A.F.P.)

Guatemala

● LE COLONEL OSCAR MENDOZA a été nommé vice-président de la République en remplacement de M. Villagrán Kramer, qui a donné sa démission (Le Monde du 3 sep-

tembre). D'autre part, le président de l'agence de presse Centroamericana, M. Velasco Toledo, a été assassiné dans la capitale, le mercredi 3 septembre. — (A.P., Reuters.)

Haïti

● M. JI PENG-WEI, VICE-PRÉMIER MINISTRE CHINOIS, a entamé, mercredi 3 septembre, à Port-Louis, une visite de quatre jours à l'île Maurice, durant laquelle il doit entretenir de la délimitation de l'océan Indien et de l'aide chinoise à la construction d'un nouveau port dans la capitale mauricienne.

« La Chine partage l'inquiétude grandissante que nous inspire la réalité des super-puissances dans l'océan Indien », a déclaré Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien, dans son allocution de bienvenue.

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

● LE PRINCE JOHN DELAMINI, premier ministre du Swaziland, frère du roi Sobhuza II, a été tué dans un accident de la route, dans l'est du Transvaal, annonce la radio sud-africaine. — (A.F.P.)

L'INFLUENCE DE LA POLITIQUE DE L'ÉGLISE A L'EST DU VATICAN SUR L'ÉVOLUTION SOCIALE DES DÉMOCRATIES POPULAIRES.

ERNEST MILCENT

A L'EST DU VATICAN

« Ernest Milcent fait le bilan de l'Est-politik dans un livre passionnant par ses détails souvent inédits. Avec Jean-Paul II, les responsables des démocraties populaires savent désormais que le Vatican entend bien affirmer sa force. Non seulement en Pologne, mais partout où cela sera nécessaire. »

F. BOSSE-PLATIERE - Ouest-France.

CERF

ASIE OCÉANIE

Japon

MÊLÉ PENDANT LA GUERRE A L'AFFAIRE SORGE

M. Ritsu Ito, ancien membre du P.C., retourne à Tokyo après trente ans d'exil en Chine

De notre correspondant

Tokyo. — Les photographes de presse japonais accourus à l'aéroport de Tokyo ont mitraillé mercredi 3 septembre comme une vedette de cinéma un revenant, une sorte de fantôme oublié de tous depuis trente ans : M. Ritsu Ito, ancien n° 2 du parti communiste. Ce vieillard à la voix chevrotante et au visage marqué par la vieillesse, pressenti par la presse, a été accueilli par une foule de journalistes, de photographes et de journalistes de l'histoire moderne du Japon.

Le nom de Ritsu Ito est lié en effet à la naissance du mouvement communiste. L'« affaire Sorge », aux « purges rouges » de McArthur au début des années 50, époque à laquelle il entra dans la clandestinité, puis s'enfuit en Chine, d'où il émerge aujourd'hui. Cet homme peut être gênant pour certains : ancien membre du P.C.J., n'étant présent pour l'accueillir M. Ito, accusé de trahison, a été en effet exclu du parti avec fracas en 1953.

M. Ritsu Ito est au centre de l'une des énigmes les plus mystérieuses de l'époque moderne : l'« affaire Sorge ». Correspondant à Tokyo de la Frankfurter Zeitung, Ritschard Sorge, qui résidait au Japon depuis le début des années 30, fut arrêté le 16 mai 1942 avec une demi-douzaine d'étrangers : ils étaient accusés d'appartenir à un réseau à la solde de l'U.R.S.S. Ami intime de l'ambassadeur d'Allemagne, Sorge avait en connaissance des plans de Hitler et les avait révélés à Moscou. Il était en outre très lié au prince Konoye, premier ministre.

En même temps que Sorge, était arrêté un certain Ozaki, employé des chemins de fer de Mandchourie, ami intime du prince. Sorge et Ozaki furent exécutés le 7 novembre 1944. En février 1949, un rapport des forces armées américaines révélait que M. Ritsu Ito aurait été l'une

des personnes à l'origine de l'arrestation de Sorge. M. Ito avait en effet été arrêté par la police impériale en 1939. Il aurait révélé alors l'adresse d'une femme, ancien membre du parti communiste américain. L'arrestation de celle-ci aurait permis de démanteler le réseau Sorge. M. Ito, qui sera l'un des dirigeants du P.C. dans l'immédiat après-guerre, était-il un agent de la police ? Né en 1915, il devient membre du P.C.J. en 1931. Arrêté en 1939, il est relâché deux ans plus tard après avoir repudié le communisme. Il renoue alors avec son ami d'enfance Ozaki, celui-ci même qui sera exécuté. A nouveau arrêté en 1939, libéré en 1940, il sera inculpé par la justice japonaise jusqu'à la fin de la guerre.

Un second mystère

Relâché en même temps que les autres prisonniers politiques par les Américains, M. Ito va gravir très rapidement les échelons du parti aux côtés des « chefs historiques » : Yoshio Shiga, Ken-ichi Tsuruta, Sano Tsunetsuna. Bras droit de Tokuda, alors secrétaire général, M. Ito est rédacteur en chef adjoint de l'organe du P.C., Akahara. Mais, deuxième mystère : les relations de M. Ito avec les forces d'occupation américaines, son rôle dans le « virage à gauche » du P.C. à la fin des années 40.

L'immédiat après-guerre, jusqu'aux hostilités en Corée, est l'une des périodes les plus riches de l'histoire du Japon moderne en raison de l'afférescence et du bouillonnement des idées qui secouent ce pays détruit. Pour faire avancer leur programme de démocratisation, les Américains s'appuient sur les forces de gauche, et en particulier sur le P.C., seul groupe politique à ne jamais avoir

transigé avec le militarisme. Les communistes contrôlent une partie des syndicats et constituent un pôle d'attraction pour les intellectuels. C'est la politique dite du « parti amical », c'est-à-dire du jeu parlementaire. Un premier changement dans la politique américaine vis-à-vis des communistes sera l'interdiction de la grève générale du 1^{er} février 1947. Le P.C. perd alors une partie de son influence sur les syndicats, mais il demeure une force politique qui compte : en janvier 1949, il obtient trente-cinq sièges à la Diète.

L'attitude américaine à l'égard des communistes japonais, mais surtout les injonctions de Pékin et de Moscou au P.C.J. en janvier 1950, de s'engager dans l'action violente, vont bouleverser la politique intérieure du parti. Juin 1950 : en même temps que se déclenche la guerre de Corée, les forces d'occupation américaines publient une liste de « purges rouges ». Vingt-quatre dirigeants sont arrêtés, les autres, dont Tokuda et Ito, disparaissent dans la clandestinité.

Interrogé à Pékin

M. Ito fut-il responsable de ce que les tenants de l'autre ligne au sein du P.C. ont le représentant est M. Miyamoto, président actuel du présidium, nommeront plus tard l'« aventurisme gauchiste » ? Quels furent ses contacts avec les Américains ? Aucun élément ne permet de répondre.

M. Ito, comme Tokuda et M. Nozaka ont fui la répression et se sont réfugiés en Chine. Tokuda mourra à Pékin en 1953. En juillet de la même année, M. Ito est, semble-t-il, séparé de ses compagnons par la sécurité chinoise et interrogé par un membre du P.C.J. S'agit-il du résultat des luttes internes au sein du P.C. (et notamment de la rivalité pour la succession de Tokuda) ou bien le P.C. a-t-il soudain la preuve est-il que, le 21 septembre 1953, Akahara dénonce en des termes d'une rare violence : comparé à Beria, il est accusé d'avoir « vendu le parti aux réactions nées de l'intérieur et de l'extérieur » ? Il sera formellement exclu lors du sixième congrès, en 1955.

Depuis sa fuite à Pékin, on ne savait rien du sort de M. Ritsu Ito. Selon certains, il aurait été éliminé. En fait, il vivait en Chine, tantôt en prison, tantôt à l'hôpital. Pourquoi les Chinois se dédient-ils à le renvoyer au Japon ? Pour des raisons humanitaires ? Il est très malade, comme sa femme, membre du P.C., qui le renia publiquement en 1963. Pour des raisons politiques ? Son retour, en tout cas, embarrasse les communistes en remettant sous le feu de l'actualité des événements peu clairs. Akahara souligne ce jeudi que le retour de M. Ito au Japon est l'occasion d'une « nouvelle offensive anti-communiste ».

PHILIPPE PONS.

Inde

Mme Gandhi invite la presse à jouer un rôle « positif » et à « s'autodiscipliner »

De notre correspondant

New-Delhi. — Le premier ministre indien, Mme Gandhi, a insisté récemment sur la nécessité pour la presse de jouer un rôle positif « dans l'œuvre de reconstruction du pays ». S'adressant, dans les jardins de sa résidence, aux rédacteurs en chef indiens rassemblés à l'occasion de la réunion annuelle de leur association, la All India Newspaper Editors Conference, Mme Gandhi a affirmé qu'elle n'était nullement opposée à toute contradiction. Elle a assuré ses interlocuteurs qu'elle n'avait jamais, au cours des onze années pendant lesquelles elle a exercé les fonctions de premier ministre, tenté d'imposer ses vues aux autres — « telle fut peut-être ma plus grande faiblesse » — mais, au contraire, toujours cherché à rester en contact avec les diverses expressions de l'opinion publique.

Mme Gandhi a qualifié de « fausse » l'image que de nombreux journalistes avaient voulu donner d'elle : celle d'une femme autoritaire ou influencée par une ou deux personnes.

Le premier ministre a ensuite regretté que certains journaux aient, dans quelques États, essayé d'inciter la population à agir contre l'intérêt national. « A l'heure où l'Inde traverse une période difficile, il appartient à la presse, et à elle seule, de s'autodiscipliner. »

Pour Mme Gandhi, l'heure est venue, pour la presse, de se demander où est son devoir. « Est-elle au-dessus des intérêts du pays ? », a-t-elle demandé. « Est-elle plus importante que la paix, l'harmonie et le progrès de la nation ? »

Rappelant l'exemple de Gandhi, elle a invité ses auditeurs à juger leurs actions en se demandant si elles contribuent ou non à « améliorer le sort des plus pauvres et des plus faibles, à favoriser l'unité et la force du pays ».

« Peut-être, a-t-elle ajouté, la presse occidentale trouve-t-elle intérêt à mettre l'Inde sous la violence et sur le crime, à privilégier ce qui est spectaculaire ou source de conflits ? Mais est-ce souhaitable pour l'Inde et pour les pays en voie de développement en général ? Prenez garde de vous laisser influencer par des normes occidentales faussées. Il vous appartient au contraire de vous poser d'autres questions : « Désirez-vous faire œuvre constructive ou considérez-vous plus important de rechercher un scoop ? Quelles sont vos priorités ? »

S'adressant aussi aux rédacteurs en chef, le ministre de l'information, M. Vasant Sathe, leur avait fait remarquer, de son côté, que la liberté de la presse ne signifiait pas « la possibilité de publier n'importe quoi en ignorant les intérêts supérieurs du pays ».

Evocant à son tour les événements de Moradabad, il avait déclaré : « Critiquer, oui ; fêter de l'huile sur le feu, non. Dans pareille circonstance, les journaux doivent veiller à ce que le mépris affiché envers l'autorité ne s'étende pas davantage ». S'efforçant totalement opposé à la censure — « elle ne sera jamais plus imposée », M. Sathe a noté que la responsabilité des journalistes n'en était que plus grande.

Dans sa résolution, la conférence critique d'ailleurs l'attitude de certains journaux qui ont « magnifié les tensions et la violence ». Opinion partagée par l'éditorialiste du Times of India, qui estime que de tels journaux, « feuillets bornés, rédigés dans les langues régionales (et en ourdou), se moquent de toute règle sociale ou professionnelle et transforment la liberté d'expression en licence ».

Reste qu'à son avis les conseils donnés à la presse par les gouvernements sont « quelque peu redondants », dans la mesure où « la profession est fort consciente de la nécessité d'appliquer à elle-même une certaine retenue, une certaine modération ».

« Il est regrettable, estime cependant l'éditorialiste de l'Indian Express, que les autorités ne semblent se préoccuper des devoirs de la presse que lorsque se produit un grave échec de l'administration, dont l'analyse embarrasse le gouvernement ».

Aussi ne voit-il dans les leçons prodiguées à la presse que d'« inutiles sermons », à moins, écrit-il, que « nos ministres ne pensent sérieusement que l'Inde deviendra un lieu de paix et de progrès, de fraternelle cohabitation entre les communautés et de tolérance religieuse, le jour où les journaux ne rapporteront plus ce qui ne va pas dans certaines régions du pays (...). Le premier ministre, conclut l'éditorialiste, a été le premier à reconnaître que la censure imposée à la presse sous l'état d'urgence avait creusé un fossé entre le peuple et le gouvernement. Devons-nous renoueler de telles erreurs ? »

Le journal faisait sans doute allusion à la proclamation par Mme Gandhi de l'état d'urgence, en vigueur de juin 1975 à mars 1977. Elle n'avait pas hésité alors à mettre au pas, c'est-à-dire le plus souvent à jeter en prison, des « mauvais sujets » qui ne pensaient pas comme le gouvernement. Elle avait également instauré la censure, interdisant notamment la publication de toute nouvelle « contestable » ou d'informations « répréhensibles », de nature à susciter « le mécontentement contre le gouvernement ».

La censure de la presse avait été levée en janvier 1977.

P. F.

Australie

Exploration pétrolière et terres sacrées

DES ABORIGÈNES PLAIDENT DEVANT LES NATIONS UNIES POUR LE RESPECT DE LEURS DROITS

Une délégation de trois aborigènes australiens a protesté, mardi 3 septembre, à Genève, auprès de la sous-commission des Nations unies pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités, contre « les pratiques discriminatoires » infligées à leur communauté.

« Nous en appelons à l'opinion publique internationale pour qu'elle reconnaisse notre combat pour l'égalité et la liberté, et qu'elle contrainne le gouvernement australien à prendre les mesures appropriées pour assurer le plein respect de nos droits », a déclaré, selon l'A.F.P., M. Jim Hagan, porte-parole de la délégation et membre du Congrès national aborigène, qui a décrit son peuple comme « sans espoir et sans avenir ».

La délégation aborigène dont était la première démarche devant un organisme des Nations unies, a demandé à la sous-commission de mettre à l'étude cette question et d'envoyer sur place un groupe de travail afin de se rendre compte de la discrimination dont sont victimes, en Australie, quelque deux cent mille aborigènes. « Notre race a été corrompue et le gouvernement a systématiquement dégradé notre héritage culturel », ont-ils dit, selon l'agence U.P.I.

La délégation a attiré l'attention de la sous-commission sur le cas des deux cents membres de la communauté aborigène de Noonkanbah, dans l'État d'Australie-Occidentale. Soutenus par les syndicats et les partis de gauche, cette communauté tente de s'opposer aux visées de la compagnie pétrolière AMAX, qui procède, avec l'accord du gouvernement conservateur de M. Fraser, à des forages dans la région. Or, comme nous l'indiquait notre correspondant en Australie, cette terre est sacrée aux yeux des aborigènes. Ceux-ci craignent que les travaux entrepris ne dérangent l'esprit du « Grand Goéland » (saurien sacré), qui tient une place importante dans leur tradition religieuse.

Le gouvernement australien a assuré la communauté aborigène que ses droits fonciers seront respectés et qu'elle bénéficiera des royalties minières. Les autorités de Canberra, selon notre correspondant, refusent d'envisager une « pause » dans ce programme de recherches, comme on l'y incite dans certains milieux, car elles comptent sur le développement de l'industrie minière et pétrolière pour relancer l'économie.

Déjà, lors de la « ruée sur les diamants », en 1977-1978, plusieurs compagnies minières avaient agi sans l'accord des propriétaires du sol.

AVANT Médecine, Agro, Vét et
"toutes études à vocation biologique"
PRESUP ANNÉE PRÉPARATOIRE de
RECYCLAGE et de MISE A NIVEAU
PRÉPARATOIRE à l'Ens^{sup} Scientifique
Etablissement Privé
NAPAUD 19, rue Jussieu, Paris 5^e
enseignement Tél. 337.71.16 +

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 7 septembre

- Des abris contre l'attaque nucléaire.
- Bataille pour les banques de données juridiques.
- L'autocritique d'un terroriste allemand.

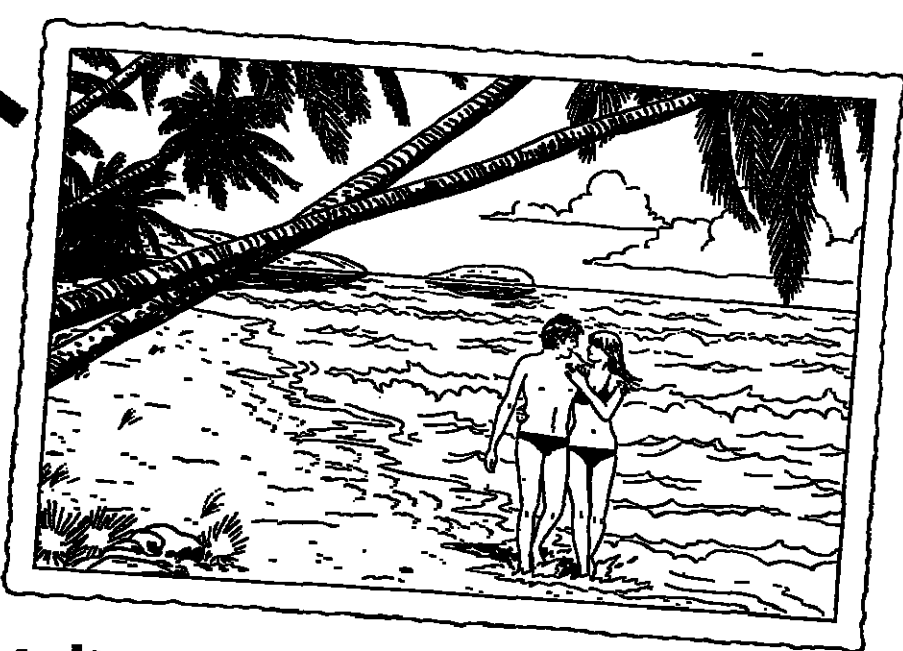
- Une médecine à petits pas.
 - Brunes, blondes et légères.
 - La seconde vie des groupies.
 - Au-dessus du volcan.
 - Les futurs maîtres des robots.
 - Sous le blitz de Londres à 15 ans.
- Les programmes commentés de la télévision et de la radio.

- L'été du « Monde dimanche » :
- Une ville, un écrivain : Berlin, par Jacques Teboul.
 - Jours d'été : une soirée tarte flambée.
 - Trait libre : Alain Letort.
 - As-tu vu Montezuma P (fin), par Balthazar.
 - Ce fut une très belle apocalypse (fin), par Gérard Mathieu.
 - Sports de plein air : le char à voile.
 - Une nouvelle de Daniel Walther.

En vente avec le numéro daté dimanche-lundi : 3,50 F

ALAN LEVY

Emmenez votre mari. Etalez-le sur une plage. Mettez-le sur des skis. Accrochez-le sur un voilier. Plongez-le dans la mer toute bleue. Il ressortira tout neuf. C'est cela le Club. Et le mois de septembre au Club.



Septembre au Club : à partir de 95 F par jour tout compris : sable chaud, voile, tennis, plongée, buffets immenses...

C'est en septembre au Club Méditerranée et c'est nulle part ailleurs.

Pour partir, téléphonez au 2963003

AMÉRIQUES

Nicaragua

UN AN APRÈS LA VICTOIRE DES SANDINISTES

Le régime révolutionnaire est partagé entre le pluralisme et le radicalisme

De notre envoyé spécial

Managua. — Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), est arrivé au pouvoir dans des conditions exceptionnellement favorables : victoire militaire totale sur l'armée somocista, légitimité historique et politique incontestée, soutien international quasi unanime. Fort de ces circonstances, il s'est aussitôt assuré le contrôle des rouages essentiels du pouvoir : armée, police, création d'organisations populaires, occupation de postes-clés dans l'administration et dans le gouvernement.

Cette hégémonie, assortie des positions radicales assumées depuis un an par le Nicaragua sur la scène internationale, et l'allure de ces grilles éternelles, ont valu au régime sandiniste, au côté, ont pu faire craindre à l'étranger que le pays ne s'engage dans une voie maoïste et, plus tard, soviétique. L'aide importante envoyée par le gouvernement de Fidel Castro (professeurs, médecins, techniciens, conseillers militaires) et la sympathie dont il jouit chez les sandinistes ne peuvent que renforcer ces appréhensions.

Pourtant, après un an de gouvernement, le bilan montre que les relations avec la Havane ont eu au moins pour avantage de permettre aux jeunes commandants de ne pas reproduire certaines erreurs de leurs aînés. Contrairement à beaucoup de mouvements révolutionnaires armés pressés de se radicaliser, le FSLN s'est consacré à l'application d'un programme qui devait, espérait-il, être approuvé par la totalité des forces économiques, politiques et sociales non somocistas.

La reconstruction économique

Le programme de « reconstruction nationale » avait pour objectif la remise en marche de la machine économique et la mise en place d'une société politique où toutes les forces pourraient s'exprimer.

Dans le domaine économique, la tâche est difficile si l'on songe aux destructions systématiques des villes et des usines, au pillage des richesses par les somocistas, au départ (il a laissé 3 millions de dollars dans les caisses et une

dette extérieure de l'ordre de 800 millions de dollars). Aujourd'hui, les succès enregistrés (800 000 hectares) correspondent à celles de 1978. Les deux cultures essentielles : coton, pour l'exportation, et grains de base (maïs, haricots et riz), pour l'alimentation, devraient atteindre les chiffres attendus. La pêche, les industries alimentaires et celles de la chaussure, les mines ont connu un redémarrage (ce qui n'est pas le cas des industries chimiques et textiles). Le développement massif du crédit, la stabilisation générale et la création d'emplois ont entraîné un boom du commerce, qui n'a jamais été aussi florissant.

Le calme est revenu, la peine de mort a été supprimée, le pluralisme semble assuré. C'est à Prensa, porte-parole de l'opposition libérale, qui a le plus fort tirage (70 000 exemplaires), suivi de Barricada, organe officiel du Front (environ 25 000 exemplaires), et de Nuevo Diario, qui suit la ligne officielle du « soutien critique » (15 000 exemplaires). L'Église catholique, le contrôle des stations de radio, et des discussions sont en cours pour instaurer une télévision d'État et non plus seulement sandiniste, avec participation de toutes les forces sociales. Il faut cependant noter l'annonce faite le 23 août du dépôt d'un projet de loi de réglementation des informations touchant à la sécurité intérieure du pays, qui pourrait éventuellement permettre une certaine réduction de la liberté de la presse.

Dans le domaine international, le Nicaragua, nouveau membre de l'Organisation des pays non alignés, a établi des relations avec le camp socialiste, mais continue à bénéficier du soutien réel de pays et mouvements aussi variés que les États-Unis, la Venezuela, Cuba, le Mexique et les membres de l'Internationale socialiste.

Le point d'orgue des réalisations de l'année 1980 aura été l'alphabetisation des adultes, quatre-vingt mille volontaires auront, au terme d'une « croisée nationale », qui a pris fin le 23 août, alphabétisé près

de quatre cent mille personnes. Ils ont ainsi réduit le taux d'analphabétisme de plus de 50 % à 13 %.

Des zones d'ombre

Le redémarrage de l'économie s'accompagne cependant d'une inflation qui pourrait atteindre cette année 40 %. La productivité a baissé en raison à la fois de la non-augmentation des salaires et de la disparition des rapports d'autorité antérieurs. Le Nicaragua demeure un pays dépendant, dans lequel l'achat de pétrole et le remboursement de la dette extérieure absorbent à eux seuls 80 % du produit intérieur brut.

Dans le domaine politique, les points noirs tiennent à la tendance à la bureaucratie, à la militarisation, à certaines bavures policières que la Prensa souligne volontiers, et à une conception encore non définie de la démocratie. Les organisations de masses (syndicats, organisations de jeunes et de femmes) peuvent constituer les instruments d'une démocratie de participation véritable. Mais leur fonctionnement interne demeure centralisé. Elles sont pourtant dotées d'une incontestable autonomie issue des habitudes d'initiative et de liberté prises au cours de l'insurrection.

Dans le domaine économique, l'État contrôle la totalité du commerce extérieur et des institutions financières et 40 % du commerce intérieur. Mais il ne participe qu'à 18 % de la production agricole et à 25 % de la production industrielle. Encore faut-il ajouter que les rapports de forces dans l'administration sont toujours favorables aux sandinistes.

L'introduction des organisations de masse au Conseil d'État, organe législatif, est un atout pour le FSLN, mais le bureau du Conseil ne compte que trois sandinistes sur sept membres. La commission chargée des questions de défense et de maintien de l'ordre est présidée par un représentant de l'Église qui, en raison du poids des catholiques au Nicaragua, n'a aucune raison de se contenter d'un rôle de figurant. Partis, syndicats, organisations patronales sont représentés à côté du FSLN, de l'armée et des organisations de masses. Le secteur privé est une minorité, mais sa liberté de parole, d'intervention et de proposition de loi y est entière, tant sur le fond que sur la forme. Les déterminants dans une Assemblée qui se cherche. Poussé par la dynamique politique, le Conseil d'État fait de plus en plus d'usage d'un langage de l'insurrectionnalisation du pluralisme.

Nationalisme et anti-impérialisme

Avant conservé sa capacité de produire et gérer celle de s'exprimer librement, le secteur privé reste centralisé. Il est conscient de sa force, qui repose sur ses indispensables compétences, sur les appuis dont il dispose à l'étranger et sur les sentiments modérés d'une grande partie de la population. Curieux pays, où on peut, le même jour, s'entendre dire par un gros propriétaire terrien :

« Les Américains disent que c'est le communisme qui nous a fait 3 000 hectares de terre et je me porte bien », et un commandant déclarer : « La bourgeoisie porte volontiers de socialisme, mais nous pas. » Les révolutionnaires nicaraguayens s'en tiennent au concept de « sandinisme », tout en ajoutant qu'il est difficile à comprendre pour qui ne connaît pas parfaitement l'histoire de leur pays.

Pour M. Nuñez, responsable du secrétariat exécutif de la direction nationale du FSLN, le sandinisme est avant tout « nationaliste, anti-impérialiste et populaire ». « Du nationalisme, nous tirons la notion d'unité et d'ouverture politique, explique-t-il. L'anti-impérialisme nous est imposé par l'histoire de notre pays, l'un des plus sévèrement touchés par les États-Unis. Le côté populaire se retrouve à la fois dans la façon dont nous avons pris le pouvoir et dans notre objectif fondamental qui est de résoudre les problèmes des plus défavorisés. »

M. Sergio Ramirez, écrivain, membre de la junte de reconstruction nationale, insiste sur le pragmatisme : « Nous ne voulons pas nous enfermer dans des schémas, dit-il. Notre originalité consiste à tenir compte des réalités sans perdre de vue les changements révolutionnaires à mettre en œuvre. » Cette attitude est explicitée par le commandant Luis Carrion, membre de la direction nationale du FSLN, pour qui « les transformations réalisées sont celles qui objectivement sont indispensables pour sortir le pays de la misère. Elles doivent toujours pouvoir être perçues comme telles. »

Un centre névralgique

Les circonstances internes et extérieures amènent à préciser les « axes ». Nous pensons que l'actuelle relation avec la bourgeoisie n'est pas forcément une simple tactique, nous a déclaré M. Moises Hassan, membre de la junte de reconstruction. « Il nous le peine de faire de ce système mixte, qui nous caractérise une stratégie pour une période indéterminée. Ainsi existe-t-il une volonté réelle de ne pas partir d'essayer de ne pas socialiser les moyens de production, mais seulement les excédents. »

« Nous sommes convaincus qu'il faut donner l'opportunité à ceux qui ne sont pas révolutionnaires de rester au processus pour le bien de tous. »

Ce petit pays est le centre névralgique d'une région que les États-Unis considèrent depuis longtemps comme essentielle à leur sécurité. Ils avaient l'intention d'y agir à leur guise. Depuis un an, ils ont dû traiter avec de jeunes révolutionnaires qu'ils n'ont pas eu le temps de connaître. La bourgeoisie aussi bien que les sandinistes sont convaincus qu'ils cherchent ainsi à gagner du temps, ce dont ils tirent des conclusions différentes.

Une partie essentielle pour l'avenir de cette révolution originale se joue en ce moment au Salvador. Une victoire du Mouvement populaire déplacerait les tensions vers le nord. Son échec permettrait aux armées des sandinistes d'accentuer leur pression, y compris militairement.

FRANCIS PISANI.



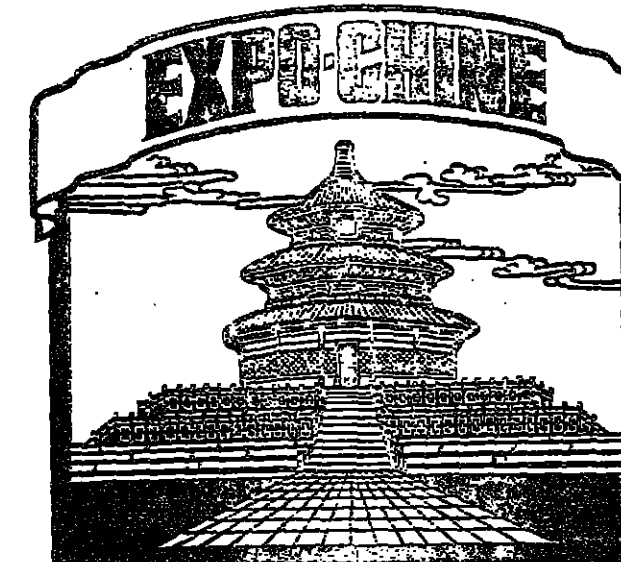
Les fourures, les chapkas, les kimonos, les parqu岸 multicolores, les vestes matelassées...



Les antiquités de Shanghai, le jade de Tien Tsin, les netsuke en ivoire, la céramique de Canton...



Les étagères en bambou laqué, les paniers en osier vernissés, les tapis de soie...



Un spectacle de marionnettes, une boutique thé, une épicerie, un traiteur...



La Chine d'hier et d'aujourd'hui, du 5 au 27 septembre Galeries Lafayette Haussmann.

Galeries Lafayette

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Tél. 26600

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

Une solution contestée
L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

Un essor moins rapide que prévu, par Jean-Marie Martin. — Rivalités de puissances et guerre commerciale, par Dominique Finon. — Stratégies de renouveau : le blocage français, par Louis Fubert. — L'Union de la contestation, par Dorothy Neftka et Michael Pollak. — Subde : recherche d'un compromis acceptable, par Marc Lomroth. — L'évolution des syndicats, par Victor Mattiet. — L'« excursion » nucléaire comme une dérive romantique, par Jean Chesneau.

LA GRÈVE EN QUESTION

(Lucio Garzon Macedo et François Gaudel)

Le numéro : 7 F
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du « Monde »
(En vente partout.)

Le Monde

Service des Abonnements
15427 PARIS - CEDEX 09
C.O.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

282 F 311 F 451 F 590 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

361 F 451 F 551 F 725 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

234 F 356 F 528 F 720 F

2. — SUISSE - ROMANIE

282 F 356 F 528 F 720 F

Par voie aérienne

Facile sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements)

seront bien joints un chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défini-

nitifs ou provisoires (deux

numéros plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital d'imprimerie.

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial lance des nouvelles lentilles souples. Un progrès technique : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.

Tolérance incommensurable : reportez avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports

596⁺

la paire

Adaptation par

spécialistes : 200 F.

Après de vos

anciennes

lentilles : 100 F.

ou pour un essai gratuit de

lentilles excellentes à votre vue, pendant une

semaine. Caution : 400 F.

Cette valable jusqu'au 30 09 80

21 rue de Valenciennes 75013 PARIS

Tél. 01 42 55 55 99

1978

Scité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants :

Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Sauvageat.

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-16^e

1978

Reproduction interdite de tous arti-

cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 87 437.

TRECA
EPEDA
SIMMONS

CAPÉLO

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. de Charette propose que le P.R. se préoccupe de la constitution des comités de soutien à M. Giscard d'Estaing

L'université d'été du parti républicain s'est ouverte jeudi 4 septembre à l'île des Embiez (Var). Organisée en deux sessions de quatre jours, elle doit prendre fin le 14 septembre. Une douzaine de ministres sont attendus pour participer à des travaux, qui comportent notamment l'analyse critique du projet socialiste. MM. Jean-François Deniau, et Jean-Pierre Fourcade, ainsi que Mme Monique Pelletier, étaient présents jeudi. M. Jacques Blanc, secrétaire général de la formation, a affirmé que cette manifestation devrait être « le temps fort de la préparation du P.R. à l'élection présidentielle, sans constituer pour autant l'ouverture de cette campagne ».

La préparation du parti à l'échéance de 1981 fait également l'objet d'une note confidentielle adressée par M. Hervé de Charette, secrétaire général adjoint, à M. Blanc. Dans cette note, dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, M. de Charette presse le chef du parti républicain de lancer une campagne d'adhésions « centrée autour de l'élection

présidentielle » et de procéder à une « revue de détail » du parti, notamment en procédant à un « renouvellement de toutes les instances du P.R. sur le terrain ». Cette proposition risque de provoquer quelques remous dans le parti et on ne manquera pas de rappeler, à cette occasion, que l'entente entre M. Blanc et de Charette n'a pas toujours été parfaite. Les deux hommes n'ont jamais véritablement fait équipe, comme on l'aurait souhaité à l'Elysée. En 1978, à l'occasion d'un remaniement interne, M. Blanc avait sensiblement réduit les responsabilités de son adjoint. Depuis lors, toutefois, le climat semblait s'être détendu.

M. de Charette demande aussi que mission soit donnée (« confidentiellement ») aux responsables fédéraux du P.R. « de préparer, dès maintenant, les listes de ce qui pourraient être les futurs comités de soutien du président ». Ces comités de soutien dont personne ne semble encore savoir, dans la majorité, quelle forme l'Elysée souhaite leur voir prendre.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Voici les principaux extraits de la note adressée le 2 septembre à M. Jacques Blanc par M. Hervé de Charette. L'objet est un « programme d'activité du P.R. pour les prochains mois ». Ces propositions se regroupent en « trois propositions politiques, trois propositions techniques et trois propositions d'organisation ». On lit notamment :

« Il s'agit d'abord de lancer une campagne d'adhésion, qui sera centrée autour de l'élection présidentielle (...). Je suis convaincu qu'un grand nombre de sympathisants sont prêts à rejoindre le P.R. pour participer à la campagne présidentielle. Il n'est d'ailleurs pas impératif que chacun d'eux prenne sa carte ou P.R. alors que certains ont des réticences à le faire. Par contre, il serait opportun de tirer parti du caractère mobilisateur et attractif de la participation à la campagne qui s'annonce (...).

« Je propose, pour faire choix et pour tenir compte des sympathisants qui rejoignent à l'initiative d'adhésion, de créer une carte spéciale d'adhésion à l'élection présidentielle, qui valdrait pour l'année 1981.

« Je suggère de marquer l'importance de l'échance électorale qui vient par le renouvellement de toutes les instances du P.R. sur le terrain. Cela concerne les comités fédéraux, les comités départementaux, ainsi que les nominations dans les postes de secrétaire fédéral, de secrétaire de circonscription et de délégué cantonal.

« Cela nous permettrait en outre de procéder aux changements nécessaires et de compléter les effectifs là où ils sont incomplets. »

M. de Charette, après avoir souligné la nécessité de créer une « affiche nouvelle » du P.R. et un « dépliant » pour le P.R., conclut : « Chaque fédération devrait recevoir une instruction lui demandant de préparer son programme d'activité

pour le quatrième trimestre 1980. (...) »

« Les délégués et les délégués nationaux procéderont, entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre, à une tournée des fédérations locales sous leur responsabilité. A cette occasion, ils vérifieront la mise en place des nouvelles instances fédérales, ainsi que l'état de l'organisation de la fédération. Cette tournée pourrait être organisée avec une certaine solennité, le secrétaire général du P.R. doit, à cette occasion, aux délégués nationaux et aux délégués fédéraux, leur présenter les décisions qui pourraient s'imposer. »

Les comités de soutien

Le secrétaire général adjoint recommande de lancer les opérations suivantes :

« Opération flicier : il s'agit de rappeler par des instructions précises la nécessité, pour chaque fédération, de mettre au point — si ce n'est déjà fait — les fichiers qui leur seront indispensables pour la campagne présidentielle. Une réunion technique pourra être organisée à Paris avec les responsables des fichiers de chaque fédération.

« Opération comité de soutien : il conviendrait de demander, par une instruction confidentielle aux présidents et secrétaires fédéraux de préparer dès maintenant les listes de ce qui pourraient être les futurs comités de soutien du président dans leur département.

« Sur ce sujet, il est urgent de prendre les décisions si nous voulons que nos responsables fédéraux jouent un rôle actif dans la campagne présidentielle. Néanmoins, cette opération doit être menée avec une discrétion particulière pour ne pas effrayer personne et laisser aux futurs organisateurs de la campagne le plein exercice de leurs responsabilités.

« Je suggère que cette liste confidentielle soit constituée par

M. BERNARD PONS (R.P.R.) : les gaullistes seront unis.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., interviewé vendredi 5 septembre sur les antennes d'Europe 1, a déclaré à propos de la candidature de M. Debré : « Nous n'avons pas à enregistrer cette candidature avec plaisir ou avec déplaisir. C'est un de nos compagnons. Nos instances se réuniront à la fin de 1980 pour examiner les différentes candidatures énoncées et nous verrons celle que notre mouvement doit soutenir.

« Jacques Chirac estime que dans la situation économique, que connaît notre pays une campagne électorale trop longue serait un élément d'aggravation. Olivier Guichard a dit que les gaullistes et je peux vous affirmer que dans la perspective de l'élection présidentielle les gaullistes seront unis une fois de plus. »

An sujet de l'attitude du R.P.R. à l'égard du gouvernement, notamment à propos du prochain budget, M. Pons a indiqué : « Nous considérons le gouvernement s'il se décide à nous entendre. Il semble que depuis quelques temps il nous ait entendus puisque, dans la préparation du budget 1981, des efforts ont été faits pour des économies dans les services publics et la relance dans les investissements. »

M. JOSPIN : le P.S. est la cible de tous les autres.

Une trentaine de responsables départementaux du parti socialiste se sont réunis pendant une semaine à Abbeville (Haute-Marne), pour étudier dans la perspective de l'élection présidentielle, les divers aspects de la communication politique. Organisé par Mme Christiane Mora, secrétaire du P.S. dans la Haute-Marne, ce stage a notamment été animé par M. Lionel Jospin, secrétaire national.

Les participants, venant de tous les comités du parti, ont examiné les moyens et structures aptes à renforcer l'audience du P.S. dans une période où il est de plus en plus isolé par le pouvoir.

M. Jospin a déclaré, vendredi 5 septembre, après avoir traité de la politique internationale, que « le P.S. est la cible de tous les autres, tant bien que mal, par les autres, mais aussi par les autres. »

« Mais, a-t-il ajouté, cette tentative de prise en tenaille n'est que le résultat de la faiblesse du parti socialiste : seule formation qui corresponde aux attentes et aux besoins de la société française. »

M. Jospin a observé, d'autre part, que « si l'on veut gagner, il faut une dégradation dangereuse de la vie démocratique en France. »

UN SONDAGE DE « L'EXPRESS » CONFIRME L'AVANTAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

Le numéro de L'Express de la semaine du 6 au 12 septembre publie le premier « tableau de bord de l'élection présidentielle », sondage réalisé par l'Institut Louis Harris-France entre le 22 et le 28 août auprès de mille personnes.

Deux hypothèses sont retenues pour le premier tour : l'une avec la candidature de M. Mitterrand, l'autre avec celle de M. Rocard. Dans les deux cas, M. Debré et Chirac sont censés se présenter. Les intentions de vote seraient les suivantes :

1. M. Giscard d'Estaing, 38 % ; Mitterrand, 29 % ; M. Rocard, 12 % ; Chirac, 12 % ; Debré, 5 % ; Lalonde, 4 %.

2. M. Giscard d'Estaing, 34 % ; Rocard, 24 % ; Marchais, 18 % ; Chirac, 11 % ; Debré, 5 % ; Lalonde, 3 %.

Au second tour, les résultats seraient les suivants :

1. M. Giscard d'Estaing, 55 % ; Mitterrand, 45 % ; M. Rocard, 45 % ; Chirac, 45 % ; Debré, 45 % ; Lalonde, 45 %.

Le sondage fait apparaître que 51 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaits » de voter pour le même candidat le jour du scrutin. 29 % estiment qu'elles peuvent changer d'avis. La proportion de certitude est très forte chez les communistes (77 %), les socialistes (66 et 63 %), mais plus faible chez les giscardiens (57 %) et surtout chez les gaullistes qui optent pour M. Chirac (35 %).

On remarque que les intentions différentes de celui de l'IFOP dans le Point (Le Monde du 2 septembre). Au premier tour, M. Giscard d'Estaing était crédité de 37 et 36 % selon les deux hypothèses. M. Mitterrand de 18 %, M. Rocard de 19 %, M. Marchais de 13 % dans tous les cas. Au second tour, les intentions de vote pour le président sortant variaient entre 51 % contre M. Mitterrand (39 %) et 57 % contre M. Rocard (43 %). Le sondage de l'IFOP mesurait aussi les intentions de vote en faveur des autres candidats prévisibles.

DEVANT LES JEUNES GISCARDIENS A SÉLESTAT

Je ne crois pas à une rentrée chaude déclare M. Barre

De notre envoyé spécial

Sélestat. — M. Raymond Barre a passé près de trois heures, jeudi 4 septembre, à Sélestat, à l'université d'été organisée par le Mouvement des jeunes giscardiens. Le premier ministre participait pour la quatrième fois à cette manifestation. Les jeunes giscardiens lui réservent à chaque occasion un accueil chaleureux, et lui-même se plaît à leur dire qu'avec sa « mémoire d'électeur », il n'oublie pas qu'ils l'ont soutenu à l'heure où « les moutons se déchaînaient » contre lui.

Au cours de son entretien avec les quelque cent quarante jeunes giscardiens réunis à un établissement d'enseignement, M. Raymond Barre a notamment indiqué qu'il « préfère être populaire qu'irresponsable » (Le Monde du 5 septembre), puis il a évoqué la rentrée scolaire en ces termes : « Je ne crois pas à une rentrée chaude. La C.G.T. a décidé de mener une offensive tous azimuts. Ce n'est pas que nous ne soyons pas des travailleurs acharnés, mais, Dieu merci, la C.G.T. ce n'est pas tous les travailleurs de France. Les travailleurs français savent parfaitement que ce ne sont pas les circonstances qui nous ont rendus si féroces. Je n'oublie pas qu'il y a eu des conflits, mais de là à parler de rentrée chaude, très chaude ou bouillonnante, c'est un pas que je ne franchis pas. »

A propos des réformes, le chef du gouvernement a insisté en soulignant que « la France est le pays où l'on demande le plus de réformes avec l'export qu'elles soient ou non réalisées. »

Il a stigmatisé les parlementaires qui, dans certains cas, ont gâché l'action du gouvernement en ce domaine et a promis de « tout dire » sur ce point quand il rédigera ses mémoires.

« ERRATUM. — M. Eddy Keating n'a jamais appartenu au secrétariat de la fédération de Paris du P.C.P., contrairement à ce que nous indiquions dans le Monde du 4 septembre, mais au bureau de cette fédération, instance dont il est toujours membre. »

Évoquant les négociations sur la durée du « temps de travail », il a affirmé : « Je m'opposerai à toute politique tendant à une réduction massive de la durée du travail, car elle apporterait plus d'inconvénients que d'avantages. »

« La France n'est pas prête à payer la paix à n'importe quel prix »

Interrogé sur les questions de politique internationale, M. Barre s'est montré discret en ce qui concerne la Pologne. « Le silence est parfois d'or, a-t-il dit, et parler n'arrange pas toujours les choses. Nous avons à l'égard de ce pays une amitié séculaire et des relations amicales. Le seul souhait que je formule est que la Pologne garde son indépendance et ses problèmes internes en toute souveraineté. »

A propos de la situation en Afghanistan, le chef du gouvernement a indiqué : « Le fait accompli ne se maintiendra pas et le gouvernement français ne pourra pas se maintenir. Mais il n'y a pas de bonne diplomatie sans une conscience aiguë des moyens. Or les moyens de la diplomatie, ce n'est pas la perte. (...) J'ai entendu parler d'attitude munichoise. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a pas dans le gouvernement français de « danses à la complaisance. La France est pour le dialogue et pour une solution politique, mais n'est pas prête à payer la paix à n'importe quel prix. » — N.-J. B.

L'AFFAIRE MACCIOCCHI

Les arguments juridiques du ministère des universités

Silencieux depuis l'annonce de la mesure prise à l'encontre de Mme Marie Antonietta Macciocchi, professeur associée à l'université Paris-VIII (Le Monde du 2 septembre), le ministère des universités rend publiques les raisons qui l'ont amené à mettre fin aux fonctions enseignantes du député italien à l'Assemblée européenne. M. Roland Drago, conseiller pour les affaires juridiques du ministère des universités, écrit en effet, dans l'Europe et le Figaro du 5 septembre, que bien qu'« élu par des électeurs italiens et selon les règles électorales propres à l'Italie, Mme Macciocchi, professeur associée, est un agent public français et que, au regard du droit public français, sa fonction est incompatible avec celle de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes en vertu de l'article LO 142 du code électoral, dont l'application a été étendue par l'article 6 de la loi du 7 juillet 1977 (...). On ne peut admettre que (sans exceptions strictement prévues par le code électoral), un agent public français en activité soit membre de cette Assemblée. »

M. Drago mentionne un avis du Conseil d'Etat, statuant en assemblée générale, en date du 17 avril 1980, qui aurait « constaté l'incompatibilité entre la fonction de professeur associé et celle de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes » et « estimé que le ministre des universités, au cas où leurs intérêts n'exerceraient pas leur option dans le délai légal, était dans l'obligation de mettre fin à leurs fonctions. » (Un avis du Conseil d'Etat ne peut être rendu public que par l'admi-

nistration qui en a fait la demande. Or, le ministère des universités n'a pas communiqué ce texte. M. Drago ne cite pas les raisons exactes du fond, son argumentation résumée appelle plusieurs remarques :

1) L'avis rendu par le Conseil d'Etat concerne uniquement et explicitement le cas des élus « français » à l'Assemblée européenne et, en l'espèce, celui de M. Jacques Delors, qui a été abandonné son poste de professeur associé à l'université Paris-IX. En aucun cas, la loi du 7 juillet 1977, qui étend les incompatibilités aux « représentants » de la France à l'Assemblée de Strasbourg, ne peut être invoquée contre Mme Macciocchi, représentante « de l'Italie » ;

2) M. Drago plaide pour une interprétation très extensive des textes relatifs aux incompatibilités, en prétendant que le cas des élus « français » à l'Assemblée européenne est, en fait, d'alternance, que François Mitterrand ou est Michel Rocard occupent les deux postes clés. C'est donc une alternance plus que limitée : limitée à l'apport des voix d'une partie des électeurs votant actuellement pour le socialisme. Et comment ne pas approuver « Le Point » du Monde sur ce sujet (Le Monde du 30 août) :

Mais il se trouve que dans le même numéro du Monde, M. Pierre-Alexandre Boursion nous invite à forger une réelle social-démocratie. On peut lui accorder volontiers que le tandem socialiste-communiste ne donnerait pas forcément de bons résultats. On peut même aller plus loin et lui accorder que l'ouverture des responsabilités gouvernementales à des socialistes ne résoudrait pas forcément tous les problèmes. Mais, emporté par son élan, il assure : « Nous n'avons rien à envier socialement aux socialistes allemands de la R.F.A. souvent cités en exemple par M. François Mitterrand lui-même. »

Deux questions, deux toutes petites questions à l'adresse de M. Boursion : pourquoi le mark s'échange-t-il contre 233 F et pourquoi l'indice des prix de la R.F.A. évolue-t-il de façon autrement plus favorable que notre propre indice ?

La réponse à ces deux questions nous indiquerait sans doute ce qui sépare la social-démocratie allemande noire prétendue social-démocratie actuelle.

CORRESPONDANCE

L'alternance

M. Joseph Escoffier, de Chambéry, nous écrit :

L'alternance est à l'ordre du jour. Enfin une certaine alternance qui laisserait Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée et Raymond Barre à Matignon. Lui ou elle ? C'est la question. Car, jusqu'à présent, lui n'a proposé, ou même envisagé, en fait d'alternance, que François Mitterrand ou est Michel Rocard occupent les deux postes clés. C'est donc une alternance plus que limitée : limitée à l'apport des voix d'une partie des électeurs votant actuellement pour le socialisme. Et comment ne pas approuver « Le Point » du Monde sur ce sujet (Le Monde du 30 août) :

Mais il se trouve que dans le même numéro du Monde, M. Pierre-Alexandre Boursion nous invite à forger une réelle social-démocratie. On peut lui accorder volontiers que le tandem socialiste-communiste ne donnerait pas forcément de bons résultats. On peut même aller plus loin et lui accorder que l'ouverture des responsabilités gouvernementales à des socialistes ne résoudrait pas forcément tous les problèmes. Mais, emporté par son élan, il assure : « Nous n'avons rien à envier socialement aux socialistes allemands de la R.F.A. souvent cités en exemple par M. François Mitterrand lui-même. »

Deux questions, deux toutes petites questions à l'adresse de M. Boursion : pourquoi le mark s'échange-t-il contre 233 F et pourquoi l'indice des prix de la R.F.A. évolue-t-il de façon autrement plus favorable que notre propre indice ?

La réponse à ces deux questions nous indiquerait sans doute ce qui sépare la social-démocratie allemande noire prétendue social-démocratie actuelle.

Cette semaine dans les nouvelles littéraires

nos envoyés spéciaux reviennent

DE POLOGNE

où les ouvriers ont aussi à faire libérer des intellectuels

DE HAÏTI

où l'on réinvente l'esclavage

DU NICARAGUA

où apprendre à lire, c'est réapprendre à exister

D'EQUATEUR

où les Indiens sont les miséreux d'un peuple misérable

D'INDE

où l'injustice explose comme une fatalité

D'OUGANDA

où l'on meurt de faim à quelques kilomètres de régions fertiles

Cette semaine dans les Nouvelles littéraires les terribles leçons de Gdansk par J.-F. Kahn.

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL 16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

QUARANTE ANS DE DÉLITS ET DE MYSTÈRE

Les aventures désuètes de Laure Dissard

La délinquance pantouflait, sans souci de style, besogneuse et répétitive. Fritieuse comme une petite égarée, elle affrontait la crise à coups de combines sans panache.

Mais voilà qu'une femme saute notre saison : une vieille connaissance (parmi tant d'accusées inconnues, une grande dame permit de jeunes gens, récidiviste forcenée et aventurière d'une époque révolue).

Une belle signature en ces temps de facture anonyme : Mme Laure Dissard, âgée de soixante-trois ans, plus connue sous le nom de Laure Dissard, est de retour en prison après avoir été inculpée de tentative d'escroquerie (le Monde du 30 août).

Ce nom, pour les jeunes, n'évoque rien ? Laure Dissard, pourtant, défile la chronique judiciaire et financière depuis près de quarante ans. Pour avoir beaucoup séduit et souvent triché, beaucoup intrigué et souvent menti, elle passe même, selon un de ses derniers amis, pour la « plus grande escroqueresse française » de l'après-guerre. La seule femme, à explorer sa vie, qui mérite en tout cas de prendre place au Panthéon de l'escroquerie moderne.

Non pour le volume, artisanal somme toute, de ses prévarications, de ses extorsions supposées. Mais pour son style, d'audace et de grâce, et cette passion étrange, l'ineffable, et jamais tarie, pour la difficulté, les projets irréalistes, les « affaires » perdues d'avance et qui l'ont souvent perdue. Voilà son charme, l'optimisme dans l'échec, et ce qui manque tant aux affairistes de cette fin de siècle : une irrésistible fantaisie.

En quarante ans d'activités plus ou moins répréhensibles — plutôt plus, soyons francs, — Laure Dissard a collectionné de nombreuses inculpations dans la gamme des escroqueries et plus de soupçons encore. Elle a connu presque toutes les chambres correctionnelles du tribunal de Paris, épuisée une vingtaine de magistrats, autant d'avocats, et fréquenté toutes les prisons de femmes de la région parisienne. La liste de ses condamnations remplit deux pages de son casier judiciaire, celle de ses « affaires », celle de ses « affaires », de ses opérations doit être résumée.

Ainsi, en 1972, on estimait à quinze le nombre des sociétés fictives qu'elle avait créées en Suisse et à Panama, seule avec l'un ou l'autre de ses amis

de rencontre, banquiers, notaires ou aventuriers, qu'elle entraînaient dans ses chutes répétées. Elle s'est tout à tour spécialisée dans l'achat et la vente de bijoux et de tableaux, de terrains et de maisons. Elle a rêvé d'ouvrir un club de yachting sur la Seine, puis s'est associée avec un producteur de films, avant de se lancer dans l'exportation de café colombien. Elle a songé à acheter des parts dans une société américaine de wagons-otomans.

Le faux et le vrai

Arrêtons là, pour mentionner au passage l'une de ses « affaires » inspirées. La plus belle, la seule sans doute que la justice ait tout à fait démentie. Elle est suspectée, en 1955, d'avoir réussi à persuader le directeur de la Société générale des transports d'acquiescer, pour 109 millions de francs, de créances terrains situés à Staline. Laure Dissard se faisait fort, assurant-elle, de revendre ainsi le meilleur prix ces terrains... au SHAP, le commandement supérieur des forces alliées en Europe. Pour abuser l'investisseur, elle lui présentait même un faux colonel américain. L'affaire conclue, elle disparaît avec l'argent. Le directeur n'évita la faillite que grâce à l'intervention financière de son père. Quant à la honte.

L'histoire délictuelle de Laure Dissard, dans les archives du palais de justice, remplit d'épais dossiers. Des dizaines d'officiers, de policiers, d'experts et de juges d'instruction ont tenté — quarante ans durant ! — de recoller les morceaux du puzzle, de refaire le faux pour fixer le vrai, de reconstituer un destin qui semble assez lâche pour abriter plusieurs personnalités. A chaque fois, pourtant, l'aventurière se débrouille, masque sa vie, le double et fait varier ses versions avec un art savant du docteur.

Que connaît-on réellement de l'histoire de cette femme ? A peine plus qu'en 1944, lorsque le capitaine Laquet, de la justice militaire, tenta de savoir si Laure Dissard, pendant l'occupation, avait servi la cause des Allemands ou celle des alliés. Les deux à la fois, ou encore la sienne, seulement. La détenue à la caserne Reilly bénéficia d'un non-lieu, quatre ans plus tard, et l'officier resta dans l'ignorance.

Les mêmes questions aujourd'hui encore : est-elle née fille de lord, en 1914, comme elle l'a

prétendu, ou bien fille d'un forain, de La Roche-sur-Yon, comme on crut l'établir ? La première hypothèse rend étrange les suites de l'aventure, cette montée à Paris, à l'âge de quinze ans, au bras d'un danseur mondain, et cette soudaine célébrité, en 1937, pour les passages fort applaudis et, dit-on, très déshabillés pour l'époque, d'Antika Moore sur la scène d'un cabaret montmartrois. Mais la seconde version cadre mal avec le port de tête fallacieux et le charme de cette jeune femme fragile, élégante et cultivée, qu'on retrouve en 1940, parfaite hôtesse, dans la plus bourgeoise des cadences : un hôtel particulier de Neuilly. Et, plus tard, de cette femme mûre, et distinguée, qui choisit ses tailleurs avec tant de goût et que les banquiers, futurs Ricoules, accueillent à leur table.

Elle fit beaucoup d'efforts, semble-t-il, pour apparaître comme une égarée fidèle du gouvernement de Vichy, reçut Laval, alla à Sigmaringe, mais épousa Walter Kleinkecht, un banquier allemand, qu'elle disait néerlandais. Puis, elle monta, la même année, à Paris, de l'autre camp. Les Allemands l'avaient arrêtée pour une raison mystérieuse. Les alliés libèrent une résistante, victime du nazisme. Lorsque la sécurité militaire française voulut l'interdire après la libération de Paris, Laure Dissard était protégée par des G.I. armés. Elle avait su séduire le seul homme qui pouvait l'aider, le colonel Danker, chef des services secrets américains pour l'Europe.

Comme pour bien marquer son choix, après un Allemand, elle épousa un Américain, Mathias Duffin, organisateur de tournées de théâtre pour les armées en campagne. Puis, les G.I. s'en allèrent. Vainqueurs, vaincus et laissés-pour-compte pressaient déjà à sa suite. Laure Dissard donna, un tour définitif à son sens particulier des affaires. Beaucoup la disaient riche, certains la surnommaient pauvre. Personne ne sut jamais la vérité. Ses avocats la voyaient revenir, avant de nouvelles tempêtes, si honteusement et gracieusement, puis la regardaient partir, après des procès et des années de prison, remonter dans sa limousine et faire signe à son chauffeur.

Cette part de ruse offerte, cette évocation d'un passé perdu pour tous, que Laure Dissard fait revivre le temps d'un fait divers, ne pourraient-elles valoir à une femme vieillie une mesure de clémence ?

PHILIPPE BOGGIO.

La cour d'appel d'Aix-en-Provence autorise l'extradition de M. Marco Affatigato

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. — La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a donné un avis favorable par lequel, le vendredi 5 septembre, elle a demandé l'extradition formelle par le gouvernement italien, après l'arrestation de Bologne, contre le jeune extrémiste de droite, M. Marco Affatigato, arrêté à Nice le 8 août. M. Affatigato était réclamé par les autorités italiennes pour les délits de vol et falsification de pièces d'identité, recel de matériel et reconstitution de parti fasciste dissous.

La cour a donné un avis favorable à la poursuite de M. Marco Affatigato pour les infractions de recel de matériel, aggravé de recel d'une carte d'identité vierge volée et de quatre autres documents d'identité dont deux falsifiés. Elle s'est également prononcée en faveur de la remise de M. Affatigato aux autorités italiennes pour l'exécution d'un reliquat de trois ans, six mois et sept jours sur une peine de quatre ans prononcée le 30 novembre 1977 par la cour d'assises de Florence, du chef de reconstitution de parti fasciste dissous. Elle a donné un avis défavorable à l'extradition de M. Affatigato des chefs de vol et de falsification d'une autre pièce d'identité.

Pour ce qui concerne la reconstitution de parti fasciste, accusation d'ordre politique, l'extradition ne pouvait être accordée, en son article 5, l'extradition « lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsque le requérant demande dans un but politique ». En outre la personne extradée ne peut être poursuivie, dans son pays, pour aucune infraction autre que celle ayant

motivé l'extradition. Cependant depuis 1979, la justice française a commencé à considérer que les crimes « graves » ne sauraient être tenus pour politiques. La chambre d'accusation a donc autorisé l'extradition de deux intellectuels italiens, militants d'extrême gauche, MM. Francesco Pignone et Lantfranco Pace, soupçonnés de complicité dans l'enlèvement d'Aldo Moro, puis celle d'une militante d'extrême gauche, Mme Olga Girotto. La cour d'appel d'Aix-en-Provence n'a pas fait référence à cette notion de gravité. Mais ne pouvant pas extraditer M. Affatigato pour reconstitution de parti fasciste, elle s'est cependant déclarée favorable à son extradition pour le reliquat d'une peine prononcée en Italie, précédemment pour reconstitution de parti fasciste.

Les autorités ne sont pas tenues de suivre l'avis de la chambre d'accusation, lorsqu'il est favorable. Si elles le font, un décret d'extradition doit être signé par le premier ministre.

GUY PORTE.

Grèves de la Jcm à Fleury-Mérogis. — Rosa'da Bosco, vingt-trois ans, membre présumé du groupe d'extrême gauche italien Prima Linea, fait une grève de la faim depuis le samedi 30 août, pour protester contre ses conditions de détention à Fleury-Mérogis. Peter Freeman Graziano Esposito, membre présumé du même groupe, et quatre femmes accusées d'appartenir au groupe, ont été transférées à la prison de la Cour d'Appel, à Paris, le 5 septembre.

LES RÉACTIONS APRÈS LA DISSOLUTION DE LA FANE

M. PIERRE SIDOS, président du mouvement l'Œuvre française, a déclaré que la dissolution de la FANE, l'organisation de démocratie libérale, était une décision inacceptable et inadmissible.

MME HUGUETTE BOUTCHARD, secrétaire nationale du P.S.U., a déclaré que la dissolution de la FANE était une décision inacceptable et inadmissible. Elle a ajouté que la FANE était une organisation de démocratie libérale, et qu'elle avait le droit de s'exprimer librement.

LA C.G.T., qui « prend acte de la décision du conseil des ministres » et « salue l'action de tous ceux qui ont fait partie de la FANE », a déclaré que la dissolution de la FANE était une décision inacceptable et inadmissible.

L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS (O.C.T.) estime que la dissolution de la FANE assurera aux membres de ce groupe, « publicité et prestige supplémentaires », d'autant plus

que la FANE était une organisation de démocratie libérale, et qu'elle avait le droit de s'exprimer librement.

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

JUSTICE

Non-lieu pénal pour la catastrophe aérienne de Nantes.

Une ordonnance de non-lieu vient d'être rendue par M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nantes, dans l'information pénale ouverte contre X pour homicide involontaire au lendemain de la catastrophe aérienne de la Plaine, qui avait fait soixante-huit morts, le 5 mars 1978. La même ordonnance déclare irrecevable la constitution de partie civile du Syndicat national des contributeurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.) et déboute les ayants cause des victimes qui s'étaient également constitués parties civiles. Mais un certain nombre de ceux-ci ainsi que le S.N.C.T.A. ont interjeté appel.

La catastrophe du 5 mars 1978, — collision en vol de deux avions commerciaux espagnols, — s'était produite alors que les agents de l'aéronautique civile étaient en grève, le contrôle aérien avait été confié, par le gouvernement, à du personnel militaire (plan Clemenceau-Marin). Le 8 juillet dernier, le tribunal administratif de Nantes, saisi de son côté, avait rendu un jugement attribuant à l'Etat 85 % de la responsabilité de la catastrophe. Le ministre de la Défense ainsi mis en cause s'est pourvu devant le Conseil d'Etat (le Monde du 12 juillet).

Une journée d'action contre le projet « sécurité et liberté » le 2 octobre.

Trois organisations ont décidé, mercredi 3 septembre, d'organiser, le 2 octobre, une journée d'action contre le projet « sécurité et liberté », qui va être examiné par le Sénat au début du mois d'octobre. Le C.G.T., la C.F.D.T., la Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.), la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), la Fédération des journalistes de France (F.J.F.), la Fédération des magistrats de la magistrature (S.M.) et le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), annoncent qu'ils ont décidé de mener, le 2 octobre, « des initiatives publiques de grande envergure dans les villes et les départements ».

Ces organisations estiment que le projet « sécurité et liberté » constitue une aggravation sans précédent des moyens de répression menacés tous les citoyens, et notamment les travailleurs, leurs organisations et leurs moyens d'action. Elles s'opposent donc à leur adhésion, des maintenant, et « pour soutenir la campagne d'information et de sensibilisation contre ce texte sur les lieux de travail et auprès de l'opinion publique », et annoncent leur intention d'« intervenir auprès des députés et des grands électeurs ».

Faits et jugements

Le retrait du permis de conduire et la motivation des actes administratifs.

Saint-Etienne. — Dans un jugement rendu le 4 juillet, devenu définitif le 4 septembre, le tribunal administratif de Saint-Etienne a rejeté l'appel, le tribunal correctionnel de Lyon a relaxé M. Jean Pinel, directeur d'un cabinet d'experts, qui avait refusé de céder aux injonctions du commissaire du quatrième arrondissement de Lyon le mettant en demeure de remettre sur-le-champ son permis de conduire suspendu, pour un mois par le préfet du Tarn-et-Garonne.

M. Pinel avait refusé de rendre son permis, arguant que les convocations ne contenaient pas l'arrêt préfectoral, contrairement à ce que prévoit la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs. Elles ne comportaient pas non plus la motivation de la décision administrative, prévue par la loi du 11 juillet 1978. Les juges se sont appuyés sur ces deux lois pour estimer qu'une notification préalable, accompagnée d'une motivation, doit être faite avant le retrait matériel du permis de conduire.

M. Francis Bongier, secrétaire général du mouvement de défense des automobilistes à la défense (1), s'appuyant sur ce jugement, indique que « cette décision confirme l'illégalité dans l'exécution de toutes les suspensions administratives existantes ». Il a, en outre, engagé « tous les suspendus de permis par la voie administrative à refuser de le rendre en l'absence de notification préalable et de motivation », ajoutant que « en cas de menaces et de pressions, il convient de porter immédiatement plainte auprès du procureur de la République ».

(1) Auto défense, 93, cours Pasteur, B.P. 111, 42010 Saint-Etienne Cedex, tél. (77) 22-02-03.

ECOLE INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS

Etablissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire agréé par l'Office du Baccalauréat International

- Préparation au bilinguisme des classes élémentaires
- Préparation au Baccalauréat International (Série A.B.C.D.)
- Préparation au Baccalauréat International (Série A.B.C.D.)
- Sections Franco-Etrangères (Anglais, Néerlandais)
- Activités Sportives et Culturelles
- Séjours linguistiques

EXTERNAT - DEMI-PENSION INTERNAT MODERNE OUVERT TOUTE L'ANNÉE en bordure de la Forêt de Sénart (25 km de PARIS)

I.E.P. Château des Bergeries 91210 DRAVEIL (Tél. : 940.70.03)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année) Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.65.94 Documentation M sur demande

L'I.D.R.A.C. est plus qu'un cycle d'études, c'est une formation efficace à la vie active.

Formation, en trois ans, aux carrières de l'Action et de la Gestion Commerciales.

- Préparation (1^{re} et 2^e années) aux diplômes d'état des BTS : Distribution, Commerce International, Tourisme.
- 3^e année : GESTION D'ENTREPRISE, enseignement par centres d'intérêt ; mémoire de fin d'études.
- Formation par des enseignants et des praticiens. 6 mois de stages pratiques en entreprise.
- Placement assuré par l'Association des Anciens Elèves et le Service Carrières de l'école.

Seul diplôme de l'enseignement supérieur commercial, admis à l'entrée de toutes les écoles de commerce.

PARIS (13^e) - 14, rue de la Chapelle - 75013 - PARIS - Tél. 48.13.13 + 48.13.14

LYON - 10, rue de la République - 69001 - LYON - Tél. 47.13.13 + 47.13.14

Idrac

ÉDUCATION

Une rentrée scolaire sans illusions

M. Christian Baudouin n'aime pas le spectaculaire. Depuis son arrivée au ministère de l'Éducation, au lendemain des élections législatives de 1978, les rentrées scolaires se sont déroulées, conformément à ses directives, discrètement. Cette année, en outre, pour étaler les retours de vacances mais aussi pour ne pas être considéré comme un événement national, il n'y aura pas une, mais plusieurs rentrées scolaires, échelonnées du 9 au 29 septembre, pour les quelque 12 750 000 élèves que comptent les établissements publics et privés.

Rien de nouveau ne se voit attendu : aux grands chambardements qui étaient autrefois la règle, le ministre déclare préférer les évolutions lentes mais en profondeur. L'année scolaire 1980-1981, qui sera aussi celle de l'élection présidentielle, marquera surtout l'achèvement de l'application de la réforme mise en chantier au début du septennat par M. René Haby. Or du moins ce qu'il en reste. S'il a bien annoncé son intention de gérer la réforme de son prédécesseur, cela n'a pas empêché, en fait, M. Baudouin de la mettre à mal, tantôt en la dans les nouvelles dispositions — telle la

réforme des lycées et du baccalauréat désormais abandonnée, — mettant en place, à petites touches, sa propre vision du système éducatif. Une vision de chef d'entreprise plus soucieuse de rentabilité que d'égalisation des chances.

« Pour l'essentiel, nous avons les moyens d'une éducation de qualité », déclarait-il, le 29 août, devant les enseignants et les jeunes lycéens. Pour le ministre le baromètre éducatif est au beau fixe.

Que s'est-il donc passé en six ans ? Il était urgent, en 1974, de moderniser le système éducatif, afin d'adapter les contenus de l'enseignement aux progrès scientifiques, de restaurer le système en s'attaquant aux trop nombreux échecs et en égalisant les chances. Telle était l'idée-force de la réforme Haby, devenue, par la volonté du chef de l'État, la réforme du « collège unique » : plus de filières, les mêmes enseignants et les mêmes programmes pour tous les élèves.

« Les mêmes chances dans tous les cartables » était même le slogan du ministère de l'Éducation dans les messages publicitaires diffusés par la télévision en 1977. Aujourd'hui, ce vocabulaire a dis-

paru du langage officiel. Cela ne signifie pas pour autant que le collège unique, mis en place de la sixième à la troisième, ait rempli sa mission.

Professeurs et élèves sont répartis indistinctement — du moins en théorie pour les seconds — dans les classes : les programmes ont été renoués. Mais le tiers des élèves entrés en sixième en 1977 n'ont pas en classe de troisième à la rentrée. Alors même que 18 % des élèves arrivés à la fin de la scolarité élémentaire n'ont pas été admis au collège.

Pour justifier ces nombreux échecs, le ministère explique que « la réforme du système éducatif ne produira tous ses effets que lorsque les élèves entrés au cours préparatoire en 1977 parviendront, en 1984, au niveau de la classe de quatrième ». Mais comment expliquer que, deux ans après l'application de la réforme au cours préparatoire, le taux de redoublement dans cette classe, qui était de 17,4 % en 1976, ne soit pas tombé en dessous de 15,3 % en 1979 ?

Or les élèves « exclus » — à l'entrée ou en cours de scolarité — du « collège unique » sont, en grande

majorité, enfants d'ouvriers. M. Giscard d'Estaing en était bien convaincu lorsqu'il déclarait, en juillet 1977, aux lauréats du concours général : « Il n'est pas d'inégalité moins supportable que l'inégalité des chances. L'expérience de tous les jours montre de quel poids pèsent encore sur le développement de beaucoup de nos enfants les handicaps dus à l'origine sociale et à l'environnement culturel ».

Par quelle magie cette inégalité, dans laquelle le ministre ne voyait récemment qu'une « idée fautive », serait-elle devenue supportable aujourd'hui ? N'est-ce pas l'absence d'incompréhension dans un climat social qui ne peut qu'inciter à cette morosité qui dévore tant M. Baudouin ? Ce climat n'épargne pas l'école. Quelle que soit l'ampleur des grèves — elles aussi échelonnées suivant les dates de rentrée — dont six syndicats de l'enseignement secondaire ont arrêté le principe, ce sont des enseignants convaincus d'être mal aimés, des jeunes n'espérant rien de l'avenir qui vont reprendre le chemin des salles de classe. Une rentrée sans illusions.

CATHERINE ARDITTI.

La baisse des effectifs s'atténue

Pour la quatrième année consécutive, le nombre total d'élèves scolarisés dans l'enseignement public en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer sera en diminution. De 10 808 699 à la rentrée dernière, il passera, selon les estimations officielles, à 10 747 400. La baisse est de 61 299 élèves. Il y a un an, elle avait été de 70 311 par rapport à l'année précédente.

● **MATERNELLES** : seulement dix mille élèves en moins. Dans le secteur pré-élémentaire, le coup de frein à la chute des effectifs est spectaculaire : 10 274 élèves en moins. Ce chiffre est à comparer à celui de 71 578 l'an dernier et 57 263 à la rentrée de 1978.

Le ministère de l'Éducation souligne que le taux de préscolarisation des enfants de deux ans, évalué à 14,9 % en 1979-1980, sera de 15,3 % dans l'année qui vient. Le bon au cours de la dernière année scolaire a été noté. Cependant, la progression ne s'accroît pas. On peut supposer que, dans la mesure où la demande des parents est forte pour la scolarisation de ces petits enfants — on le verra par les listes d'attente — les effectifs du secteur préscolaire ne diminueront plus si les capacités d'accueil étaient accrues. Pour l'avenir proche, il convient de rappeler, comme l'évoque le *Monde* dans sa rubrique de semaine, que le nombre des naissances enregistrées l'an dernier est le plus élevé que la France ait connu depuis cinq ans, ce qui laisse prévoir le fin de la chute des effectifs en maternelles au cours des années à venir.

● **ÉCOLES PRIMAIRES** : chute brutale. La chute est brutale dans l'enseignement élémentaire : 61 878 élèves en moins attendus cette année. La diminution était de 12 276 seulement l'an dernier. La proportion de classes chargées — plus de 25 élèves — est tombée en cinq ans de plus d'une sur trois à moins d'une sur quatre, au cours préparatoire. Celle des classes de 21 à 25 élèves est passée de la moitié à près de 80 %.

À taux d'encadrement constant, la baisse démographique dans les écoles sera compensée par le ministère, de dégrader 3 000 emplois d'instituteurs ; 300 seront transférés au second degré, 340 transférés en emplois d'inspecteurs spécialisés et 2 270 utilisés pour améliorer l'accueil en C.P. et C.E. 1, les décharges de service des directeurs et le remplacement des maîtres en congé ; 1 400 écoles à classe unique de moins de neuf élèves — seuil théorique de fermeture de ces écoles — subsisteront.

● **SECOND DEGRÉ** : hausse dans les lycées, baisse dans l'enseignement professionnel. Le nombre d'élèves de l'ensemble du second degré connaît, cette rentrée, une augmentation moins importante que lors des rentrées récentes : 13 835, au lieu de près de 18 000 l'an dernier et plus de 30 000 en 1978.

Dans le premier cycle, la baisse des effectifs commencée en 1977 se poursuit, tout en s'atténuant. Elle sera de 6 500 élèves cette année, soit moitié moins que l'an dernier. L'effectif des C.P.P.N. et des C.P.A., qui avait diminué à 1 400, se stabilise. En métropole, il dépassera le chiffre de 172 000, tandis que celui des S.E.S. et des classes-ateliers augmente de 2 000 (113 000 élèves au total), par la création de quarante-six sections.

Ce sont les lycées (enseignement général ou technique) qui continuent d'être le lieu d'accroissement des effectifs du secondaire. La hausse, interrompue depuis de nombreuses années, se renouvelle, toutefois, dans ce second cycle long. Elle dépassera 30 000 élèves, mais elle avait approché le chiffre de 35 000 l'an dernier, et celui de 35 000 en 1978.

Dans les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.), pour la première fois, la courbe s'inverse et s'oriente à la hausse. Ces classes perdent 3 584 élèves, alors qu'elles en gagnaient quelques milliers, ces dernières années, chaque rentrée. Pour rapprocher ce constat de l'augmentation du nombre des apprentis ? Ils seront

230 000 cette année, soit 14 000 de plus qu'il y a un an et 62 000 de plus qu'il y a cinq ans.

● **ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**, stabilisé. Le ministère de l'Éducation ne donne pas, en ce début d'année scolaire, des chiffres relatifs à l'enseignement privé. On sait qu'en 1979-1980 le secteur privé, avec ses 2 066 138 élèves en France métropolitaine, accueillait 18,5 % de la population scolaire totale. L'enseignement catholique représentait à lui seul 93,6 % de l'enseignement privé dans le premier degré et 85,44 % dans le second degré.

On pour l'année scolaire 1980-1981, les estimations d'effectifs de cet enseignement catholique sont les suivantes : légère diminution dans le primaire (311 000 élèves attendus au lieu de 316 000 scolarisés en 1979-1980), tassement dans l'élémentaire, hausse dans le second degré mais plus légère que l'an dernier. Au total : 1 782 385 en 1977-1978, 1 698 369 en 1978-1979 et 1 648 386 en 1979-1980, soit une chute de 20 % en cinq ans.

Ces chiffres révèlent que l'enseignement catholique résisterait mieux à l'érosion démographique que le secteur public, qui s'approprie pour l'instant 55 % de ses effectifs. Ils ne bouleverseraient cependant pas le paysage scolaire, où la part du privé, continuellement à la hausse, ne s'est pas accrue substantiellement ces dernières années, et n'a varié que de 0,1 % à 0,2 % par an.

CHARLES VIAL.

DE LA MATERNELLE AU BACCALAURÉAT

Le parcours de l'élève

● **LES ÉCOLES** (maternelles) : pour les enfants de moins de six ans ; primaires : de l'entrée au cours préparatoire à la fin du cours moyen (deuxième année).

La mise en place de la réforme décidée par la loi du 11 juillet 1975 et commencée au cours préparatoire en 1977 atteint cette année le cycle moyen (CM 1 et CM 2). Le ministère de l'Éducation considère que toute l'amélioration de l'école maternelle et élémentaire dépend de cette rénovation du cycle moyen. Elle est caractérisée par « une orientation plus marquée vers l'acquisition de connaissances autant que de savoir-faire ».

Les programmes portent sur les deux années, sans distinguer ce qui devra être acquis au cours de chacune d'elles. Les nouveaux horaires continuent d'exclure le « découpage en « plages régulières et minuscules » ; ils accordent une heure de plus aux mathématiques et à l'anglais et à l'éducation physique et sportive. Ces nouvelles instructions seront appliquées dès cette année, mais pas une mise en œuvre « progressive et successive d'efficacité ».

Des réunions d'information des instituteurs de cours moyen seront organisées localement, et ces maîtres auront priorité pour suivre ce sujet un stage de formation continue.

Outre la mise en place du nouveau cycle moyen, la seconde préoc-

cupation du ministère de l'Éducation est « d'adapter le réseau scolaire aux objectifs pédagogiques et aux nécessités d'une meilleure utilisation des moyens ». La capacité de remplacement des maîtres absents est jugée « en moyenne satisfaisante », mais « il subsiste de sérieuses difficultés dans certaines zones urbaines, essentiellement en région parisienne, en raison d'un fort taux d'absentéisme ».

● **LE COLLEGE** (de la sixième à la troisième). Progressivement mise en place depuis 1977, la réforme du « collège unique » connaît son achèvement cette année avec son application aux classes de troisième. Officiellement, les filières sont supprimées dans les quatre classes du collège (6^e, 5^e, 4^e et 3^e) où les élèves y suivent le même enseignement. Des actions de « soutien » sous forme de séances hebdomadaires d'une heure ou d'une demi-heure en français, mathématiques et langues vivantes doivent permettre à « des élèves d'acquiescer, d'acquiescer, d'acquiescer ».

Mais, contrairement à l'école primaire, le collège n'est pas un escalier large et majestueux dont on franchit — sauf cas assez rare de redoublement — les marches à la fin de chaque année scolaire. Si tous

les enfants peuvent rentrer en sixième, tous ne fréquentent pas les classes de troisième car les chaussettes sont nombreuses et expliquent que, sur les 711 415 élèves entrés en sixième à la rentrée 1978, 678 169 élèves (— 4,57 %) étaient l'an dernier en cinquième, et que les classes de quatrième ne doivent en accueillir à cette rentrée que 612 750 (— 24,30 %). Au total, moins de 70 % des élèves entrés en sixième accèdent à la troisième. Les autres ont été orientés, essentiellement à la fin de la cinquième, vers l'enseignement préprofessionnel : classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) et classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.). Ces classes sont encore maintenues cette année — à titre transitoire ».

Comme en quatrième, l'horaire hebdomadaire des élèves de troisième est de 24 h. 30 auxquelles s'ajoute un enseignement optionnel obligatoire de 3 heures. À la fin de cette classe de troisième, un jury départemental attribue à partir des propositions du chef d'établissement et au vu des résultats du contrôle continu un diplôme appelé « brevet des collèges », sanctionnant « la formation secondaire acquise à l'issue de la scolarité du collège ». La délivrance de ce diplôme, qui doit remplacer, à compter de 1981, le B.E.P.C. (brevet d'études du premier cycle), est totalement distincte de l'orientation.

● LE LYCÉE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (L.E.P.)

Les élèves des classes de cinquième ou de quatrième des collèges orientés vers ces établissements peuvent préparer un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) en trois ans, et ceux des classes de troisième un brevet d'études professionnelles (B.E.P.) en deux ans.

Un dispositif expérimental inauguré en 1972 permet dans vingt-trois L.E.P. sur mille trois cent trois, la délivrance de ces diplômes par contrôle continu.

Autre expérience mise en place l'an dernier dans huit cents L.E.P. : des séquences éducatives en entreprises permettent aux jeunes élèves d'effectuer des stages continus ou fractionnés de une à plusieurs semaines dans des entreprises. Plus de trente mille jeunes ont participé, l'an dernier, à ces stages qui doivent être intégrés à l'ensemble des activités pédagogiques de l'année scolaire. L'extension des séquences éducatives reste limitée en 1981. Elle pourrait concerner cinquante mille élèves mais « sera progressive en fonction des possibilités d'accueil que fera apparaître la campagne de prospection des entreprises ».

● **LE LYCÉE** (il accueille, après orientation, les élèves issus des collèges qui préparent en trois ans le baccalauréat). A u c u n changement n'interviendra avant la rentrée 1981 : les programmes et horaires des classes de seconde seront remodelés avec, pour objectif, un enseignement plus différencié.

Dans ces établissements, la rentrée sera marquée par une augmentation importante des effectifs (voir tableau). Cette progression de 2,6 % a une incidence sur les effectifs des classes de seconde qui, souvent, dépassent les trente élèves.

Selon le ministère, deux mille cent cinquante-à six emplois d'enseignants seront créés dans les lycées à cette rentrée. La plupart de ces créations ont été rendues possibles notamment par des suppressions d'emplois de surveillants dans les lycées (plus de mille) et de personnels administratifs dans les services académiques.

Comme l'an dernier, les enseignants en formation initiale qui sont agréés affectés en centre pédagogique régional (C.P.R.), certifiés stagiaires, ou P.E.G.C. en troisième année de formation, suivront un stage de six semaines consécutives en entreprise.

SERGE BOLLOCH
ET EDWY PLENEL.

L'aide aux familles est en régression

À l'exception d'une extension de la gratuité des manuels scolaires, prévue par la réforme Haby, l'aide directe des familles subit, cette rentrée, une régression.

● LA GRATUITÉ DES MANUELS

La gratuité des manuels scolaires, déjà assurée en classes de 6^e, 5^e et 4^e, est étendue cette année aux classes de 3^e, aux classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) et aux 4^e années de section d'enseignement spécialisée (S.E.S.).

Toutefois, l'extension de la gratuité au second cycle de l'enseignement secondaire n'est pas prévue et les élèves des lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.) n'en bénéficient toujours pas. D'autre part, « l'allègement » des manuels implique des achats complémentaires de livres de poche, cahiers d'exercices, guides d'orthographe, etc., qui restent à la charge des familles.

● LES BOURSES

Le ministère de l'Éducation se contente d'annoncer que le système d'attribution des bourses ne

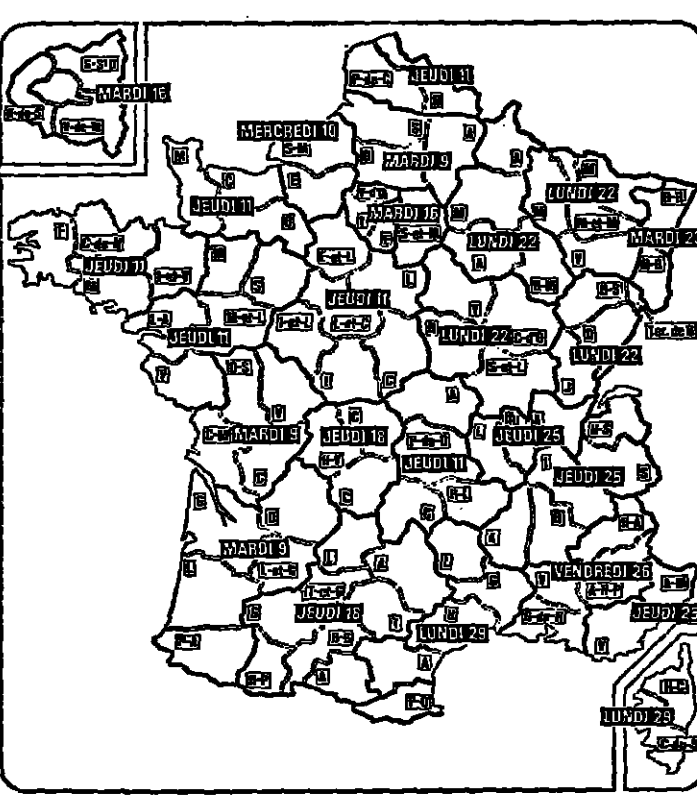
subira pas de modifications profondes en 1980-1981.

En fait, pour la première fois, le montant des bourses du second degré n'augmentera pas. Une circulaire, publiée au Bulletin officiel de l'éducation du 10 juillet, fixe le taux de la part de bourse à 168,50 francs en 1979-1980, soit une chute de 20 % en cinq ans.

● L'ALLOCATION DE RENTRÉE

À l'allocation normale de rentrée scolaire, versée à certaines familles de moins de onze ans, sont ajoutées des bourses de sources diverses et concernant quelques cinq millions d'enfants, s'ajoute une « allocation exceptionnelle » de 150 francs. Elle est versée à 188 585 enfants par enfant de six à seize ans. Toutefois, cette augmentation est nettement inférieure à celles des années précédentes : 200 francs en 1979 et 300 francs en 1977. Le montant total de l'allocation de rentrée, qui était de 400 francs en 1978, diminue donc de 7,53 %.

A quelles dates rentrent les élèves ?



Plusieurs syndicats appellent à des arrêts de travail dans l'enseignement secondaire

Cinq syndicats nationaux d'enseignants de second degré (1) se sont réunis le lundi 4 septembre. Ils « appellent à reprendre l'action dès les premiers jours de la rentrée ».

Ces syndicats prévoient un « prolongement rapide à cette action » si les ministères s'opposent toujours à la négociation.

Le Syndicat national des lycées et des collèges (S.N.L.C.), indépendant, autre syndicat de l'enseignement secondaire, a annoncé dès le mois de juin que ses adhérents feraient grève les lundi, mardi et mercredi qui suivront la date de rentrée de chaque académie.

Dans une interview à l'Agence centrale de presse, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, déclare que son organisation « ne se laissera pas entraîner dans l'action-confusion ou dans

d'action commune (...) et appellent les personnels à des actions de grève échelonnées par groupes d'académies dès les premiers jours de la rentrée ».

« Ces syndicats prévoient un « prolongement rapide à cette action » si les ministères s'opposent toujours à la négociation. Le Syndicat national des lycées et des collèges (S.N.L.C.), indépendant, autre syndicat de l'enseignement secondaire, a annoncé dès le mois de juin que ses adhérents feraient grève les lundi, mardi et mercredi qui suivront la date de rentrée de chaque académie.

(1) Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.), Syndicat national des collèges (S.N.C.), indépendant, Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.D.), Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-O.G.T.), Syndicat national des professeurs d'éducation physique (S.N.P.E.P.).

Les effectifs dans l'enseignement public

Nature des enseignements	Prévisions pour 1980-1981	Variations par rapport à 1979-1980
PREMIER DEGRÉ		
Maternelles	2 139 100	- 10 274 (0,5 %)
Élémentaire (1)	4 125 188	- 61 378 (1,5 %)
Enseignement spécialisé	113 400	- 4 392 (3,9 %)
TOTAL PREMIER DEGRÉ	6 377 688	- 75 044 (1,17 %)
(1) À ce chiffre s'ajoutent environ 50 000 élèves des établissements méditerranéens.		
SECOND DEGRÉ		
Premier cycle (collège)	2 681 900	- 6 499 (0,2 %)
Second cycle court (lycées d'enseignement professionnel)	651 700	- 3 584 (0,5 %)
Second cycle long (lycées)	880 500	+ 28 049 (3,2 %)
Enseignement spécialisé	125 000	+ 2 357 (1,9 %)
TOTAL SECOND DEGRÉ	4 339 100	+ 12 323 (0,3 %)
Classes supérieures des lycées	72 100	+ 2 052 (2,9 %)
TOTAL GENERAL	10 747 400	- 61 299 (0,6 %)

ISERVATOIRE
DU
A FRANÇAIS

réalisateur
monteuse

Tél. 874.65.54

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 5 septembre à 8 heures et le samedi 6 septembre à 24 heures.

Le front froid qui a pénétré en France vendredi sera plus actif qu'il n'avait été prévu. Il donnera en effet des pluies et des orages. Après son passage, une hausse de pression devrait se développer sur notre pays par l'ouest et apporter, samedi et dimanche, une belle amélioration.

Samedi 6 septembre, des Alpes à la Corse, il y aura encore des ondées orageuses le matin, mais elles s'éloigneront vers l'est et elles feront place assez vite à un temps généralement ensoleillé. Sur le reste de la France il fera frais le matin, le ciel sera peu nuageux, mais il y aura des brumes ou des brouillards. Dans la journée le temps sera le plus souvent ensoleillé, avec toutefois des nuages passagers, l'après-midi et le soir, de la Bretagne au Pas-de-Calais.

Les vents, modérés ou assez forts de sud-ouest en Manche, de secteur nord dans la vallée du Rhône et en Méditerranée, seront faibles et variables ailleurs.

Les températures maximales s'élèveront un peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5):

- Alger, 25 et 11; Arles, 24 et 12; Biarritz, 27 et 19; Bordeaux, 27 et 15; Bourges, 24 et 16; Brest, 18 et 13; Caen, 20 et 12; Clermont-Ferrand, 27 et 11; Dijon, 27 et 14; Grenoble, 23 et 13; Lille, 22 et 14; Lyon, 27 et 18; Marseille, 27 et 17; Nancy, 25 et 16; Nantes, 21 et 12; Nice, 24 et 17; Paris-Le Bourget, 25 et 18; Pau, 25 et 19; Perpignan, 25 et 19; Rennes, 20 et 13; Strasbourg, 27 et 14; Toulon, 27 et 14; Toulouse, 26 et 20; Poitiers-Pierre, 22 et 27.

Températures relevées à l'étranger:

- Genève, 29 et 18; Amsterdam, 22 et 14; Athènes, 24 et 18; Berlin, 24 et 12; Bonn, 25 et 14; Bruxelles, 21 et 13; Casablanca, 24 et 14; Copenhague, 20 et 8; Genève, 25 et 13; Lisbonne, 26 et 15; Londres, 15 et 13; Madrid, 33 et 18; Moscou, 15 et 13; Nairobi, 25 et 18; New-York, 29 et 23; Palma-de-Majorque, 31 et 15; Rome, 26 et 14; Stockholm, 19 et 10; Téhéran, 37 et 30.

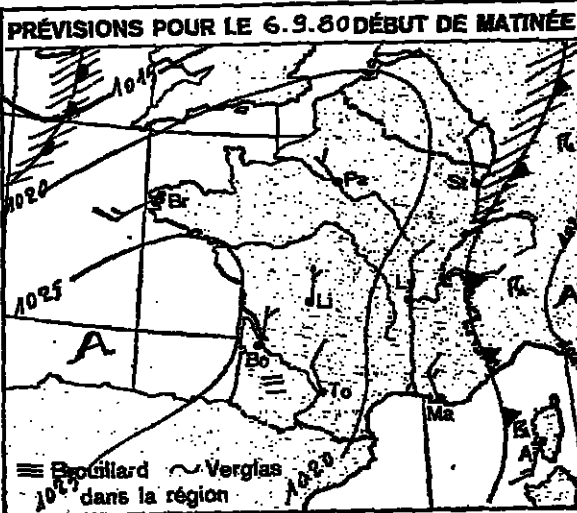
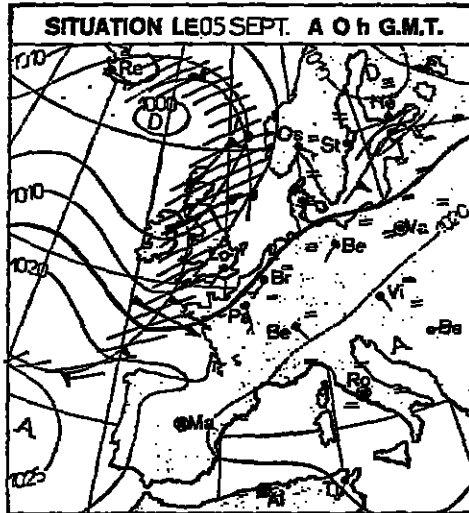
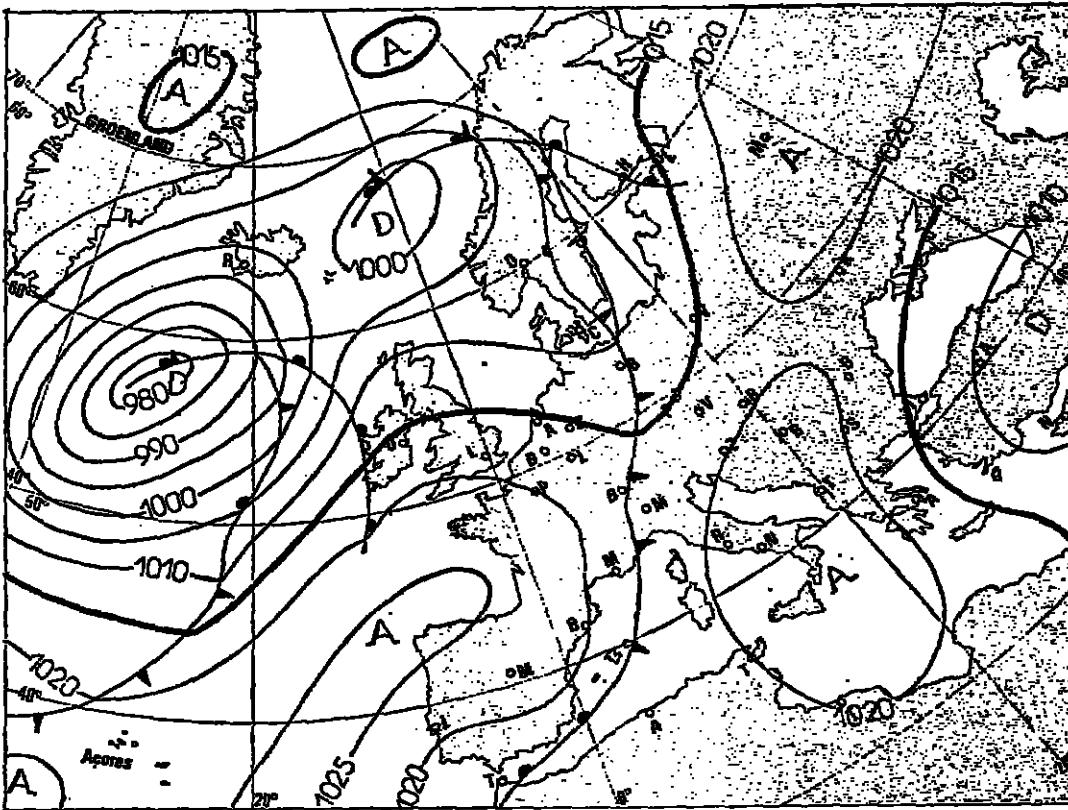
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à 8 heures: 1 012,8 millibars, soit 759,7 millimètres de mercure.

PROBABLES POUR DIMANCHE 7 SEPTEMBRE

Dans la plupart des régions, beau temps bien ensoleillé avec très peu de nuages, et même parfois un ciel entièrement dégagé. Temps plus instable en Corse avec de gros nuages menaçants et risque d'orages. Les vents deviendront faibles à modérés, mais le mistral se maintiendra encore jusqu'en fin de journée. Les températures seront un peu plus élevées qu'aujourd'hui, mais elles resteront entre 11 et 14 degrés, mais grâce à un bon ciel, elles atteindront 24 à 27 degrés en cours d'après-midi.

(Documents établis avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Les mots croisés sont en page 28, dans « Le Monde des loisirs et du tourisme ».

PARIS EN VISITES

SAMEDI 6 SEPTEMBRE

- « Monnet », 13 h. place de la Concorde, Mme Zujovic.
- « L'Institut de France », 15 h. 22, quai de Conti, Mme Garnier-Alberty.
- « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h. entrée, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le calvaire russe », 15 h. 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « L'entourage de la rue Mouffette », 15 h. 15, 1. place Monge (Mme Ferrand).
- « De l'île de la Cité au quartier Latin », 15 h. 15, métro Cité (Mme Haullier).
- « Le Père-Lachaise », 14 h. 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).
- « Saint-Germain-des-Près », 15 h. 15 h. et 18 h. 30, entrée hall faïence, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le parc de Versailles », 15 h. statue de Louis XIV (Approche de l'art).
- « Val-de-Grâce », 15 h. 30, 1. place Alphonse-Laveran (Mme Camus).
- « L'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « L'enclenche tragique de Plopus », 15 h. 35, rue de Plopus (Mme Ferrand).

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE

- « Le Sénat », 10 h. 30, 15, rue de Valenciennes.
- « Fossés des Panoramas », 15 h. 15 h., entrée, Mme Garnier-Alberty.
- « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h. et 18 h. 30, entrée hall faïence, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le parc de Versailles », 15 h. statue de Louis XIV (Approche de l'art).
- « Val-de-Grâce », 15 h. 30, 1. place Alphonse-Laveran (Mme Camus).
- « L'île Saint-Louis », 15 h. 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « L'enclenche tragique de Plopus », 15 h. 35, rue de Plopus (Mme Ferrand).

LANGUES

POLONAIS A LA SORBONNE. — Le centre d'études polonaises de l'université Paris-IV-Sorbonne (18, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, tél. 325-54-68) organise des cours de langue polonaise du 1^{er} octobre 1980 au 30 juin 1981. Les inscriptions sont ouvertes au centre à partir du 8 septembre 1980.

P.T.T.

FRANCE-U.R.S.S. ET L'AUTOMATIQUE. — Le service téléphonique automatique ouvert avec Moscou depuis le 12 août dernier, au départ de toute la France, est, depuis le 1^{er} septembre, étendu aux villes de Kiev, Leningrad, Minsk et Tallin, ville située sur le golfe de Finlande.

VIVRE A PARIS

RECTIFICATIF. — Il est possible de souscrire un abonnement aux concerts de Radio-France pour la saison prochaine, à tout moment de l'année, à condition d'en faire la demande dix-huit jours avant la date du concert choisi et non pas avant le 5 septembre, comme nous l'avons indiqué par erreur dans l'article paru dans nos éditions du 14 août sous le titre « Une place au concert ».

CARNET

Naissances

- M. et Mme Marin-Marie Durand de Saint-Paul, le professeur et Mme Michel Boitel, ont la joie d'annoncer que leur première enfant, petite-fille, petite-fille et fille, née le 26 février, a été baptisée aux Eaux Chaudes le 9 août 1980.
- Jacques et Laurence MORIMONT ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils Pierre.
- M. Bruno SAFIN et Mme, née Catherine Bollet, David et Maxime ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Ludvine, le 31 août 1980.
- Les Sophores, 20, montée de la Sœur-Viel, 93500 Châtres.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Chantal PETIT, fille de M. Raymond Petit (†) et de Mme Raymond Petit, avec M. Bertrand NOTRE DAME, fils de M. Auguste Notre Dame (†) et de Mme Eugène Notre Dame, célébré dans la plus stricte intimité en l'église de Saint-Maur-des-Fossés (Marne), le samedi 6 septembre, à 18 heures.
- 17, route de Vire, 55000 Villiers-les-Poissies, 27, rue de la Ville, 55000 Valenciennes.
- Cet avis tient lieu de faire-part.

Décès

- Le général d'armée Jean Simon, président national de l'Association des Français libres. Les membres du comité directeur, ont le regret de faire part du décès de M. Yves ANTELMÉ, trésorier général de l'Association, ancien commissaire de 2^e classe dans les forces armées françaises, chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la médaille de la France libre, survenu le mercredi 3 septembre 1980 dans sa soixante-et-unième année. Ses obsèques auront lieu le samedi 6 septembre 1980 à 6 h. 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris (6^e).
- Marie Barretty, sa femme, née Dominique et Christophe, ses fils, ont la douleur de faire part du décès de M. Dominique BEREGETTY, survenu le 4 septembre 1980, à l'âge de cinquante-cinq ans, après une longue maladie.
- Réunion au cimetière du Mont-Saint-Denis, le 6 septembre, à 9 h. 30, place Saint-André, 75010 Paris.

- La direction et le personnel de l'agence de presse photographique Rapho font part avec tristesse du décès de leur ami et collaborateur M. Dominique BEREGETTY, le 4 septembre 1980.
- Ses enfants, la famille, ses amis, annoncent le décès de Louis BOUDARI, instituteur honoraire, officier de l'Instruction publique, ancien combattant, titulaire militaire, croix de guerre 1914-1918, inhumation à Saint-Maur-des-Fossés (La Pie), le 6 septembre 1980, vers 16 heures.
- Mme Raymond Cohen, ses enfants, sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès de M. Denis COHEN, à l'âge de cinquante-deux ans. Ses amis se réuniront au cimetière de Bagneux-Parisien le lundi 8 septembre, à 9 heures.

- M. et Mme Jean-Jacques Marquis ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Marie Marquis et leurs enfants, M. et Mme Louis Marquis et leurs enfants, la famille, parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Marie Marquis, née Jeanne Figeat, docteur en médecine, survenu le 1^{er} septembre 1980. Les obsèques ont eu lieu à Châtou (Yvelines), le 3 septembre 1980, dans l'intimité.
- Résidence 15, 93000 Paris-La Défense.

- On nous prie d'annoncer le décès accidentel du docteur Claude SERRAND, le 1^{er} septembre 1980, à Dijon, à l'âge de cinquante-deux ans, sur la route de Châtou, au lieu-dit de la part des familles Serrand, Belsol, David, Robert, Hulot, Bardin, Poincaré, Bessol, Roumagne, Ségur et Barthe.

Remerciements

- Mme Jean-Louis Fredj et ses enfants, Mme et M. Maurice Fredj et leurs enfants, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Jean-Louis FREDJ, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.
- Dans chaque armoire d'« Indian Tonic » il y a un SCHWEPES Lemon qui sommeille.

ROBLOT S.A.
227-90-20
ORGANISATION D'OBSEQUES

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 5 septembre 1980 :

DÉCRET

- Modifiant le décret du 25 juillet 1964 relatif à l'organisation du ministère de la justice.
- Portant publication du protocole portant modification de la convention signée à Paris le 22 novembre 1928 concernant les expositions internationales, fait à Paris le 30 novembre 1972.

LOTTO

TIRAGE N° 36
DU 3 SEPTEMBRE 1980

7 16 20 28 34 43

NUMERO COMPLEMENTAIRE 35

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS 11	819 704,20 F
5 BONS NUMEROS 38	118 641,30 F
5 BONS NUMEROS 3 116	4 340,50 F
4 BONS NUMEROS 128 394	105,30 F
3 BONS NUMEROS 1 980 083	10,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 10 SEPTEMBRE 1980

VALIDATION JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE 1980 APRES-MIDI

Les urgences du dimanche

SANTÉ

- UN SECOURS D'URGENCE. — Appeler le SAMU en téléphonant pour Paris, au 567-50-50; pour l'Essonne, au 068-33-33; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11; pour la Seine-Saint-Denis, au 530-32-50; pour la Val-de-Marne, au 207-51-41; pour la Val-d'Oise, au 032-22-33; pour les Yvelines, au 953-83-33; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.
- UN MEDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (548-57-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-09-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04) ou S.O.S.-Médecins (77-77-77).
- UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS. — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).
- S.O.S. Urgences bucco-dentaires : 337-51-00.

TRANSPORTS

- AEROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (887-12-34 ou 883-12-34); à Roissy-Charles-de-Gaulle (882-12-12 ou 882-22-80).
- COMPAGNIES AERIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (829-12-55 ou 829-13-55); U.T.A. (778-75-79); Air Inter (887-12-12). Renseignements, réservations : Air France (835-61-61); U.T.A. (778-41-52); Air Inter (539-25-25).
- S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.
- ETAT DES ROUTES. — INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 558-33-33. Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière Bordeaux (56) 96-33-33; Lille (20) 91-92-33; Lyon (7)

LANCEL
CONSEIL
Listes de Mariage
PLACE DE L'OPÉRA - PARIS - TÉL. 742.37.29.

Listes de Mariage
260.36.20 - poste 233
AUX TROIS QUARTIERS

TROUVEZ MOI
BLAZER WOOLMARK 259
COSTUMES DÉGRIFÉS 359
DE LUXE à 700
MAIN'S WEAR
188, rue du Château, PARIS 16^e - Métro ALÉXIA
angle avenue du Maine

COMPAGNIE BRITANNIQUE
meubles en pin,
8, rue Lacépède
75005 Paris

Dix-se
entre la

مكتبة الوطن

Le Monde

équipement

OUVERTURE DU TUNNEL ROUTIER DU SAINT-GOTHARD

Dix-sept kilomètres sans péage entre la Suisse du Nord et le Tessin

Berne. — Nouvelle étape dans l'histoire de la traversée des Alpes, le tunnel routier du Saint-Gothard a été officiellement inauguré, et immédiatement ouvert à la circulation, le vendredi matin 5 septembre. Reliant Göschenen dans le canton d'Uri au nord, et Airolo dans le Tessin au sud, ce remarquable ouvrage d'environ 17 kilomètres est désormais le tunnel routier le plus long du monde.

Dans son allocution d'ouverture, le représentant du gouvernement helvétique, M. Hans Ertmann, chef du département fédéral de

De notre correspondant

l'intérieur, a rappelé les liens séculaires unissant la Suisse au Gothard. « Berceau des suisses et croisés des chemins menant au nord et au sud, le Gothard est à la fois le lieu où notre État plonge ses racines et le symbole de notre liberté suscitée », a-t-il dit.

Le vieux rêve d'un tunnel routier à travers le Gothard devait prendre corps dans les années 60. Commencée en 1969, les travaux ont finalement duré onze ans. Jusqu'à sept cent trente ouvriers ont travaillé ensemble sur le chantier, en majorité des Italiens, mais aussi des Espagnols, des Turcs, des Yougoslaves, des Allemands, des Autrichiens et des Suisses. Vendredi matin, un hommage solennel a été rendu à dix-neuf d'entre eux, morts accidentellement durant les travaux.

Dans le nouveau tunnel, une attention particulière a été mise à renforcer la sécurité du trafic : six centrales de ventilation, des tours triplex, des abris et des caméras de télévision tous les 250 mètres y sont installés, ainsi que des cabines téléphoniques de secours à intervalles réguliers. Le coût final des travaux s'élève à environ 680 millions de francs suisses, soit 1,7 milliard de francs.

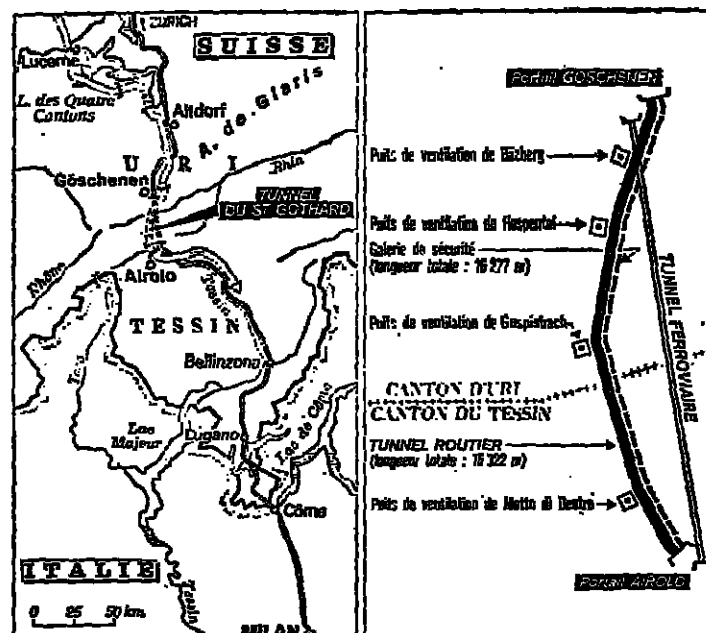
Pas seulement pour les poids lourds

Pièce maîtresse de l'autoroute Bâle - Chiasso, le tunnel du Gothard devrait assurer une meilleure fluidité du trafic. Grâce à l'absence de péage, la Suisse pourrait également regagner une partie du terrain perdu dans le

Praticable toute l'année, cette artère souterraine à deux voies contribuera à rapprocher le Tessin de la Suisse italienne du reste de la Suisse en mettant fin à son traditionnel isolement hivernal. Mais cette nouvelle liaison nord-sud n'intéresse pas seulement la confédération : elle facilitera également les relations entre l'Italie et l'ouest de l'Europe septentrionale.

La possibilité d'interdire le passage des poids lourds à certaines heures. Au contraire, dans le canton d'Uri, les habitants des villages situés sur la route du col s'attendent d'une probable diminution de la circulation automobile et, par conséquent, des hôtesses de passage. L'ouverture du Gothard résume en quelque sorte le double visage du progrès avec ses avantages mais aussi ses contradictions.

JEAN-CLAUDE BUHRER.



URBANISME

LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE

La Ville de Paris attaque l'Etat en justice

Nouvelle péripétie dans l'affaire de la construction de l'Institut du monde arabe que le Quai d'Orsay souhaite voir construire sur le terrain de sports situé en bordure du boulevard de Grenelle et de la rue de la Fédération dans le quinzième arrondissement. La Ville de Paris vient, en effet, d'engager une action en justice contre l'Etat.

Cette décision fait suite à une visite, le jeudi 4 septembre, de M. Jacques Chirac et des élus des quinzième et septième arrondissements sur le terrain où sont entrés, après en avoir enfoncé la porte, le vendredi 29 août, des bulldozers pour effectuer, selon M. Philippe Ardant, co-responsable de l'Institut du monde

arabe, les sondages nécessaires pour permettre à l'architecte de connaître la nature exacte du sous-sol.

Or, selon le maire de Paris, « il ne s'agissait en aucune manière de travaux de sondage, mais de travaux de terrassement ». A l'issue d'une réunion à l'Hôtel de Ville, entre M. Chirac et les élus, un communiqué a été publié : « Il a été décidé d'engager une action en justice contre l'Etat en raison des circonstances de la reprise de possession de ce terrain (qui appartient à l'Etat, mais qui est utilisé par la Ville).

Un procès-verbal sera dressé et transmis au Parquet pour arrêt des travaux de cette infraction. »

de l'Institut du monde arabe. Les élus des quinzième et septième arrondissements déplorent de leur côté que « ce terrain ait été rendu inutilisable avant même l'obtention du permis de construire ». Enfin, M. Chirac précise qu'« il n'est pas officiellement de cette affaire le Conseil de Paris lors de sa prochaine séance, le lundi 22 septembre ».

Le terrain objet de la polémique entre la Ville de Paris et le ministère des affaires étrangères appartient, en fait, à l'Etat. Il a été mis, le 27 octobre 1976, à titre précaire et révocable, à la disposition de la Ville de Paris. Celle-ci l'a alors aménagé en aire de jeux et de sports. Pour réaliser l'Institut du monde arabe, l'Etat a récupéré son terrain en le mettant à la disposition du Quai d'Orsay, qui a décidé de le céder à la fondation qui construira cet institut pour une somme de 75 millions de francs.

ADAMS Chemises, cravates et accessoires.	ALAIN MANOUKIAN Tricots.	AVIS Location de voitures.	BABY CHARLES Vêtements d'enfants 0 à 6 ans.
LE BAR DE LA MACHINE Salon de thé, restauration, cordon rouge.	REYERLIAN Prêt à porter homme et accessoires.	LA BOTTEGA Cadeaux, décoration, objets d'art.	CAREL Chaussures, maroquinerie.
LA CARTERIE Cartes de vœux, cadeaux, papeterie.	LA CAVE D'HEIDIARD	DESTRAY OPTICIENS Optiques, lunettes, instruments.	DUNE Les présents du futur.
HERVE MONSIGNY Chemiserie.	KATE'S Horloges-bijoux, Yorgex et Bresson.	LEONARD CADEAUX Parfums, accessoires.	LUCIE SAINT-CLAIR Coiffure-beauté, féminité-masculin.
MINELLI Chaussures, maroquinerie.	NEUHAUS CATALIN Chocolaterie, confiserie, produits fins.	ONER Prêt à porter féminin.	LA ROUE Poteries de Vallauris.
SAINT LAURENT RIVE GAUCHE	SYLVIANE'S Linge haute couture.	TOBACCO'S Tabac, tabaceries, cadeaux de luxe, Dunhill.	VALENTUOMO La mode italienne au masculin.
VERA FINBERT			

TOUT LE MONDE N'EST PAS ADMIS À L'ÉLYSÉES.

L'Elysées, comprenez : l'Elysées Rond-Point, la nouvelle galerie du Rond-Point des Champs Elysées. Tout le monde n'y est pas admis. Mais ici, la sélection a porté sur les boutiques. Seules des griffes renommées, les meilleures boutiques de luxe se sont donné rendez-vous à l'Elysées Rond-Point. C'est évident, remarquez. Un tel emplacement ne pouvait souffrir la médiocrité. Et toutes les boutiques ouvrent jusqu'à 22 h, un régal pour les gens pressés ou impulsifs comme vous et moi.



Galerie Elysées Rond-Point
12-14 Rond-Point des Champs Elysées Paris.

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Tout le Portugal dans les vitrines des musées de Lisbonne

VACANCES EUROPEENNES

VU DE CHEZ EUX

A la recherche de la révolution

par JOSÉ REBELO

CERTES, il y a encore des Français, jeunes pour la plupart, qui, à la recherche des traces de la révolution d'avril, débarquent, chaque après-midi d'été, à la gare de Santa-Apolonia. Sans au dos, lourdement chargés, ils débamboulent dans les rues de Lisbonne, où, avec un peu de chance, ils peuvent assister à une petite manifestation. Ils s'aventurent aussi dans les villages de l'intérieur du pays : dans l'Alentejo de la réforme agraire, ou dans le nord-est, habité par des paysans presque sans terre.

Mais cette catégorie de « pèlerins » se fait rare. Elle n'a jamais été représentative de l'ensemble des Français qui choisissent le Portugal pour y passer leurs vacances. Ceux-ci ont, en effet, des motivations plus prosaïques. D'abord, la rencontre à peu de frais avec le soleil déclinant et les plages dorées. Les commerçants portugais l'assurent : « Nous avons des touristes riches, comme les Anglais ou les Allemands, et des touristes pauvres, comme les Français ou les Espagnols. » Les statistiques le confirment. Comparativement avec les touristes venant des autres pays du marché commun, les Français utilisent moins les hôtels de quatre et cinq étoiles, séjournent davantage dans les campings et les hôtels modestes et dans les casinos de l'Algarve. Bannis de la Côte d'Azur, dont ils ne peuvent pas s'offrir le luxe, craignant les attentats de

FETA en Espagne, ces Français de la petite bourgeoisie se disposent donc à traverser toute la péninsule ibérique pour atteindre les plages portugaises.

En 1979, 248 000 Français ont passé les postes-frontières d'Elvas et de Vila Formosa. Avec les événements d'avril 1974, le total des touristes français, cette année-là, est tombé à 150 000. Il est descendu à 115 000 en 1975 : le pays de Viriato était alors secoué par le vent de la révolution. Ressuscité par la modernisation de la vie politique constatée à partir de 1976, les Français ont repris timidement la route du Portugal : ils étaient 170 000 en 1977 ; 180 000 en 1978 et 183 000 en 1979.

Celine et bon marché, le Portugal offre à ses visiteurs français un troisième avantage non négligeable. Les Français s'y sentent les moins étrangers de tous les étrangers. Au bout d'un virage, ils découvrent un pavillon style « maison » : ces constructions bizarres, au milieu des pins et des vignes, rappellent la banlieue parisienne. A l'intérieur, on parle français ou, tout au moins, on le comprend. On peut s'arrêter et demander un renseignement, car l'« imigrante » sera bien heureux de le fournir. Il se sentira flatté d'appartenir aux côtes d'un « Français de France » dans son pays. Libéré de ses complexes, l'immigré retrouve enfin le sens de l'hospitalité. Le vin coule à flots, et les invitations à dîner se multiplient.

LISBONNE en a vu de toutes les couleurs. Est-ce Ulysse qui en a tracé les fondations ? La légende le prétend et, dans ce pays, on respecte les légendes. En tout cas nombreuses et diverses sont les civilisations qui se sont succédées, généralement accompagnées par le traces des armes. Les Phéniciens, les Romains, les Goths, les Maures, et bien évidemment les voisins espagnols qui ont souvent fait figure d'ennemis héréditaires. Toutes les invasions de l'Europe se sont achevées là.

Certes, après le tragique tremblement de terre de 1755 qui a réduit en cendres plusieurs quartiers, l'impétueux marquis de Pombal s'est imposé avant la lettre comme le Hausmann local. Chaque époque, presque chaque homme, n'a pas moins laissé sa marque dans ce paysage urbain composé de mille éclats, dans ce décor hétéroclite porteur de tant de souvenirs et qui se moque si gaillardement de nos aspirations cartésiennes les plus élémentaires.

Aujourd'hui, sans que la faible expansion économique suffise à l'expliquer, les magasins n'ont toujours pas cédé à la banalisation moderniste de nos hypermarchés et les innombrables palais couverts de mosaïques supportent l'usure du temps avec plus ou moins de bonheur. Les taxis — le plus ancien, une Ford A, circule sans faille depuis 1928 — ont une carrosserie noble et verte et l'habitent dans leur sillage d'épaisse fumée. Avec les vieux autobus à étage à la mode londonienne et les tramways jaunâtres qui grincent de tous leurs essieux, ils se livrent à une sorte de ballet sans merci, laissant l'automobiliste de passage circonspect.

On peut véritablement tout faire à Lisbonne si on évite de se ruiner vers les plages voisines, qui ont effectivement de quoi inciter au réassise. Il y a déjà une



(Dessin de PLANTU.)

trentaine de musées qui célèbrent notamment les fastes de l'histoire portugaise et de l'art national, enrichi par ses multiples origines. L'ancien musée du palais de Belem abrite une collection unique au monde de carrosses royaux sculptés et dorés. Non loin de là, jouxtant le monastère des Jeronimos, le musée de la marine rappelle avec fierté ce que fut le temps glorieux des marins explorateurs à la Vasco de Gama. Les cinq mille objets — tableaux, monnaies antiques, vases chinois, tapis persans, etc. — qui composent l'exceptionnelle collection présentée au musée Gulbenkian n'ont pas grand-chose à voir avec le folklore local. Toutefois, l'histoire de

ce milliardaire d'origine arménienne est étonnante. N'ayant jamais oublié l'accueil trouvé en terre portugaise aux heures sombres de la guerre, c'est à Lisbonne qu'il a voulu installer le siège de la fondation créée peu avant sa mort grâce à l'essentiel de sa fortune. Elle est devenue pour l'ensemble du pays une institution considérable vouée au mécénat culturel et à la recherche sous toutes ses formes, avec un budget de l'ordre de 25 000 millions de dollars par an.

Porta del Sol, dans le palais qui héberge le musée des arts décoratifs, il suffit de pousser une porte pour découvrir l'atelier de restauration de meubles anciens d'une autre fondation.

Vacances européennes : nous achevons aujourd'hui avec le Portugal un « tour » d'Europe au cours duquel nous avons proposé, chaque semaine, des thèmes de séjour. Successivement : la Grande-Bretagne (5 juillet), la Grèce (12 juillet), l'Autriche (19 juillet), l'Espagne (26 juillet), le Danemark (2 août), l'Italie (9 août), l'Allemagne (16 août), la Yougoslavie (23 août), la Suisse (30 août).

celle du banquier Ricardo Espírito-Santo. Quatre-vingt-dix ouvriers formés par quatorze années d'apprentissage y exercent vingt métiers étonnamment complémentaires. Ils dévoilent avec passion quelques-uns de leurs secrets avant de montrer le chandelier doré à l'or fin pour M. Rockefeller ou la commode prête à reprendre sa place au château de Rambouillet.

Des sardines pour saint Antoine

Une fois accomplis les rituels homériques muséographiques, mieux vaut quitter la détroite du touriste et emprunter les chemins de traverse en se laissant guider par son inspiration. Lisbonne fourmille de recoins et de mystères, de patios et de balvédères, de personnages et d'événements propres à décourager toute velléité planificatrice de la part d'un visiteur limité par le temps. On chemine sans hâte à travers Alfama, ce quartier aux ruelles sinueuses qui se donne des airs de labyrinthe. Il a conservé les usages collectifs qui remontent assurément à ses origines arabes. Tout le monde vit dehors. Pendant que les enfants courent dans vos jambes, des matrones rigolardes vous vendent fruits et poissons pour quelques escudos. Un adolescent émacié sermonne sans conviction l'âne gris qui refuse de tirer sa carriole. Il faudra nous dire au revoir en juin. Pour les fêtes de la Saint-Antoine, le saint patron de Lisbonne, tout le monde dresse la table devant les portes des maisons, on grille des sardines, on pend des lampions et on fait ripaille ensemble plusieurs jours et nuits durant.

Pour l'heure, le soleil tape fort. Avant d'arrêter pour boire du café, une boisson à base de caramel, dans une pâtisserie du quartier. On est toujours le bienvenu dans ces échoppes minuscules et mal éclairées où l'on vend un peu de tout. Au milieu du comptoir trône une vénérable caisse enregistreuse qui ferait la joie des collectionneurs.

Peut-être croisera-t-on, près des chantiers navals, ce bonhomme brillard et titubant, toujours en tenue de cérémonie. On ne sait si « l'éternel fiancé » est un aquariste de talent.

STÉPHANE BUGAT.
(Lire la suite page 17.)

AVANT LE DÉPART

TRANSPORTS

● AVION. — Le tarif normal en classe touristique entre Paris et Lisbonne (aller-retour) s'élève à 2 500 F. Les compagnies Air France et Air Portugal (TAP) proposent un tarif « excursion » (séjours de plus de six jours et inférieurs à un mois) qui ramène le prix du vol à 2 050 F. * TAP (266-69-00), Air France (233-61-51).

● TRAIN. — Les prix (aller-retour) du transport ferroviaire sont fixés à 1 035 F en première classe et 650 F en deuxième.

* S.N.C.F. (361-30-30).
● AUTOCAR. — Une ligne régulière relie Paris aux différentes régions du Portugal. Paris-Lisbonne (aller-retour) : 655 F.
* Intercars (344-84-44).

● AUTO. — Une partie des autoroutes est gratuite. Les sections payantes de 30 kilomètres environ coûtent 1 F. Ligne de super : 3,60 F, ligne d'essence : 3 F.

LOGEMENT

● HOTELS. — Une chambre double avec petit déjeuner coûte,

en moyenne, 350 F (cinq étoiles), 180 F (quatre étoiles), 120 F (trois étoiles) et 80 F (deux étoiles).

● POUSSADAS OU CHATEAUX-HOTELS. — D'Etat ou privés, ces établissements sont installés dans des châteaux ou monastères authentiques. La chambre avec petit déjeuner : 170 F (huxe) ou 110 F. Cuisine portugaise traditionnelle : menu à 45 F.

A FAIRE

Ceux qui aiment la grande vie, les vieilles armures, et qui apprécient de ne pas avaler des kilomètres, se laisseront tenter par la formule « chic » imaginée par l'agence Jumbo. Le forfait comprend l'aller-retour en avion, sept nuits dans les pousadas et autres châteaux-hôtels, sept jours de location de voiture avec kilométrage illimité. Sur la base de quatre personnes : 2 845 F par personne. Sur la base de deux personnes : 2 865 F.

* Toutes agences de voyages ou Jumbo (706-01-55).

A LIRE

● Petite planète (Saul), 20 F environ.

● Guide Vert Michelin, 26 F environ.

● Guide Rouge Michelin, 30 F environ.

● Guide Fodor, 30 F environ.

● Guide Bleu Hachette, 109 F environ.

● Guide Nagel, 120 F environ.

● Office national du tourisme portugais, 1, rue Berthe, 75009 Paris, Tél. : 724-89-01. Du lundi au vendredi de 9 h. 30 à 17 h. 30.

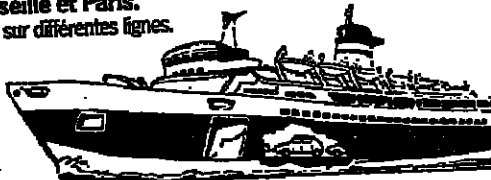
TIRRENIA CAR FERRIES:
DÈS OCTOBRE C'EST LA RÉVOLUTION DES TARIFS EN MÉDITERRANÉE
ET CET ÉTÉ LES PRIX SONT À TOUT CASSER.
PROFITEZ-EN

Quelques exemples de prix en couchettes 2^e classe aller/retour par personne.

CATEGORIES DE VOYAGEURS	SARDAIGNE GENES/PORTO TORRES	SICILE GENES/PALERME	TUNISIE NAPLES/TUNIS	MALTE NAPLES/LA VALLETTA
- INDIVIDUEL	252 ^F	498 ^F	710 ^F	464 ^F
- VOY. DE NOCE - ETUDIANTS	218 ^F	428 ^F	568 ^F	410 ^F
- 3 ^e AGE (carte Vermeil)				
- GROUPES 30 personnes minimum	204 ^F	394 ^F	526 ^F	382 ^F
- INTER-RAIL				

NOUVEAUTÉS 1980 - LIGNE DIRECTE GENES - PALERME -
- Réservation directe par terminaux Tirrenia à Marseille et Paris.
- Quatre nouveaux super car ferries de 10.500 tonnes en service sur différentes lignes.
- Renseignements auprès de votre agence de voyages.

tirrenia Car Ferries
32, rue Godot-de-Mauroy 75009 Paris, Tél. : 266.60.19
61, bd des Dames 13002 Marseille, Tél. (91) 91.92.20.



HOVERLLOYD
278-75.05
21 rue de Valenciennes 75010 Paris

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

GRATUIT PAYANT

Avec Hoverlloyd, seule la voiture paie, pas les passagers (jusqu'à 5). Alors si vous voyagez à 3, 4 ou 5, cela devient super économique. Hoverlloyd assure la traversée Calais-Ramsgate en 40 minutes sur coussin d'air, jusqu'à 27 fois par jour en saison.
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverlloyd Paris.

la Tunisie
Parlez-en avec ceux
qui la connaissent bien

Songez à passer
un deuxième été
pendant
l'arrière-saison !

à partir du mois d'octobre
dans l'ambiance exceptionnelle
du SANGH CLUB, à ZARZIS,
dans le Sud-Tunisien.

Venez nous voir
ou écrivez-nous !

TUNISIE CONTACT
30, rue de Valenciennes - 75010 Paris
Tél. : 256.02.25 et 256.14.23
Demandez votre brochure et votre programme de voyage

Nom :
Adresse :

Chasse

UN ENTRETIEN AVEC M. JACQUES HAMELIN

< Les vrais chasseurs et les vrais protecteurs de la nature doivent mener le même combat >

Pour la première fois, des réunions au plus haut niveau se sont tenues cette année entre représentants des chasseurs et des protecteurs de la nature. Un communiqué commun a été publié, parlant de « consensus », de « rencontres fréquentes » et d'« actions conjointes ».

Après des années de méfiance, c'est un événement. Nous avons demandé à M. Jacques Hamelin, président de l'Union nationale des présidents de fédérations départementales de chasseurs, et président de la Fédération des associations de chasseurs de la C.E.E., ce qui a motivé ce rapprochement.

« J'ai toujours pensé qu'il y avait beaucoup plus de points communs que de divergences entre chasseurs et protecteurs. Je l'ai encore constaté lors d'une émission de radio à laquelle je participais, en 1979, avec un représentant de la Fédération des sociétés de protection de la nature. Nous avons donc organisé des rencontres au cours desquelles nous avons longuement discuté. Puis nous sommes convenus de nous revoir assez souvent et de défendre ensemble les points de vue communs.

— Quels sont plus précisément ces points de convergence ?

— D'abord, la protection du milieu dans lequel vit la faune sauvage : les zones humides par exemple. C'est essentiel. A quoi servirait-il de protéger telle ou telle espèce si elle ne trouve plus des conditions favorables ? Nous sommes également d'accord pour protester contre l'emploi abusif des pesticides et des insecticides en agriculture. Nous nous rendons compte que pour condamner les lâchers de gibier d'élevage quelques heures avant de le tirer, les chasseurs ont cru sauver leur sport en élevant du gibier. C'était une erreur. On a sélectionné des oiseaux qui pondent en abondance mais couvent mal et ne défendent pas leurs petits. De la volaille en somme. Il faut revenir au naturel. Il est encore utile de lâcher des animaux d'élevage pour égarer le gibier sauvage, mais ces opérations doivent se faire bien avant l'ouverture.

— Quelles actions avez-vous décidées de mener avec les protecteurs de la nature ?

— Nous voulons empêcher l'assèchement des marais de la côte atlantique. Ce serait une hérisse monumentale. Pour cela, les protecteurs et les chasseurs doivent faire comprendre au grand public et aux parlementaires l'utilité des zones humides. J'espère que nous rencontrerons les écologistes à ce sujet à l'automne.

— Les premières réunions ont fait l'objet de vives critiques. On vous a reproché de vouloir récupérer les écologistes et, par quelques conversa-

tions de salon, de vouloir redorer votre image de marque de protecteur de la faune. N'y a-t-il pas certaines équivoques à dissiper ?

— Nous n'avons pas l'intention de récupérer qui que ce soit. Dans ces contacts, chacun garde son identité, et il est certain que nous avons des points de friction. Nous essayons de trouver des compromis et de déterminer une politique commune. Nous ne ferons aucun travail sérieux si nous avons des idées derrière la tête. Dans la communauté que nous avons publiée, il n'y a pas un mot qui n'ait été approuvé par les uns et par les autres.

— Les protecteurs, et en particulier les ornithologues, attendent de votre union qu'elle condamne officiellement la chasse de printemps à la tourterelle, toujours pratiquée en Gironde malgré les interdictions. Y êtes-vous décidé ?

— Le Conseil national de la chasse et de la faune sauvage l'a déjà fait publiquement, et avec les voix des chasseurs. A nouveau, je suis formel : cette chasse doit être supprimée. Il est anormal, par exemple, que, au moment où les chasseurs de gibier d'eau viennent d'admettre la suppression de la chasse de printemps (d'ici l'ouverture de la chasse de printemps), une telle exception persiste.

Les méfaits de l'agriculture

— Le ministère de l'environnement et du cadre de vie a publié, en août 1979, la liste des oiseaux et des mammifères protégés. Pourquoi demandez-vous au Conseil d'Etat l'annulation de ces listes ? Si vous obtenez satisfaction, croyez-vous pouvoir entretenir de bonnes relations avec les protecteurs ?

— Dans l'arrêté en question, deux éléments ne nous conviennent pas. D'abord, on interdit pratiquement tout piégeage. Ensuite et surtout, on n'a pas consulté au préalable le Conseil national de la chasse et de la faune sauvage. Nous avons voulu marquer le coup. Cela dit, nous sommes prêts à rencontrer les écologistes pour préparer dès à présent la rédaction d'un nouvel arrêté qui, après consultation du Conseil de la chasse, et à l'exception du piégeage, reprendrait point par point les listes précédentes. Sur le fond, nous sommes entièrement d'accord avec l'établissement de listes d'espèces chassables et d'espèces protégées.

— La France a signé, l'an dernier à Berne, une convention sur la conservation de la vie sauvage en Europe. Pourquoi incitez-vous les parlementaires français à refuser sa ratification ? Cette attitude ne va-t-elle pas être prise comme une provocation par les protecteurs ?

— Cette convention interdit l'utilisation des gluaux, collets, appâts, miroirs et filets. Or

nous ne souhaitons pas que l'on supprime la chasse à la palombe qui se pratique avec des filets, dans les coins des Pyrénées. C'est une pratique ancienne, sportive et peu destructrice. Nous demandons donc à nos parlementaires, comme l'ont fait d'ailleurs les Espagnols, de ne pas ratifier la convention sans formuler des réserves sur certaines chasses traditionnelles françaises. Mais je dis nettement que, sur le fond, nous ne sommes nullement opposés à la convention de Berne. Pourtant, pas plus que pour la directive de Bruxelles sur la protection des espèces migratrices nous n'avons été consultés. C'est pour faire entendre notre voix à l'avenir que nous avons créé la Fédération des associations de chasseurs de l'Europe (FACE). Celle-ci prendra prochainement position sur la convention de Berne.

— Dans une douzaine de départements, les fédérations ont été agréées pour représenter les protecteurs dans les commissions de protection de la nature. S'agit-il d'un geste des écologistes — vos interlocuteurs — ont attaqué devant les tribunaux ces décisions préfectorales. Comment résoudre ce conflit ?

— Cette affaire date de 1978. En demandant d'être agréées comme associations de protection, les fédérations de chasse veulent pouvoir se porter partie civile et demander des dommages-intérêts dans les procès touchant à l'environnement. Et puis, les chasseurs ont bien changé. Tout le monde reconnaît aujourd'hui, y compris les écologistes, que la disparition de la faune sauvage n'est pas due aux chasseurs mais à l'agriculture moderne. Les chasseurs sont aujourd'hui nécessairement protecteurs. Ils revendiquent ce titre. Le ministère de l'environnement l'avait compris, qui avait prévu une procédure accélérée pour que les fédérations de chasseurs soient, sur simple demande, automatiquement agréées au titre de la protection de la nature. Si demain, comprenant le sens de nos démarches, les écologistes révoquent leur recours, nous serions en retour beaucoup plus souples et on sortirait de ces conflits stupides. En réalité, on s'ignorerait et de là sont nées les incompréhensions. A présent, des écologistes siègent au Conseil de la chasse et moi-même je participe aux travaux du Conseil national de la protection de la nature. J'y trouve une grande compréhension à l'égard des chasseurs et je ne me suis opposé à quoi que ce soit. Vous voyez qu'on progresse.

— Les écologistes demandent depuis longtemps qu'on retire l'ouverture au gibier d'eau de la mi-juillet au mois d'août. Ils ont obtenu une grande compréhension à l'égard des chasseurs et je ne me suis opposé à quoi que ce soit. Vous voyez qu'on progresse.

— Les écologistes demandent depuis longtemps qu'on retire l'ouverture au gibier d'eau de la mi-juillet au mois d'août. Ils ont obtenu une grande compréhension à l'égard des chasseurs et je ne me suis opposé à quoi que ce soit. Vous voyez qu'on progresse.

d'entente sur une base scientifique ?

— Les chasseurs de gibier d'eau ont déjà accepté d'amputer définitivement leur période de chasse d'un mois en fermant en février au lieu de fin mars. On leur demande à présent de reculer la date d'ouverture sans aucune justification technique. Cette année, la plupart des canards volaient dès la mi-juin. Nous finissons actuellement une étude européenne sur les gibiers migrateurs. L'Office national de la chasse a ses propres laboratoires de terrain. Nous aurons les premiers résultats l'an prochain. Mais, même avec des études sérieuses, il faudra composer avec les chasseurs, trouver un moyen terme, comme pour les dates d'ouverture générale.

— Vous avez créé il y a trois ans le Comité chasseur-nature pour faciliter les relations publiques des chasseurs. Apparemment, il a brillamment réussi puisqu'en 1977 on retrouvait mille dans les articles anti-chasse dans la presse française et quatre-vingts seulement en 1979. Combien coûte cette campagne ?

— Ce n'est pas une campagne.

— Un million de francs par an, entièrement payé par les chasseurs eux-mêmes, soit 50 centimes par porteur de fusil, soit en moyenne encore 0,7 % du budget de chaque fédération. Il faut inclure dans ce chiffre non seulement le coût des campagnes de « relations publiques », qui ne sont pas notre activité essentielle, mais l'information-formation des chasseurs eux-mêmes par la diffusion gratuite de plaquettes et de brochures préparées à leur intention. Ces activités pédagogiques absorbent 80 % du budget du comité.

— Le nombre des chasseurs a diminué de 6 % en quatre ans. Comment expliquez-vous ce phénomène ? Croyez-vous qu'il se prolonge ? Est-ce une bonne chose ?

— Nous allons organiser un sondage pour connaître les raisons de cette déflation. Pour moi, l'examen préalable au permis de chasser arrête beaucoup de gens. D'abord, il recule le jour des candidats. La diminution du gibier joue aussi. La déflation des chasseurs par le savoir est une bonne chose. On ne peut plus lâcher dans la nature des gens armés sans un

minimum de connaissances sur le tir, les fusils, le gibier et les équilibres de la nature.

— En Italie, où le nombre des chasseurs se compte au tiers, cinq cent mille signatures ont été réunies permettant l'organisation d'un référendum sur l'interdiction de la chasse. Retournez-vous cet exemple ?

— Le référendum proposé par un parti politique italien interdit, pêle-mêle, les centrales nucléaires, la chasse, etc. C'est un fourre-tout. Si un référendum sur la chasse était organisé chez nous, cela se passerait comme dans le canton de Vaud, en Suisse, où les anti-chasse ont été battus. Au reste, l'interdiction serait un non-sens. Il faudrait remplacer les chasseurs bénévoles par des destructeurs de gibier appointés. Cela coûterait une fortune aux contribuables. La chasse a au moins un mérite : elle est à la fois une distraction, un sport et une activité d'intérêt public qui ne coûte rien à la collectivité mais, de plus, rapporte à l'Etat ! Conservons-la.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

Point de vue

Un certain parfum de technocratie !

par GÉRARD-PHILIPPE LARCHER (*)

Pour le lecteur fidèle de tout ce qui s'écrit sur la chasse en notre pays, les informations officielles qui nous parviennent dégagent depuis quelque temps un certain parfum de « technocratie ». Mais en tant que citoyen cette sensation touche à bien d'autres secteurs.

Alors que les instances politiques affirment qu'il faut s'en libérer, voilà notre sport en train de « dériver » dangereusement vers un rivaire où nous, chasseurs, nous ne pouvons plus le maîtriser, ni même nous faire entendre.

Au départ, bien sûr, les idées sont excellentes. Prise de conscience, un peu tardive d'ailleurs, de la situation inquiétante de notre petit gibier de plume et de montagne. Mise en place d'organismes divers. Hélas, progressivement nos instances dirigeantes vont en perdre la maîtrise, le pouvoir de décider au profit de techniciens, d'administratifs, de scientifiques, dont nous aurons en grande partie l'existence et le travail, mais qui n'ont plus ou si peu de comptes à nous rendre.

Certes, il fallait que les choses bougent : la chasse devait sortir de son état d'économie de cuillérée, alors que l'agriculture s'était profondément transformée, et il nous fallait réellement analyser avec lucidité et vérité les causes de

raréfaction de notre petit gibier et les moyens d'y remédier. Là les scientifiques ont accompli dans le cadre de l'INRA, du Conseil supérieur de la chasse d'abord, puis de l'Office national de la chasse, un travail des plus intéressants dont il ressort depuis quelques années des conclusions pratiques que les techniciens sont chargés de mettre en application dans chaque fédération.

Mais dans notre société qui se dit libérale, où l'incitation devrait prévaloir sur la décision autoritaire, l'organisme d'Etat se met à tout réglementer, décide, avec un peu de concertation véritable, des dates d'ouverture, d'une attitude vis-à-vis des prédateurs, déclare que l'« élevage du gibier » est un mal, etc... On nous parle de « naturel » avec une sensibilité très écologique, on nous culpabilise plutôt que de nous « responsabiliser ». Dans tout cela, beaucoup de vérités certes, mais aussi que d'erreurs d'appréciation, que de démagogie parfois, que de dirigisme souvent.

Le « naturel » est notre capital de base, nous lui devons la plus grande attention ; mais à l'inverse du dicton, lui « ne reviendra pas au galop » si on ne dit pas vraiment que ce n'est pas avec quelques abris, quelques boîtes d'engrais

qu'on retrouvera une densité de gibier correcte. Il faut affronter directement sur le terrain le problème du rapport chasse-agriculture. Car il y a vraiment un fossé entre les utiles résolutions de Châteauroux (1), qui ont vu nos instances et les syndicats agricoles se comprendre et le dialogue individuel sur le terrain entre chasseur et agriculteur soucieux de rendement.

C'est au chasseur de se prendre en main, maintenant qu'il connaît une « certaine médecine », pour faire converger les intérêts de notre gibier et des agriculteurs. Et la convergence est un problème prioritairement financier : 1 à 2 % du territoire cultivable réservé au gibier, comme la suggère le « Game Conservancy », cela coûte cher, exige des sacrifices de notre part, car il ne peut être question de le demander à l'agriculteur.

C'est nous, avec l'aide de nos spécialistes, qui sauverons notre capital petit gibier.

Il est temps de redevenir « responsables », non pas seulement de financer la chasse, mais aussi de décider des mesures qu'elle réclame.

(1) N.D.R. — Réunion annuelle organisée par la ville de Châteauroux et qui a traité, lors de sa dernière session, des problèmes de la chasse face à l'agriculture moderne.

(*) Docteur vétérinaire.

un véritable guide du chasseur :

la chasse (NOUVELLE ÉDITION)

par Jean-Pierre Villenave.

Avec toute sa science — et sa pratique — de grand spécialiste, J.-P. Villenave fait un tour d'horizon complet de toutes les composantes actuelles de l'art cynégétique : armes et munitions, gibier, modes de chasse, législation.

Il donne ainsi cette version entièrement nouvelle, et remarquablement à jour, du précédent ouvrage de son père, G.-M. Villenave.

Un volume cartonné (19 x 25,5 cm), 324 pages très illustrées, tout en couleurs.

Larousse chez tous les libraires

chasse les grands classiques

TONY BURNAND **la chasse** connaissance et technique

YVES CADIOU - ALPHONSE RICHARD **les armes de chasse et de sport** albums loisirs

JEAN-CLAUDE ABADIE **les palombes** collection denoël-marimpouey

BERTRAND DES CLERS **chasse et nature en europe** albums loisirs

denoël

Chiens et chasseurs

CHIENS d'aujourd'hui. Élevage et dressage, par J.-L. de Waziers. 359 pages.

La chasse. Fusils, Chiens et Gibiers, par J.-L. de Waziers. 281 pages.

Quand ? Comment ? chasser le gibier d'eau, par P. Gérard - 231 pages.

Collection « la terre ».

FLAMMARION

Des
Tout
la cha
Paul
FLAMMARION

كتاب من الأصل

Tauromachie

A DAX

Des cornes à faire peur

La veille, c'était l'émotion : tandis qu'on emportait à l'infirmerie le jeune Espartaco, triomphateur à la machoire fendue d'un coup de corne, Curro Romero, artiste en proie à la panique, s'échappait de peu au lynchage d'une foule enragée. Ce lundi, c'est un roman à épisodes, le plus effrayant coup de sonde dans le mariage du « mundo » (petit monde) de la tauromachie. Presque, combles, d'ailleurs, coupe tournée, chantage et point d'honneur mêlés, et pour finir, une surprenante revanche de la tauromachie sur le cirque.

Le ciel pèse sur la ville plus pesamment que sur la tête de nos spectateurs. Le ciel, et pas mal d'autres choses. La corrida de ce jour dure depuis des mois — depuis ce jour de l'an dernier, où Alvaro Domecq, l'un des deux ou trois plus grands éleveurs espagnols, a été accusé d'avoir envoyé aux arènes d'Arlès des bêtes aux cornes « arrangées ». La honte. Sollicité par les organisateurs d'Arlès, il a décidé pour restaurer son prestige écorné, de frapper un grand coup et de leur fournir un lot de taureaux d'exception, comme on n'en voit qu'à Madrid et à Bilbao.

Exception qui émet la vedette de la soirée, Francisco Rivera « Paquirri », l'un des plus grands matadors d'Espagne, n'en fut pas moins soucieux tout de même de risquer sa peau dans une simple, sous-préfecture landaise. Sûr qu'il est vu les taureaux de Dax, ses fondés de pouvoir l'ont mis en garde : et lui de se faire

déjà lors tirer l'oreille, sans pour autant brandir le fameux certificat médical auquel recourent volontiers les toreros amateurs de taureaux « chausés ». Tordera, tordera pas ? Paquirri face à Domecq. C'est une partie de brasse-fer qui met en transes le « mundo ».

Le 18 août, les choses se compliquent encore. La télévision régionale a décidé — fait sans précédent — de retransmettre cette corrida à l'émission. Cette fois, Paquirri refuse tout net. « Une corrida avec de tels taureaux ? Si on la montre aux téléspectateurs français, ils s'imagineront que c'est là la taille normale de nos adversaires, et en exigent toujours d'aussi dangereux. Vous n'y pensez pas ! »

— Mais nous ne diffuserons que les passages que vous autorisez, que ceux où vous êtes bon. — Je suis toujours bon, hom-bra ! Surtout n'oubliez pas votre échelle ?

— Tu me prends pour qui, Señor ?

Bref, pas de télévision. Mais le passe se déroule normalement, sous ce ciel couleur de malédiction, gitanes. Couleur du visage de Paquirri. Le matador de Cadix est fatigué, cet après-midi là, de deux heures à trois heures, dans Miguel, le téméraire de la dernière San Isidro de Madrid, l'homme qui ne regarde jamais à la longueur des cornes, ni au « triple » (la stature) de ses vifs, et Christian Montcauquiol, « El Nino », le Ninois intrépide qui professe qu'un torero

digne de ce nom ne doit d'ailleurs affronter des adversaires dignes de lui. Un fait, dit-on dans le « mundo ».

Sa revanche, Alvaro Domecq l'a bien prise. L'un après l'autre, les six taureaux surgis du toril et de son élevage font courir une rumeur d'épouvante ravie sur les gradins de Dax — surtout le cinquième, si furieusement brave qu'en se jetant sur les barrières, d'entrée de jeu, il s'y brise une corne, comme du verre. Ce qui nous vaudra de voir se dresser à sa place un produit de la « ganaderia » (pour nous l'inconnue) de Lira, plus formidable encore. Décidément, la race des taureaux de combat n'est pas aussi éteinte qu'on tente de nous le faire croire. Au moment de « brider », la mort du premier taureau, Paquirri choisit de se tourner vers l'éleveur, Alvaro Domecq et de lui lancer dans un demi-tour de raquette et de demi-mêlée : « Le prochain jour qu'il se demande devant des taureaux à Dax, choisis les plus petits ! »

L'orage

Alors, parce que tout était trop simple, parce que le roman à épisodes risquait de courir trop vite à sa conclusion, c'est le déluge. Sous les gouttes, acérées comme des bannettes, les trois matadors font face tour à tour, bravement, aux grandes bêtes noires et à l'orage ton.

Chez Paquirri, le « pundonor » du matador l'a emporté sur les arguments de la vedette. Tous ris-

ques enfin acceptés, il honore loyalement son contrat, les pieds vissés dans le sol visqueux. Mais, après une heure, l'arène ressemble aux bords de boue qui ont fait la fortune de la ville. Est-il encore admissible de poursuivre le combat, dans cet aquarium incertain où les gestes se noient en un flou périlleux ?

L'averse s'apaise. Mais l'arène n'est plus qu'une mare. Pourquoi ne pas substituer au moins l'une des richesses des Landes à l'autre, la saine de bois à la boue ? « Non », fait Paquirri. Nous en serons accablés, ou les taureaux, encore, arguties, surmenées. Et l'arène se dore et s'assèche d'une senteur qui la fait ressembler à un loup, comme celle de Séville. Et, rendu à sa verve naturelle, Paquirri, en qui le jovial gambadeur de naguère a désormais fait place à un maître impérieux — Figaro du Barbier mué en Alcazar des Noces — est rendu maître du grand Domecq, comme Ruiz Miguel de son gigantesque Lira (avec tant de valeur que le public s'indigne de lui voir refuser l'oreille par une présidence soudain saisi d'une étrange avarice), comme Nino qui ose planter, sur ce sol friable où les appuis sont risqués, trois formidables paires de bannettes, au dernier taureau.

Ruë Paquirri. Enregistrée, diffusée sur nos écrans, une telle corrida est imposée, en effet, à la pratique de la tauromachie dans ce pays des normes rarement accessibles. Tâchons, pour notre part, de faire savoir bien haut qu'il est encore possible de voir s'affronter, en vérité, des taureaux et des hommes et que ce rêve, nous l'avons vécu en cette folle journée dacquoise, où se vérifia si bien le propos de José Bergamín l'enchanteur : « Ce qui est merveilleux dans la tauromachie c'est qu'elle est parfaitement immortelle. »

JEAN LACOUTURE

A NIMES

Deux « épées » françaises

Qui l'aurait cru il y a encore un an : remplir pratiquement les arènes de Nîmes avec à l'affiche deux toreros français. Christian Montcauquiol dit Nimeño II et Patrick Varin ? Ces deux « épées » étaient accompagnées il est vrai du fin et distingué Espagnol Angel Terruel sanglé dans son traditionnel costume blanc.

C'est l'absence du Cordobés, blessé, et initialement prévu au cartel, qui a conduit Simon Casas, le nouveau directeur des arènes, à présenter une telle affiche pour cette corrida de fin août dans la cité des Antonins. Les aficionados n'ont pas perdu au change. Car les trois matadors, face à un lot de taureaux, parfois difficiles, provenant des élevages andalous de Ramon Sanchez et Arrau, furent mieux que remplir leur contrat. Ils justifiaient l'art de tuer les taureaux avec vaillance et élégance. Ainsi donc, les deux toreros français les plus en vue actuellement, Nimeño II et Patrick Varin, ont foulé pour la première fois, ensemble, le sable des arènes. Nimeño II, après une excellente saison hivernale en Amérique du Sud, a retrouvé un

dynamisme, une joie de torréer et une sûreté dans le geste qui avaient fait de lui, il y a quelques années, un des meilleurs novilleros (débutants) de sa génération. Il est aujourd'hui revenu à son meilleur niveau.

La prestation de Patrick Varin fut plus âpre, plus heurtée, face aux bêtes les plus difficiles, de l'après-midi. Si n'a pas encore le « métier » de Nimeño II, il a, par contre, du courage à revendre, et un certain sens de la course qui lui ont permis de dessiner d'excellentes passes, notamment à la cape.

Si l'on veut comparer le style de ces deux toreros, on évoquera l'allégresse de l'andalous Diego Puerta pour qualifier Nimeño II, et la froideur du Beacaron de Salamanca, El Vio, pour distinguer Patrick Varin. Mais l'un comme l'autre doivent encore progresser pour atteindre le niveau de ces « géants » de l'arène.

Il y a toujours eu, en tauromachie, des « paires » célèbres où deux matadors se disputent la première place dans les commentaires du public. Ce fut, il y a des années, Aparicio-Liria et Dominguito-Ordóñez. Plus récemment, les aficionados purent assister aux débuts vindi-catifs du tandem Manzanera-Galoso. Aujourd'hui, l'Espagne n'en possède plus. Avec le duel Nimeño II-Patrick Varin, la France prend le relais, comme pour prouver la vitalité de la tauromachie dans l'Hexagone. Dans ce genre de combats, toute la question est de savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin pour dompter son adversaire.

JEAN PERRIN.

● Ferie à Nîmes. — La direction des arènes vient d'annoncer qu'elle organiserait les vendredis 28, samedi 27 et dimanche 28 septembre, une Ferie la deuxième de l'année après celle traditionnelle de Penitencote. Au programme les matadors Paquirri, Ruiz Miguel, Espartaco et Nimeño II.

Solidarité

L'arène ne fait pas oublier la vie quotidienne. A l'issue de la corrida nîmoise du dimanche 24 août, les deux matadors français Nimeño II et Patrick Varin ont apporté leur soutien aux mineurs en grève du bassin minier des Cévennes. L'un a offert son costume de lumière qui sera vendu aux enchères, l'autre une somme d'argent. Appuyant, une délégation C.G.T. des pré-vistes avait distribué à l'entrée et à la sortie des arènes un tract qui affirmait notamment : « La corrida fait partie du riche patrimoine culturel de notre région. Que restera-t-il de tout cela si, demain, notre région devenait un désert économique ? »

Tout le Portugal

(Suite de la page 15.)

Mais son tapage inspire aux passants une rigoureuse défiance. On affirme qu'il promet ainsi, jour et nuit, le doux souvenir de la femme aimée, morte au pied de l'autel à l'instinct du mariage.

Avec les premières fraîcheurs du crépuscule, Lisbonne change de peau. Car cette ville qui pille tout le jour est faite pour la nuit. Le rêve de l'insomniac y prend forme.

On raconte qu'à l'aube du 25 avril 1974 — jour J pour le Portugal démocratique — les militaires insurgés organisèrent la chute de la dernière dictature d'Europe depuis le Bessie. Ce soir, sur cette grande et belle place ovale dont la fontaine rend des long vers pâles, les partisans de l'alliance démocratique préparent les élections d'octobre prochain en brandissant une multitude de drapeaux et de banneroles. La coalition du premier ministre s'efforce de plus

en plus de la gauche et de ses idées. Sa clientèle est donc plutôt d'apparence bourgeoise. Elle vient en famille railler son apparentement favori, le parti communiste. Rumeurs, les discussions se tiennent jusqu'à plus tard sur des sujets bannis pendant quarante ans d'ancien régime.

Le fado ne s'enfuit pas

« O botequim » (le petit bistrot) n'a qu'une minuscule salle décorée tel un bordel de la Belle Époque. L'opulente Natalia, poétesse et députée, en avait fait le rendez-vous des nouveaux politiciens portugais installés au pouvoir. On y improvisait en choeur et sur des airs populaires des satires vigoureuses dont certaines ont gagné la postérité. Visiblement la fête des poètes cilleis est finie. Cependant, la maîtresse de maison soutient par un planisphère souffreteux et par le dernier carré de ses admirateurs persiste à haranguer de sa voix tonitruante un monde

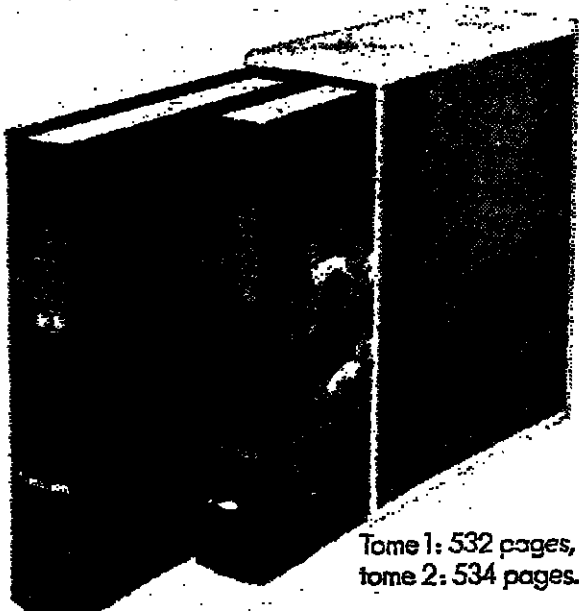
ingrat dont elle serait le vrai centre.

Le fado, lui, ne s'enfuit pas. Ces mélodies du destin perpétuellement et complaisamment tragiques. A tel point que les pelées de cœur y deviennent des douleurs délicieuses. On les entend moins dans la rue que dans les cabarets. D'ailleurs chaque catégorie sociale a son propre fado. Le fado intellectuel, où l'on fure avec le second degré et l'ironie d'après-guerre. Le fado populaire, moins ambitieux, moins brillant, moins talentueux peut-être, n'est pas pour autant moins émouvant. Dans la lumière rougeâtre du bouge — une longue pièce carrée — le chanteur myope et un peu livide tend le cou en avant pour conter les mésaventures des bateaux du Tage. La chanteuse, marquée par les ans dans sa longue robe noire, en reste aux histoires d'amour infernal. Ses yeux un peu navrés exhalent ce que la voix ne peut plus exprimer. Une plaque de marbre rend hommage à la vedette oubliée, et le public, en sourdine, accompagne les refrains.

L'escapade s'achève péniblement en compagnie de Carlos, le jovial chanteur de taxi. Il se transforme volontiers en guide attentif pour noctambules en gognette et ne manque pas de prétextes pour arrêter son compteur et venir boire le verre de l'amitié. En tout cas, à Lisbonne, la solitude n'est pas à craindre. Les portes sont grandes ouvertes et trois mots d'anglais, deux d'espagnol, quelques gestes et un sourire suffisent pour se comprendre. En outre, tout le monde y connaît tout le monde. De belle sorte que, lorsque deux Portugais se rencontrent, ils commencent par définir les limites de leurs relations communes à grande voix et d'anecdotes. Quant à l'étranger — mais qui peut se sentir vraiment étranger ? — il trouve naturellement sa place dans cette ronde.

STÉPHANE BUGAT.

La chasse par Paul Vialar.



La chasse vécue avec passion. Dans les plaines, les bois, les montagnes de France mais aussi dans les savanes et les jungles d'Afrique et d'Asie, dans le Grand Nord, etc... Tout ce que Paul Vialar a appris dans le grand livre de la nature. Deux tomes très richement illustrés dans un coffret.

FLAMMARION

mettez
La grille du vêtement de
chasse
LODENS - SPORTSWEAR
ÉQUITATION

POUR LUI — POUR ELLE
16 et 18, boulevard Malesherbes,
75008 PARIS. — Tél. : 265-33-76.

pour les marcheurs seulement... même débutants



LE SAHARA avec

DU HOGGAR AU TASSILI JUSQU'AUX CONFINS DU TÉNÉRÉ, LE SAHARA À PIED PLUTÔT QU'EN LAND-ROVER...

- TREKKING DANS LE HOGGAR — 12 jours de marche de Tamanrasset à l'Assékrem par l'oued Tadjet, l'Atakor et le massif de Taessa. Départs d'octobre à avril. 4.950 F — 15 jours.
- MÉHARÉE DANS LE TASSILI DES AJERS — à pied et à dos de chameau de Djanet à Essendilène par l'arg d'Admer. Visite de Jabbarren. Départs de Noël à Pâques. 5.800 F — 14 jours.
- L'EXPERIENCE SAHARIENNE — dans le Tassili du Hoggar puis au Niger, la plus belle formule de découverte de l'univers saharien, sans véhicule ni chameau. Une expérience d'isolement inoubliable, véritable exploration à pied à partir de camps de base pourvus du ravitaillement nécessaire, pour mieux sentir l'espace, la beauté, le silence du plus beau désert du monde.
- TAGRERA. 6.500 F. 15 jours
- EL GHESSOUR. 4.950 F. 10 jours
- TAGRERA + EL GHESSOUR. 6.850 F. 19 jours

terres d'aventure
3-5, rue Saint-Victor, 75005 Paris Tél. : 329.94.50

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE
Je désire recevoir, sans aucun engagement, votre documentation complète :

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Hippisme

La morosité des milliardaires

LES courses ont fait, la semaine passée, à Deauville, une constatation stupéfiante : elles peuvent — au moins pendant un temps — se passer de milliardaires. Les milliardaires bouddhistes Mahmoud Fustok, l'ambassadeur hippique des princes du pétrole, avait annoncé qu'il rentrerait sous sa tente si la Société d'encouragement ne revenait pas sur l'accusation de doping portée contre un de ses chevaux : Ya Zaman. Les chimistes de la rue du Cirque n'avaient pu se résigner à confondre caféine et tisane des familles. Le propriétaire s'était donc cloîtré dans son palais. Mouvement d'humeur passager, précisons-le. Il a, depuis, renouvelé, pour 1981, le contrat qui lui assure les premières montres de Fred Gilbert. Cette décision suffit à démentir celle d'un rembarquement de l'écurie pour d'autres lieux. Un tel éloignement aurait, au demeurant, été disproportionné avec l'incident : que diable ! ce n'est pas la première fois qu'une grande écurie est en délicatesse avec la chronographie gazonnée. Pouvons-nous ajouter qu'il aurait, au simple plan des contacts humains, été regrettable ? Mahmoud Fustok est parvenu, en dix-huit mois, à faire oublier que ses succès se nourrissent de ce qui est notre ruine : le pétrole. On ne peut mieux rendre hommage à son urbanité.

Robert Sangster, le « roi » anglais des paris sur le football, n'était pas si naïf. Dans son cas, morosité d'une année où les victoires se sont faites rares, situation qu'il a d'abord imputée à son jockey, le jeune Américain Steve Cauthen, mis sur la touche.

Nelson-Banker Hunt — l'an passé omniprésent du hall du « Normandy » à l'encadrement des balcons, était occupé, à Dallas, à combler la brèche ouverte, dans son empire, par le krach de l'argent métal, tâche qu'il a, dit-on, déjà presque menée à bien, grâce à ses intérêts (ô combien) dans les pétroles d'Alaska et du Canada.

Nagi Nathas, victime du même ébranlement, mettait, lui, pour en réparer les effets, du café dans son ciment, à Sao-Paulo.

Sourcen Vaman élaborait des plans du côté de Karthoum — ou dans son nouveau harem de Newmarket — pour éviter les éclaboussures de la prochaine dernière révolution africaine.

Jacques Wertheimer alanguissait en croisière son insurmontable ennui. Daniel Wildenstein, en croisière

également, avait délégué sa sœur. Elle est aimable, mais n'a pas le même ressort au moment des enchères.

Bref, tous les milliardaires de la « jet society » galopante, tournant le dos ou étant restés au loin, ont s'attendaient que les ventes de yearlings de Deauville — annuel moteur de l'économie hippique française — subissent un krach retentissant.

Or il n'en a rien été. Certes, le prix moyen de la « vente spéciale » (celle qui réunit les poulains les plus prometteurs) a légèrement régressé : 301 000 F de moyenne, au lieu de 342 000 F. Mais les autres ventes — les plus importantes par le nombre des sujets adjugés et des élevages dont elles assurent les recettes — ont dégagé des prix en hausse. La moyenne, qui était de 68 000 F l'an passé, semble s'y être élevée (sous les calculs ne sont pas achevés) aux environs de 72 000 F. Elle aurait donc à peu près suivi la dérive monétaire.

Surtout, le nombre des sujets vendus a diminué. Il y a eu énormément au rayon de luxe, pour cause de morosité de milliardaires, mais, dans le même temps, vigueur accrue du marché au rayon des bons produits de série. Tout s'est passé comme si, affranchis du poids des écuries tentaculaires, les propriétaires moins importants avaient soudain repris confiance.

Glénorum en hausse

Situation à l'opposé de tout ce qu'on pouvait prévoir, et qui incite à réviser certaines idées reçues. La possibilité de bases des courses était que les milliardaires leur sont aussi nécessaires que l'avoine. On a pu, à Deauville, lui opposer que la nature a horreur du vide : quand les milliardaires bouddhistes, les sous-milliardaires dansent. Entendons-nous : il faut savoir jusqu'où on peut valser trop loin. Non indispensables dans l'immédiat, les milliardaires le restent à l'horizon. D'une part, l'argent, ou l'air, d'éponger les pertes d'une activité instinctivement défectueuse dans son ensemble ; d'autre part, même soudain discrètes, les grosses fortunes restent les locomotives de tout le train hippique : nombre des acheteurs revigorés de Deauville 1980 étaient mus, plus ou moins sciemment, par l'espoir de revendre un jour, à plus riche qu'eux, un sujet valorisé par la piste.

Un sujet valorisé, en voici un : Glénorum. Au mois d'avril, alors qu'il limitait encore ses ambitions aux handicaps, nous écrivions, ici, qu'il pouvait connaître le même destin que Charlotville et Dhaudrevi, montés, naguère, très haut, en étant, comme lui, partis de bas. Le voici qui approche des sommets : il a, dimanche, gagné le Grand Prix de Deauville dans un style qui pose sa candidature à l'Arc de triomphe. Avant-dernier un peu avant l'entrée de la ligne droite, il a glissé tout le peloton sur place dès que son jockey, le « vieux » Lester Piggott (qui a donné à une leçon à tous les jeunes), lui a rendu la main.

C'est un curieux cheval. Il est ensellé et balaise toujours la tête, d'un air de profond ennui. Les chevaux qui paraissent ainsi se morfondre sont souvent bons. Non pas parce qu'ils seraient si pressés d'en finir qu'ils galoperaient encore plus vite. Leur air d'ennui est un reflet du calme des vrais foras.

Ce calme, Glénorum l'a perdu une fois. Voilà trois semaines, dans le Prix de la Côte normande qu'il allait cependant gagner, il avait trotté à 300 mètres du poteau, comme un qui est prêt à passer de l'ennui à la révolte. Ce jour-là, nous avions été prêt, quant à nous, à cesser de croire en lui. Son entraîneur, le jeune David Smaga (lui aussi en route vers les sommets), nous a expliqué, depuis, que ce mouvement d'humeur avait été provoqué par un incident demeuré invisible des tribunes : Glénorum avait heurté du poitrail une des montures qui, en bandes innombrables, viennent se repaître, sur la piste de Deauville, de l'ultime sous-produit des glorieuses incertitudes du turf.

Une déception : celle provoquée par River River. Cet ancien très bon « deux ans », longtemps éloigné des pistes par un accident, avait, avec ce Grand Prix de Deauville, une dernière chance de recueillir au groupe des super-états. Non seulement il a fini dans les derniers, mais il est devenu, pour les spectateurs, un objet de pitié. Il était, dit-on, devenu propriétaire pour moitié, avant la course, de Jean-Luc Lagardère. P.D.G. de Matra. Hélas ! il semble bien que River River doive se retirer de la formule.

LOUIS DANIÉL

Photo

Des 24x36 à visée reflex

TROIS des plus grands constructeurs d'appareils photographiques — Nikon et Pentax au Japon, Leica en Allemagne — lancent chacun un nouveau 24x36 à visée reflex : le Nikon F3, qui vient d'arriver sur le marché français, le Pentax LX et le Leica R4 Mot Electronic, qui ne verront le jour qu'à la Photokina, salon international qui se tiendra à Cologne du 12 au 18 septembre.

Hauts de gamme de chaque marque, ces modèles annoncent une nouvelle génération d'appareils automatiques. Ils abandonnent les systèmes traditionnels de réglage de l'exposition qui font appel à une ou plusieurs cellules disposées dans le viseur reflex et qui sont utilisées depuis une vingtaine d'années. L'élément sensible, constitué d'une seule photodiode au silicium, est maintenant placé dans le bas du boîtier, au-dessous du miroir de visée reflex. La lumière provenant de l'objectif atterrit cette cellule après avoir traversé le miroir, dont la surface est semi-transparente.

Il faut observer ici, que, a priori, cette technique n'apparaît pas absolument nouvelle, car quelques appareils (Leica R3 et Olympus OM2) comportaient déjà une cellule sous le miroir. Mais les circuits électroniques utilisés, d'autant plus perfectionnés qu'ils sont automatisés, et les possibilités de l'automatisme : ils n'avaient pas, à l'époque, permis aux constructeurs d'éliminer les cellules situées dans le prisme de visée destinées à assurer certaines mesures et à permettre l'affichage des données nécessaires au photographe pour contrôler le bon fonctionnement de l'appareil.

Avec les Nikon F3, Pentax LX et Leica R4, seule la cellule située sous le miroir commande à la fois l'exposition (automatique ou semi-automatique) et son contrôle dans le viseur. Il y a là une simplification qui offre de multiples avantages.

Tout d'abord, contrairement à ce qui peut se produire lorsque l'appareil possède deux systèmes de mesure (un dans le boîtier et un dans le viseur), aucune différence, entre les valeurs de diaphragme et de vitesse utilisées par l'appareil et celles affichées

dans le viseur ne peut plus apparaître. Ensuite, l'absence de tout élément sensible dans le viseur permet d'augmenter la précision du réglage de l'exposition. Dans un système classique avec cellule intégrant la lumière sur le dépoli ou sur la lentille de visée, les mesures peuvent être faussées, soit par la lumière parasite pénétrant par l'oculaire, soit par les pertes de lumière au niveau de ce dépoli ou de cette lentille, lorsqu'un change de focale d'objectif. En effet, plus la focale de l'objectif est courte, plus les lentilles sont proches du miroir. Il s'ensuit que les rayons lumineux atteignent le dépoli de plus en plus obliquement, ce qui accroît leur dispersion dans le verre (et même hors de ce verre en ce qui concerne les rayons du bord du champ).

La répartition de la lumière sur le dépoli change selon la focale avec pertes sur les bords. Ainsi, les mesures faites sur ce dépoli ne sont exactes que pour des focales des objectifs ayant servi à l'étalonnage du posemètre, c'est-à-dire le 50 millimètres sur les appareils 24 x 36. En pratique, l'erreur de mesure reste négligeable pour les focales voisines, mais peut devenir considérable pour les très longues focales, pour certains grands angulaires et en photographie rapprochée avec des tubes allongés ou un soufflet.

Dans les nouveaux appareils de Nikon, de Leica et de Pentax, la photodiode au silicium, nous l'avons vu, reçoit directement la lumière provenant de l'objectif et non celle de l'image qui se forme sur le dépoli. La précision de la mesure est donc indépendante des fluctuations de lumière qui peuvent se produire sur ce dépoli lorsqu'on change l'objectif. L'exposition reste exacte quelle que soit l'optique employée.

Cette autonomie du système photométrique a une autre conséquence heureuse : il est possible, comme au temps des reflex sans cellule, de revenir à une conception simple et peu coûteuse des dispositifs de visée, ceux-ci ne comportant plus de cellule. Ainsi, les trois nouveaux boîtiers reprennent-ils des verres de champ interchangeables, le Nikon F3 et

le Pentax LX possédant en outre une large gamme de viseurs interchangeables.

Dans un proche avenir, d'autres constructeurs adopteront cette nouvelle technique, y compris pour des appareils grand public à viseur unique. On peut penser, certes, que ce type d'appareil, sans viseur interchangeable, gagnerait peu à faire appel au nouveau système photométrique. En fait, l'amélioration sera tout de même sensible lors des prises de vues particulières (ongles focales, photographie rapprochée, photographie « à la fleur »). Ainsi, aucun fabricant ne voudra-t-il se priver de ces avantages.

ROGER BELLONE

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le numéro de septembre est paru (76 pages)

VARIÉTÉS DE PHOSPHORE DES BÉQUET

CONSEILS PRATIQUES POUR COLLECTIONNER LES PLUS POLAIRES

En vente dans les kiosques dès le 23 du mois : 8 francs

Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : (1) 266-72-33

TOURISME

HÔTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

06200 VILLEFRANCHE-SUR-MER
Hôtel Walmont, 3 étoiles MN. Bord mer. Terrasses ensoleillées. Demi-pension. Prix hors saison. Tél. : (83) 55-37-27.

Stations thermales

06100 LE BOULOU (Pyr.-Or.)
La station du Pô et de la Vézère. Migrants, allergies, séqueles d'infarctus, goutte, diabète, eczémas.

ROTEL DES SOURCES et **R.N. ROTEL DU GRILLON D'OR** et **R.N. ROTEL DU CANIGOU** et **R.N.**

Suisse

ASCONA Monte Verità
Maison renommée. Situation magnifique et tranquille. Pêche, chasse. Tennis. Tél. : 194/23-12-13.

LEysin (Alpes Vaudoises) Altitude 1.300 m. 25 km de Montreux. Climat vertigineux. 3 km promenades. Pêche, polo, tennis, golf.

GRATUIT 12 Pous. de 30 F. Off. de détail. Par Office Tourisme. Tél. : 194/73-24-44.

ROTEL MONT-RIANT 36 lits. Ascenseur. Services personnalisés. Cuisine française. Pous. compl. 1.100 F. 100 à 150 F. P. Tél. : 194/73-24-12-33.

ROTEL DE LA FAUX 35 lits. Cachet montagnard séduisant. Cuisine et services des parsons. Prix réduits en mai, juin et septembre. Tél. : 194/73-24-12-33.

Carnet de voyages

Champignons en Vercors

Le parc régional du Vercors organise, du 15 au 21 septembre, un stage de vacances consacré aux champignons. Hébergement (maximum de vingt personnes), nourriture et encadrement : 680 F par personne.

* Maison du parc et de la flore, Chamaloc, 20150 Dia. Tél. : (76) 23-11-52.

Le Sahara au pied levé.

L'agence touristique Raid Expédition achemine à vide un camion d'Alger à Abidjan. Une bonne occasion pour proposer à ceux qui peuvent se libérer à la dernière minute de traverser le Sahara par

Tamanrasset, Arhi, Agadès et Niamey, jusqu'à Bamako. Trois semaines en camion aménagé : à la « dure », mais en toute sécurité. Il est évidemment nécessaire de prendre la route à la pelle. Quinze places. Le départ se fera le 15 septembre de Ghardaja (Algérie). L'arrivée est prévue à Bamako (Mali) le 6 octobre.

* Paris-Paris, avions et tous transports compris : 4.900 F auxquels s'ajoutent 300-500 F qui seront déduits pour les vitres du voyage.

Chiner à Lille.

Les « vieilleseries » ont, depuis le deuxième siècle, lentement grignoté les rues de Lille au

détriment de la « braderie ». En flamand, « braderie » veut dire « rôtisserie ». Mais cette « française festive » a gardé son nom et fournit l'occasion à tous les Nordistes de prendre un dîner, dans la nuit du 7 au 8 septembre, les contenus de leur grenier ou de leurs caves : nappes, collections d'illustrés, vaisselle et bibelots. Des tonnes de frites, des tonnes de moules pour une fête unique. La maison de la région Nord-Pas-de-Calais et la S.N.C.F. proposent un train spécial pour s'y rendre. Le dimanche 7 septembre, à 9 h 30 au lundi 8 à 6 h 30 (retour en voitures couchettes).

* 136 F. Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, 13 boulevard Haussmann, 75009 Paris. Téléphone : 770-59-52.

RÉSIDENCES | secondaires ou principales
Campagne • Mer • Montagne

A 15 KM DE ROYAN (17)
Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m² terr. + parking 3.500 m² bord plage. Terr. + Construct. 900.000 F T.T.C. Centre Commercial 985 m² couvert, 1 ha terr., parking, prévu essence. Terr. + Construct. 1.050.000 F T.T.C. Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage, T. (46) 90-80-71.

A 12 KM DE ROYAN (17)
• Pavillon bord d'océan, plage, 2, 3, 4 P. Nouveau village de Barzan-Plage, à partir de 230.000 F T.T.C. Village + gar. de 350.000 à 700.000 F T.T.C.
• Terrains viabilisés avec dalle béton prêts à construire, à partir 135.000 F avec terrain de 300 à 1.000 m². Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage, T. (46) 90-80-71.

N° 1331 - A proximité de MIRANDE, belle maison de caractère, pierres apparentes, rue impénétrable sur les Pyrénées. Eau, 2 grandes piscines, 4 ch. salle de bains, W.C., garage, cuisine restaurée. Plus bâtiment à restaurer. Prix de la maison : 250.000 F. 12.400 F l'heure jusqu'à 82 heures. IMMOBILIER-SERVICE, 32100 CAZADON, tél. (63) 66-55-34.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER									
ALÉSIA		FAUBOURG MONTMARTRE		MARAIS		PASTEUR		RICHELIEU-DROUOT	
LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 335-74-21. Spécialités poisson.		Rue de Faubourg-Montmartre N° 4 LA COQUE D'ALSACE, 834-85-15. Boeuf d'hiver Choucroute.		GABRIELLE D'ESTREES, 274-57-51, 59, r. Gravière. Spéc. poisson.		LE COPELAIN, 15, rue Copernic, 19-74, 205-53-33. P/dim. Serv. 2 h. 30.		AU GOURMET D'ALSACE, 14, r. Fessier, 143-71-45. Spécialité alsacienne.	
AUTEUIL		GARE DE LYON		MAUBERT-MUTUALITÉ		PICPUS		SAINT-AUGUSTIN	
MICHEL PARQUET, 285-30-01, 30, r. la Fontaine. P.S. D. Menu dégust.		L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. P/dim.		MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, P/fini midi, 244-26-07 Indo-Pak.		LA PALLETTE, 307-45-27, 88, boulevard Picpus. Spécialité poisson.		LE SABLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-52. Cassoulet, 46 F. Cuv. 46 F.	
BATIGNOLLES-ROME		ITALIE TOLBIAC		MONTMARTRE		PLACE CLICHY		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-57. P/mardi soir, mercredi. Jusqu'à 100 couv. Paoles, sardeles.		BISTROT SATOYARD, 399-84-84, 25, r. Vergolette, Paoles, Magret. P/dim.		RESTAURANT MONTMARTRE 25 Paris-Sheraton Hôtel, 15, rue du Cdt-Monchegre, Paris (14), 380-33-11.		WEPLER, 14, pl. Clichy, 323-63-20. Son bass d'huitres. Spéc. poisson.		GOY, 6, rue Maitland, 354-57-51. Brûlé, de 20 h. à 2 h. du matin.	
CHAMPS-ÉLYSÉES		INVALIDES		MONTMARTRE		PLACE PEREIRE		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
RELAIS BALLM..., 71, r. FRAC..., 723-54-42. Jusqu. 22 h. Cadre élég.		NUIT DE ST-JEAN, 20, r. Sarcouy, 251-61-19. Cassoulet Steak Roq.		RESTAURANT DU JARDIN DE LA PARESE, 20, r. Casan (14), 389-38-32. Bar-brasserie Ouv. 11h. Jusq. 2 h. mat.		N° 9 DERRIERE, matras d'œufs. Jusqu'à 1 h. du matin 734-74-14. T.l.j. Poisson, grillades, sp. sp.		LE SABLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-52. Cassoulet, 46 F. Cuv. 46 F.	
ÉTOILE		LES HALLES		MONTMARTRE		PLACE DU TERTRE		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
LE RUDE, 11, av. Jde-Armée, 305-13-21. P/dim. soir. Menu 46 F. T.C.		ILLÉ DE LA REUNION, 119, r. St-Honoré, 333-30-85. P/fini. Spéc. de char.		PIERRE, place Gaillon, 285-57-04. Cuv. grande trad. Salou 4-45. Pous. Menu 80 F. Paoles. Pous. dim.		N° 23 LA CREMAILLERE, 1909. Fruits de mer poisson 605-58-59.		GOY, 6, rue Maitland, 354-57-51. Brûlé, de 20 h. à 2 h. du matin.	
		LES HALLES		OPÉRA		PORT DE LOUVECIEN		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
		Rue Coquillière, 119, r. St-Honoré, 333-30-85. P/fini. Spéc. de char.		LE BEUF DU PALAIS ROYAL, P/dim 15, rue Théâtre, 285-04-29. Menu 80 F. Paoles. Pous. dim.		LE FRIANT, 40, r. Friant, 339-38-62. P/dim. Spéc. Périgourd et poisson.		LE SABLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-52. Cassoulet, 46 F. Cuv. 46 F.	
		LES HALLES		OPÉRA - PALAIS ROYAL		REPUBLIQUE-BASTILLE		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
		Rue Coquillière, 119, r. St-Honoré, 333-30-85. P/fini. Spéc. de char.		LES ILES PHILIPPINES, 17, rue Leprieux, 433-15-30, 894-14-28. Paoles. Paoles. Cuisine des Iles. Ouvert tous les jours sauf lundi.		LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 114, rue de la République, 339-38-62. P/dim. Spéc. Périgourd et poisson.		CREPES DES ARTS, 27, rue St-André-des-Arts, 326-15-82. Galettes, crêpes.	
		LES HALLES		OPÉRA - PALAIS ROYAL		REPUBLIQUE-BASTILLE		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
		Rue Coquillière, 119, r. St-Honoré, 333-30-85. P/fini. Spéc. de char.		LES ILES PHILIPPINES, 17, rue Leprieux, 433-15-30, 894-14-28. Paoles. Paoles. Cuisine des Iles. Ouvert tous les jours sauf lundi.		LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 114, rue de la République, 339-38-62. P/dim. Spéc. Périgourd et poisson.		LE SABLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-52. Cassoulet, 46 F. Cuv. 46 F.	
		LES HALLES		OPÉRA - PALAIS ROYAL		REPUBLIQUE-BASTILLE		SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
		Rue Coquillière, 119, r. St-Honoré, 333-30-85. P/fini. Spéc. de char.		LES ILES PHILIPPINES, 17, rue Leprieux, 433-15-30, 894-14-28. Paoles. Paoles. Cuisine des Iles. Ouvert tous les jours sauf lundi.		LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 114, rue de la République, 339-38-62. P/dim. Spéc. Périgourd et poisson.		LE SABLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-52. Cassoulet, 46 F. Cuv. 46 F.	

كتاب الأصل

Plaisirs de la table

Rue Portefoin

La rue Portefoin n'existe pas que dans la belle chanson de Marcel Aymé. On la trouve dans le troisième arrondissement, dans un quartier qui a été déformé, d'un de ses habitants, M. Portefoin. Au numéro 14, dans les restes d'un hôtel du dix-septième siècle (notamment une assez belle porte), un tout petit restaurant se nomme Les Roseaux.

M. J.-P. Lefour (patissier, le croit d'origine) y officie. Le four, un jour, dit aux roseaux... et l'accueil est affable, la cuisine sans conserves ni surgelés (le menu l'affirme et a raison), les plats de qualité et d'originalité. Je me suis régalé de gougarnettes de sole aux avocats et citron vert après une salade de langoustines à l'huile de noix, et apprécié les mignons de veau à la fleur de thym et me suis réjoui

de voir le bar de Mœux servi avec des tranches de pommes frites. Les desserts sont nombreux, les sorbets forment la « palette du peintre ». Il y a d'hommes vins à la carte et un menu « spécial d'été » à 100 francs. Sans doute, les variations gastronomiques, ne sont pas toutes effaçables mais on a tant vu, goûté d'abominables et porté aux nues que l'on peut bien dire à M. Lefour de garder sa foi. Le reste suivra.

Les Roseaux, 14, rue Portefoin (3^e), tél. 887-61-03 - fermé samedi midi et dimanche.

Après tout, ces mélanges osés ne sont pas d'aujourd'hui et d'autres y sont passés maîtres ! Soudain, à commémoré ainsi, révélateur d'archaïsme et lisant les annales.

Chez Alain, souvent critiqué alors pour son avant-garde appa-

rent et qui n'est qu'un retour aux sources et, aussi, beaucoup d'intelligente réflexion. L'amen-

nant par exemple à servir son foie gras enveloppé de feuille de chou, à la vapeur. Le chou, prêté des Romains, boit-il l'histoire du moins la gaité. Voilà une trouvaille qui, suivie de l'épous-

toifiante épigramme d'après, suffit à faire un repas coûteux, certes (encore que les vins ici soient de prix raisonnable, quel-

Il faut regarder de Bourrier, qui attend l'apogée et le mérite. Grâce à son système de carte-

menu aux deux choix d'abord. Donc une carte proposant cinq entrées et autant de plats, le plateau des fromages, une dizaine de desserts. Si vous choisissez deux plats vous payerez 180 francs, trois plats : 180 francs. Le caraf-

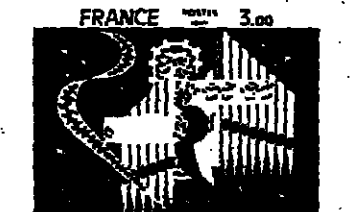
Je me suis régalé par exemple de sardines au vert à la crème d'ail et de l'écurie de homard et

Pas de garçons : ce sont les cuisiniers eux-mêmes qui vous

Philatélie

FRANCE : « Hommage à J.S. Bach ».

Dans la série dite « artistique », le timbre rendant hommage à Jean-Sébastien Bach, compositeur allemand, représente une tapisserie réalisée par Jean Piat Le Doux, artiste décorateur, né à Paris en 1902. Vente d'urgence le 22 septembre (24h/24). Retrait prévu pour le 9 octobre 1981.



3 F, rouge, jaune brun clair, gris et noir. Format 48x38,5 mm. Tirage : 600 000 d'exemplaires. Tirage en héliogravure, d'après une tapisserie de Jean Piat Le Doux, par l'atelier du timbre de Péguignen.

Mise en vente anticipée : — Le 20 et 21 septembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 54 boulevard de Valenciennes, Paris-15^e. — Ouverture : 9 h. à 12 h. — Le 20 septembre, de 9 h. à 12 h., à la B.P. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et au bureau de Paris 41, avenue de Saxe, Paris-7^e. — Salles sur lettres spéciales pour l'oblitération « P.L. ».

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires : — 37005 Paris, du 15 au 22 septembre, 1^{er} Poste agricole de l'Ouest européen. Petit cachet. — 35499 La Châtre (Châteauneuf), les 20 et 21 septembre. Première exposition de philatélie et de cartophilie. — 61988 Belfort (à proximité de la gare d'Orléans, du côté français), le 21 septembre. — Poste européen.

N° 1653

EN BREF...

ARGENTINE. — Quatrième centenaire de la ville de Buenos-Aires, fondée (25 x 10 cm), représentant une chimie marine, portée en 14 timbres perforés (sous forme de guirlande) : chaque timbre à pour valeur 500 Gr., soit 7 000 Gr. l'ensemble. (14-6-80).

GERMANY. — Monument de la place des Martyrs, 30 x 20 cm, 100 F. Magnétique d'Alsace. Offert. (2-5-80).

CHYPRE. — Série sur le thème de la culture de la vigne, 100 F. Magnétique d'Alsace. Offert. (2-5-80).

NOUVELLE-GALÉDOISE. — La devise de la République, 100 F. Magnétique d'Alsace. Offert. (2-5-80).

NOUVELLE-GALÉDOISE. — La devise de la République, 100 F. Magnétique d'Alsace. Offert. (2-5-80).

Les Corbières de Gaston Bonheur

Un vrai Corbière... La vie de l'homme... « Corbières » il y a au moins dix années, j'ai consacré une « bouteille de ma » au vin d'origine. L'homme qui a écrit Gaston Bonheur (l'auteur de « Notre France gaillarde »). Le 1977 de ce Corbière très particulier me parait un don des dieux. Chaque bouteille est signée : Gaston Bonheur. La bouteille franco : moins de 10 francs. Voici la recette « 1978 ». Savoyez 450 F. Chèque à Chateau de Flore, C.G.P. Montpellier 34000. France. France pour votre maison de campagne 45 bouteilles « Corbières » (4 x 12) au choix : — 12 AMBROSE (rouge). — 12 SOULANE (blanc). — 12 SOULANE (blanc). Voici la bonne adresse : Chateau de Flore 11800 TRESSES.

SOUPE AUX POIREAUX ET RAGOUT DE BŒUF

La Lozère à la bouche

Nous avons tous en mémoire une mère Denis à ses tournées. Ah ! ces pâtés de foie d'ardent au tour quand la neige tourbillonne, ces veaux-sous-la-mère mûrissants en ragouts odorants, ces amouilles aux champignons pondus avec le concours de poules aventureuses ! Un mariage campagnard ou une vieille cousine fermière ont gravé dans notre inconscient gustatif la souvenir d'une chère simple, abondante et savoureuse. Une chère d'autrefois, comme on n'en fait plus...

Et bien ! il existe encore aux quatre coins de la France des tables sans prétention gastronomique, mais dressées avec amour.

Cette formule s'appelle accueil à la ferme ou ferme-auberge, ou gîte d'étape, ou encore table d'hôte. Elle s'est développée à l'initiative des élus, des parcs nationaux ou régionaux et des responsables de l'aménagement du territoire désireux d'apporter un complément touristique au revenu des agriculteurs. Ces

dames — car les maris préfèrent traditionnellement rester sur leur moissonneuse-batteuse — ont trouvé dans cette activité l'occasion de conquérir un peu d'indépendance financière. Elles appréhendent aussi les contacts, fussent-ils de quelques heures, avec les citadins. Comme dit l'une d'entre elles : « Ça ouvre l'esprit et ça nous enlève nos complexes parce que nous découvrons que les citadins ont les mêmes soucis que nous. »

Ob trouver ces tables d'hôte ? Les syndicats d'initiative, les offices de tourisme, les associations de randonneurs avertis ou pédestres disposent de listes à jour. Un livre de Michel Smith répertorie deux cent cinquante adresses, de la Bretagne au Haut-Rhin et de la Manche au Gers (1).

Donnons ici quelques bons exemples lozériens rencontrés au cours d'une randonnée.

Sur le bord méridional du causse Méjean, à La Viala, Mme Vernhet reçoit aussi bien les locataires de ses gîtes que le randonneur. Dans un cadre moderne, elle sert à ses hôtes : soupe de poireaux et de céleri ou nage un énorme bout de lard, chou tourné à la crème de champignons, ratatouille accompagnant une vieille poule aux grissets (champignons locaux) et bien cuit qu'elle en paraît confite, salade, fromages, fromage blanc aux fruits. Vin à

volonté. Prix : 25 F pour les adultes, 16 F pour les enfants. Un autre soir : même soupe que précédemment, crudités, pommes de terre sautées, gigot de mouton froid, fromages, crème anglaise et gâteau de Savoie confectionnés par les filles de Mme Vernhet.

Toujours sur le causse Méjean, mais à 1 kilomètre de l'avenue Armand, au Hérard, Mme Barot a été la pionnière de la table d'hôte. Depuis onze ans, elle cuisine, l'été, pendant que son mari prend soin de leur quatre cents moutons. Elle enregistre tellement de demandes qu'elle reçoit, la nuit, uniquement les randonneurs. « En bien, il y en a qui trébuchent d'hôte avec un bon sourire. Ils retiennent par téléphone en disant qu'ils sont marcheurs. Ils laissent leur voiture à l'avenue Armand et ils viennent à pied. Mais on les reconnaît tout de suite... »

Son menu : soupe de maïs et de pommes de terre, pâté de foie, trébuchet d'agneau longement mijoté au vin blanc, salade, fromages de brebis (exclusivement), fruits. Vin à volonté. Prix identique à celui de Mme Vernhet car, sur l'ensemble du causse, l'association Le Méjean a rendu cohérents les prix et les prestations des tables d'hôte.

Citons enfin le haut lieu gastronomique de Barre-des-Cévennes. Des kilomètres avant, on en parle sur les sentiers de grande randonnée. Des kilomètres après, on en remâche les détails. On vous cite un cuisinier de sanglier par-ci, un civet de lièvre par-là. Un véritable luron s'élève du bours cévenol grâce à Mme Combes. Qu'on en juge : soupe fermière de poireaux et pommes de terre ou nage du pain, mortadelle « d'ici », pâté de foie, laitue, omelette au hachis, raviolis, ragout de bœuf aux haricots verts, fromages, gâteau roulé à la confiture. Prix : 30 F, vin en sus.

L'automne s'annonce superbe. Jusqu'à la Toussaint, il fera bon prendre les chemins qui mènent à la ferme. Pensez ! Il y aura le temps des copes, celui des vendanges, la passée des grives. En prime, des conversations savoureuses avec l'exploitant et avec sa femme qui, mine de rien, surveille si vous reprenez une deuxième fois du ragout.

ALAIN FAUJAS.

(1) Repas à la ferme, 250 adresses de fermes - auberges, par Michel Smith, Editions André Baland, 59 F environ.

Rive gauche
L'ECHAUDÉ
ST GERMAIN
Tous les jours
midi et soir
et même le dimanche
21, rue de Valenciennes, Paris 15

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
Cuisine traditionnelle
25, rue de Valenciennes, Paris 15

LE RESTAURANT DU 56^e ETAGE
de la Tour Montparnasse
SALON DE THÉ - PIANO BAR
MENU SUGGESTION 100 F sc
Déjeuner - Dîner jusqu'à 23 h 30
33, avenue du Maine
528-52-35 T.J. Parking

Rive droite
CHINA TOWN
10 CREPES DE HONG-KONG
Décor d'un palais chinois
SPECIALITES
à la vapeur ou laqué
Salons privés - Salles climatisées
6, r. de la République - 522-86-28

HARIMOND
SPECIALITES TRIPES-POISSONS
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES
24, rue de la Grande-Traverse
LES HALLES PARIS 1^{er} Tél. 333.04.72
Fermé le dimanche

LA GRANDE CASCADE
Déjeuners, Dîners
Salons de réceptions
772.66.00

Dessirier
380.50.72
MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

LA CRÉMAILLÈRE 1900
à MONTMARTRE - 15, PLACE DU TERTRE
POISSONS ET FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE
Cuisine française traditionnelle
Déjeuners - Dîners - 505-55-58 - Tous les jours jusqu'à 24 h

CHARLOT
Les Merveilles des Mers
128 bis, Bd de Clichy 18^e
522.47.08 - 522.50.14
OUVERT
Tous les jours

CHEZ GEORGES
SES PLATS DU JOUR SONT TRÈS SALES
SUGGESTIONS DE MENUS
273, Bd. PEREIRE 574.31.00
2, PORTE MAILLOT

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-P... 723-41-88 et 723-44-85

Le Châli
94, boulevard des
Boulogne (17^e)
Tél. : 267-26-84
OUVERT DEPUIS LE 3 SEPTEMBRE
SPECIALITES MARITIMES
Le plus belle carte de poissons
Salle climatisée. Fermé dim. et lundi

FOIE GRAS FRAIS PÂTISSERIES MAISON
ELD
Banc d'huitres
Plats du jour
Choucroute
7, cour des Petites Écuries
75010 Paris
Réservation : 770.13.59
Julien
Potages
Poissons
Cassoulet d'oie
16, rue du Faubourg
75010 Paris
Réservation : 770.12.06

Soupers après minuit Ouverts le dimanche

la champagne
LE RESTAURANT DE LA MER
Huitres et coquillages toute l'année
10 bis, pl. Clichy • Réservations 874.44.78
Ouvert jusqu'à 3 heures
LE GRAND CHINOIS
6 av. de New York 16^e
723.58.21
Le Meilleur Chinois de Paris
AIR FRANCE/ATLAS - Paris Selection
Prix "Crustacés de Vertmeil"
Une Toque Gault & Millau
Fermé le Lundi
TERRESTRIAL DELA MER
Garnier
111, rue St Lazare
75008 Paris
Tél. : 387.50.40
Brasserie Lorraine
Ouverte jusqu'à 2 h du matin
PLACE DES TERNES • CARL 65.04
depuis cinquante ans le rendez-vous
du monde des lettres et des arts...
les huitres et fruits de mer
la cuisine française de grande tradition

la champagne
LE RESTAURANT DE LA MER
Huitres et coquillages toute l'année
10 bis, pl. Clichy • Réservations 874.44.78
Ouvert jusqu'à 3 heures

LE GRAND CHINOIS
6 av. de New York 16^e
723.58.21
Le Meilleur Chinois de Paris
AIR FRANCE/ATLAS - Paris Selection
Prix "Crustacés de Vertmeil"
Une Toque Gault & Millau
Fermé le Lundi

TERRESTRIAL DELA MER
Garnier
111, rue St Lazare
75008 Paris
Tél. : 387.50.40

Brasserie Lorraine
Ouverte jusqu'à 2 h du matin
PLACE DES TERNES • CARL 65.04
depuis cinquante ans le rendez-vous
du monde des lettres et des arts...
les huitres et fruits de mer
la cuisine française de grande tradition

AMBASSADE D'AUVERGNE
L'ambassade du massif central
au cœur de Paris
Cuisine traditionnelle d'Auvergne
2, rue de Valenciennes, Paris 15
Tél. : 522-86-28

LE CONGRÈS
PORTE MAILLOT - 574-17-24
80, av. de la Grande-Armée - T.J.
BANC D'HUITRES
TOUTE L'ANNÉE
SES POISSONS
Spécialités de Vandoes de Bœuf
1^{er} choix grillées à l'oe Bœuf
De 12 à 24 h. max. • Cadre confort.

LETTRES

« PASTORALE », d'Otar Iosseliani

DEUX DISPARITIONS

Gaston Bonheur, un homme et son clocher

de la France, mais ceux des Méridionaux. Dans *Si le Midi l'avait voulu* (1972), il se fait le champion de l'Occitanie. L'histoire de France qu'il entreprend alors d'écrire baigne dans la lumière romaine et occitane.

Et puis un autre rebond encore, fruit de la retraite et de la vie campagnarde. L'inspiration romanesque reparait et Gaston Bonheur nous donne deux étranges et beaux romans, qui sont presque des romans « de geste », la *Croix de ma mère* (1976) qu'a saluée ici

même René-Victor Pilhes, son compatriote, et le Soleil oblique, où il fait de l'Albanie d'Enver Hodja le « nombril de son utopie » : le Midi rassemblé dans une « nouvelle Phrygie » imaginaire, où Gaston Bonheur rêve d'une société communiste hédoniste, est

Gaston Bonheur croyait manquer d'imagination. Ses dernières œuvres hautes en couleur, emportées, chaleureuses, ont été d'un visionnaire.

JACQUELINE PIATIER.

[Gaston Bonheur, de son vrai nom Gaston Tessier, était né le 27 novembre 1913 à Belvianes (Aude) dans une famille d'instituteurs. Après des études secondaires au lycée de Carcassonne, puis une licence de philosophie à Paris, il avait, en 1933, publié un recueil de poésies, *Chemin*.

ARCHITECTURES DE MANUFACTURES

prisé, un roman très remarqué, *les Mauvaises Fréquentations*, puis les *Gauçons*, *Tournebelle*, mais choisit finalement le journalisme : grand reporter à *Paris-Soir*, de 1935 à 1940, rédacteur en chef de *Paris-Presse*-l'Intransigeant à partir de 1948, directeur de *Paris-Match* de 1950 à

1975. Il avait également été directeur d'autres périodiques du groupe Provost : *Marie-Claire*. Depuis 1973, il tenait une chronique hebdomadaire dans *Télé-7 jours*, après avoir dirigé le *Journal du dimanche*.

dans les Corbières, d'où il dirigeait les Éditions de Provence. Outre ses romans et poèmes de jeunesse et un *Charles de Gaule* (1958), on doit à Gaston Bonheur des chroniques historiques *Qui a cassé le raze de Soissons ?* (1964), *La République nous appelle* (1965), *Qui a cassé le*

pot de lait ? (1970), *Qui êtes-vous, Napoléon ?* Si le Midi l'avait voulu (1973), *Notre patrie gauloise* (1974), *la Poule au pot du Vert-Galant* (1976), *Henri Quatre* (1977) ; enfin deux romans, *la Croix de ma mère* (1976), *le Soleil oblique* (1977).

Il avait également écrit des adaptations pour le théâtre (les Innocents d'après Henry James), pour le cinéma (la Fiancée des ténébres, l'Amant de lady Chatterley), des paroles de chansons (Quand fera-t-il jour camarade ? Oud, j'ai gardé l'accord.)]

couvreur de l'Orient

Râmana Maharshi, etc. Juste après la dernière guerre, il publie Spiritualité hindoue, son maître-œuvre, vaste somme où il fait la synthèse de tout ce que l'on sait

de la religion ornamantique, classique et moderne. Aux éditions Albin Michel il reçoit enfin la charge de diriger une importante collection qui, sous le nom de « Spirituelles vivantes », donnera pendant plus de trente ans des dizaines de volumes. Tous les grands maîtres de l'Inde contemporaine y sont représentés par leurs œuvres mêmes : et à côté

En 1975, il publie chez Laffont, un essai sur l'Hindouisme vivant ainsi que, chez Albin Michel et Derry-Litres, quelques ouvrages sur le Shintô. Cette œuvre de «découverte» excluait tout à fait le prosélytisme. Dans les nombreuses conférences qu'il donna au rio durant et insistent

toujours sur l'absurdité d'une éventuelle conversion à l'hindouisme (ou à l'islam, ou au bouddhisme tibétain), rappelant que notre propre tradition n'est pas moins riche de spiritualité que celle de l'Inde ou du Japon.

Lui-même donnait l'exemple en menant la vie simple d'un intellectuel français, semblable à celle de tant d'autres. Il laisse plusieurs manuscrits qui devraient être bientôt édités.

JEAN VAREKNE,
*professeur à l'université
de Provence.*

■ L'Institut culturel africain
(I.C.A.) connaît une grave crise

financière occasionnée par le non-versement des cotisations de la plupart des dix-huit Etats qui appartiennent à cet organisme. L'I. C. A., créé en 1971 et siégeant à Dakar, regroupe des Etats d'Afrique noire francophone, anglophone et hispanophone.

phonograph, graphophone et auto-
phone.

diplômes d'Etat
S. comptabilité
ne Grande Ecole de Gestion

année (bacheliers)
 (eau bac + 1 an)
 RE DE GESTION

PARIS - Tél. : 554-56-80.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

emploi/regionaux

ROBERTSHAW CONTROLS Co
de Richmond, Va, U.S.A.
recherche pour sa filiale française en Champagne

DIRECTEUR

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN - ÉLECTRICIEN
DE SON CENTRE DE RECHERCHE EUROPÉEN

Rendant compte au général manager européen, en liaison permanente avec le Directeur International d'Engineering à Richmond et en liaison fonctionnelle avec le bureau d'études usines, il aura à :

- Créer l'organisation de base de ce nouveau centre de recherche européen ;
- Mettre au point les nouveaux produits (plan d'études, dessins, développement) ;
- Assister les opérations marketing Europe (sa internationale) au niveau du développement des ventes en instrumentation (électronique).

Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien-électricien diplômé, ayant une expérience de 10 à 12 ans de développement de produits nouveaux, orientée particulièrement vers les circuits analogiques, digitaux et applications de microprocesseurs.

La rémunération, motivante, sera en rapport avec les qualités du candidat, la préférence sera donnée à un candidat possédant parfaitement les langues anglaise/française.

Offre manuscrite en ANGLAIS + C.V. et photo à adresser à : GENERAL MANAGER EUROPE, C.E.T. - B.P. 238 - 8, r. André-Eust - 51100 REIMS.

ENTREPRISE DE TRANSFORMATION
DES MATIÈRES PLASTIQUES
recherche

INGÉNIEUR
CHEF DE FABRICATION

Adjoint au Directeur, il étudiera les problèmes des divers départements de l'entreprise, proposera innovations techniques, les solutions à adapter et mettra en place les procédures.

Capable de prendre à terme la Direction technique et commerciale de l'usine.

Ingénieur B.N.S.A.M. ou connaissances équivalentes acquises dans une profession.

Envoyer C.V. et photographies à : E 7109
Bavay 51002 Toulouse Cedex.

LABORATOIRE REGIONAL
DES PONTS ET CHAUSSEES DE NANCY
recherche

INGÉNIEUR
FORMATION PONTS ET CHAUSSEES, MINES, etc.
SPECIALITE OUVRES D'ART
(Béton, acier et structures)

Expérience souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, 50, rue de la Grande-Frère, 54510 TOMBELAINE.

Comité Inter-entreprises
recherche
pour centre de vac. de l'Alsace
UN

MAÎTRE DE MAISON
ECONOME

poste permanent à pourvoir
au 15 novembre 1980
Niveau Capable ou D.E.T.
possédant une bonne expér.
de la gestion comptable,
administrative,
personnel et économique.
Possibilité pour le conjoint
d'emploi saisonnier.

Adr. candid. avec C.V. et photo
au Comité Inter-Entreprises
2, rue Pilet-Wil, Paris-9.

emploi/internationaux

UNIVERSITÉ DE NATAL
Département de Français
DURBAN

Il est fait appel aux candidats de personnes qualifiées, sans considération de sexe, de religion, de couleur ou d'origine nationale, pour nomination au poste de :

SENIOR LECTURER
(Chargé de cours de première classe)

L'échelon de traitement de début dépendra des qualifications et éventuellement de l'expér. du candidat. En plus de cela, une prime d'épargne annuelle pour les vacataires est payable, sous réserve des réglementations du Trésor. Seuls les cand. diplômés en langue et littérature française seront considérés.

On peut obtenir des formulaires de candid., ainsi que des détails supplémentaires, sur le poste et des renseignements sur la retraite, l'assurance, médicale, l'assurance de groupe, les bourses pour le personnel, les systèmes de prêts et subventions, pour le logement, les conditions de congé de longue durée et les frais de voyage pour la première nomination, en adressant à : Registrar, University of Natal, King George V Avenue, Durban 4001, Afrique du Sud, où les candid., établies sur le formul. réglement., devront parvenir au plus tard le 30 octobre 1980, en mentionnant le n° de référence Adv. D. 83/80.

offres d'emploi

FILIALE D'UN GROUPE
INDUSTRIEL IMPORTANT
recherche
dans le cadre du développement de son
ACTIVITE DIESEL

DES INGÉNIEURS
DIPLOMÉS

pour :

- son Banc d'Essais
- son Laboratoire
- son Service Calculs
- son Bureau d'Etudes

Anglais souhaitable — Avantages sociaux

Proximité immédiate gare
proche banlieue parisienne.

Envoyer curriculum-vitae sous réf. 19.002,
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

"Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur,
vous allez débiter dans la vie professionnelle
et vous souhaitez une carrière sûre et motivante"

Chaque année nous recrutons une vingtaine de stagiaires qui rejoignent nos cadres Technico-Commerciaux après avoir reçu une solide formation.

Voulez-vous être de ceux-ci ?

Envoyer C.V. et photo (ret.) sous réf. CFC 10800 à :
BANCE-PUB, 13 rue Marivaux 75002 PARIS

Par retour du courrier nous vous fournirons
des informations sur notre Entreprise et sur
notre stage de formation.

STUDIO DESSIN PUBLICITAIRE
Ouest de Paris
recherche

DESSINATEUR D'EXECUTION
ayant 2 ans d'expérience

Tél. 728-90-13

GROUPEMENT EXPORTATEUR
MEUNERIE IMPORTANCE NATIONALE
recherche

CADRE EXPORTATION
(CONFIRMEE)

- 35 ans environ ;
- parlant et écrivant couramment l'anglais, arabe souhaité ;
- l'intéressé devra travailler en étroite collaboration avec le président et le directeur général.

Voyages fréquents à l'étranger pour prospection des marchés de farines notamment dans les pays à commerce d'Etat.

Expér. 5 ans min. dans commerce international. Résidence Paris.

Adr. lettre manuscrite + C.V. avec références, + photographies + photo sous n° 85.971 M à **REGIE-PRESSER**, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société de Publicité
recherche pour Paris 2°

COLLABORATRICE POUR RECOUVREMENT

Première expérience nécessaire
Aptitude téléphonique indispensable
Qualités d'organisation et de dynamisme
Libre très rapidement si possible

PETITE DACTYLOGRAPHIE

Travail en équipe - Systèmes informatisés
Avantages sociaux - 5 x 8 heures
Rémunération brute : 45.000 F ou + suivant expér.

Envoyer C.V. à **REGIE-PRESSER**, n° 809 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Dans la perspective de son développement, une
société minière ayant son activité principale dans
l'uranium recherche pour création d'une cellule
d'études située en Province :

UN INGÉNIEUR CIVIL DES MINES
30 ANS MINIMUM

Il devra avoir les goûts et les connaissances
nécessaires :

- à l'étude de l'évaluation de réserves et à l'établissement de plans d'exploitation ;
- à l'étude de programmes de travaux neufs concernant des mines souterraines et à ciel ouvert ;
- à la gestion et au suivi de programmes de travaux neufs.

On travaillera débouché sur un poste de responsabilité dans l'exploitation.

Envoyer C.V. à la **COMPAGNIE MINIERE**
DONG TRUEN, 24, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

DIRECTEUR D'AGENCE
IMPORT FRANCE

25 ans environ, homme de terrain, d'abord vendeur, doit être capable d'inventer et réaliser une stratégie commerciale.

- Avoir une expérience réussie en vente industrielle, des connaissances techniques des films d'emballage et du papier seraient un atout ;
- Poste d'avenir pour une commercialisateur d'acier aux fonctions de directeur, basé à Paris.

Ecrire de suite avec C.V. à :
70 bis, av. de la Grande-Frère,
92000 SAINT-BRICE

C.E. RENAULT (RUEIL)
70, rue des Bains-Rois
92000 RUEIL-MALMAISON
recherche :

UN (E) RESPONSABLE-ANIMATEUR

chargé de la gestion et de l'animation des secteurs sports et loisirs (week-end - voyage) ayant une expérience confirmée dans ces domaines.

Poste disponible immédiatement. Envoyez candidature avec C.V. avant le 12 septembre 1980.

ANIMATEUR

pour diriger séminaires résidentiels de vendeurs et cadres, cherche par cabinet spécialisé en formation et audiovisuels.

OFFRES :

- 8.000 à 11.000 F selon capacités et expérience ;
- Travail passionnant. Technique, pédagogie nov., contacts nouveaux, hiérarchie élevée avec responsabilités dynamiques et importantes.

EXIGENCES :

- Expérience de la vente, du marketing ;
- Expér. C.V. détaillée à **ORGATEC** Service M1, 18, rue de Faurbourg-de-Tourville, 75011 PARIS

DIRECTEUR
D'AGENCE IMPORT
FRANCE

30 ans environ
Homme de terrain, d'abord vendeur, doit être capable d'inventer et réaliser une stratégie commerciale, avoir une expérience réussie en vente industrielle.

Des connaissances techniques des films d'emballage et du papier seraient un atout.

Poste d'avenir pour un jeune commercialisateur d'acier aux fonctions de directeur, basé à Paris.

Ecrire de suite avec C.V. à :
70 bis, av. de la Grande-Frère,
92000 SAINT-BRICE

AVENIR CONSEIL
70 bis, av. de la Grande-Frère,
92000 SAINT-BRICE

TRES URGENT
Importante Société de Publicité
recherche :

- 1 DACTYLO ALDE - COMPT.
- 1 STENOGRAPHE

Bonne dévouée acceptée.
Libre immédiatement.
5 x 8. Avantages sociaux.

Ecr. avec C.V. et photographies à :
n° 617 M, **REGIE-PRESSER**,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Site location véhicules
banlieue Nord-Est Paris
recherche

I.H. AGENTS COMPTON
Dépôt C.A.M. - Notions
comptabilité et commerciales.
Rég. edgées. Libre de suite.
Permis V.I. - Ecr. sous n° 85.971 M,
BLEU, 17, rue Labat,
94000 VINCENNES

ARGENTINE
SA D'EXPERTISE
COMPTABLE Paris-12°
recherche

ASSISTANT (E)
BTS - DECS ou équivalent.
Diplômée d'études supérieures
apportant expér. cabinet sou-
haitable mais non indispensable,
pour travailler pour cabinet d'ar-
chitecte. Fonction complémen-
taire assurée.

Adresser C.V. manuscrite + photo +
prét. A.M.P. sous réf. n° 99145
à **OLIVIERO TOSCANI**,
75015 PARIS qui transmettra.

LE PERSONNEL DE DEMAIN
SE PREPARE AUJOURD'HUI

avec le

RESPONSABLE DE FORMATION

Je suis un CATALAN de développement
et ANS - INGENIEUR

Exp. Industr. Produits Nouveaux, Technologies av.
CONTACT ? Ecrire au n° 616 M à **REGIE-PRESSER**,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Commercial de terrain et
de gestion, capable d'augmenter
rapidement votre C.A., introduit
depuis 20 ans de la meilleure
firmes françaises.

Présentation modestes
en raison 35 ans.

Ecr. n° 621.022, **REGIE-PRESSER**,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris
(Evry, Carheil) - T. : 948-50-52.

Jeune Femme cherche emploi
Secrétaire ou Dactylo

Aide Comptable
avec très bonnes notions steno,
standard, Régien sud de Paris
(Evry, Carheil) - T. : 948-50-52.

J. Fina, 7 ans expér. professe.
droit des affaires, spécialisation
droit des S.A., ch. situation cor-
respondant à ses connaissances
à Paris ou région parisienne.
Ecr. n° 8.808, « le Monde » Pub.
5, r. Italienne, 75002 Paris C. 07.

Comptable Homme, bilan, déca-
rations, rech. emploi à temps
partiel - Télég. : 93-01-22.

DIRECTEUR COMMERCIAL
36 ans formation juridique
et Sciences Politiques
EXPER. market, pub., Ciel,
import-export, juridique, et assurance.
Anglais, espagnol, com. Marché
espagnol et Amérique latine.
Capacité de direct. et de gest.
Relations agréées à tous niveaux
et dans tous les milieux.

Ecr. n° 6.978, « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens, 75002 Paris.

STENOGRAPHE
CORRESPONDANTIERE
(qualifiée)
chacune en ch. place stable.
4.000 x 12. GHERARDON
B.P. 97 - 75002 PARIS Cedex 12.

CHEF CONTROLEUR
D'AGENCES

pour région parisienne.
Permis V.I. et P.I.
Connaissance matériel roulant.
Expérience du personnel.
Notions ciales et comptables.
Ecrire sous le n° 99.736 M,
BLEU, 17, rue Labat,
94000 Vincennes

ORGANISME
DE CAUTIONNEMENT
rech. pour entre autres
études dossiers artisans

COLLABORATEUR

Homme 30 ans environ,
ayant de 3 à 5 ans d'expérience
domaine gestion et finances.
Adr. lettre manuscrite, C.V. et
photo + photographies, à :
n° 8.808, « le Monde » Pub.
5, r. Italienne, 75002 Paris.

Association Française
des Documentalistes

chargé fonctionnement administ.
Format. supér. 30 ans min.
Commiss. gestion et comptabil.
et si possible touchement
association loi de 1901.
Salaire : 55.000 F à 110.000 F
selon expérience.
Ecrire à A.D.S.
5, av. Franco-Russe, 75007 Paris.
Ne pas téléphoner.

Organisation professionnelle
nationale, rech. :

ASSISTANT
DE SON DIRECTION
Il sera particulièrement chargé
des questions juridiques,
économiques
et sociales.

Ecrire avec C.V. et photo à :
M. F. HUGONARD, 41, quai
de Bourbon - 75004 Paris

secrétaires

Secr. dir. cap. corresp., connais-
sance édition et imprimerie
appréciées. Offre manuscrite
avec C.V. à **UNION PUBLICITE**,
sous n° 25, r. d'Argentan,
75001 PARIS

ENTREPRISE DE PRESSE
Centre PARIS

SECRETAIRE DE DIRECTION
Excellente steno, ordonnée
et méthodique, sérieux réf.
Horaires : 9 h-19 h
Ecrire à : S.E.P.
13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS

proposant com.
capitaux

Si vous êtes dynamique,
jeune et imaginaire,
et que vous connaissez
votre métier, c'est à vous que
je cède à un prix raisonnable
mon Agence de PUBLICITE
à disciplines multiples
(publicité nationale, régionale,
locale) - Services : Rédaction -
Création - Dessin - Edition -
Séances Publicité -
Signalisation - Enseigne -
Ecr. à : **PONTVILLE** à Marnes
6000 LA FOUILLOUSE

Pour la vente, en France de
nos ventilateurs de chambres et
autres ventilateurs, nous ch.
un ingénieur ou ingénieur
SCAN-PRO S.A., C.P. 71
CH-1171 Fribourg
Tél. : 194/1/25-29-30

INVESTISSEMENTS FONCIERS
Un port. apéc. sélect. altér.
de 1 à 10 millions de dollars (US
de 25 à 250.000 acres
180 à 700.000 hectares)

Pour obtenir une brochure pré-
liminaire, écr. ou téléph. à :
South American Investment
Company, Inc.
872 South Riverbank Road
SANGER, California 95369
(U.S.A.). Tél. : (209) 782-386.

P.M.E. en pleine expansion
+ 250 salariés, recherche
CAPITAUX ASSOCIATION
PRISE DE PARTICIPATION
50-60-10. Mme Martheau, 977.

demandes d'emploi

LE PERSONNEL DE DEMAIN
SE PREPARE AUJOURD'HUI

avec le

RESPONSABLE DE FORMATION

Je suis un CATALAN de développement
et ANS - INGENIEUR

Exp. Industr. Produits Nouveaux, Technologies av.
CONTACT ? Ecrire au n° 616 M à **REGIE-PRESSER**,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Commercial de terrain et
de gestion, capable d'augmenter
rapidement votre C.A., introduit
depuis 20 ans de la meilleure
firmes françaises.

Présentation modestes
en raison 35 ans.

Ecr. n° 621.022, **REGIE-PRESSER**,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris
(Evry, Carheil) - T. : 948-50-52.

Jeune Femme cherche emploi
Secrétaire ou Dactylo

Aide Comptable
avec très bonnes notions steno,
standard, Régien sud de Paris
(Evry, Carheil) - T. : 948-50-52.

J. Fina, 7 ans expér. professe.
droit des affaires, spécialisation
droit des S.A., ch. situation cor-
respondant à ses connaissances
à Paris ou région parisienne.
Ecr. n° 8.808, « le Monde » Pub.
5, r. Italienne, 75002 Paris C. 07.

Comptable Homme, bilan, déca-
rations, rech. emploi à temps
partiel - Télég. : 93-01-22.

DIRECTEUR COMMERCIAL
36 ans formation juridique
et Sciences Politiques
EXPER. market, pub., Ciel,
import-export, juridique, et assurance.
Anglais, espagnol, com. Marché
espagnol et Amérique latine.
Capacité de direct. et de gest.
Relations agréées à tous niveaux
et dans tous les milieux.

Ecr. n° 6.978, « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens, 75002 Paris.

STENOGRAPHE
CORRESPONDANTIERE
(qualifiée)
chacune en ch. place stable.
4.000 x 12. GHERARDON
B.P. 97 - 75002 PARIS Cedex 12.

automobiles

divers

B.M.W.
63 Bd. des Capucines
92015 CLICHY, Tel. 734-05-05

ACHETER ou LOUER
VOTRE BMW
PRESENTATION
ET ESSAIS
TOUTE LA GAMME
DE VOITURES
NOMBREUSES OCCASIONS
GARANTIE BMW

VOIR NOTRE
IMMOBILIER
PAGE SUIVANTE

A PARTIR DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE

*carrières du commerce
et de la vente*

**le bon jour, maintenant,
c'est le VENDREDI**

Les « nouveaux vendeurs »
sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les
mêmes exigences que les représen-
tants traditionnels, ils ne travaillent
pas dans les mêmes entreprises et
n'ont pas la même conception de
leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer
les mêmes listes interminables
d'annonces, conçues de manière
identique pour l'un ou l'autre type
commercial, souvent dans les
mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses
lecteurs de nombreux « nouveaux
vendeurs ». C'est normal, ils sont
ouverts, curieux, exigeants, ont le
« niveau Monde ». Ils en ont fait
leur quotidien habituel, souvent
depuis longtemps. Pour beaucoup
d'entre eux, depuis le temps où

ils faisaient leurs études supérieures
(plus de 20% des étudiants de
toutes disciplines et de tous niveaux
lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs,
lecteurs du Monde, vont maintenant
disposer de leur rubrique d'offres
d'emploi, dans leur journal.

son nom ?
Fonctions Commerciales

Ses annonceurs ? Les nombreu-
ses entreprises qui ont un besoin
impérieux de recruter ce nouveau
type de commerciaux, et qui ren-
contrent souvent de grandes
difficultés pour disposer de candi-
datures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement
des curriculum vitae et des recru-
tements d'une qualité rarement
obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS,
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

مكتبة الشارقة

AFFAIRES

La décision de Peugeot de réexaminer son projet de création d'une usine à Beuvillers provoque de vifs remous en Lorraine

De notre correspondant

Metz. — L'information publiée jeudi par le *« Républiqueain »* selon laquelle Peugeot S.A. aurait décidé d'abandonner son projet de construire une usine sur le site de Beuvillers (deux mille emplois), bien que partiellement démentie par le groupe automobile, a provoqué de vifs remous en Lorraine (nos dernières éditions datées du 4 septembre).

A l'occasion d'une conférence de presse tenue jeudi 4 septembre à la préfecture de région, M. Bréas, préfet de la région Lorraine, s'est attaché à rassurer la population : « Je suis en mesure d'affirmer que, même si le groupe Peugeot doit modifier son programme technique, il conserve son intention de créer sur son usine de Beuvillers (deux mille emplois) une usine de nouvelles opérations qui n'ont pas démarré et qui ne modifieront pas les conditions de travail des salariés. Les opérations qui n'ont pas démarré sont tributaires de la conjoncture et peuvent modifier les chronologies et les priorités des opérations ». A-t-il affirmé, confirmant ainsi implicitement que le site de Beuvillers était abandonné. Répondant à une question concernant la date à laquelle les pouvoirs publics avaient été avertis du réexamen de ce projet de Peugeot en Lorraine, M. Bréas a déclaré que « le groupe montrant un médiocre empressement à signer les actes d'achat des terrains, on pouvait se poser des questions ». Le préfet a enfin indiqué que des pourparlers étaient actuellement en cours avec d'éventuels nouveaux investisseurs.

Dans les milieux industriels lorrains on est loin de partager l'optimisme de M. Bréas, et on était, semble-t-il, au courant de la remise en question du projet.

Les Vosges seraient peu touchées par les suppressions d'emplois d'Agache-Willot

Un accord est intervenu entre le groupe Agache-Willot et les créanciers de la chaîne américaine Korvette. Le groupe français a versé, mercredi 3 septembre, 10 millions de dollars. Il effectuera deux autres paiements de 5 millions de dollars chacun les 15 octobre et 15 novembre, le solde de la dette (2 millions de dollars) étant versé le 2 janvier 1981.

La chaîne américaine de grands magasins Alexander's a fait savoir, le 4 septembre, qu'elle serait éventuellement rachetée par le groupe Agache-Willot. Alexander's (400 millions de dollars de chiffre d'affaires) gère quatre grands magasins à bon marché dans la région de New-York.

D'autre part, les menaces de licenciement et de suppression d'emplois dans le secteur confection du groupe (le Monde du 4 septembre) ont fait l'objet d'un entretien entre M. Antoine Willot et M. Séguin, député R.P.R. d'Epinal.

De notre correspondant

Epinal. — Face aux menaces de licenciements dans le groupe Roussac-Saint-Étienne, les organisations syndicales vosgiennes ont pris des positions fort prudentes. Elles appellent leurs adhérents à la « vigilance » en attendant la réunion du comité central d'entreprise, qui doit se tenir, le 8 septembre, dans la banlieue de Lille.

M. Philippe Seguin, député R.P.R. d'Epinal, rencontré, mercredi 3 septembre, à l'usine de M. Antoine Willot qui lui a confirmé l'intention de Roussac-Saint-Étienne de procéder à une

M. Bernard Labbé, président des Industries de Longwy, pense que ce renouveau est dû « à des difficultés que connaît actuellement le groupe Peugeot et à la modification de son plan de financement en raison de la baisse de ses recettes ». Lui aussi a reconnu que « de nouveaux contacts avaient déjà été pris en vue d'implanter de nouvelles industries, non automobiles, dans la région ».

Du côté des communistes, la réaction est très vive. Ils déclarent notamment une convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour « aborder les problèmes auxquels la Lorraine est confrontée ».

Ces réactions ne sont pas surprenantes. On ne saurait oublier que la construction de cette usine de Beuvillers en Moselle n'a été annoncée en 1979 au plus fort de la crise de la sidérurgie lorraine (1). Il s'agissait alors de compenser, au moins par des créations d'emplois dans l'automobile, les réductions massives d'effectifs consécutives au plan de restructuration des groupes sidérurgiques.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

(1) Peugeot-Citroën et Renault avaient annoncé, le 19 avril 1979, la création de 2 000 emplois d'ici à 1982. Cinq projets étaient prévus : Peugeot-Citroën Beuvillers (1 000 emplois), une fonderie d'aluminium (1 000 emplois) à Villers-la-Montagne, construite par Peugeot-Citroën et Renault ; une usine (200 emplois) sur la zone de Tilonville, construite par Renault ; 1 800 emplois supplémentaires à l'usine de Tréveray, par une accélération du programme de la société d'automobiles de Tréveray ; enfin, l'implantation d'entreprises de sous-traitance devant assurer 1 200 emplois.

Quatrième constructeur américain de camions

WHITE MOTOR DEMANDE À BÉNÉFICIER D'UN CONCORDAT

White Motor Corp., quatrième constructeur américain de camions de gros tonnage, vient de demander à l'Agence France Presse, à bénéficier d'une clause de la loi sur les faillites, qui équivaut à une demande de concordat. Aux termes de cette clause, la société peut, sous le contrôle de la justice, négocier des arrangements financiers avec ses créanciers et mettre sur pied un plan de redressement.

White Motor, durablement touchée par la crise automobile, a enregistré, au cours du premier semestre, une perte de 47 millions de dollars (381 millions de francs environ), pour un chiffre d'affaires de 324 millions de dollars (2,2 milliards de francs).

White Motor Corp. est spécialisée dans la fabrication de véhicules diesel lourds (camions et autocars) commercialisés sous les marques « White » et « Western Star ». Avec une production de onze mille deux cent cinquante unités en 1979, la société est le plus petit constructeur américain de poids lourds, et ne couvre que 7 % environ du marché américain. La société produit également du matériel agricole. White Motor avait signé en 1979 un accord de principe avec le constructeur allemand de camions M.A.N., prévoyant une prise de participation majoritaire de celui-ci dans son capital, mais l'opération a été abandonnée.

White Motor, durablement touchée par la crise automobile, a enregistré, au cours du premier semestre, une perte de 47 millions de dollars (381 millions de francs environ), pour un chiffre d'affaires de 324 millions de dollars (2,2 milliards de francs).

White Motor Corp. est spécialisée dans la fabrication de véhicules diesel lourds (camions et autocars) commercialisés sous les marques « White » et « Western Star ». Avec une production de onze mille deux cent cinquante unités en 1979, la société est le plus petit constructeur américain de poids lourds, et ne couvre que 7 % environ du marché américain. La société produit également du matériel agricole. White Motor avait signé en 1979 un accord de principe avec le constructeur allemand de camions M.A.N., prévoyant une prise de participation majoritaire de celui-ci dans son capital, mais l'opération a été abandonnée.

YVON COLIN.

Manufrance : M. Sanguedolce demande une entrevue avec le président de la République

Un demi-millier de travailleurs de Manufrance ont manifesté le jeudi 4 septembre à Paris. Pendant la parade à l'occasion de cette manifestation, M. Séguin a déclaré : « La C.G.T. est persuadée que vous pouvez l'emporter [...] Tant que l'État gouvernera, nous n'est pas résolu. Il est urgent de passer à la phase de la lutte pour le sort de Manufrance. En raison de cette urgence nous nous adressons par un télégramme au premier ministre, pour l'instant, l'éventualité d'un dépôt de bilan ».

Ce même jour une délégation syndicale a été reçue au ministère de l'Industrie. À l'issue de deux heures d'entretien, M. Paul Marchetti, secrétaire général de la Fédération C.G.C. de la métal-

lurgie, a déclaré : « Nous sortons avec les mêmes éléments qu'en entrant ». L'objectif de l'État, annoncé par les pouvoirs publics, cent cinquante millions de francs, reste soumis à la présentation d'un plan cohérent. Le seul élément positif est que le gouvernement continue les contacts et les entretiens pour trouver une solution, ce qui semble pouvoir indiquer qu'il ne prend pas en considération, pour l'instant, l'éventualité d'un dépôt de bilan ».

De son côté, M. Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Étienne, a demandé de nouveau une entrevue au président de la République.

Le deuxième combat de M. Mestries

Dans quatre jours, M. René Mestries devra peut-être déposer le bilan de la Société nouvelle Manufrance, dont il est resté l'un des trois administrateurs, après en avoir été un temps le P.-D.G. La perspective n'est pas réjouissante, même si ce polytechnicien de cinquante-cinq ans, au visage creusé de rides, québécois d'un grand soufre, en a vu d'autres. Sans doute s'est-il senti — au-delà des grilles qu'il pouvait nourrir — qu'il ne lui fallait pas abandonner un navire que d'autres s'étaient empressés de quitter.

Situation bâtarde que celle de ce conseil d'administration réduit à trois membres. Plus paradoxale encore pour M. Mestries si l'on se souvient que les administrateurs qui l'ont « démissionné » de son poste de P.-D.G. en mai 1979, les représentants de la MACIF et de la société Equitas — sont les mêmes qui se sont retirés ensuite du conseil, le plaçant ainsi dans cette inconfortable position.

Si M. Mestries en est alibi, il le cache bien, ce qui ne veut pas dire qu'il ait apprécié la manœuvre. Mais ses préoccupations sont d'une autre nature. C'est le sort de Manufrance qui le préoccupe.

Pour cet ingénieur-consultant, appelé à succéder à M. Gadot-Clet à la tête de la firme en janvier 1979, le redressement de la « Manu » fut et reste un pari. Ce pari s'est-il fait le gagner, comme certains l'affirment ? Les choses sont, en fait, plus compliquées. On ne lui a pas facilité la tâche. Sur ce sujet, il reste discret, s'étonnant simplement de ne pas avoir été en mesure d'ouvrir un compte de dépôt dans une grande banque, exception faite de la Société générale, et encore sur l'intervention du tribunal de commerce de Saint-Étienne. Curieux évidemment. Aussi curieux que la disparition du crédit fournisseur à l'approche des échéances les plus délicates de Manufrance.

Faut-il parler de « complot » contre la « Manu » ? M. Mestries

s'en garde. Il se borne à constater que le redressement de la firme n'était peut-être pas unanimement souhaité. Après tout, chacun sait que les déclarations d'entreprises offrent des occasions à saisir... Rappelons-nous Boussac.

L'aventure de M. Mestries, P.-D.G. de la « Manu », prit fin le 12 mai 1980 lorsqu'il fut mis en minorité par le conseil d'administration de la S.N.M., au vu d'une baisse des ventes dans les magasins de la firme et de son incapacité à trouver de nouveaux investisseurs. Le secrétaire général de la MACIF le remplaça alors et présenta quelques temps après un plan de relance comportant notamment une réduction des activités de la firme... à laquelle la P.-D.G. démissionnaire s'était toujours opposé. Était-ce la solution miracle ? On ne le saura jamais, puisqu'elle ne fut pas mise en œuvre. On connaît la suite.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La « Manu » est-elle irrémédiablement condamnée ? On oublie trop souvent que Manufrance est d'abord et surtout une affaire commerciale, considérée par M. Mestries. Le directeur programmeur ne représente que 20 % de son chiffre d'affaires. Aussi bien la querelle sur les effectifs et l'outil de production est-elle pour une large part hors de propos. Ce qui compte pour Manufrance, c'est de faire du chiffre d'affaires. Quand vous augmentez le chiffre d'affaires de 1 F, vous accroissez le chiffre d'affaires de 0,30 F. La conclusion vient d'elle-même : « Si le gouvernement est vraiment décidé à mettre 150 millions de francs dans l'affaire, alors le redressement est possible ; à la condition, cependant, de ne pas vendre les magasins qui représentent plus de 50 % du chiffre d'affaires ».

En l'occurrence, M. Mestries ne plaide pas pour sa personne. Peu lui importe d'être ou ne pas être celui qui relèverait cet échec. Alors ? Avouons, mais avec une certaine retenue, que la partie actuellement en cours est la C.G.T. ? A-t-il complètement tort ? — Ph. L.

ÉNERGIE

L'A.I.E. souhaite un quintuplement de la production d'énergie nucléaire d'ici à l'an 2000

Londres (A.F.P.) — Un quintuplement de la puissance nucléaire dans les pays occidentaux est indispensable d'ici à l'an 2000 pour réduire le recours au pétrole dans la balance énergétique, a déclaré, le mercredi 3 septembre, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), M. U. Lantke. L'Agence, qui regroupe les vingt principaux pays industrialisés, à l'exception de la France, estime que le nucléaire peut couvrir dans vingt ans près de 15 % des besoins en énergie contre 4 % actuellement. La puissance nucléaire installée en Occident atteindrait ainsi 455 gigawatts (milliards de watts) en l'an 2000 contre 100 environ en 1980. Cela nécessitera, a indiqué M. Lantke, un effort « herculéen » de la part des pays occidentaux.

L'A.I.E. prévoit que les États-Unis quadrupleront d'ici à l'an 2000 leur capacité de production d'électricité nucléaire (de 50 gigawatts en 1979 à 200).

En Europe occidentale, l'Agence espère que la puissance nucléaire passera de 27 gigawatts en 1979 à 150 en l'an 2000. Cette prévision ne tient pas compte de la France, où, grâce à un programme nucléaire à « peu près inchangé », la capacité installée devrait atteindre 86 gigawatts d'ici vingt

ans contre 11 actuellement. Si l'on excepte le Royaume-Uni, où les perspectives sont « plus encourageantes », l'expansion du nucléaire est, en fait, ralentie en Europe.

En l'occurrence, M. Mestries ne plaide pas pour sa personne. Peu lui importe d'être ou ne pas être celui qui relèverait cet échec. Alors ? Avouons, mais avec une certaine retenue, que la partie actuellement en cours est la C.G.T. ? A-t-il complètement tort ? — Ph. L.

Pénurie d'uranium ? Pour parvenir à ces résultats ambitieux, les pays membres de l'A.I.E. vont se heurter à une pénurie d'uranium. Les cent trente-quatre gisements découverts depuis 1940 ne contiendraient que 138 millions de tonnes, alors que la consommation mondiale annuelle (actuellement d'environ 45 000 tonnes) s'élèvera probablement à 71 000 tonnes d'ici à 1995 et 79 000 tonnes d'ici à l'an 2000. Vers la fin des années 80, les disponibilités pourraient donc devenir inférieures à la demande.

Ce risque de pénurie explique les négociations multiples engagées par la C.E.E. avec divers producteurs pour se garantir des approvisionnements. Ainsi, les discussions avec l'Australie devraient entrer dans leur phase finale au début du mois de décembre. — (A.F.P.)

Bruxelles s'efforce de persuader les sidérurgistes italiens de réduire leur production

La Commission de la C.E.E. s'efforce de persuader les sidérurgistes italiens de réduire leur production après avoir, par le biais de M. Davignon, commissaire chargé de l'industrie, recommandé une diminution de 13 % de la production d'acier communautaire pour le quatrième trimestre de 1980. Cette diminution s'inscrit dans le cadre du programme de réduction volontaire, élaboré le 26 juillet dernier par la Commission et l'organisation patronale des sidérurgistes Eurofer, qui prévoyait une contraction de la production avoisinant 10 à 11 % pour le deuxième semestre de 1980.

La plus grande sévérité de ce programme pour les trois derniers mois de l'année en cours est due à la diminution de la consommation d'acier dans l'Europe de l'Est, et surtout, à une chute des exportations, qui pourrait atteindre 30 % au dernier trimestre en raison des incertitudes affectant le marché américain.

Dans ces conditions, la Commission propose de fixer comme objectif de production, pour ce quatrième trimestre, 31 millions de tonnes d'acier au lieu des 35,87 millions de tonnes au cours de la période correspondante de 1979. Les sidérurgistes italiens, ramenés ainsi de 6,39 millions de tonnes à 5,55 millions de tonnes, se refusent, jusqu'à présent, à accepter cette réduction. À Rome,

les dirigeants d'Italsteel, le principal producteur de la péninsule, se déclarent hostiles à l'A.F.P. et à des propositions de la Commission « ne correspondant pas aux réalités de la production italienne » : en clair, ils contestent les bases de référence choisies par la Commission, le dernier semestre 1979, période affectée par des grèves qui avaient ralenti la production.

Le climat social régnant au-delà des Alpes n'est, par ailleurs, guère propice à une telle opération. Au siège de Finisider, maison mère d'Italsteel, on souligne que la commission n'a fait que des « propositions » et des « modifications ». Les négociations se poursuivent à Bruxelles, les sidérurgistes italiens ne devant pas sembler, par leur refus, donner de réponse définitive avant deux ou trois semaines, bien que la prochaine échéance soit fixée au 11 septembre, date de la réunion du Comité consultatif de l'acier. Un refus trop net en provenance de l'Italie embarrasserait certes la Commission, mais le problème italien reste spécifique, le marché local étant moins mauvais qu'ailleurs. Ce qui ennuie le plus la Commission, c'est la petite guerre qui fait rage en Allemagne fédérale, où la société Klöckner, cinquième producteur d'acier, refuse de réduire la production et casse le prix, ce qui est très lourd de conséquences.

DUNLOP DÉMENT QUE LES MALAISIENS AIENT ACHETÉ 40 % DE SON CAPITAL

L'information selon laquelle des intérêts malaisiens seraient en passe de prendre le contrôle de la société britannique Dunlop, fabricant mondial de pneumatiques, n'est pas sérieuse, a déclaré, le jeudi 4 septembre, un porte-parole de la société. Il est « mathématiquement impossible » pour ce fabricant de pneus d'être acheté par des intérêts malaisiens, car Dunlop, a-t-il précisé, ce pourcentage devant, plus raisonnablement, atteindre de 20 % à 25 %.

LE GROUPE JAPONAIS FUJITSU VA CONSTRUIRE UNE USINE EN IRLANDE

L'industrie électronique japonaise multiplie ses investissements en Grande-Bretagne et en Irlande pour faciliter ses ventes sur le marché européen. Au lendemain de l'inauguration au pays de Galles par Akira D'Amico, fabricant de systèmes de télécommunications, dont la moitié de la production (2 000 ordinateurs par mois) sera exportée vers l'Europe occidentale, les autorités irlandaises ont annoncé que le principal fabricant d'ordinateurs japonais, Fujitsu, va consacrer 42 millions de livres (620 millions de francs) à l'installation, près de Dublin, d'une usine de circuits intégrés.

MONNAIES

HAUSSE DE L'OR Reprise du dollar

L'événement du jour, sur les marchés financiers, le 5 septembre, a été la hausse soudaine de l'or, qui est passé subitement de 336 dollars l'once à 350 dollars environ, après avoir dépassé 330 dollars à New-York, sur des rumeurs d'offensive générale de l'armée soviétique en Afghanistan.

Le dollar s'est renforcé en même temps que les taux d'intérêt sur le marché de l'emprunt, tandis que la livre sterling, un tantant dépréciée par la perspective d'une baisse du taux d'escompte britannique, se raffermissait après l'annonce du maintien de ce taux à 10 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,1440	+ 18	+ 40	+ 12
£ S.	2,5520	+ 28	+ 25	+ 12
Yen (100)	1,8845	+ 10	+ 10	+ 10
DM	2,2340	+ 32	+ 30	+ 30
Florin	2,1390	+ 5	+ 25	+ 25
F.S. (100)	12,4980	+ 90	+ 25	+ 25
F.S. (1 000)	2,5320	+ 110	+ 140	+ 140
F. (1 000)	4,8320	+ 110	+ 140	+ 140
£ S.	10,6720	+ 400	+ 370	+ 370

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/15/16	9/1/2	9/3/4	9/7/8	9/10/11	9/12/13	9/15/16	9/17/18
\$ E.-U.	10	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
£ S.	10	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
F.S. (100)	9	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2
F.S. (1 000)	3	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2
F. (1 000)	11	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
F. franc	11	11 1/8	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

le reveil

مكتبة القرآن

AFFAIRES

Le réveil des mammoth

(Suite de la première page.)

Assiste-t-on aujourd'hui à un phénomène de même nature? Non. L'environnement économique a profondément changé. L'ère de la forte croissance ininterrompue est terminée et, semble-t-il, pour longtemps. Les objectifs poursuivis par les dirigeants des grands groupes se sont trouvés, parfois, radicalement modifiés.

De quoi s'agissait-il au temps de l'abondance? De racheter, de fusionner : bref, de grossir. « Démarche normale puisque, à cette époque, tout ce qui se pro-

duisait se vendait, ou presque », rappelle un banquier. Un peu vite dit, mais globalement vrai, qui ne se souvient du mépris qu'affichaient à l'époque les sidérurgistes français pour leurs collègues belges, qualifiés d'« épiciers »? On sait ce qu'il en est advenu.

Ces temps bénis sont révolus. Aujourd'hui, il ne s'agit plus tant de produire que de vendre, de couper les branches mortes ou malades, d'occuper un créneau rentable ou d'avenir, d'atteindre la taille critique pour faire bonne figure sur un marché qui s'est mondialisé comme la concurrence.

Elle, elle absorbe Sainrapt et Brion, ce qui lui permet de consolider dans les travaux publics un ensemble de taille mondiale. Elle ne s'arrête pas là. Présent dans les télécommunications, le groupe présidé par M. Ambroise Roux va, lui aussi, s'intéresser à la bureaucratie en rachetant la firme anglaise Ronsa, et amorcer, avec une grande prudence, l'esquisse d'un début de campagne aux États-Unis. Il est vrai que dans ces secteurs, le « ticket d'entrée » outre-Atlantique est cher : 200 millions de dollars pour acquérir une entreprise ayant pignon sur rue...

Ce redéploiement géographique vers les États-Unis, Renault l'a complété spectaculairement au travers de deux accords passés avec Mack dans le domaine du poids lourd, et American Motors dans celui de l'automobile. Pour la Régie, nécessité fait loi : comme bien d'autres secteurs, celui de l'automobile se mondialise et la présence aux États-Unis passe dans l'automobile par l'existence d'un réseau de distribution qu'il vaut mieux acquérir que constituer. Son rival, Peugeot-Citroën, adopte une stratégie quelque peu différente en rachetant les intérêts européens du groupe Chrysler pour, lui aussi, atteindre la taille critique sur le marché mondial.

Elf-Aquitaine n'aura pas la chance de Renault. Après avoir renforcé son département pharmaceutique et chimie de base, le groupe d'État se verra, en effet, interdire par le gouvernement ce qui aurait été la « bombe de l'année » : le rachat, pour 15 milliards de francs, de Kerr-McGee.

S'en remettre aux géants

Dernier aspect, et non le moindre, de ce redéploiement géographique, le renforcement ou l'élargissement des implantations industrielles à l'étranger, que ce soit pour bénéficier de bas coûts de main-d'œuvre ou pour être en mesure de s'assurer une part significative du marché local. Là encore, les exemples abondent. Lafarge au Brésil, Michelin aux États-Unis, Rhône-Poulenc au Brésil et en Corée du Sud, Thomson-Brandt à Singapour, etc., etc.

Que penser de cette gigantesque redistribution des cartes? À défaut d'un bilan, on peut faire un constat : les moyens et les objectifs ont changé. Finie l'époque où désinvestir était inconcevable. On est enfin sorti de la psychose de la croissance du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, c'est le « cash flow qui compte », bien que la stratégie industrielle ait à l'évidence pris le pas sur la stratégie financière. Autre différence notable : les transactions se sont internationalisées et les bouleversements technologiques dans le choix des nouveaux secteurs ont été plus souvent pris en compte. Les dirigeants des grands groupes français sont parvenus, avec quelque retard, aux mêmes conclusions que leurs homologues américains, et surtout japonais : la filière électronique, l'énergie, la bio-industrie et l'agro-alimentaire seront les secteurs porteurs des vingt années à venir.

Comment ces groupes digèrent-ils ces mutations bouleversantes? Trouveront-ils les hommes à même de les gérer?

Sauront-ils adapter les structures d'organisation? On peut d'autant plus s'interroger que quelques-uns de ces géants vont découvrir de nouveaux métiers où l'innovation est grande et la maîtrise technologique indispensable. Les difficultés éprouvées par le groupe Thomson pour digérer ses acquisitions « téléphoniques » prouvent qu'il en était besoin, n'est-ce pas d'un aspect négligeable.

Doit-on pour autant sombrer dans le pessimisme? Non sans doute. Financièrement, industriellement, la plupart des grands groupes français apparaissent mieux armés qu'au lendemain du choc pétrolier de 1973. C'est une bonne chose. Reste que ces groupes industriels obéissent à leur logique et que la France n'est pas les Pays-Bas. Elle ne saurait confier totalement toute sa stratégie industrielle à des géants multinationaux, dont les choix ne correspondent pas nécessairement aux impératifs de la communauté nationale. Disposer de grands groupes performants est une condition nécessaire pour tenir le choc dans la guerre économique. Elle n'est pas suffisante.

PHILIPPE LASARDE.
JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Révolution culturelle

« Il ne faut pas vous y tromper, c'est une véritable révolution culturelle qu'on a dû faire les patrons français », déclare l'un d'eux. Et dans les pires conditions, peut-on ajouter. La prise de conscience, ce fut l'année 1975, année terrible qui vit les profits s'effondrer quand ils ne se transformèrent pas en gigantesques pertes : 975 millions de francs pour Rhône-Poulenc, dont les exercices n'avaient jamais été déficitaires!

L'heure de l'examen avait sonné. On découvrit d'un coup que la situation financière des firmes était fort précaire, leurs fonds propres insuffisants, leur endettement excessif, leurs profits médiocres. L'analyse des causes n'était guère plus réjouissante. Usines obsolescentes, activités structurellement déficitaires, encadrement parfois insuffisant. La prospérité avait masqué toutes ces réalités. Tant il est vrai que l'on compensait généralement les pertes de certains secteurs par les gains d'autres départements.

« Cette découverte a provoqué, dans un premier temps, un effet de stupeur et de paralysie », commente le patron d'un grand groupe. Paralysie aggravée par la proximité des élections législatives du printemps 1978. Pourtant, il fallut bien faire le ménage et s'interroger sur les conséquences de ce changement brutal.

C'est donc dans ces temps difficiles que l'on commença à élaborer des stratégies que l'on peut schématiquement classer en deux catégories : recentrage ou redéploiement interne; expansion ou redéploiement externe.

● La démarche adoptée par M. Jean Gandois, l'actuel P.-D.G.

Trésors de guerre

Se constituent ainsi des trésors de guerre que l'on va compléter par « l'élagage des petits bois », pour reprendre l'expression d'un industriel. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson vend les maisons Phénix, Davum, et ses activités dans les réfractaires; Lafarge cède son département emballage dans le même temps où la C.G.E. se débarrasse d'un petit appareillage électrique en vendant F.A.E.-Arnould. La liste n'est pas exhaustive.

Disposant de munitions, on peut passer à l'offensive. Comme il faut aller vite, le redéploiement passe le plus souvent par le rachat d'entreprises qui, lorsqu'elles sont étrangères, permettent de faire d'une pierre deux coups. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson va spectaculairement illustrer cette démarche.

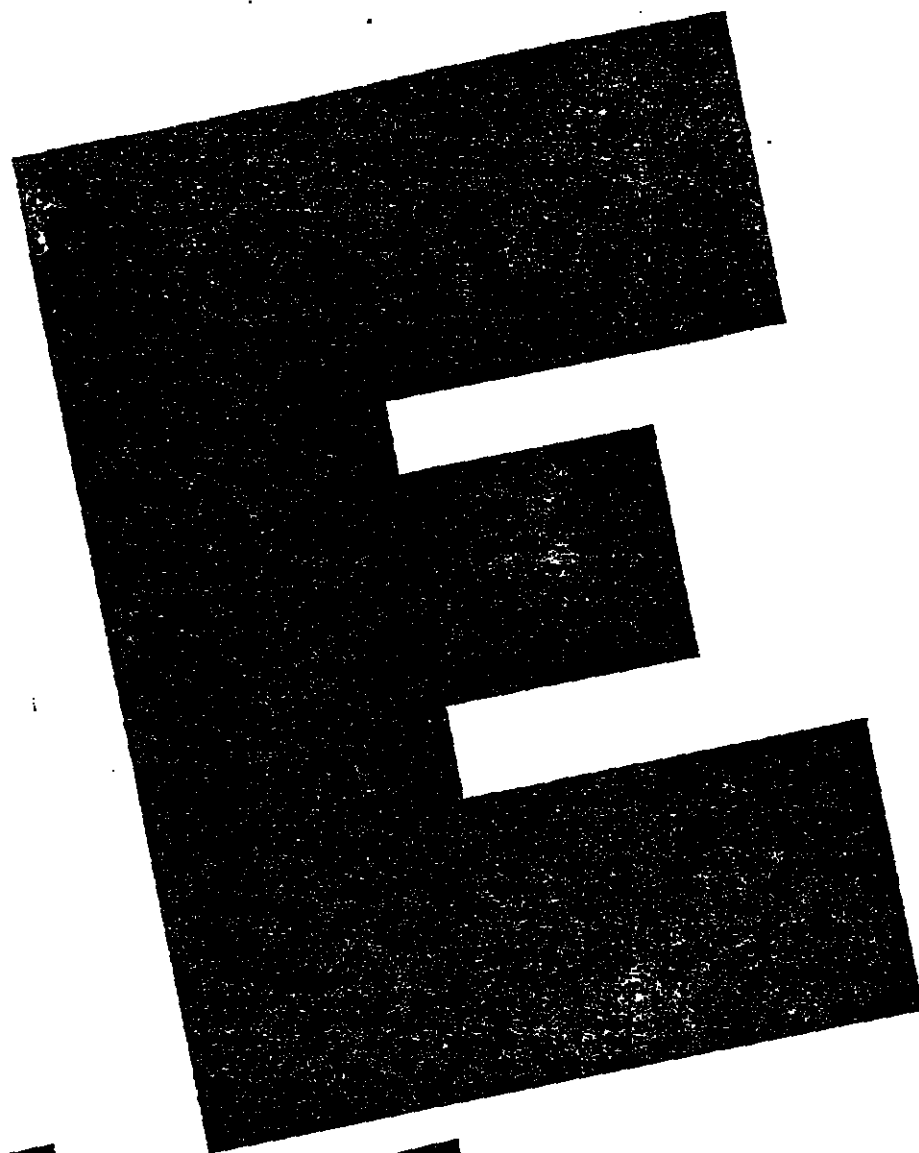
Le groupe présidé depuis juin dernier par M. Roger Fauroux ne possède, pour reprendre une expression qu'il aime utiliser, « que des chevreuils de labour ».

Il cherche un cheval de course : ce sera l'électronique. Après s'être lancé dans la fabrication de composants avec les Américains, le groupe, coup sur coup, entre en force dans le capital de C.I.L.-Honeywell-Bull, aux liens et place de la C.G.E. et acquiert 20 % du capital du « géant » italien de la bureaucratie Olivetti. Fait notable, les banques, sortant de leur réserve, sont associées au délicat montage financier qu'exige cette opération. Pour Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, c'est un saut dans l'inconnu qui coûte cher, son trésor s'en trouve bien écorché.

Le cas de Matra est quelque peu différent. Le groupe possède déjà quelques chevaux de course. Il ne s'agit pour lui que de renforter son écurie. Pour ce faire, Matra choisit la même filière : l'électronique. — mais d'autres créneaux, en multipliant les achats — Jaeger, Solex, De Paep, etc. — afin de s'assurer la présence du groupe sur les marchés prometteurs que sont l'électronique automobile, l'horlogerie, la télématique.

Passé un moment de flottement, la C.G.E. à son tour va entrer dans la danse. En premier

A partir du 5 septembre 80 commence chez Citroën LA GRANDE ANNÉE "E"



E comme Economie

L'Économie, tout le monde en parle... chez Citroën, on agit...

Oui, cette année à partir du 5 septembre 80 chez Citroën, tous les nouveaux modèles ont été étudiés pour économiser le carburant : modification des boîtes de vitesses (Visa E - GSA Spécial - CX 2400) nouveau réglage des carburateurs moteurs plus sobres amélioration de l'aérodynamisme, etc.

E comme Economètre

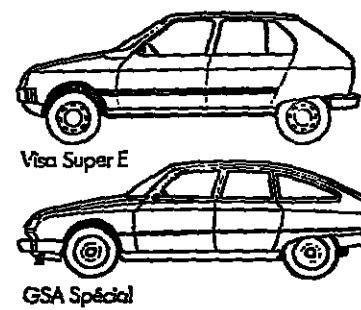
Mieux encore, certains modèles de la gamme 81 sont équipés d'un économètre, nouvel indicateur lumineux qui permet de mieux choisir son régime, donc de conduire à l'économie.

E comme Ecoplan

Écoplan, c'est le célèbre plan de location longue durée Citroën qui vous permet de partir au volant d'une Citroën neuve en utilisant l'une des nombreuses formules proposées, et même de partir sans payer.*

E comme Essai

A partir du 5 septembre 80, rendez-vous chez tous les Concessionnaires Citroën. Les modèles 81 vous attendent : 2 CV 6, Dyane, LNA, Visa, nouvelle Visa Super E, GSA, nouvelle GSA Spécial, CX essence et Diesel. Vous pouvez les essayer, elles sont là pour ça.



* Conditions offertes notamment par CIV SOVAC. Sous réserve d'acceptation du dossier.

CITROËN

CITROËN

CITROËN et TOTAL

SOCIAL

Les divisions syndicales face au « pressing » de la C.G.T.

Quel « pressing » (1) que celui de la C.G.T. ! C'est bien simple, elle est partout : chez les marins-pêcheurs, bien sûr, chez les poseurs de rails de Desquenne et Girard, chez les mineurs de charbon cévenols, chez Dufour (machine-outil), Verger-Delpont (installations électriques), encore et toujours Manufacture (quel feuillet !), à Renault-Billancourt...

M. Georges Ségué a eu raison de dire qu'il n'y a pas eu, cet été, de « répit social ». A considérer l'activité de ses syndicalistes, on peut même se demander s'ils ont pris un seul jour de vacances. Au vrai, il y a, aujourd'hui, quelque chose de mythique dans la notion de « rentrée sociale ». Même si la machine économique tourne encore trop lentement au mois d'août, de plus en plus d'entreprises restent ouvertes (Renault-Billancourt, par exemple, a assuré le tiers de sa production normale), et ce n'est pas parce que le voisin est en congé que l'on n'a pas soi-même des démêlés avec son employeur.

C'est alors le rôle, le travail, le devoir du syndicat d'être présent. Mais en a-t-elle trop fait ? En fait-elle trop aujourd'hui et se pré-

para-t-elle à trop en faire en vue de l'élection présidentielle ? Là est la vraie question. « Esbroufe », dit la C.F.D.T., « maximalisme », dit F.O., « agitation », dit le patronat. Les dernières semaines, l'emploi du temps de M. Ségué a été particulièrement chargé. Il a, fin août, fait paraître un article « lève dans le Peuple (organe de la C.G.T.) ; une émission de France-Inter ; une visite aux « gueules noires » du Gard ; début septembre, la participation à la manifestation des Manufactures, le meeting chez Renault et plusieurs conférences de presse. Quel dynamisme !

Et la première centrale syndicale de France, qui a décidé d'« occuper le terrain tous azimuts », annonce qu'elle va encore « intensifier son action », avec la tenue d'un millier de meetings en septembre, aux portes des entreprises, avec la distribution de trois millions et demi de tracts, avec l'organisation de journées revendicatives catégorielles, comme chez les marins du commerce (mardi dernier), ou chez les cadres (le 16 octobre). Avec aussi des semaines d'action régionale, comme celle qui a lieu actuellement en Ile-de-France.

« Au pire temps de la guerre froide »

Le gouvernement et le patronat s'attendent que la C.G.T. joue les bouffeurs jusqu'à la veille du scrutin présidentiel. Du reste, la campagne d'adhésions « sans précédent », que la centrale de la rue La Fayette a résolu de mener, est prévue jusqu'à la fin du mois de mars. En 1974 et 1978, elle avait levé le pied de bons mois avant l'élection présidentielle et l'élection législative. Est-ce à dire qu'elle ne croit pas du tout à une victoire d'un candidat de gauche en 1981 ?

Qu'on le qualifie d'« agité » ou de « combatif », un climat social tendu, avec une multiplicité de grèves — comme le craint M. René Bernasconi, président de la Confédération géné-

rale des petites et moyennes entreprises — provoque inévitablement, chez les électeurs, un réflexe de peur, toujours favorable à l'actuel pouvoir. La C.G.T. et le P.C.F. ne cherchent-ils, dès lors, qu'à se renforcer, au seul détriment de la C.F.D.T. et du P.S. ? Rarement, en tout cas, on n'aura vu autant que cet été les élus communistes officiellement présents aux côtés des cégétistes dans tous les conflits sociaux.

M. André Bergeron estime que « la C.G.T. et le parti communiste (ce qui est la même chose) sautent sur toutes les occasions pour apparaître comme « les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière » afin de tenter de reconquérir la

place qui leur a été ravie par les socialistes » (Force ouvrière hebdo daté 27 août). M. Edmond Maire pense, lui, que « la C.G.T. veut clairement montrer aux travailleurs qu'aucune évasion importante n'est possible avec ce patronat et ce pouvoir politique » (C.F.D.T. syndicalisme daté 14 août). M. Georges Ségué a assez mollement démenti, devant la presse, le 29 août.

Les amabilités n'ont pas manqué, cet été, entre les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. A vrai dire, le fossé n'a jamais paru aussi grand entre les deux premières organisations syndicales de France. « On est revenu aux pires périodes de la guerre froide », dit M. Maire. Citons seulement deux phrases : « La C.G.T. ne veut pas pour le syndicalisme » (Edmond Maire) ; « Le recentrage de la C.F.D.T. est antinomique » (Georges Ségué).

Bataille d'états-majors ? Assuré-

ment. Mais aussi, de façon plus ou moins nette, selon les secteurs, dans les fédérations et unions départementales. Il existe cependant à la C.F.D.T. des organisations qui s'interrogent. L'union régionale C.F.D.T. de Lorient a déploré que, « pour la première fois depuis dix ans », l'unité d'action ne soit pas possible avec la C.G.T. Exemple isolé ?

De façon générale, le désaccord apparaît très profond. On le voit dans le conflit de la pêche, où la C.G.T. livre aussi une lutte d'influence à la C.F.D.T. On le voit chez les poseurs de rails, où la C.G.T. cherche à contrebalancer l'audience de la C.F.D.T. chez les travailleurs immigrés en général, et ses succès chez les nettoyeurs du métro en particulier. En résumé, on se trouve en présence d'une C.G.T. « sérieuse et dominatrice » et d'une C.F.D.T. tantôt terne, tantôt en proie au doute.

La durée du travail : renégociations ou non ?

Avec les événements de Pologne, qui ont davantage encore creusé le fossé entre les deux centrales, comme l'ont montré les deux conférences de presse C.F.D.T., puis C.G.T., ainsi que les discours de rentrée de M. E. Maire, une autre pomme de discorde est jetée dans le jardin syndical : la reprise ou non des négociations sur la réduction et l'aménagement du temps de travail.

Tout le monde s'est laissé littéralement « embarquer » dans cette affaire : après la publication du rapport Giraudet, l'accord était quasiment signé. Le C.N.P.F., les états-majors syndicaux, la presse jusqu'au président de la République, l'« Intelligence » en était persuadée. C'était compter, simplement, sans les bases syndicales qui ont estimé qu'avec la « libéralisation » des heures supplémentaires, le C.N.P.F. portait atteinte à la semaine de quarante heures acquise du Front populaire — sans garantir, par ailleurs, la généralisation de la cinquième semaine de congé.

Aujourd'hui, la C.F.D.T. accuse assez maladroitement la C.G.T. de ne pas vouloir d'accord avec le patronat et, aux yeux du C.N.P.F., M. Edmond Maire introduit maintenant un élément nouveau — le droit de veto du comité d'entreprise — qui « remet tout en question ».

Comme le C.N.P.F. continue de considérer que la réduction du temps de travail n'aura pas d'incidence heureuse sur le chômage et que le problème n'est donc pas « prioritaire », comme le gouvernement, qui a fortement incité à un accord, retire désormais toutes ses billes en ne voulant pas entendre parler d'un recours à la voie législative réclamée par la C.G.T., la marge de manœuvre est d'autant plus étroite qu'aucun des partenaires sociaux ne veut reprendre « des discussions stériles ». Un dialogue patronal nous a affirmé : « Si une date de reprise des négociations est fixée, c'est que certains partenaires ont décidé de signer ».

Au vrai, les préoccupations patronales sont, en cette « rentrée » 1980, plus économiques que sociales. On

distingue encore, avenue Pierre-Ma-

de-Serbie, les deux domaines. « Nous vivons en plein le deuxième choc pétrolier », assure le patronat. Dans ces conditions, les contingences sociales viennent en ce qui le concerne, derrière et derrière seulement. Comment mieux attiser, par une telle prise de position, le feu cégétiste ?

Avec le relèvement des bas salaires et la revalorisation du travail manuel, l'organisation patronale indique que « la grande affaire », c'est, pour elle, l'emploi des jeunes, des femmes et des cadres.

Une variante peut cependant être introduite cet automne : des mesures spécifiques pour le placement des cadres. La C.G.C. de M. Manu, qui n'a plus grand-chose de commun avec celle de M. Charpentier, ne menace-t-elle pas de présenter un candidat aux élections présidentielles, entrant ainsi de plain-pied dans la politique politicienne ?

Reste, avec l'attitude de la C.F.D.T. dans les mois à venir, une autre grande inconnue, la principale : la réaction de la France profonde.

MICHEL CASTAING.

(1) « Pressing » désigne en langage sportif une « attaque massive et continue ».

DES MINEURS C.G.T. ONT OCCUPÉ, JEUDI, LE SIÈGE DES CHARBONNAGES À PARIS

Une intervention de la police a mis fin, jeudi 4 septembre, dans la soirée, à la courte occupation du siège des Charbonnages de France à Paris par les mineurs C.G.T. L'évacuation a eu lieu dans un climat relativement calme.

Une centaine de mineurs de toutes les régions de France, en particulier du puits d'Estival, dans le Gard, en grève depuis quatre mois, ont élu domicile, jeudi matin, au siège des Charbonnages de France. Ici, on attend la direction de pied ferme ; pour patienter, on a sorti les jeux de cartes et l'humour est le seul moyen de passer le temps. Les conférences de presse demandées par M. Dufresne, secrétaire général de la Fédération du sous-sol C.G.T., mettront les choses au clair : on restera jusqu'à la fin de la semaine, si la direction et le gouvernement ne veulent pas revenir sur leurs positions.

C'est toute la politique charbonnière du gouvernement qui est en cause, celle qui consiste à réduire la production de 20 millions de tonnes en 1979 à 16 à 12 millions en 1980, et à favoriser les importations de charbon étranger réputé moins cher. Point par point, M. Dufresne s'attaque à l'argumentation gouvernementale : pourquoi importer-t-on 4 millions de tonnes de R.F.A. alors que le charbon allemand coûte aussi cher que le charbon français. « Il s'agit là d'une politique généralisée de liquidation des ressources nationales, au profit des monopoles et qui en fait payer le prix aux contribuables ».

M. Jacques Ragot devrait être nommé prochainement président des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. M. Ragot, directeur général des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais depuis le 1^{er} janvier 1977, vient d'être désigné par le conseil d'administration des Charbonnages de France pour représenter le groupe au conseil d'administration de ces Houillères. Il devra remplacer à la présidence M. Delmon, qui avait conservé celle-ci à titre provisoire depuis sa nomination, en janvier 1980, comme président des Charbonnages de France. Agé de cinquante-neuf ans, M. Ragot est ancien élève de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris. Il a fait toute sa carrière aux Houillères du Nord et du Pas-

La discorde entre la C.F.D.T. et la C.G.T.

(Suite de la première page.)

A la question : « Jusqu'où veut aller la C.G.T. ? », s'ajoute l'interrogation : « Où va la C.F.D.T. ? » Et M. Ségué n'est pas le seul à poser la question.

Dans une interview à l'A.F.P., M. Henry (F.N.) note que la rentrée est marquée par l'« incertitude » : « l'incertitude syndicale », ajoute-t-il. Le leader de la F.N. constate que « la C.G.T. se figne sur des positions partielles et calcule son attitude sur celle du P.C.F. » ; il se demande aussi « jusqu'où va aller le recentrage d'une C.F.D.T. » non encore stabilisée ».

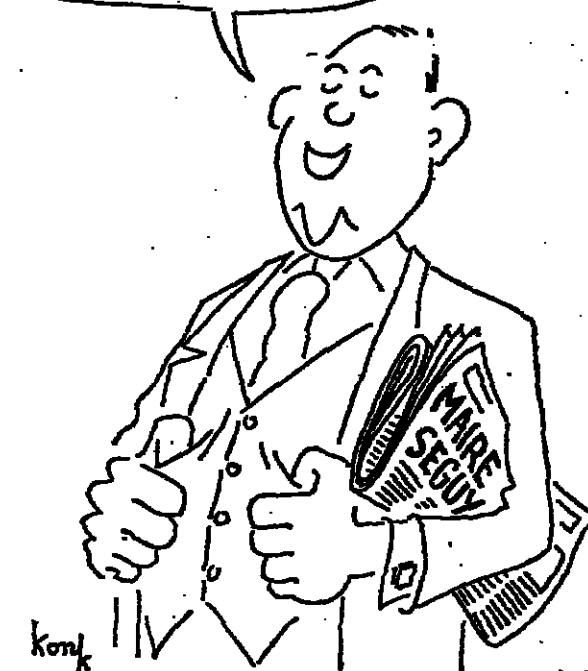
A l'intérieur de la C.F.D.T., on s'étonne parfois aussi. Un mécaniquement devant un millier d'adhérents, le discours de

M. Edmond Maire a été peu applaudi, sauf lors des passages sur les femmes, les jeunes et la Pologne. Certes, les vieux militants, aux prises sur le terrain avec ceux de la C.G.T., acceptent sans broncher, avec un brin de déception, le réquisitoire de leur dirigeant. Mais les jeunes, déçus avant tout à l'égard des militants de la gauche, ont du mal à comprendre cette déclaration de guerre syndicale. Comment, demain, engager la lutte dans les entreprises, face à un mécontentement réel, mais toujours frileux de la base ?

A la crise économique, à la crise de la gauche, s'ajoute désormais une vraie crise des relations entre les deux grandes centrales.

JEAN-PIERRE DUMONT.

QUELQUE CHOSE NE DIT
QUE LA RENTRÉE SOCIALE
SE PASSERA BIEN



(Dessin de KONK.)

« LA VIOLENTE ATTAQUE » DE M. EDMOND MAIRE « CONFINÉ AU DÉLIRE » estime la centrale de M. Ségué

« La C.G.T. ne se dérobe jamais au débat d'idées, elle n'est pas à priori la polémique. Mais le terrain sur lequel Edmond Maire nous provoque constitue un piège antisocial dans lequel nous ne tomberons pas », affirme un communiqué du bureau confédéral C.G.T. publié très rapidement, jeudi 4 septembre, après le discours de M. Maire.

« Dans son discours, qu'il vient de prononcer à Nancy, Edmond Maire a clairement désigné le principal adversaire de la C.F.D.T. L'essentiel de son propos a en effet

consisté en une violente attaque contre la C.G.T., qui continue à dénier ».

« M. Maire l'insinuation la plus lamentable des procès d'intention d'inspiration antisocialiste. Maire cherche manifestement à rendre impossible l'unité d'action des travailleurs français. Il est certain que peu de militants adhérents de la C.F.D.T. se reconnaîtreont dans ce discours sectaire ».

« On peut légitimement se poser la question : jusqu'où veut aller Edmond Maire ? »

(Publié)

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Aménagement de Super BISSORTE

Electricité de France a déposé une demande de 4^e avenant à la concession de la chute de BISSORTE avec déclaration d'utilité publique des travaux en vue du suréquipement de cette chute. Le projet prévoit la réalisation d'une station de transfert d'énergie par pompage entre les deux réservoirs existants de BISSORTE et du FORT-DES-CHEVRES, sur le territoire de la commune d'ORBIÈRE.

M. le préfet de la Savoie informe le public qu'en application de la décision du 27 mai 1980 de M. le ministre de l'Industrie, le dossier de demande de 4^e avenant à la concession de la chute de BISSORTE, avec déclaration d'utilité publique des travaux, sera soumis à l'enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Conformément aux dispositions du décret du 13 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, le dossier soumis à l'enquête comportera une étude d'impact sur l'environnement.

L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie, où le dossier d'enquête sera déposé du 15 septembre au 24 octobre 1980 inclus. Il sera joint à ce dossier, un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations. Le dossier pourra être consulté de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés.

Il pourra également être consulté à la sous-préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, ainsi que dans les mairies des communes suivantes selon l'horaire ci-après :

— sous-préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ;
— mairie de MODANE, de 8 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 16 h. 30 ;
— mairie de FOURNAVAUX, de 8 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 16 h. 30 ;
— mairie de LE FRENEY, de 15 h. à 17 h. ;
— mairie d'ORBIÈRE, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ;
— mairie de VALMONTIER, de 14 h. à 16 h. ;
— mairie de SAINT-MARTIN-D'ARÇ, de 16 h. à 18 h. ;
— mairie de SAINT-ANDRÉ, de 14 h. à 17 h. ;
— mairie de SAINT-MICHEL-DE-MAURIENNE, de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ;

chaque jour, sauf le samedi, le dimanche et les jours fériés. Dans chacun de ces lieux sera également déposé un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sur le dossier.

Les observations pourront également être envoyées par écrit soit au préfet de la Savoie, soit aux maires des communes intéressées, soit au président de la Commission d'enquête, à la préfecture de la Savoie.

En outre, un membre de la Commission d'enquête sera pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête, du 22 octobre 1980 au 24 octobre 1980 inclus, pour recevoir les observations sur ce projet, à la préfecture de la Savoie et en mairie d'ORBIÈRE, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. ;

Cette Commission d'enquête sera composée de trois membres :
— président : M. DUPRE Serge, chef des services administratifs et financiers de la région d'équipement hydraulique Alpes Nord, en retraite à ORBIÈRE ;
— membres : M. Camille FERRIER, 242, rue Georges Clemenceau, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE ;
M. Denis GODARD, 237, rue Saint-Pierre, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la Commission d'enquête, contenant ses conclusions motivées sur les observations, sera déposée dans chacune des mairies des communes intéressées, ainsi qu'à la préfecture de la Savoie et à la sous-préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE.

LA CAISSE AUTONOME
NATIONALE DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE DANS LES MINES

recrute par concours (clôture des inscriptions: 15.10.1980)

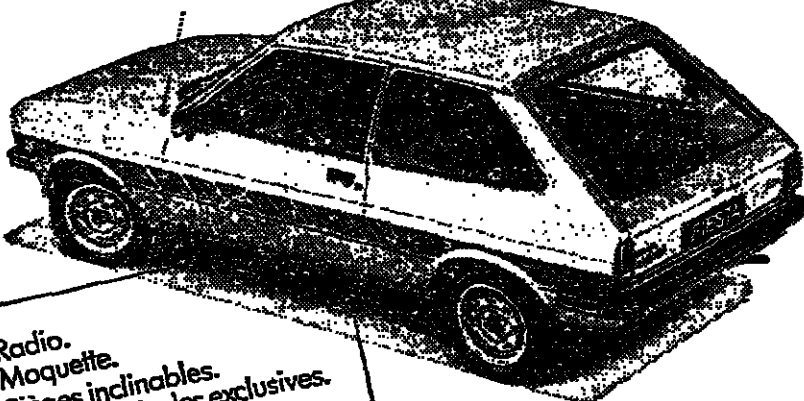
un attaché
d'administration
analyste

- âge: 35 ans ou plus
- diplômes: licence, DUT ou équivalence
- traitement de début: 60 000 F
- primes 24 000 F environ — avantages sociaux
- horaire hebdomadaire: 40 heures sur cinq jours.

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.
Service du Personnel - 77, avenue de Ségur
75730 PARIS CEDEX 15 - Tél.: 567.55.92 poste 737.

NAVIS CONTACT

SUPER EQUIPÉE



- Radio.
- Moquette.
- Sièges inclinables.
- Bandes latérales exclusives.
- 5 CV - Essence ordinaire.
- Traction avant.
- Suspension confort.

SANS SUPPLÉMENT
27.300 F
Série limitée.

Légendaire robustesse et sécurité.



FORD FIESTA FESTIVAL

Ford Fiesta 5, 6, 7 CV modèles 81, à partir de 25.950 F*. *Prix clés en main ou I.S.-20.

مكتبة المجلد

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CE QUE LIBERTÉ VEUT DIRE... : « Soljenitsyne : une logique de la seconde vie », par Jean Lucrot ; « Duvignaud : comme s'il se jouait... », par François Perroux ; « Chomskov : l'éternel et l'actuel », par Jacques Elul.

ÉTRANGER

3. LA SITUATION EN POLOGNE

— **EUROPE** : le général Ekanes sera candidat à l'élection présidentielle de décembre.

4. ASIE

— **INDE** : Mme Gandhi invite la presse à jouer un rôle « positif ».

5. Océanie

— **Australie** : les aborigènes plaident devant les Nations unies pour le respect de leurs droits.

6. DIPLOMATIE

— **PROCHE-ORIENT** : la visite de M. François-Poncet.

7. AMÉRIQUES

— **Nicaragua** : un an après la victoire des sandinistes.

POLITIQUE

8. L'université d'été du P.R.

9. Les élections sénatoriales : un « monstre sacré » en Corrèze.

SOCIÉTÉ

10. Quarante ans de délits et de mystères : les aventures démentées de Laure Durrant.

ÉDUCATION

— **DOSSIER** : une rentrée scolaire sans illusions.

SPORTS

— **TENNIS** : aux Internationaux des États-Unis, Connors retrouve McEnroe en demi-finale.

INFORMATIONS « SERVICES »

12. Les agendas du dimanche.

EQUIPEMENT

13. Ouverture du tunnel routier du Saint-Gothard.

URBANISME

— **URBANISME** : à propos de la construction de l'Institut du monde arabe, la Ville de Paris attaque l'État en justice.

LOISIRS ET TOURISME

15. VACANCES EUROPÉENNES : tout le Portugal dans les vitrines des musées de Lisbonne ; VU DE CHEZ EUX : « A la recherche de la révolution », par José Rebelo.

16. CHASSE : un entretien avec M. Jacques Hamelin, président de l'Union nationale des présidents de fédérations départementales de chasseurs ; POINT DE VUE : « Un certain parfum de technocratie », par Gérard-Philippe Lancher.

17. 26. TAUKOMACHIE ; HIPPIQUE : PHOTO ; PLAISIRS DE LA TABLE ; PHILATÉLIE ; JEUX.

CULTURE

21. CINÉMA : *Atlantic City*, de Louis Malle.

— **LETTRES** : les disparitions de Gaston Bonheur et de Jean Herbert.

ÉCONOMIE

26-27. AFFAIRES : le sort de Manufrance.

— **ÉTRANGER**.

28. SOCIAL : les divisions syndicales face au « pressing » de la C.G.T.

RADIO-TELEVISION (14)

— **ANNONCES CLASSÉES** (24 et 25) ; **Carnet** (12) ; **Journal officiel** (12) ; **Programmes spectacles** (22 et 23) ; **Loto** (12) ; **Mots croisés** (20) ; **Bourse** (23).

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1980 a été tiré à 557 436 exemplaires.

HUPFELD

construction robuste large choix de modèles Revendeur exclusif

hamm

5 étages d'exposition

135/139 rue de Rennes

75006 Paris Tél. 544.38.66

Exportateur : Demusa Berlin RDA.

A B C D E F G

CHEZ RENAULT

M. Ségué : M. Maire a rendu l'unité d'action confédérale impossible nous la rechercherons dans les fédérations et les entreprises

Se prononçant pour l'unité d'action à la base, M. Ségué, secrétaire général de la C.G.T., dans son discours de rentrée, vendredi 5 septembre à Boulogne-Billancourt, a déclaré, devant un demi-millier de travailleurs de chez Renault : « Des journalistes m'ont demandé à l'occasion de cette manifestation si je répondrais au déluge de colonnes que le secrétaire général de la C.F.D.T. a déversées hier sur la C.G.T. Le bureau confédéral a déjà publié une mise au point à ce sujet, à laquelle je n'ai rien à ajouter. Cela m'évitera de descendre dans les bas-fonds d'une polémique dégradante. Je préfère consacrer mon temps aux travailleurs dans les usines, au fond des puits de mines, sur les chantiers, dans les bureaux, c'est plus sympathique. J'y côtoie la fraternité, la franchise, et la loyauté. C'est aussi plus enrichissant pour moi et sans doute plus utile pour le syndicalisme. »

« Libre à M. Maire de se délecter des diages de la droite, je préfère pour ma part être poursuivi par Peugeot, mériter les attaques de Barre, la vindicte du patronat et du pouvoir, par voie de conséquence, la confiance des travailleurs. L'unité d'action qu'il a réussi à rendre impossible dans l'immédiat au niveau confédéral, nous continuerons dans l'esprit de la démarche unitaire de notre quarantième congrès à la rechercher à l'échelle des fédérations, des régions, des départements, des localités et surtout des entreprises, non pas pour réduire les objectifs revendicatifs et modérer l'action mais pour donner à la lutte le maximum de vigueur. »

Il a poursuivi : « Ces derniers jours, on a pu entendre et lire que la C.G.T. avait décidé d'organiser cette assemblée à Billancourt dans le but d'utiliser Renault, comme rampe de lancement du grand chambardement qu'elle prépare à des fins politiques inavouables. Je tiens à dire tout net : qu'il s'agisse de malveillance, de stupidité, ou des deux à la fois, de telles divagations ne nous impressionneront pas et ne nous détourneront pas des responsabilités qui nous incombent, au service des intérêts des travailleurs. »

« Là où nous nous heurtons au sectarisme cultivé par M. Maire, nous proposerons aux travailleurs d'agir avec la C.G.T., l'absence d'unité d'action entre organisations syndicales ne saurait imposer l'inaction aux travailleurs, à poursuivre M. Ségué. »

« La plupart des succès revendicatifs de cet été n'ont pas été arrachés dans des entreprises où n'existaient pas d'autres organisations que la C.G.T. ? comme cela vient d'être le cas hier encore, pour la cinquième semaine de grève, aux Blanchisseries de Grenelle. L'essentiel est que le terrain ne soit pas laissé libre à l'hostilité gouvernementale et à l'exploitation patronale. »

Au sujet des débats sur le syndicalisme et le climat social, le dirigeant C.G.T. a déclaré : « Le « pouvoir » et la C.N.P.F. complaisent bien sur une trêve est-

Réaménagement à Billancourt

En présidant un meeting de soutien au secrétaire de la section cégétiste de l'usine, licencié pour avoir, il y a deux ans, « retenu » pendant dix heures l'usine M. Vacher, directeur de la Régie (le Monde daté 24-25 août), M. Ségué a voulu évoquer une autre « affaire » : il s'agit du réaménagement de presses et de machines-outils. Il n'existe aucun lien entre ces deux « affaires », mais la C.G.T. a décidé de faire fi de tout cela en cette période de mobilisation politique et syndicale, entend relancer sa campagne pour le maintien de l'emploi. La perte de 500 postes de travail industrielle avait été annoncée dès novembre 1979 au comité central d'entreprise sans susciter, rappe-

lons-le, de très vives réactions à l'époque. Aujourd'hui, l'heure même où son image de marque à la Régie risque d'être quelque peu ternie par la malencontreuse affaire Certano — car on n'est guère, rue La Fayette, que le recours formé auprès du ministre du travail puisse être suivi d'effet, — la C.G.T. veut sans doute dé-

montrer que Billancourt reste peut-être la plus grande force ouvrière du pays. A la direction de la Régie on se borne à répéter qu'en ce qui concerne le cas Certano « la justice a tranché » et que « cette affaire est définitivement close ». A propos du réaménagement des machines-outils — évoqué dans un calme relatif lors de la réunion du comité central d'établissement mercredi 3 septembre, — M. Vacher, directeur de l'usine de Boulogne-Billancourt, proteste une fois de plus de ses bonnes intentions. « On nous accuse, déclare-t-il, de vouloir « casser » le chaîne de montage de l'île Se-

gué. Or nous voulons simplement, réajuster les ateliers vétustes tels que le département 12 (embouteillage), où une soixantaine de presses fonctionnent presque côte à côte, ce qui nuit aussi bien à la productivité qu'aux conditions de travail. La meilleure preuve que nous ne voulons pas démolir les chaînes, c'est que nous avons modernisé des ateliers entiers. » Pourtant, la direction de la Régie reconnaît que l'on per-

der d'un « éclatement » de l'usine de Boulogne-Billancourt, dont certaines technologies, notamment le cas Certano « la fus-dont certaines technologies seront transférées à Saint-Ouen, à Douai, à Guilmont (Haute-Marne) ou à Menestreaux, dans le Centre (le Monde du 30 août). Sur les deux presses démolies de l'usine, neuf iront au centre d'embouteillage de Douai, de : aux ateliers de fabrication d'outillage de Saint-Ouen et une restera en réserve. « Le réaménagement de douze presses suppose la suppression de 50 emplois sur 600, ajoute la direction. Mais nous ne voulons pas démolir les chaînes de montage de l'île Se-

gué. Or nous voulons simplement, réajuster les ateliers vétustes tels que le département 12 (embouteillage), où une soixantaine de presses fonctionnent presque côte à côte, ce qui nuit aussi bien à la productivité qu'aux conditions de travail. La meilleure preuve que nous ne voulons pas démolir les chaînes, c'est que nous avons modernisé des ateliers entiers. » Pourtant, la direction de la Régie reconnaît que l'on per-

LES MARINS SALARIÉS DE BOULOGNE DÉCIDENT DE CONTINUER LA GRÈVE

Les artisans pêcheurs ont repris la mer

La C.G.T. avait raison. La majorité des marins salariés de la pêche industrielle de Boulogne-sur-Mer ne sont pas prêts à renouer le contact avec leurs armateurs maintenant leur volonté de réduire les effectifs à bord des chalutiers. Ils étaient quelques-uns cent vingt à pouvoir se prononcer, vendredi matin 5 septembre, sur les conclusions de la commission nationale de conciliation, qui s'était réunie dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 à Paris. Trois bulletins de vote leur étaient proposés : le premier acceptait les propositions des armateurs, c'est-à-dire la réduction immédiate des équipages sans licenciement ; le second proposait un départ de tous les chalutiers avec leurs vingt-deux hommes habituels, mais l'ouverture de négociations pour adapter la convention collective, c'est-à-dire la proposition du processus verbal rédigé lors des négociations précédentes ; le troisième, enfin, était contre la reprise du travail.

Sur 510 votants, 275 ont émis la dernière solution, 133 la seconde, et 37 la première. Il y a 4 bulletins nuls. Vote clair : la majorité des participants de cette assemblée générale souhaite la poursuite du conflit. La C.G.T. a qu'elle le veuille ou non — est dévouée. M. Louis Copin, le secrétaire de son union fédérale maritime, avait clairement indiqué, mercredi, qu'il fallait signer un « armistice » et que si le procès-verbal mis au point à Paris n'était pas idéal il pourrait être acceptable. Certes, vendredi matin, les porte-parole de la C.G.T. furent plus modérés dans leur appréciation, déclarant : « La C.F.D.T. sera derrière les marins quelle que soit la décision qu'ils prendront. Mais depuis plusieurs jours, elle cherchait une porte de sortie au conflit boulognais. Les marins ne l'ont pas suivie dans cette voie. »

La C.G.T., en revanche, qui avait toujours proclamé qu'aucune réduction des effectifs n'était envisageable, même à terme, se trouve renforcée dans son analyse. Cette victoire de la centrale de M. Ségué sur celle de M. Maire aura des répercussions au-delà de Boulogne. M. Joël Le Theule, ministre des transports, s'est montré déçu par cette décision. Interrogé lors du journal de TF 1, ce vendredi 5 septembre à 13 heures, il a déclaré : « Ce résultat me paraît très grave, car je ne vois pas sur quoi peut déboucher le conflit. » Il a ajouté : « C'est dommage pour la France, c'est dommage pour la pêche. Il y va de l'avenir de nos dernières unités de pêche, et je ne souhaite pas que Boulogne ait le même avenir. »

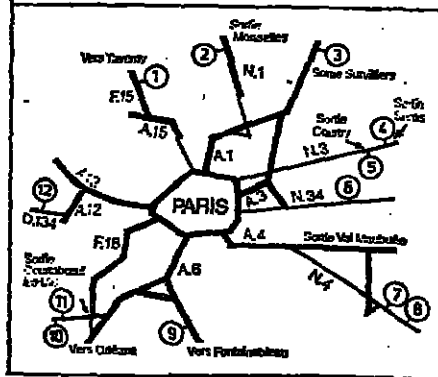
DONNEZ DE L'ESPACE A VOTRE VIE.



Méliez, 171 m²
6 pièces,
2 salles de bains.
Un de nos
25 modèles.

Le vrai confort d'une maison individuelle c'est avant tout l'espace : la dimension générale des pièces de séjour, des chambres, des cuisines, des portes-fenêtres, des placards-penderies judicieusement distribués ; une chambre des parents conçue comme un appartement privé, plusieurs salles de bains ou salles d'eau ; un grand jardin. L'espace, vous le trouverez dans chacune des gammes de maisons actuellement proposées dans les Domaines Breguet proches de Paris : 107 m² pour la plus petite maison de 5 pièces, 275 m² pour une 6 pièces. En réalisant ces vastes et confortables maisons, Breguet a tout mis en œuvre pour être à la hauteur de sa réputation de grand constructeur national de maisons individuelles : construction traditionnelle, effort constant dans la recherche technique, maîtrise architecturale, choix de terrains exceptionnels.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON TOUT PRES DE PARIS.



Breguet vous propose de visiter dès ce week-end un de ses 12 domaines choisis pour leur proximité de Paris, leur facilité d'accès, leur beauté naturelle. Partout, halls d'accueil ou maisons-témoins décorées sont ouverts tous les jours de 10 h à 19 h (sauf mardi et mercredi non fériés). Prix à partir de 490.000 F.

1 - Domaine de la Forêt St-Louis-Forêt. Tél. 960.82.73 - 2 - Domaine des Longues. Tél. 960.82.73 - 3 - Domaine de Montmélian, St-Witz. Tél. 471.58.55 - 4 - Domaine de Gressy, Gressy. Tél. 020.75.72 - 5 - Domaine des Coudriers, Challes. Tél. 020.75.72 - 6 - Domaine de Montmélian, Challes. Tél. 020.75.72 - 7 et 8 - Domaines d'Arminvilliers et de La Ferté, Ozoir-la-Ferrière. Tél. 029.22.82 et 029.43.83 - 9 - Domaine de l'Yvette, Epinay-sur-Orge. Tél. 448.18.26 - 10 et 11 - Domaines de Montvillain, Gometz-la-Ville, et de Montjay, Bures-sur-Yvette. Tél. 012.26.99 - 12 - Domaine de la Boissière, Plaisir. Tél. 639.20.51.

Breguet

LE VRAI CONFORT

مكتبة الأمل

Des abris contre l'attaque nucléaire

PAGE IV

Bataille pour les banques de données juridiques

PAGE XIII

L'autocritique d'un terroriste allemand

PAGE XIV

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 1374, NE PEUT ÊTRE VENDU SEPARÉMENT

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE 1960

Le Monde

D I M A N C H E

UNE VILLE,
UN ÉCRIVAIN.

BERLIN, par Jacques Teboul

Berlin, que présente Jacques Teboul, clôt la série des villes du monde présentées par des écrivains, selon leur choix et leur inspiration.

Nous avons publié au cours de cet été des textes sur Istanbul (Juan Goytisolo), Bahia (Jorge Amado), Glasgow (Kenneth White), Bénarès (Severo Sarduy), Vienne (Christiane Singer), Oran (Assia Djebar), Agrigente (Leonardo Sciascia), Stalingrad (Victor Nekrassov), Montevideo (Eduardo Galeano), Marrakech (Juan Piñero) et Jérusalem (Avraham B. Yehoshua).

Il y a deux ans, j'allais pour la première fois à Berlin où je restai une semaine. Je m'y rendais avec le même désir qui me fait visiter attentivement les grandes cités d'Europe, à la recherche de différences dans les lieux, les habitudes et les mentalités, voulant aussi confronter l'image que j'ai d'une ville avec sa réalité. Et si je savais, comme tout le monde, quelle était la situation de la ville, je ne pouvais m'empêcher de penser à un autre Berlin. J'avais dans la tête les images et les bruits d'une capitale fascinante, complexe, trépidante, sombre, agitée : le Berlin des années 20, de l'expressionnisme, de son effervescence culturelle et politique, la ville de Döblin et de ses Berlin allemands. Je roulais sur une autoroute en pittoresque état vers une autre ville que celle qui m'attendait. Berlin cosmopolite n'existe plus. La ville est aujourd'hui une autre sorte de capitale et les étrangers qu'on y voit portent des uniformes militaires.

J'ai souvent le sentiment que les capitales d'Europe sont des villes noires d'une noirceur intérieure qui s'insinue dans les façades et des murs. Ces villes étouffent sous leur trop longue histoire, ensembles anciens, bâtis sur des drames et des charniers. Partout on a voulu replâtrer, ravauder, arranger, cacher, restaurer. Partout on a voulu faire heureux. La mort revient quand même doucement avec la noire transpiration des pierres.

Mais, à Berlin, on a gardé les traces des mutilations et des catastrophes, en même temps qu'on a érigé les signes habituels de la prospérité économique et de la puissance, de part et d'autre du signe de la coupure et de l'effacement : le Mur. Ici, les signes de la mort et d'un passé trop récent sont ouverts, évidents. Ville des signes contradictoires, Berlin m'est apparue la capitale de l'Europe, voire de l'Occident. C'est la ville la plus transparente de notre histoire et de notre situation d'Européens désemparés. Qu'on ne se méprenne pas : Berlin reconstruit, Berlin coupé de Berlin, c'est d'abord l'affaire des Allemands, leur drame, quand, séparés d'eux-mêmes, ils se regardent en silence de part et d'autre d'un no man's land, assésés à une histoire trop présente, insupportable.

Berlin est une plate vive, une cicatrice qui ne se ferme pas, alors que d'autres villes prestigieuses meurent et pourrissent avec discrétion, faisant tout pour ne rien révéler de l'engloutissement. Ce qui me revenait au cours de mes promenades dans Berlin, avec la violence d'un boomerang, c'étaient la mort et

la haine que l'Europe a su depuis longtemps exporter, retournées contre elle-même.

Pourtant, plusieurs mois après mon séjour, le premier souvenir que je notais était l'image heureuse de Wannsee sous le soleil de juillet, d'un Berlin où l'on pourrait passer des vacances. Une vision et bien, et claire, si fine, fourmillant d'innombrables voiles blanches : les mouvements croisés, l'allure vive des voiliers dans la lumière de l'été et, parfois, l'élégance d'un bateau de bois rouge, aux voiles anciennes, barré par un vieux Berlinois qui promenait sa compagne. Vision nostalgique d'autres temps plus heureux. C'est une image qui fait écran, qui pourrait faire illusion. Car la mémoire aident, l'image se complait d'autres détails : sur l'autre berge du lac, des soldats anglais mettent à l'eau une énorme et noire machine amphibie. Et, plus loin, sortant de l'eau, l'habituel panneau avertisseur que l'on quitte Berlin-Ouest. Un bonheur fragile et précaire, toujours menacé par un signe. Berlin, la ville des signes contradictoires.

Dérisoire

L'ivresse et l'inconscience des années 20 ont disparu de cette grande ville entourée de lacs, de bois et de jardins. D'autres traces sont restées : à se promener le long du Kurfürstendamm, le Kudamm des Berlinois, on découvre, entre un magasin élégant et une vitrine de produits de beauté, l'ancienne façade, légèrement en retrait, d'un petit immeuble en ruine et criblé d'impacts de balles. Les carreaux des fenêtres sont cassés. Il reste ainsi, un peu partout dans la ville, des ruines, des immeubles à l'abandon qui ouvrent brutalement sur l'espace de la guerre. Dérisoires et oubliés, ils frappent de dérision ce qui les entoure. Et, plus loin, vers l'Est, le Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche dont la tour tronquée est agressivement flanquée de deux éléments modernes. Ici, la juxtaposition est volontaire.

Derrière l'église, l'Europa-Center : tout le confort moderne, toute la consommation du capitalisme libéral, toute sa banalité et sa laideur. La fuite en avant dans la prospérité économique : les hauteurs modernes d'affaires, surmontées par les lettres énormes des grandes sociétés industrielles. Jamais ce spectacle habituel, commun à toute l'Europe occidentale, ne m'a paru aussi dérisoire et faux qu'à Berlin, à cause du Mur, à cause des ruines et des terrains vagues, à cause des gens qui vivent autre chose, ou qui ne vivent plus.

Pas très loin de ce quartier, le plus grand magasin d'alimentation d'Europe, et comme me le disait un ami berlinois : « On compense comme on peut. On vient nous voir. Berlin est une ville intéressante. Ici, nous avons le Mur et, mieux qu'à Londres, le plus grand magasin de bouffe. » Et de l'autre côté, des alignements dans le plus pur style de l'architecture soviétique répondent sévèrement par une autre affirmation.

Alors, de part et d'autre du Mur, Allemands et Berlinois, coupés d'eux-mêmes, profondément blessés, se regardent longtemps, sans un mot, par-dessus l'espace vide, le no man's land. On dirait qu'ils attendent. On a même construit des estrades pour qu'ils puissent mieux se regarder. D'Est en Ouest et d'Ouest en Est, ils attendent et se forment entre leurs regards un espace où s'abîme la mémoire, où se perd la conscience, où se défait leur identité.

J'ai marché le long du Mur. Entre la porte de Brandebourg et le célèbre Reichstagsgebäude, le Mur est soigneusement peint en blanc. Et tout du long poussent de hautes plantes sauvages, des mauvaises herbes, comme poussent des arbustes sur les ruines des anciennes ambassades, comme frémissent les herbes folles sur de grandes étendues vides qui entourent la Philharmonie, la Galerie nationale de Mies van der Rohe. Entre ces deux constructions prestigieuses, demeure, miraculeusement épargnée par les bombardements, une petite église de briques rouges où l'on donne parfois des concerts. J'y suis allé, un soir, écouter Mozart. Il y avait la musique sous cette nef isolée et, tout autour, l'espace redevenu sauvage, plus loin le Mur, au-delà, les lumières dans la nuit de Berlin-Est. Pas un seul moment de bonheur ou de plaisir sans le rappel de la menace, de la mort ou de la séparation. C'est ainsi que j'ai vécu Berlin. Pas un seul endroit sans la présence soudaine d'un signe malheureux.

Un faux symbole

Autre contradiction : ce que l'Etat a voulu faire de la ville s'oppose à ce que vivent les Berlinois. D'un côté, comme de l'autre, mais c'est encore plus fort à Berlin-Ouest à cause de sa situation d'isolement, on a voulu que la ville soit le symbole agressif d'un système. À coup de subventions et de constructions coûteuses, le gouvernement essaie de maintenir en vie une ville qui se dépeuple.

Les quelques Berlinois que j'ai rencontrés, architecte, médecin, cadre moyen d'entreprise, universitaire, tous profondément attachés à leur ville, à une ancienne image qu'ils ont d'elle, tous d'opinions différentes m'ont parlé d'une ville morte, d'une ville en train de mourir, d'une ville mortifère. L'esprit berlinois, qui passait pour être vif et trépidant, je l'ai senti amer et dérisoire. C'est que Berlin interdit toute illusion. Les jeunes ne veulent plus rester et s'en vont.

Alors, on voit de vieux Berlinois et des gens d'âge moyen qui ont ici leurs emplois et qui n'osent pas partir. Cependant, le gouvernement met tout en œuvre pour attirer et retenir du monde, pour donner le change. La lutte des Etats contre le désarroi des individus.

Je ne m'attendais pas à être aussi touché par cette ville, à en ressentir aussi vivement la douleur. Je ne croyais pas surtout être aussi concerné par une telle situation. De l'extérieur, elle m'apparaissait spécifiquement allemande, et je découvrais qu'elle pouvait être la mienne, celle d'un Européen, mais tel donné à vivre, à voir de la manière la plus brutale : l'histoire dénie des peuples à qui sont proposées de fausses alternatives. Qu'importe l'Est ou l'Ouest, quand des deux côtés règnent des gouvernements de droite, quand les gens perdent leur mémoire et leurs racines, quand on les force, de manière différente, à l'absurdité d'un quotidien et d'un travail morcelé.

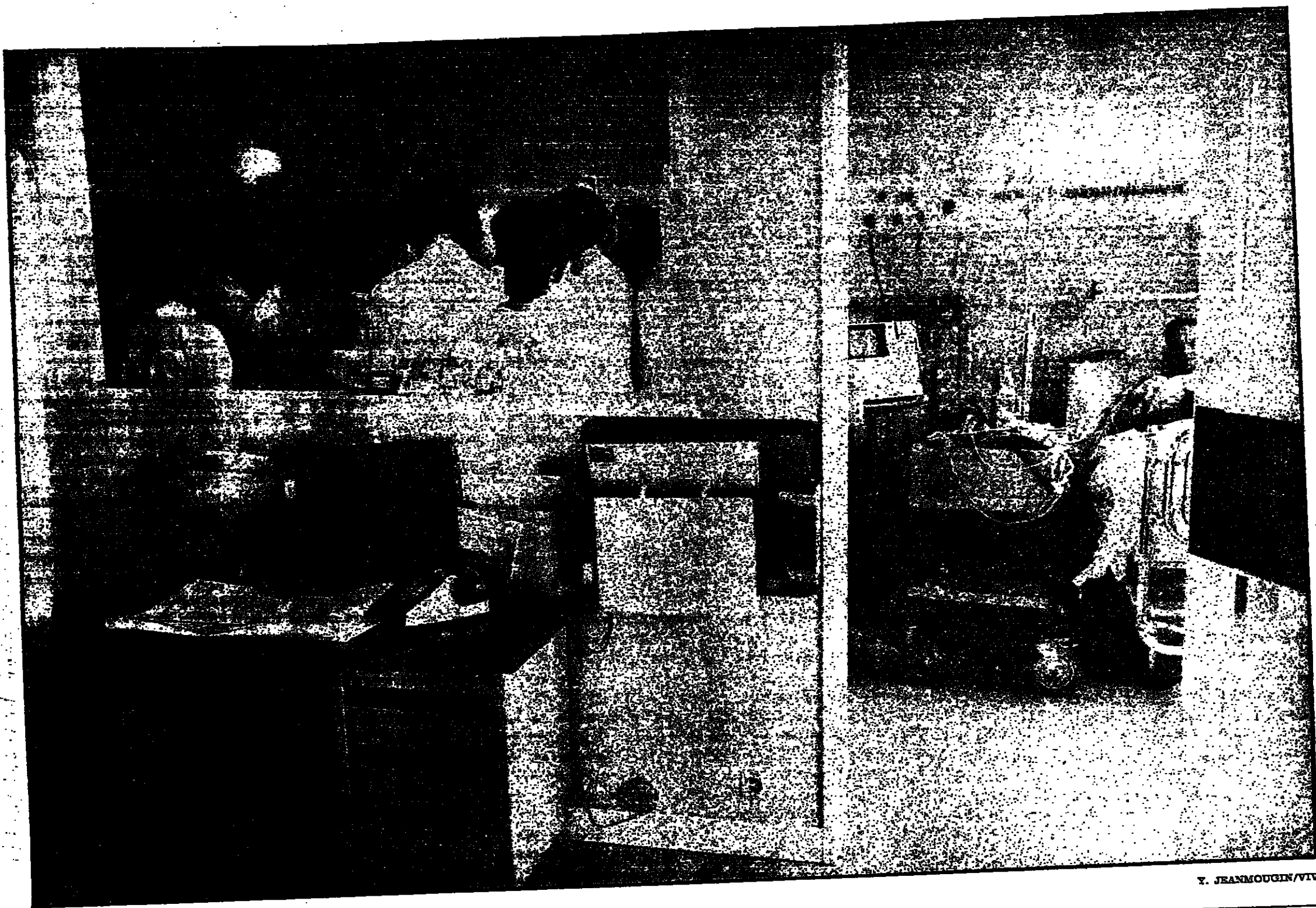
Au grand jour

La juxtaposition sans cesse présente des signes contradictoires rencontrés à Berlin interdit les rationalisations rassurantes et théoriques. Elle ouvre chaque fois un espace vide, un désert, une sorte d'étendue où quelque chose se dérobe. Berlin est la ville qui fait éprouver ce manque, cette dérision : entre les regards des Allemands qui s'observent à la jumelle, entre l'arrogance dorée de l'immeuble Springer collé contre le Mur et les ruines de l'autre côté, entre les publicités et les kilomètres carrés des casernes russes au nord de Berlin, entre les formes modernes des immeubles et l'étendue morte des terrains vagues et des herbes folles, entre ce que veulent les Etats et ce que vivent les gens, entre Mozart et les traces de la guerre qui bloquent la mémoire. Oui, il y a bien perte de « substance » ou d'identité dans ces écarts ou dans ces vides. Est-ce seulement le lot de l'Allemagne divisée, depuis que s'y est exacerbee la lutte des idéologies ? La faillite morale, l'inconstance politique, le cynisme, la peur, l'affairisme, tout ce drame froid n'est-il qu'une particularité de l'Allemagne ? Ce serait se tranquilliser à bon compte. Tous les pays d'Europe, à des degrés divers, vivent la même angoisse, hantés par le même vide, coincés entre un passé effrayant et un avenir pour le moins incertain.

C'est en Européen désemparé que je me suis découvert, marchant dans Berlin. Capitale défilée, reconstruite, occupée, puis séparée, elle dit aujourd'hui violemment qu'elle a perdu son âme et que la menace n'a pas disparu. Elle fait éclater au grand jour ce qu'ailleurs on tente d'enfouir sous une médiocrité béate, quotidienne, tranquille.



JEAN-PIERRE GAUZE



Y. JEANMOUGIN/VIVA

VIES

Une médecine à petits pas

« Jeanne », généraliste, pratique une médecine « lente ». Peu de malades, mais du temps pour chacun. Au risque d'être soupçonnée de paresse par son percepteur.

DANIEL SCHNEIDER

PARLER de moi ? Cela n'intéressera personne. Mais faites connaître le souffrage du médecin généraliste. Méprisé par les grands professeurs pressurés par le fisc, grignoté par la Sécurité sociale !

Au moins, les choses sont claires : les premiers points d'indignation. On vient rencontrer une douce adepte des médecines lentes, et on assiste un feu d'artifice de coupures d'articles, de notes au vitriol, d'accusations au canon. Appelons-la Jeanne, docteur Jeanne. Ses confrères ? « Ils en sont réduits — pas toujours contre leur gré — à jouer les Superman dans des cabinets luxueux, jonglant avec les rendez-vous, expédiant les malades à la chaîne ! J'en ai connu, de vraies épouses à chaque fois ! » Vlan ! pour les confrères. La faute à qui ? « A la Sécurité sociale, bien sûr, qui nous envoie des circulaires recommandant de ne pas garder les malades plus de dix minutes. » Vlan ! pour la Sécurité.

Rien d'une « épave », le docteur Jeanne, et pourtant elle a doublé déjà le cap du demi-siècle. Un cabinet clair, dont la moquette simple et de bon ton assourdit à la fois le grondement du quartier de l'Opéra et les échos farfelus de ses débuts : « Dans ma chambre, je les ai reçus, mes premiers patients. » Pourtant, dès les premières consultations, sa réputation — en 62 — court la campagne. Alors ?

Alors écoutez l'histoire d'un médecin lent. « Comment prétendre soigner un mal de ventre, si je ne suis pas tout de la personne, de ses habitudes de vie, de ses troubles antérieurs. Cela prend des heures, des semaines. Voilà ce que la Sécurité sociale ne comprend pas. » Brac, au plafond : « Un corps, c'est un tout. Je ne soigne ni des pieds ni des ventres, mais des humains. Et chacun est un cas particulier. »

Généraliste profession de foi, dont résonnent chaque octobre les amphes de première année

de médecine. La différence, c'est qu'elle les a payées, ses idées. Au prix fort : des mois à végéter, entre les piles de traites et les malades qui profitent de sa timidité pour oublier de la régler. Dame, quand on abandonne toutes ses pratiques pour se consacrer jour et nuit à un cas désespéré qu'on a recueilli chez soi (« je l'ai prise à l'agonie. Après le traitement, c'était une pin-up »), il est difficile de se meubler tout de suite en Directoire.

Lente par vocation : quatre

consultations par jour, en moyenne. « Je lis beaucoup, je réfléchis aux traitements en cours. Chaque fois que je reçois un patient, je reviens intégralement mes notes sur lui. Autant de temps volé aux malades, même si, à long terme, ce sont eux qui y gagnent. »

D'accord, elle n'est pas un forcené de l'ordonnance. Mais de là à la traiter de paresseuse, comme l'osa récemment son percepteur ! « Ils ne peuvent pas comprendre qu'on ait besoin de réfléchir. Ni qu'il m'arrive de

réduire le prix de mes consultations pour les gens dans le besoin ! » Obligée de se déconventioneer (« ce fut un drame, mais les tarifs actuels n'auto-risent que la médecine à la chaîne »), elle n'acceptera jamais que l'argent barre aux patients la porte de son cabinet.

général. La condamnée se porte aujourd'hui comme un charme. »

De ce jour, elle jette aux orties les ossements de la doctrine officielle et s'en va, précédant la grande foule, musarder sur les chemins de l'homéopathie, de la radiesthésie, de l'acupuncture, guidée par l'inspiration du moment : « Autant qu'en la science, je crois de plus en plus à l'intuition. » Et toujours l'anecdote à portée de démonstration : « Un jour, je suis appelée au chevet d'un infarctus. Je prescrite des anticoagulants, il n'y avait aucune contre-indication. Rentrée chez moi, je suis subitement prise d'incompréhensibles remords. Je tambourine en pleine nuit à la porte du malade : « Ne prenez pas les anticoagulants. » Le lendemain, hémorragie violente. S'il les avait pris, il ne s'en remettait pas. »

Da diagnostic comme œuvre d'art. « Le conseil de l'ordre charge régulièrement contre la « médecine postique ». Je ne crois pas au génie, mais je crois que, une fois acquises les connaissances, on peut se fier à son intuition. » Résultats à l'appel ? « Je me trompe parfois, comme tout le monde. Mais si m'est arrivé de guérir avec un seul médicament des patients qui avaient fait, en vain, le tour des spécialistes. Rien ne sert de faire donner l'artillerie lourde. Il faut viser juste. »

Apprivoiser le calendrier. Ne pas se sentir déshonorée de prescrire contre un refroidissement des tisanes au miel, ni de rappeler chez lui au téléphone un malade pour affiner un diagnostic. Et surtout, se garder du cynisme : « Je me souviens, étudiante, avoir vu un de mes profs, grand patron, sauter de joie dans les jardins de l'hôpital après une des premières guérisons de méningite à la pénicilline. Qui, aujourd'hui, sauverait encore de joie ? »


D'une voix douce, le docteur Jeanne pousse ses innombrables bêtes noires. La formation : « Absurde. Tout repose sur les maths, il en faut, mais pas dans toutes les spécialités. On fabrique des robots pour soigner des robots. Moi, je verrais bien un stage d'infirmer à l'issue duquel seraient déterminées les aptitudes morales du candidat. Et surtout, du secourisme. »

Petits génies

Les spécialistes ? « Il y en a de très bons. Dommage qu'ils se croient obligés de justifier leurs honoraires en contraindant systématiquement nos diagnostics. » Les hôpitaux : « Brutaux. Ils ne font pas les examens indispensables, mais ils en font des superflus, et les radios, en veux-tu, en voilà. » Et, sempiternelle, la Sécurité sociale : « Compte tenu des économies qu'on lui fait faire en sauvant des malades qui auraient eu pour des mois d'hospitalisation, ne pourrait-elle rembourser les consultations à un prix décent ? »

Elle aurait tant à dire, jusque sur le paillason du départ : « Précisez bien que je ne suis pas seule. J'ai beaucoup de confrères qui, étouffés, ont dû renoncer à pratiquer des médecines différentes ! » Mais comment se regrouper, donner de la voix ensemble, avec quinze heures de travail par jour ? Elle ne demande pas grand-chose, le docteur Jeanne. « Qu'on nous laisse vivre. Je tous ai dit que je ne croyais pas aux grands génies. Mais je crois qu'avec le cœur il y a beaucoup de petits génies. »

PORTO DIEZ



Mis en bouteille au Portugal.

GROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré-75001 PARIS

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-11.
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57437.

MUSÉE RODIN
37 rue de Varenne, Paris (7^e)

FENOSA

T.J.J. (et mardi) 10-12 h et 14-18 h
11 juin - 29 septembre

cibles privilégiées de la « frappe » adverse.

« Il n'est donc aucunement question actuellement, expliquent encore MM. Bonnetous et Marcelin, ni d'organiser l'évacuation des grands centres urbains, ni d'engager la France, à l'instar d'autres pays, dans un vaste programme de construction d'abris, notamment à l'occasion de l'édification de nouveaux immeubles ou bâtiments publics, ni même d'aménagement du parc immobilier existant, à l'exception, bien entendu, des réalisations destinées à soustraire à tous les effets d'une agression atomique les centres de commandement civils et militaires. »

Et après ?

Voudrait-on ne pas se contenter de protéger les dirigeants et d'offrir en otage le reste de la population qu'il faudrait instituer une politique draconienne de l'immobilier pénalisant le coût des ouvrages, selon les entrepreneurs, d'un supplément de 25 % au minimum et, sans doute, de 7 % du prix actuel de la construction.

Pour le moment, l'Administration française se contente donc d'inventorier les locaux qui pourraient protéger des retombées radioactives sous certaines conditions. Après sept années de réflexion pour mettre en point une procédure automatique de recensement de ces abris, sept départements — la Drôme, l'Indre-et-Loire, l'Isère, le Morbihan, le Haut-Rhin, le Rhône et le Vaucluse — avaient, à la fin de 1979, été ainsi répertoriés, et il est prévu, pour 1980, une action identique dans dix-sept autres départements.

Comparé à celui d'autres pays, ce bilan est décevant. Car il ne fait aucune place à d'autres actions de défense civile dont l'absence, en France, a pour conséquence de rendre inopérant tout effort des particuliers pour commencer, après avoir échappé aux pièges d'un certain mercantilisme, à se mettre, corps et biens, à l'abri du cataclysme nucléaire.

Quels Français sauraient, par exemple, quel faire et où se diriger aujourd'hui si, par malheur, les sirènes de l'apocalypse nucléaire retentissaient pour diffuser l'alerte ? Le quart de la population, essentiellement en milieu rural, n'en entendrait aucune, probablement, puisque de nombreuses localités de plus de quatre mille habitants et bien d'autres de moindre importance en sont encore dépourvues, d'autant que la vétusté des sirènes déjà installées amoindrit leur qualité.

Et, à supposer que la masse des Français, enfin informée, ait eu le temps de se protéger, des jours durant, voire plusieurs semaines d'attente, de la radioactivité ambiante dans des abris où elle n'a jamais appris à survivre à huis-clos, quels secours seraient organisés, et par qui, dans un pays dont toute l'activité aurait été suspendue faute d'exercice préparatoire dès le temps de paix, faute d'une assis-

taux médicale entraînée et institutionnalisée avant la crise et faute de prévoyance par les pouvoirs publics de l'approvisionnement en énergie, en denrées et en matières premières ?

C'est à un véritable « encadrement » d'une population, avant l'orage nucléaire, qu'invite la défense civile et ses promoteurs la veut utile. Avec tous les risques ou les excès, liés à une organisation quasi militaire de la société civile, qu'une telle perspective peut impliquer si personne n'y prend garde. Il est vrai que certains programmes — déjà très avancés — de défense civile à l'étranger, dans des pays de démocratie libérale comme la Suisse, se révèlent compatibles avec le respect des règles élémentaires de la vie collective, même si, d'autre part, ils peuvent contribuer à y renforcer des formes

nouvelles de la pression sociale sur l'individu.

Une défense civile sans l'existence d'abris privés serait inefficace. Mais la construction anarchique d'abris particuliers, laissée à la diligence d'initiatives commerciales, serait inutile et discriminatoire sans une défense civile.

D'autant que, en acceptant les impasses qu'il pratique dans sa politique de défense civile, le gouvernement aide les Français à se tromper : les abris ne sont pas la panacée contre la mort nucléaire. Les savants et les techniciens peuvent nous réserver encore quelques surprises. Ne parle-t-on pas déjà, entre spécialistes, de ces projets d'armes dites à effet de sol, capables, en se fendant dans la terre ou le béton, de faire craquer et débrancher tout ce qui aura été enfoui ?

IDOLAS

La seconde vie des « groupies »

Le fan-club est la seconde vie de Muriel. Comme pour quelques milliers d'autres « groupies ». Johnny, Sheila, Claude François... Ils feront tout pour être plus près de leur idole.

PASCAL PRIESTLEY

UNE pièce enfumée dans un désordre impressionnant, quelques photos sur les murs, deux bureaux et un téléphone : voilà pour le décor. Dans un coin, une fille reproduit avec application la signature de Johnny sur les affiches du prochain gala : « Ça n'est pas parfait, s'exerce-t-elle, mais quand il signe lui-même c'est encore pire... »

Nous sommes rue Vignon, à Paris, au siège du club Johnny Hallyday. Trente mille adhérents revendiqués : un chiffre qui pourrait envier pas mal de partis politiques. Toutes les vedettes ne peuvent certes pas se prévaloir d'une clientèle aussi solide. Peu d'entre elles, du reste, ont un fan-club : moins d'une vingtaine, probablement. « La plupart de nos chanteurs n'ont pas de club, explique-t-on chez Barclay. Cela coûte cher et représente un surcroît de travail. Pour le courrier, les fans peuvent écrire aux maisons de disques ; nous transmettons. »

Alors, à quel servent ceux qui existent ? Pas à gagner de l'argent. Les cotisations sont modiques, généralement une cinquantaine de francs, et couvrent à peine les dépenses de fonctionnement. Réciproquement, les avantages concrets offerts aux adhérents sont très limités : le droit de commander des photos de la chère idole ou des briquets à son effigie, parfois un journal ou le programme des tournées. Plus rarement, des rassemblements qui permettent de communiquer dans le culte d'une idole ou, simplement, sans des occasions de rencontres entre amateurs d'un genre musical particulier. Car, derrière l'étiquette « fan », on trouve des attitudes très variables. Rien de commun, apparemment, entre les collégiennes qui attendent chaque jour Sheila à la sortie de ses bureaux de la rue de Surcoube et les membres du club Marie-Faule Belle qui se rencontrent tous les ans pour un rallye. Rien, sinon une carte de membre, et là réside peut-être la principale prestation offerte par les fan-clubs : une sorte de cordon ombilical avec l'idole.

Bénévoles...

A vingt-cinq ans, Sophie, étudiante, n'est plus tout à fait la petite fille de Français moyen. Mais elle n'a pas oublié le jour où, une quinzaine d'années plus tôt, elle a reçu sa carte sur laquelle était inscrit « Sophie est mon amie », suivi de la signature de Sheila. « Le club est d'abord pour les fans, au moyen de se sentir plus près de Johnny », explique « Lulu », l'une des deux permanentes du club Johnny. Durant les tournées, Lulu est l'habilleuse du chanteur.

D'autres ne sont pas payés du tout. Ainsi Josette, à trente et quelques années, s'occupe-t-elle bénévolement et à plein temps du club Claude François pour ever, sis rue Cardinet, à Paris. Josette a suivi Claude François pendant quinze ans. D'abord habilleuse, elle aussi, elle s'est chargée des vêtements du chanteur, puis de son journal, Podium, et se consacre aujourd'hui à la tâche — ardue — de perpétuer sa pensée. Elle affirme vivre depuis deux ans de ses économies et cherche maintenant un travail à mi-temps qui lui permette de continuer à s'occuper du club. « De toute façon, depuis que Claude n'est plus là, plus grand chose ne m'intéresse. »

Pour Josette comme pour les fans, le club est le dernier lien qui la rattache à Claude François : « C'est une grande famille, surtout depuis que Claude est parti. Avec le club, nous nous sentons unis par la pensée. » Avec ses deux mille membres, l'association, régie par la loi de 1901, survivrait difficilement si le tuteur des enfants de Claude François ne fournissait gratuitement les locaux. Ses membres reçoivent un journal vaguement hagiographique et participent de temps à autre à une messe commémorative ou à un dînette sur la tombe, à Dannemois.

dans l'Essonne. Véritable lieu de pèlerinage où se rassemblent chaque jour des dizaines de fidèles, celle-ci a été décorée avec recherche : un ange de marbre blanc vient d'être érigé en face de la statue du chanteur. Coût de l'opération : 20 000 F, que Josette a payé de ses deniers personnels, grâce aux droits d'auteur de son livre (Quinze ans avec Claude François, par Josette Martin). « On aurait bien voulu transformer sa maison en musée, comme pour Charles de Gaulle, mais là, le tuteur des enfants n'a pas voulu », ajoute-t-elle.

Muriel, dont les dix-sept ans semblent marqués par le voyage, vient presque tous les jours de La Courneuve, où elle vit et travaille, aider Josette. Elle avait à peine quinze ans quand Claude François est mort. Ce jour-là, pourtant, son univers a basculé : « Ma vie n'a pas de sens depuis qu'il n'est plus là... » Quotidiennement, elle l'attendait à la sortie de son appartement du boulevard Exelmans « pour le voir, le toucher, l'embrasser ». D'autres y passaient aussi leurs nuits. De son idole, Muriel a conservé quelques reliques, photos ou autographes qu'elle garde précieusement dans une boîte. Sa discothèque se limite à Claude François, dont elle possède quelque quatre-vingts enregistrements, souvent en double. S'intéresser à une autre vedette relèverait pour elle de la trahison, d'un répugnant adultère... Les dieux, c'est connu, sont jaloux.

Une manière de vivre

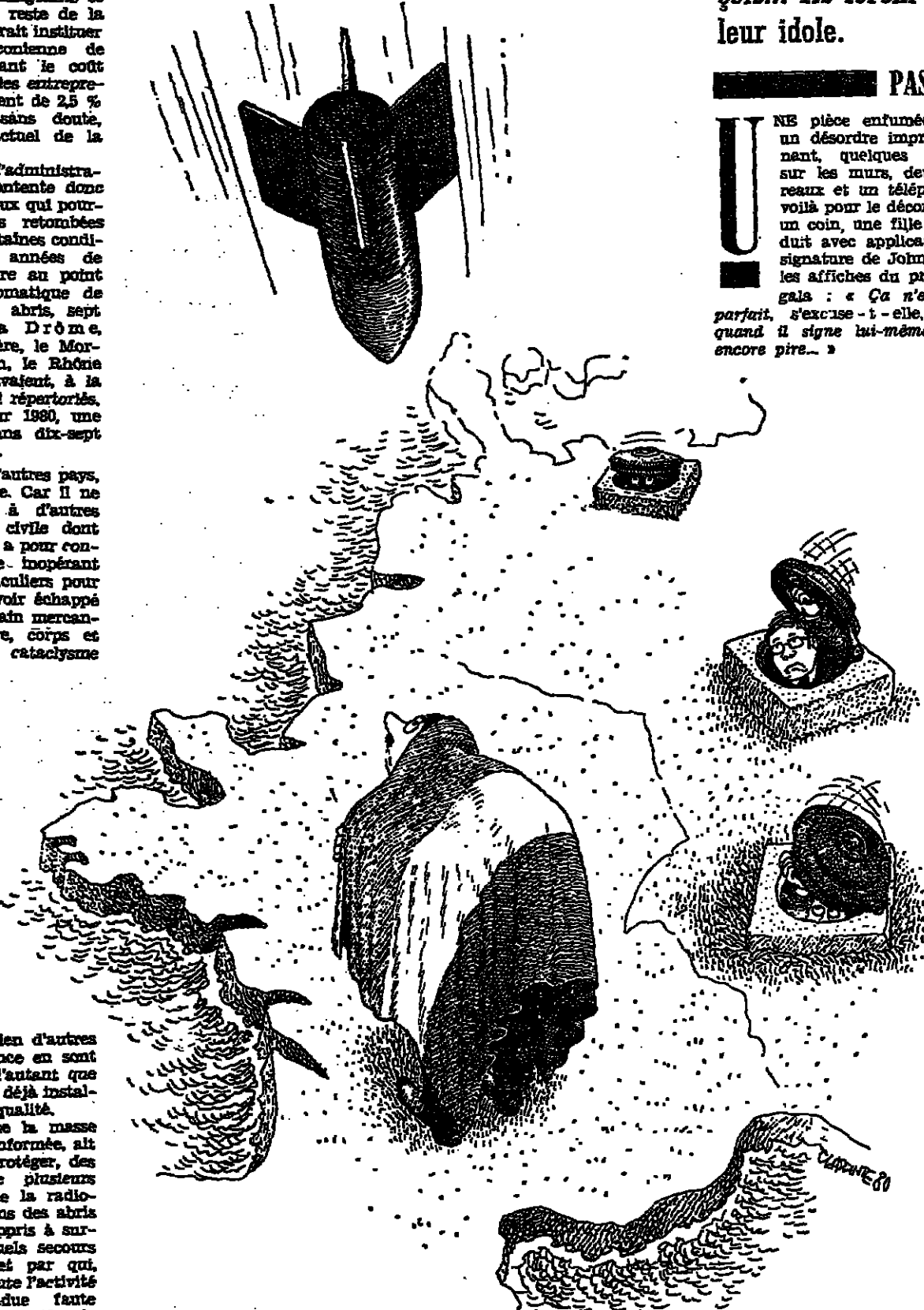
L'appartenance à un fan-club suppose toujours un certain investissement : « C'est devenu une manière de vivre », explique Chantal, qui vit dans le sillage de Johnny Hallyday. Il y a une manière et manière. « Moi, mes fans, ils sont sois », aurait un jour affirmé le chanteur. On raconte même qu'un étudiant en pharmacie qui, de gala en gala, se traînait à ses basques, l'interprète du Pénitencier aurait conseillé de retourner à ses chères études. De fait, le petit monde qui gravite autour de lui ressemble plus à un groupe de passionnés de sa musique qu'à des adorateurs en quête de gourou. Ici, les hystériques sont mal vus et l'on rit de ce groupie qui, quotidiennement, écrit à Johnny pour lui confier ses secrets les plus intimes : « On ne lui répond plus ; ça devenait carrément obséquieux. »

Répondre au courrier est, en effet, l'une des activités principales des fans-clubs. Au nom de la vedette, bien entendu. « Ce n'est pas un vrai mensonge », explique un responsable, puisque ça leur fait plaisir. Moi, j'aurais été content de recevoir une lettre. » Il est vrai qu'on voit mal Johnny Hallyday répondre personnellement aux centaines de lettres qui lui parviennent chaque semaine.

Si tous les fans ne font pas d'idolâtrie, la plupart n'entretennent pas moins avec leur vedette un lien aussi puissant qu'irrational. On n'adhère pas à un fan-club par simple goût musical. Ainsi, pour Chantal, « Johnny est un tour. On ne peut pas séparer la personne de sa musique. Il rayonne, tout en restant d'une parfaite simplicité. Quand je l'ai approché, je l'ai trouvé encore plus sincère que je ne croyais... Il m'a réconforté sur la personne humaine. »

Approcher l'idole, les fans-clubs servent aussi à ça. Réciproquement, ils sont pour la vedette un moyen de s'assurer d'un noyau stable dans son public grâce à un lien personnel, même fictif. Un thermomètre, aussi : le feedback organisé. À l'occasion, ils fournissent une main-d'œuvre peu onéreuse pour coller des affiches lors d'une tournée, voire organiser un concert. En contrepartie, les fans reçoivent parfois des entrées gratuites aux spectacles, mais aussi le sentiment d'appartenir à un groupe à part, sinon privilégié.

Parfois, la chance s'en mêle. Ainsi, Chantal, délaissant son emploi de secrétaire, a accompagné, comme l'année dernière, Johnny Hallyday dans sa tournée d'été, payée, pour s'occuper de travaux divers : « En fin de compte, je dépense des fortunes dans ces tournées, mais je ne regrette pas. Après tout, d'autres se payent le Club Méditerranée. » Illusion ? Chantal n'est pas dupe : « C'est une vie d'adulte, plus passionnante pour nous que nous occupons le reste de l'année des emplois qui nous ennuiant. Alors, nous idéalisons peut-être, mais ça nous plaît. Et nous réalisons plus nos rêves que ceux qui se contentent de rêver... »



CLAUDE LAPOINTE

A L'ÉTRANGER

Voici où en sont, dans un certain nombre de pays, les mesures de protection de la population selon des renseignements recueillis par le Sénat et le secrétaire général de la défense nationale, qui dépend du premier ministre.

● République fédérale d'Allemagne. — Les abris de la dernière guerre mondiale ont été conservés, et près de deux millions de places seraient actuellement disponibles pour une population de quatre-vingt millions d'habitants. Pour des raisons économiques, une loi de 1965, rendant obligatoires des abris dans les immeubles neufs, n'a pas été appliquée. Il n'est pas prévu de mesures d'éloignement des populations. Mais un projet existe pour éviter que de tels mouvements apportent une gêne aux déplacements des militaires en cas de crise.

● Pays-Bas. — Un certain nombre d'abris ont été recensés, et la construction de souterrains dans des immeubles collectifs a été imposée en 1955. Il n'y a pas de plans d'évacuation, le maintien sur place des populations ayant été retenu.

● Belgique. — Pas de programmes d'abris ni de plans d'évacuation.

● Royaume-Uni. — La doctrine britannique n'admet l'évacuation qu'en tout dernier ressort et pour les mêmes et enfants des grandes agglomérations. Il n'existe pas de mesures obligant la construction d'abris pour l'ensemble de la population, mais les installations de précédents conflits ont été conservées.

● États-Unis. — Un programme de 880 millions de dollars, adopté l'an dernier par le Congrès, vise à étudier le desserrement en zones rurales des populations les plus exposées. Des stockages de vivres ont eu lieu dans des abris constitués au début des années 60 contre les retombées radioactives.

● Norvège. — Alors qu'à l'origine, la politique de protection des populations était fondée sur l'évacuation des villes, elle est maintenant infériorisée en fonction des progrès de la construction d'abris, qui permettrait actuellement d'offrir des places pour environ la moitié de la population.

● Suisse. — Les abris privés sont obligatoires dans les communes de plus de mille habitants. Des abris publics, parfois trop vastes pour être réellement efficaces, sont implantés dans les grandes villes. Des réalisations d'intérêt collectif, comme des parkings, ou des hôpitaux, ne sont autorisées que si leurs plans prévoient la possibilité d'y adjoindre des abris publics. Avec six millions d'habitants, la Suisse dispose de 4,25 millions de places d'abris répondant aux normes de sécurité militaire, et de 1,8 million de places dans des souterrains moins protégés. Il n'y a pas de plan d'évacuation, la doctrine helvétique étant fondée sur un retrait préventif (dès la période de crise) des populations dans les abris.

● Suède. — Depuis 1945, toute construction collective, privée, à usage d'habitation, industrielle ou commerciale, doit comprendre un abri. Une politique de construction d'abris publics a été décidée dans les villes anciennes, tandis que les communes neuves doivent établir des plans de construction sous leur responsabilité. Actuel-

lement, la moitié de la population peut être protégée. Des plans d'évacuation, dont l'efficacité est contrôlée par des exercices réguliers, ont été conçus pour quatre millions de Suédois.

● Union soviétique. — Si l'on exclut les abris pour la sauvegarde des structures du commandement, il est prévu la protection sur place d'une partie de la population (environ vingt millions d'habitants) et le desserrement du reste dans des secteurs moins exposés. Des exercices d'évacuation ont lieu régulièrement. Selon les conditions atmosphériques, un à quatre jours seraient nécessaires pour réaliser, par des transports collectifs, le retrait des habitants des grandes villes.

● République populaire de Chine. — Des abris urbains existent à proximité des lieux de travail. Dans les zones rurales, où 80 % de la population réside et qui sont des secteurs peu exposés à un tir nucléaire, la règle est que chaque commune populaire assure son autoprotection.

CROQUIS

Les visiteurs de l'été

Ils étaient venus l'an passé. On ne les attendait plus cette année. Pourtant ils sont revenus, fidèles et appliqués. Discrets aussi : ils ont attendu que presque tout le monde ait quitté l'immeuble pour des lieux plus ensoleillés. Ils ne voudraient surtout pas déranger : ils ont trop d'éducation pour cela ! Il faut reconnaître aussi que cela les arrange.

L'an dernier, ils m'avaient seulement pris une paire de chaussures neuves. Mais quelle idée aussi de mettre des chaussures neuves dans une cave ! Par contre, ils avaient eu le bon goût de ne pas toucher aux vins : les meilleures bouteilles avaient été buees dans l'année, et, ma foi, ce qui restait ne valait sans doute pas la peine de se charger. Ils avaient trouvé un champagne de première qualité en abondance dans la cave d'en face, alors on les avait emmenés. Ils m'avaient quand même laissé un souvenir-souvenir : une barre de chocolat, coudée, et une hachette rouillée... Sans doute quelque habitant de l'immeuble les avait-ils dérangés pendant leur grand nettoyage d'été. Le premier moment de stupeur passé, j'avais porté ces ustensiles dont je n'ai pas usage au commissariat du quartier. L'inspecteur de service n'en voulait pas : moi non plus. Il avait quand même fini par les prendre, d'un air soupçonneux, quand je lui avais

déclaré que de toute façon je ne m'en servais pas. Lui non plus sans doute.

Cette année, ils m'ont « débarassé » d'un transistor à modulation de fréquence un peu fatigué que j'avais rangé là, en ayant acheté un plus sophistiqué, avec l'intention de l'emporter en vacances... la semaine suivante. Peut-être m'avaient-ils là les désagréments d'entendre presque chaque jour l'annonce d'une nouvelle hausse de l'essence, des loyers, du transport aérien, du tabac, de l'alcool, des limbes, etc. J'apprendrai tout d'un seul coup à la rentrée, ce sera aussi simple.

Il a fait chaud ces temps-ci : c'est probablement pour cela qu'ils ont emmené les six bouteilles d'eau minérale que j'avais entreposées bien au frais ! Mais quelle idée aussi de mettre de l'eau minérale dans une cave ! Tant pis, je me rabattrais pour éteindre ma soif sur les vins... qu'ils n'ont toujours pas pris ! Attendaient-ils qu'ils vieillissent suffisamment pour être dignes de leur gosier de connaisseurs ?

Je suis quand même outré, bien sûr : ils ont endommagé le montant en bois de la porte. Je vais devoir écrire à mon assurance et au syndic de l'immeuble... C'est là que vont commencer les histoires !

MICHEL MONNEREAU.

Le rêve d'Amadou

Je l'ai rencontré dans un bar, à Paris. Il avait l'air fatigué, il avait envie de parler de Gorée, et il a fini par me raconter son histoire. Il a vingt ans, il s'appelle Amadou.

Gorée, c'est cette fabuleuse petite île ocre et rose au large de Dakar. Des bateaux-navettes nous y emmènent en dix minutes, pour quelques francs, à n'importe quelle heure de la journée. On y débarque au milieu des collines et des touristes, devant la plage minuscule, et le village d'une lacinante couleur rose, chaque maison a sa nuance particulière, même la terre meuble des rues et des places est d'un ocre pâle adouci des mille reflets dorés de la poussière et des bâtisses. A la pointe de l'île, vers le large, un énorme canon de bronze et des blockhaus abrités dans les rochers servent de terrain de jeux aux enfants. Le canon a tiré une fois, pendant la seconde guerre mondiale, une bouée entre l'île et la côte indique l'emplacement où fut coulé le navire de guerre.

Il y a bien plus longtemps encore, Gorée était une plaque tournante du commerce triangulaire des esclaves. Une ancienne maison de marchands d'esclaves a été transformée en musée. On y voit plus que des cellules sombres creusées à même la roche, basses et obscures, fermées de grilles, ou sont accrochées de petits messages tracés de la main du directeur-garçon du musée sur du papier d'écolier. « 70 % des esclaves mouraient pendant leur transport vers l'Amérique », ou bien « la valeur d'une femme : ses seins. D'un homme, ses dents », et sur la petite porte basse qui ouvre directement en accès sur la mer et les cochers : « Vers le dernier voyage ».

Lieu favori des hippies, des intellectuels et des artistes de Dakar depuis une quinzaine d'années, Gorée a été récemment choisie par le gouvernement pour accueillir la fameuse Université des mutants, où enseignent des professeurs mondialement connus.

Pour Amadou et ses copains, dans le décor quotidien du chômage chronique, les touristes représentent une attraction permanente. On les aborde, avec un sourire, on les emmène visiter le village, l'église, la maison des esclaves.

Un jour, par la navette, ont débarqué M. L. et son épouse, en vacances. Amadou avait seize ans. Ce jour-là, son destin a basculé. C'est lui, par hasard,

qui leur a adressé le premier la parole, il leur a montré Gorée, le village, l'église, le canon, la maison des esclaves, le musée. Il les a accompagnés à la navette. Le lendemain, ils sont revenus. Ils l'ont invité à dîner à l'auberge qui surplombe le port, et à la fin d'un repas au prix exorbitant, ils ont proposé à Amadou de partir avec eux, en France, à Montfleur, pour travailler dans leur restaurant. Amadou a réfléchi quelques minutes, il a respiré l'air marin, un bon coup, puis il a dit oui. Il a trouvé qu'Montfleur était un joli nom. Et c'était la France, enfin, rêve inaccessible et toujours présent pour les jeunes chômeurs de Gorée. Jusqu'à ce jour, il avait toujours acheté ses cigarettes à la pièce.

Le rêve a mis deux ans à s'effriter morosé par morosé dans l'arrière-salle du restaurant de M. L. et son épouse. Beaucoup de travail, beaucoup de solitude. Des Blancs, des Blancs de toutes sortes, des camarades et des clients, dont l'un, inévitablement, finissait par s'écrier, la fourchette en l'air : « Regarde, un Noir ! », quand Amadou surgissait de la cuisine. Et Amadou en avait assez, de leur courtoisie, mais les L. n'en démontraient pas : « Pas d'histoires, les clients avant tout ».

Un jour enfin, après deux ans, Amadou a eu un mois de vacances. Il avait économisé l'argent du billet. Il est rentré à Gorée. Le port, le village rose, les cochers et les hippies toujours à la même place, les petites sœurs, et sa mère, c'était un beau cadeau pour ses dix-huit ans. Quatre mois ont passé avant qu'il ne reprenne l'avion pour Paris.

Il est retourné chez les L. M. L. lui a simplement dit : « On ne veut plus de toi là. Un mois de vacances, ce n'est pas quatre ». Il lui a donné l'argent d'un billet de retour définitif. Amadou a eu honte de rentrer. Il a survécu, le temps de trouver un emploi, puis un autre, d'un intérim à l'autre, il veut rentrer avec quelques économies. Le chômage est encore plus cuisant, là-bas, quand on a perdu ses dernières illusions sur l'immigration.

Il y a très longtemps, Gorée était une plaque tournante du commerce triangulaire des esclaves. On les embarquait vers les Amériques, 70 % mouraient de faim et de soif pendant le transport.

BRIGITTE DYAN.

ITALIE

Au-dessous du volcan

La petite île de Stromboli vit au pied de son volcan et s'essaye maladroitement à la modernité.

CLAUDE ROLLET

QUELQUES touristes avertis se sont massés à l'avant du bateau. La nuit pâlait à peine. Il est 5 heures du matin. Ils se montrent du doigt une masse sombre à l'horizon et restent tournés vers elle, dans l'attente de l'événement. D'autres, apeurés un peu tard, enjambe les formes inertes des dormeurs sur le pont pour les rejoindre.

« Où ça ? »

— Là-bas, regarde... tu vois ?

— Ah ! T'es sûr ? »

Au moment où les incrédules détournent les yeux, le sommet du cône d'ombre s'éclaircit, rougeoie sans bruit, comme une tache s'élargit sur une pellicule qui prend feu. Un murmure s'élève du groupe. L'attraction n'a pas fait défaut. Restent les insaisissables, tendus vers le « bis », tandis que les autres, satisfaits, retournent à leur sommeil interrompu.

Nous arrivons à Stromboli.

La strène de la Lipari, dont c'est l'un des derniers voyages

(trop vieux, trop petit, pas assez rentable en été, a décidé la compagnie), fait sursauter les passagers. Le village, dont on distingue les maisons blanches étagées sur la pente, semble dormir. Pas tout à fait : sur la plage, ceux du « rollo », les passeurs et dockers locaux, mettent déjà leur barque à l'eau. Lourde embarcation grise qu'ils font glisser sur des billots déplaçés au fur et à mesure. Après les gestes lents et retenus de l'effort, la soudaine légèreté du saut à la poupe, au dernier moment, surprend toujours. Ils sont trois, dont deux rameurs, debout à l'avant, petites silhouettes aro-boutées.

La chaîne d'ancre s'immobilise et il règne un étrange silence, où le cogement sourd du moteur au ralenti semble rythmer la cadence des rames qui s'abaissent et s'abaissent en chœur. Un peu plus loin, on aperçoit l'ébauchoir d'une jetée en ciment armé, deux gros cubes reliés par une passerelle, et un troisième au ras de l'eau, que les vagues viennent recouvrir lentement : une menace précise de chômage pour les rameurs au visage tanné, qui crispent leurs orbites sur le bois lisse à chaque poussée.

C'est que les choses ont bien changé depuis trois ans.

Cela a commencé par l'électrification. On parlait depuis longtemps de l'installation d'une centrale sur l'île, et puis rien ne se faisait. Jusqu'au jour où les crédits débloqués par la Cassa di Mezzogiorno — (Cassa du Midi) — ont échoué à Stromboli, qui dépend de la commune de Lipari, la plus touristique des îles Eoliennes. En 1978, la centrale, construite en bordure de la mer, diffusait son ronronnement alentour, et des fils de maçonnettes étaient débarqués tant bien que mal sur le ponton métallique enjambant la mer. Une année sur deux par les tempêtes. Le problème du ravitaillement en fuel venait s'ajouter à celui en bouteilles de gaz à la mauvaise saison, quand il faut attendre quelquefois plusieurs semaines pour que le déchargement soit possible.

Dans tout le village, cet été 1978, on a creusé des tranchées, planté des poteaux, tendu des fils qui ont rayé petit à petit les panoramas habituels et tiré des traits sur les photos de vacances. Les réfrigérateurs à gaz, les lampes à pétrole, ont été remis, et il a fallu frapper à la porte du voisin pour lui demander de baisser un peu la télé, qui déversait un bruitage de western sur la sérénité d'une soirée estivale. Une ou deux « boîtes » se sont ouvertes et ont inondé de musique à la mode les environs, là où, auparavant, il fallait faire venir des musiciens ou gratter la guitare soi-même.

Le temps de laver

L'année suivante, le boulanger se fit livrer un four électrique, sa femme une machine à laver, et, quand on se félicitait avec elle de toute la fatigue épargnée, elle disait, avec un bon sourire : « Et qui aurait le temps, main-

tenant, de laver à la main ? »

Comme si le temps s'était accablé sous la tension électrique. Il faut dire aussi qu'à Stromboli il n'y a pas l'eau courante. Pas de source, pas de ruisseau. Le bateau-citerne vient lancer sa trompe jusqu'à la rive plusieurs fois par semaine l'été, si la mer le permet, et il remplit les réservoirs collectifs et individuels. Ensuite, pour obtenir la pression, il faut pomper l'eau et l'amener dans un bac placé sur le toit.

Le village principal, qui occupe la partie de l'île opposée à la coulée de cendres et de lave du volcan, ne compte que trois cents habitants permanents. Mais, il y a seulement un siècle, il en comptait trois mille. L'émigration en Australie a opéré la saignée. Il restait donc de nombreuses maisons vides, la plupart en assez bon état, que certains Stromboliens, sous la pression de citadins en mal de résidence secondaire, ont fini par louer en leur nom, puis à vendre, sans en avoir jamais possédé la moindre pierre. On les comprend. Les émigrés se sont lassés d'envoyer des nouvelles, les notaires sont évanés, les nécessités bien présentes. Et puis, mieux vaut retaper une vieille maison de style que d'en construire une nouvelle à côté de ruines évanées. Sans compter que cela fournit du travail aux hommes du village, qui sont devenus maçons, plombiers ou commerçants. Les paysans d'autrefois ont disparu en laissant leurs oliviers soupirer et leurs terrasses vides. Comme disait un épicière, en tapant sur sa calculatrice électrique toute neuve :

« Pourquoi se crever à travailler la terre puisqu'on gagne bien plus en vendant les produits du continent ? »

En été, on rencontre deux sortes de tourisme, l'un rési-

DES ADRESSES POUR APPRENDRE A DANSER

LE RETOUR DE BALANCHINE,

LES TROYENS DE BERLIOZ

LES MEILLEURS LIVRES SUR LE ROCK

LES EXPATRIES DU JAZZ,

INTERVIEW IMAGINAIRE DE BRAHMS,

LA POLOGNE DE SZYMANOWSKI

L'OPERA SELON JEAN-PIERRE PONNELLE

LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ACCORDEON

Au sommaire du numéro 26 du Monde de la Musique, des conseils et des adresses pour tous ceux qui veulent apprendre à danser, du classique aux claquettes.

Les Troyens de Berlioz : un « peplum » lyrique qui, depuis l'époque romantique, n'a jamais cessé de faire scandale.

Brahms : de notre envoyé spécial à Hambourg, l'interview à peine imaginaire d'un compositeur de trente ans découvert par Schumann.

Szymanowski : un jalon essentiel dans l'évolution de la culture slave et dans l'histoire de la musique polonaise après Chopin.

Egalement dans ce numéro, un grand reportage sur les musiciens de jazz d'origine américaine expatriés en France, un panorama des nouveaux répertoires de l'accordéon, un choix des meilleurs livres sur le rock actuellement disponibles avec, évidemment, l'actualité des disques parus cet été.



LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.



la cobra, tandis qu'il tentait de l'altérer de force grâce à un tube. M. Lee a pu être sauvé par une transfusion de sang grâce à un autre collectionneur qui avait aussi envoyé à son épouse une morsure de la même espèce. Mais M. Lee a indiqué que le serpent était mort peu après. Je crois que tout cela avait profondément déprimé le serpent, et qu'il en est mort. Je n'ai-l-i déclaré.

(...) M. Lee a indiqué qu'il travaillait toujours au bâtiment de la collection de serpents. C'est une tâche très pénible, mais qu'il avait distribuée à la collection personnelle de quelque quarante serpents à des amis. Il envisage de reprendre avec lui quelques vipères et boas constrictors qu'il ira mieux.

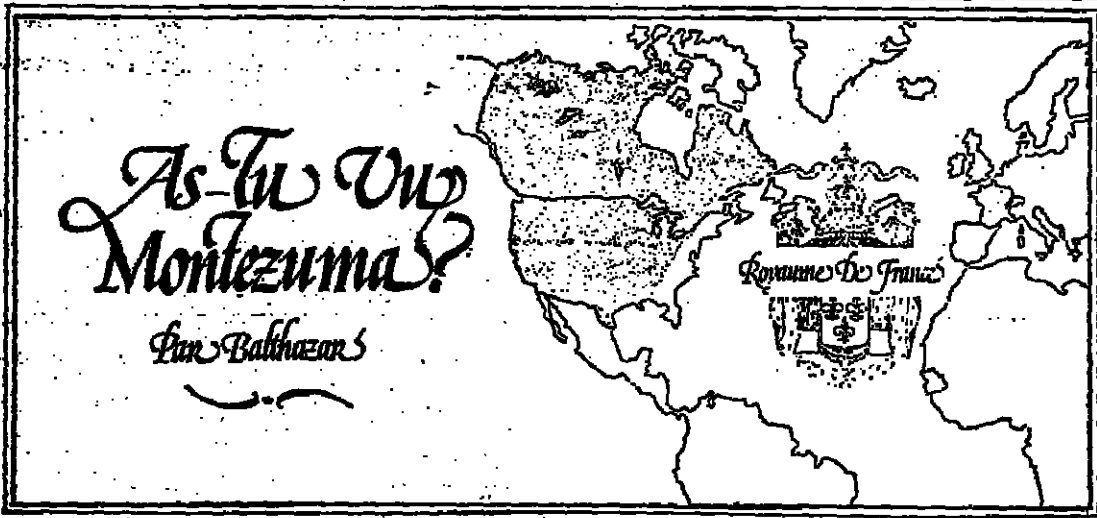
Alain Letort a déjà illustré une dizaine de livres d'enfants parmi lesquels *Très adorable bestiaire fantastique*, chez Yvon Gay (Monfleur) ; *Zoo*, de Jacques-Alain Léger, chez Delarge ; *Dictionnaire des sorcières*, chez Robert Morel ; *Carabi, Toto Carabi*, chez Bataf.



A cette œuvre massive, découverte, assurait-il, par Alain Letort, dans un ancien catalogue d'une manufacture française, ne manque qu'un titre. L'« inventeur », pour

le socle vide, propose plusieurs épigraphes : la sagesse conduisant la raison ; la morale guidant l'Occident ; la conjoncture actuelle regardant l'avenir ; la vertu gou-

vernante le vice ; saint Christophe et l'enfant Jésus ; l'esprit terrassant la chair ; la rentrée des classes, etc. A chacun de choisir. Ou d'imaginer.



CHAPITRE XII

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS : 1970, sous le règne du roi de France François VI, Secrétaire général de la Louisiane, le jeune chevalier Larose a remporté de réels succès électoraux et politiques. Mais il n'a pas oublié Agathe, la belle Noire qui lui a révélé la puissance révolutionnaire du montezumisme.

Où je connais

Pour commencer, ce fut le vide. Les députés montezumistes gagnèrent Versailles, les balayeurs noirs ramassèrent à la pelle les pampilles de la campagne électorale, les affiches se décollèrent aux palissades. Non, mais après avoir pris mon poste, je pouvais m'attribuer une part non négligeable de la paix du royaume, à l'instar de mon oncle, et me rassurer sur le cas que le monde faisait de mes talents. Mais, de ces voyages dans la stratosphère politique, il me semblait ramener des germes mal identifiés, un certain malaise, une grande fatigue. Peut-être aussi la mort violente avait-elle trop souvent accompagné mes oncles : Montezuma, Sancha, Leticia et Eugénie, le prince et le pétrolier, j'étais seul à pouvoir établir un lien entre tant de destins tragiques. J'allais solliciter des vacances quand le sort vint frapper une nouvelle fois, sous les traits familiers de M. Bolshakov.

« Monsieur le secrétaire général, dit le commissaire d'un ton terrifiément gêné, j'ai eu l'honneur de travailler sous vos ordres. J'en retire une bien vive estime pour votre personne et votre caractère. »

Ce préambule semblait bien incongru, je ne m'y attendais pas.

« C'est pourquoi il m'est agréable de vous rendre, aujourd'hui, ce que vous me permettez d'appeler un service. »

— De quoi s'agit-il ? », dis-je sans trop dissimuler une irritation montante.

Bolshakov, reprenant un ton professionnel, récita :

« Hier matin, dans une maison du quartier noir, à Florissant, près de l'aéroport, a été découvert le

cadavre d'un individu de race noire, identifié comme Pantolón Lévelé, dit l'Ami du peuple, vingt-cinq ans. Ancien commis-boucher, Lévelé avait un groupe d'entraide dans ce quartier, restituant vraisemblablement le produit de ses larcins. »

Je me sentis pâlir prodigieusement.

« Il a été poignardé, dans son sommeil, de sept coups de couteau dont l'un suffisait à donner la mort. Les soupçons se sont rapidement portés sur la concubine du défunt, fille d'un honorable brasseur du Midi, que l'appelleraient simplement mademoiselle Agathe. »

Mon accablement devait faire peine à voir. Lui-même, de plus en plus mal à l'aise, Bolshakov me tendit un cahier d'écolier.

« Dans l'autre pièce de la maison, on a retrouvé ce document. »

Je devinais avant de lire : je feuilletais néanmoins ce qu'il fallait bien appeler son journal, Agathe... J'y reconnus, entremêlés de bavardages flâneurs, certains des épisodes que j'ai retracés ici. Notre dernière et malheureuse rencontre, à la Toule noire, y était fidèlement narrée, puis j'étais d'un long cri d'effroi et de haine qui tenait plus de dix pages. Suivait quelques détails d'ordre intime concernant la maison orageuse avec le nommé Pantolón, des invocations sardoniques à Montezuma, puis plus rien. Sauf ces lignes :

L'ingratitude du roi

L'après-midi, après le thé à l'huile et les cours de palmier, je sonnais, lui sur mon lit de camp, Agathe fouillait la maison. Elle revint tout excitée :

« Il y a là-haut une grande malle pleine de papiers, marque « Donatien ». Vieux, n'expliquez, c'est adressé au roi ! »

La calisse ne contenait que des fantaisies de gamin, des dévotionnaires enrichis d'annotations flatteuses. Lige, vers 1947 : mon père y était intervenu. Je me souvenais de cette époque exaltante. Je me souvenais de la radio, redonnant nos rapports au roi, entièrement inspirés par les pellicules patriotiques du cinéma de l'indépendance. Agathe sortit :

« Même pas dix ans, et tu avais choisi le côté du manche ! »

— J'ai toujours eu le goût des rapports et des dissertations. Tiens, la celle-ci : la propagande d'Henri de Saint-Simon, ma première publication, à quinze ans, dans la revue de Louis-le-Grand ! »

Nous avions lu ensemble, en riant, des chutes de papier, des mots rares : dans ce texte, je convoquais le guide de la révolution industrielle à une promenade dans les rues de Paris, sous le bienheureux règne de François V. D'un bond à travers l'Atlantique, je lui découvrais aussi les germes à blé de la Nouvelle-France, les torchères du Texas. Qu'il aille dire à Louis XVII le Conquérant ce qu'était devenu l'héritage !

« Inévitable, général ! s'écriait Agathe. Quel beau cas d'attention précoce ! Secrétaire général en culottes courtes ! Mais, en fait, que vas-tu faire maintenant ? »

Je n'en savais absolument rien, j'avais dû baliser. Les mots m'échappaient :

« Peut-être démissionner ? Préférer ma liberté ? »

Elle eut un ricanement :

« Cherchez ! C'est juste ce que disait ce pauvre Pantolón quand il a quitté sa boutique ! »

L'insane grossièreté de cette remarque m'attrista. Je ne pouvais davantage admettre qu'elle introduisit ainsi chez moi le nom de sa victime, brisant la bienfaisante amnésie qui durait depuis La Nouvelle-Orléans. J'eus peur, je l'avoue, de ce cynisme, je la regardai avec un mélange d'inquiétude et de fureur. Déjà, en balayant, elle paraissait chercher une douille en état de marche.

Puis, à peu, je sentis se calmer le rythme de mon cœur. Je me forçai à ne plus penser à Agathe, tout en rangeant mécaniquement la malle. Je revins à l'éternelle réponse que je venais de lui donner : « Démissionner ? Quel rêve ! Comment ce mot avait-il pu venir sur mes lèvres ? Fils et petit-fils d'agents du roi, avais-je pensé, dès l'enfance à autre chose qu'à les imiter ? Que signifiaient d'ailleurs ces rapports factices que nous avions remis, sinon l'entraînement le plus efficace au concours de l'École du service royal, celui du jeu, suggéré vraisemblablement, à l'origine, par mon père lui-même ?

Agathe revint, grotesquement drapée dans un rideau rouge qu'elle entortillait sur sa nudité brune avec une majesté de comédie, singeant les portraits du salon.

« Et voici la nouvelle chevalière Larose ! »

Au point où j'en étais de mes méditations, cette interruption maladroite et le barbarisme rai-

« Si n'arrive pas à m'aimer comme l'autre, si je ne peux pas voir sur sa lettre ce tremblement malheureux que j'ai aperçu un instant chez Donatien, je crois que je le tuerais... »

— Elle a disparu, je pense, articulai-je.

— Oui, monsieur. Je vous laisse ce document. Vous avez ma parole qu'il n'a pas été photocopié. La presse ne dira rien, il se peut que l'enquête piteuse : la police est surchargée... »

Je ne savais pas comment exprimer au commissaire ce que je ressentais. Je lui serrai fort la main. Il me regarda avec une sorte de compréhension apitoyée, salua et sortit.

Nous étions au 4 mai, rien ne me revenait à Saint-Louis. Un nom venait dans ma mémoire : Monsieur Louverture, la vieille nourrice, celle dont j'avais dit : « C'est le seul être auprès de qui rien de mauvais ne pourrait m'arriver. » En me lançant sur sa plate, pour atteindre la fugitive, je ne cherchais pas un instant à déceler, Agathe, si ma pulsion visait à assurer ma propre sécurité, ou la sienne. Elles me semblaient liées comme jamais.

Dans la métropole méridionale, je consultai l'annuaire du téléphone, et je parcourus les immenses banlieues noires, d'une homonymie à l'autre. Il y a dans l'annuaire plus de deux mille Louvertures, mais j'eus la chance de découvrir le troisième jour, dans une maisonnette de Grand-Kerkira, celle que je cherchais : une adresse aux cheveux gris, dont le visage devenait terreux dès qu'elle m'apparut. Maladroitemment, de ses bras écartés, elle tenta de me barrer l'escalier. J'étais déjà en haut, pour apercevoir à plat ventre sur un lit, faisant des mots croisés, celle que j'avais en tort d'invoquer à tort, un soir d'été, près d'Herbeville. D'un bond, tu fus dans mes bras.

« Emmène-moi, Donatien ! », sanglotais-je.

Je l'emmenai. Je louai même un avion privé. Le 9 mai dans l'après-midi nous débarquâmes à Montgolfier où une voiture retenue depuis l'Amérique nous attendait. Tu avais dormi durant tout le vol. Mais je ne veux plus te tutoyer désormais ; c'est moi, après tout, le seul héros de ce dernier chapitre...

Je nous fis conduire à la maison de Pont-Rémy, où je n'avais pas mis les pieds depuis près de dix ans. Ma sœur et mon frère n'y étaient guère venus non plus : cet abandon m'attristait, cette atmosphère hors du temps. Le chauffeur eut beaucoup de peine à trouver l'accès : la maison était prise désormais dans la boucle d'un grand échangeur entre les trois autoroutes Amiens-Abbeville, Béthune-Rouen et Calais-Beauvais. Je ne reconnaissais plus le parc, les arbres semblaient avoir changé de place. Déniché de sa télévision, le gardien m'expliqua que les grands arbres anciens avaient été abattus, et que les actuels étaient des arbrisseaux de mon enfance. Agathe ne disait mot, oppressée par cet autre univers. L'antichambre était froide comme une tombe. Le grondement des poids lourds couvrait presque nos voix, faisait trembler les portraits de famille aux murs peus du salon.

Le campement s'établissait tant bien que mal, dans la vieille lingerie au cœur de la maison, où la rumeur ne parvenait qu'atténuée. La nuit fut ce que j'avais rêvé qu'elle fut, sans mots inutiles ni confidences nouvelles. Rien que la chaleur des corps qui se retrouvaient dans une violence réparatrice, dans le refus du temps écoulé. Agathe était encore capable de crier de bonheur.

« Cela dit, j'aimais cette Eugénie, bien sûr, elle était des vôtres. Et puis, on n'est jamais libre que pendant les révolutions ! »

Je ne pus retenir l'objection, rendue spontanée par cent quatre-vingt-deux ans de démagogie patriotique :

« Mais on France, c'est tout de même depuis la Révolution qu'on est libre ! »

— Tu me fais rire, dit Agathe, se redressant comme un cobra. Tu n'as donc jamais regardé la vieille affiche, dans la chambre ? »

Elle me fit regarder la lingerie : j'y reconnus au mur une gravure d'époque révolutionnaire, pliquée de rocs, oubliée là pour l'édification des servantes. Elle montrait la mort de Louis XVI, sa mort officielle du moins, puisqu'on sait que c'est en fait à la garde-robe qu'a péri d'indigestion le malheureux souverain dans la nuit du 1^{er} octobre 1793. Là, noblement disposé par le burin de David, c'est de son lit de dentelles qu'il tendait une main espérante à la reine, au dauphin, et au comte de Provence, futur régent. Dans un coin, Mirabeau, Talleyrand et La Rochefoucauld-Liancourt versaient des torrents de larmes, cependant qu'au-dessous des ornières d'été volaient trois dames, ainsi décrites par la légende :

« La Religion, l'Abondance et la Propriété s'unissent à donner leurs regrets au Restaurateur de la Liberté. Une longue douleur n'apaisera jamais la source de nos larmes... »

Agathe ricana :

« La voilà toujours, la grande Révolution française ! La liberté par l'Abondance et la Propriété ! On a peut-être semé la Religion en route, mais à part ça c'était bien le début de la grande Merde ! »

Il était minuit passé, mais je ne sentais pas la fatigue. Quant à moi, je voulais bien songer à remettre en cause. Mais si l'on suppose un seul instant que notre glorieuse Révolution comporte une fébrile originelle, que restera-t-il de fort et de vrai à la surface du monde ? Quels que soient les tribulements de l'histoire, comment ne pas respecter dans la Constitution française le monument achevé de l'esprit humain ?

Je me tassai dans le fauteuil. D'une voix de plus en plus exaltée, le contrôleur général poursuivait :

« Vous n'avez rien. Aucune fortune. Soyez gouverneur des Mascareignes, et le climat ne vous tape pas trop sur la tête ! Et attendant restez chez vous, et laissez la Terre tourner, s'il vous plaît ! »

Je cherchais une phrase, le titement du téléphone blanc, sur une petite table, m'en délivra.

« Le roi m'appelle. Sortez ! », dit le ministre d'une voix sèche.

VOILA. Je l'ai achevé, ce récit sacrilège que je décidai d'écrire, au moment même où je quittais l'hôtel du contrôleur général. Tel est donc mon dernier rapport, le plus sincère, le plus secret, dont je suis à la fois sujet et l'unique destinataire. Simple récit d'événements qui ont accompagné près d'un an de ma vie, il me permet d'embaumer un mort que nul au monde ne regrettera : l'ère que j'étais, ce bon jeune homme ! Ah ! pour devenir seulement une autre chose que cette sensibilité meurtrie, ces aventures que j'avais crues intenses, ces timides transgressions ! Que grâce vous soient rendues, vous m'avez indiqué la voie pour sortir du passé simple : ce pieux devoir achevé, on va faire une immense fortune...

De mon bureau du qual Cugnot, j'aperçois la plus grande ville du monde, son hérissement minéral dressé de toutes parts vers le bleu du ciel, comme un titanesque défi. Je puis maintenant m'offrir la distraction d'ouvrir la radio. Et j'y entends un ténor agriquet chanter ce qui est, probablement la saine du jour :

« As-tu vu Montezuma ? »

— Non, j'ai vu monter personne.

— Il est avec son puma !

— Bon, ben fartiendrai qu'importe... »

F I N

après celle de ma maîtresse

Assise au coin du lit, Agathe était songeuse.

« La presse, finit-elle par s'échapper, vous n'avez plus jamais osé les conquêtes, vos états généraux ! »

— Mais cela n'aurait aucun sens ! Il y a la Constitution.

— Une Constitution à perruque, comme toi tout à l'heure dans ton carrosse ! Non mais, maintenant, ce ne serait pas mourir de ramasser à Versailles les nègres, les Indiens, les fauchés, les montezumistes, les ouvriers benoîts et siciliens, tout le monde, quoi ! Et de leur demander la recette pour sortir de la merde ? C'est pour le coup que vous l'avez, la Révolution ! On n'en finirait pas de rigoler.

— Après Mirabeau, Mirabeau, susurrail-je.

— Salaud, imbécile ! Je vous déteste tous, chiens de Blancs. Vivement que le monde entier vous tombe dessus ! Votre légèreté, votre grande hâte, de sauter, votre verger de Trépan ? Et puis j'en ai marre, je te laisse dans ta boue, mérimos ! Tu m'as sacrifié de la police, mais tu n'as rien payé ! Maintenant, je vais faire la fête à Paris ! »

Elle sortit en courant. Je la suivais plus lentement, sans rien dire. Du seul, je la vis traverser le cou dans la nuit brumeuse, enjamber en souplesse la glissière de sécurité de l'autoroute, et se poster là, sous un lampadaire, la ponce levée, grelottant un peu sous les pluies de son rideau rouge.

Un gros camion-citerne, tous phares allumés, montait la côte. Je frémis : « Il va s'écraser ! », criai-je. Mais déjà, profitant du ralentissement, la frêle silhouette avait grimpé dans la cabine, sans se retourner. Le lourd véhicule repartit dans un vacarme d'embrayage froissé, et je pus apercevoir, à l'arrière de la citerne, le macaron noir et orange de la Compagnie des huiles à moteurs.

« C'est trop drôle », marmonnais-je en regardant le linge.

Je revins à Paris par le premier train du matin. Des giboulées battaient les vitres. Je ne pensais plus du tout à l'éventualité, mais bien aux abîmes politiques ouverts dans mon esprit par sa fantaisie. Se pouvait-il que les tristes prophéties eussent raison ? Que l'immense élan imprimé en 1789 fût en bout de course ? Que notre nation ait de nouveau à exposer ses certitudes au vent glacé de la vérité ? Les cinq continents nous suivent, chacun son pas, depuis si longtemps... Pourront-ils admettre que, soudain, le guide change de cap ?

En arrivant à Saint-Lazare, ma décision était prise : je n'allais pas me donner le ridicule d'un nouveau rapport. Je me bornerais à chercher l'occasion d'une audience du contrôleur général, et je lui soumettrais, avec la discrétion de qui a su servir de grands desseins, votre les suggérer, l'idée d'une dernière audace : le recours volontaire aux forces vives de l'Imagination. Nul ne se souvient plus, en fait, si c'est Nocher ou quelqu'un d'autre qui lança le premier l'idée de ressusciter les états généraux. Mais, ce qui compte, c'est que Louis XVI a conquis la gloire pour lui-même, pour sa dynastie et notre peuple, en sachant accepter lucidement ce pari sur l'esprit. Ma destinée serait-elle d'imprimer aux choses un nouveau et bienfaisant départ ? d'achever notre Révolution ?

Je trouvais un contrôleur général préoccupé, au visage fermé. Croquant que je venais solliciter une récompense, qu'il m'ait sans doute accordée aussitôt, il m'annonça, d'embellie, qu'il n'avait pas beaucoup de temps. Je me jetai à l'eau, et em-

pris de lui résumer, d'une voix tendue, l'état de mes réflexions. Mais mon discours s'embarassait peu à peu. A peine avais-je réussi à glisser le mot d'états généraux qu'un rire énorme, nerveux, vulgaire, le secoua, me laissant interdit au bord de mon siège.

« Mais, monseigneur », réusis-je à articuler quand, sur la physiognomie du ministre, le rire se fut éteint en un rictus.

« Vraiment, vous êtes complètement loufingue ! », dit-il.

Une bouffée de colère me raffermît.

« Je l'étais moins sans doute quand j'inculquais le montezumisme aux états de l'Union ! Puis-je rappeler à Votre Excellence que, sans moi, la conférence de la Jamaïque se fût tenue avant les élections ? »

« Et vous avez simple pour croire que votre dramaturgie était notre seul about ? Ne l'avez-vous pas les journaux ? N'avez-vous pas vu qu'il y a une crise en Angleterre ? Dois-je vous dire quelle est provoquée par la démission du ministre de la défense, que nous avons commencé d'acheter à y a vingt ans, quand il n'était rien, et vous non plus ? Le Mexique se débat dans des difficultés économiques. Mais c'est faute d'un prêt de l'Union latine des banques, que nous contrions ! Et vous doutez-vous que Gomez a contracté, pendant ses vacances à Saint-Donat, une maladie dont il périra avant trois mois, et la médecine est une science exacte ? »

Il n'y avait plus d'assurance qui tint devant cette gonelle furieuse, et ces secrets d'état assésés comme des coups de poing. Je balbutiai :

« Si j'ai découvert le montezumisme et son usage, j'ai cru... »

— Découvert, vraiment ! Je connais depuis deux ans les possibilités du montezumisme, jeune homme, et c'est avec intérêt que j'ai fait suivre en Nouvelle-France le développement de cette vaccine !

— Mais qu'étais-je pour vous ? Un jouet ? », m'écriai-je.

Je me tassai dans le fauteuil. D'une voix de plus en plus exaltée, le contrôleur général poursuivait :

« Vous n'avez rien. Aucune fortune. Soyez gouverneur des Mascareignes, et le climat ne vous tape pas trop sur la tête ! Et attendant restez chez vous, et laissez la Terre tourner, s'il vous plaît ! »

Je cherchais une phrase, le titement du téléphone blanc, sur une petite table, m'en délivra.

« Le roi m'appelle. Sortez ! », dit le ministre d'une voix sèche.

VOILA. Je l'ai achevé, ce récit sacrilège que je décidai d'écrire, au moment même où je quittais l'hôtel du contrôleur général. Tel est donc mon dernier rapport, le plus sincère, le plus secret, dont je suis à la fois sujet et l'unique destinataire. Simple récit d'événements qui ont accompagné près d'un an de ma vie, il me permet d'embaumer un mort que nul au monde ne regrettera : l'ère que j'étais, ce bon jeune homme ! Ah ! pour devenir seulement une autre chose que cette sensibilité meurtrie, ces aventures que j'avais crues intenses, ces timides transgressions ! Que grâce vous soient rendues, vous m'avez indiqué la voie pour sortir du passé simple : ce pieux devoir achevé, on va faire une immense fortune...

De mon bureau du qual Cugnot, j'aperçois la plus grande ville du monde, son hérissement minéral dressé de toutes parts vers le bleu du ciel, comme un titanesque défi. Je puis maintenant m'offrir la distraction d'ouvrir la radio. Et j'y entends un ténor agriquet chanter ce qui est, probablement la saine du jour :

« As-tu vu Montezuma ? »

— Non, j'ai vu monter personne.

— Il est avec son puma !

— Bon, ben fartiendrai qu'importe... »

F I N

Jeudi 11 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 50 Objectif santé : les excès alimentaires.
14 h Week-end Viking.
Histoire d'eau.
14 h 25 Croque-vacances.
Dessin animé : 14 h 30, Bricolage (et à 15 h 25) ; 14 h 35, J'ai vu le lapin ; 14 h 40, Info-magazine ; 15 h, Alfred l'hippopotame ; 15 h 10, Variétés ; 15 h 20, Samson et Goliath.
15 h TF4.
15 h 35 L'île aux enfants.
Le Musée de la machine.
15 h 55 Les inconnus.
16 h 10 Une minute pour les femmes.
Pour vivre longtemps : mieux vaut naître français.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 30 Série : « La Conquête du ciel ».
D'après J.-J. Lignani, scénario C. Desailly, réalisation C. Bonnardot.
Faisant suite aux « Fauchoeurs de marguerites » et au « Temps des ans », ce nouveau feuilleton où l'on retrouve les personnages de la première guerre mondiale, qui a fait les deux séries d'été, Julien et Vernon, sur le pont.
21 h 30 Magazine : L'événement.
De R. Marquet et J. Beaupont.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : « Une affaire pour Mammi ».
Bonheur tardif.
14 h Aujourd'hui, madame.
L'esprit mutualiste.
15 h 5 Feuilleton : « Police story ».
La vengeance.
15 h 50 Sports.
Tennis : championnat de France à Bayonne.
17 h 50 Récré A2.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Minit : Casper et ses amis.
18 h 20 Sports : Cyclisme.
Tour de l'Avenir.
18 h 30 C'est vite.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Le rouge est mis ».
Film français de G. Granger (1957), avec J. Gabin, A. Girardot, F. Paillard, J. Béguin, L. Venturi, M. Romilly, A. Duvall, G. Bassot (N.).
Un gangster, camouflé en honorable gentleman, prépare un dernier coup monté de prendre sa revanche. Il court à sa perte, à cause de son frère qu'il a pris en charge et d'un ami qui a flanché devant la police.
22 h Document : Honoré Daumier.
De J. Vigoureux et G. Pignol.
Le vie d'un des plus grands caricaturistes français, restituée dans le contexte social et politique dont il fut le témoin impitoyable.
23 h Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h 30 Pour les jeunes.
A quel jeu-t-on en France ? ; Xi Xa Xoi : Les zébrés sous-marins.
16 h 55 Scènes de la vie de province : Marcassin la Musique.
Une émission de R. Lefèvre ; réal. : P. Del-sol.
16 h 10 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h 30 Trois questions sur la Troie.
20 h 35 Cinéma (cycle C. Bronson) : « Le Soldat de Fort-Humboldt ».
Film américain de T. Gries (1975), avec C. Bronson, B. Johnson, J. Ireland, G. Cassa, G. Durand, R. Jackson, J. Kibbe, A. Moore, J. Kapp, Ed. Lauter, R. Morgan.
En 1871, un héros-la-troie en état d'arrestation, est embarqué dans un train militaire à destination de Fort-Humboldt, où s'est déroulée une épidémie de choléra. D'énormes épidémies se produisent au cours du voyage. Le héros-la-troie mène sa propre enquête.
22 h 5 Journal.

A VOIR

Surprise

SCENES DE LA VIE DE PROVINCE

A partir du lundi 8 septembre
FR 3, 18 h 55

Les magazines régionaux (ceux que les régions fabriquent pour elles-mêmes et que les autres ne voient donc pas) n'ont pas très bonne réputation. De loin en loin, d'année en année, c'est toujours le roman : trop touristique, trop officiel, trop coucher de soleil sur le vitrail ou les ruines, on a même fini par s'habituer à ce qu'ils ne dérangent rien ni personne. En raison de la campagne sénatoriale, les émissions « Tribune libre », qui devaient reprendre en septembre, sont remplacées du 8 au 28 septembre par ces magazines choisis dans l'ensemble de la production récente de FR3. Une occasion de vérifier le bien-fondé de ce qui est devenu un cliché et de s'apercevoir, première surprise, que tout n'est pas mauvais. Il y a même de bonnes émissions. Rassemblées autour de trois thèmes — « Tradition et expression » du 8 au 12 septembre, « Tradition et profession » du 15 au 19, « Tradition et innovation » du 22 au 26, — ces quinze émissions, de treize minutes, chacune, montrent que, si les régions n'ont pas encore su toujours se dégager d'une vision du monde qui passe par la préfecture, l'office de tourisme ou les mairies (en particulier Marville, en écoutant le temps qui passe, production Nancy, diffusion le 15 septembre), d'autres savent poser maintenant un regard vif — ni « gauguin » ni complaisant — sur les événements.

Relevons pour la première semaine, Acrias (de Michèle Bur et François Bonnot, production Strasbourg), un reportage sur l'Atelier Chorégraphie, Théâtre Expression de Strasbourg, qui en quelques images, avec très peu de commentaires, arrive à donner un goût irrésistible de la danse (l'envie d'en faire, et de le faire précisément dans cette école-là), contrairement à celui du lendemain, le Nouveau Conservatoire de région de Bordeaux (production Bordeaux) dont le style artificiel et ampoulé tue entièrement le propos. Le Concert à Meudon (production Paris-Île-de-France), une bonne enquête sur des musiciens amateurs qui ont constitué un bon orchestre de chambre manque un peu de « punch » : Marcéau le Musique, aussi, portait trop attendu du célèbre accordéoniste de soixante-dix-huit ans. Un cavalier qui s'habille d'espace (production Marseille) n'arrive pas à tenir le haut niveau de réflexion qui éveille l'attention au début de l'émission.

Deuxième semaine : on pourra voir Couleurs brezannes (pour les vieilles et la chanson de ce paysan avec son pantalon à bretelles), Un boulanger de campagne, petit reportage bourré de charme, De Venise en Alsace, une émission très fine (dans tous les sens du mot) sur la dentelle. Enfin, troisième semaine, signalez Napoléon, fleur de pavé, sur une forte chanson de rue, R.E. Weyde Lich, des bolles-muses pour un paradis perdu, à l'humour acide mais un peu confus, et Gomme, whap dou whap, amusante, sans plus.

Le Transfuge

SERIE : LE COMMISSAIRE MOULIN

Mercredi 10 septembre
TF 1, 20 h 30

Reprise de la série des aventures du jeune commissaire Moulin dans des épisodes inédits, Yves Renier incarne avec verve et humour un policier « à visage humain ». Il tente, au péril de sa vie et au détriment de sa tranquillité, de déceler les dessous d'une affaire qui l'introduit dans le milieu des dissidents de l'Est : Kouprine, le transfuge, sollicite l'aide politique auprès des autorités françaises. Est-ce pour fuir le totalitarisme de son pays ou bien est-ce la SADAC — dont le rôle évoque celui du K.G.B. — qui l'envoie pour démanteler le réseau des réfugiés et exiles politiques des pays de l'Est qui se retrouvent habituellement dans un petit café de Paris ? La mort prématurée du héros

au charme slave (assassiné par électrocution) conduit Moulin, l'unique témoin, à rencontrer une série de personnages assez caractéristiques dans les sphères dangereuses des services d'espionnage et de contre-espionnage politiques.

Une enquête au cours de laquelle on se prend au jeu du suspense et du rire, qui conjugue habilement des images et des thèmes à la mode : la Paris de Beaubourg et son animation (symbole, semble-t-il, de la liberté d'expression), où se trament des règlements de comptes, la liquidation d'un agent terroriste finalement conquis par la démocratie libérale... Un aperçu, parfois moqueur, mais finalement complaisant et rassurant, de la police française à travers un de ses jeunes et sympathiques représentants qui ne cesse de donner sa démission...

Images de la misère

LE NOUVEAU VENDREDI : L'AFRIQUE - LA CORNE DE LA MISERE

Vendredi 12 septembre
FR 3, 20 h 30

Il y a ceux qui, par milliers et milliers, se retrouvent parqués dans le trop petit et trop pauvre Etat de Djibouti, ou encore en Somalie (il y a dans ce pays quinze mille réfugiés). Ils fuient l'Éthiopie, la famine, et malgré les efforts de secours ils continuent de connaître la faim, la maladie, la détresse. Voilà plus de deux ans que la corne de l'Afrique, dévastée par la sécheresse comme par les combats, est devenue un des points du monde où le dénuement outre-passe l'imaginable. En septembre 1979, inquiètes de ne plus pouvoir assumer l'accroissement de la population, les autorités somaliennes ont lancé un cri d'alarme, déclarant l'état d'urgence et réitéré leur appel à l'aide internationale. Depuis ? Depuis rien ou peu de chose. L'indifférence générale persiste. Et dans la province de l'Ogaden les combats continuent et la pression vers l'océan Indien se poursuit par Cubaine et Allemands de l'Est interposés.

Michel Honorin et son équipe ont parcouru la Somalie depuis le Kenya, ils sont allés sur les lieux des affrontements. Ils ont recueilli des témoignages et, surtout, ils ont filmé. Images dures, qu'aucun sentiment de mauvaise conscience ne doit empêcher de regarder.

Ne pas juger, écouter

DOCUMENT : LES DETENUS PERMISSIOINNAIRES

Dimanche 14 septembre
A2, 22 heures.

Depuis l'adoption par les députés du projet Sécurité et liberté à la fin de la session parlementaire de printemps, les permissions de sortie accordées aux détenus ont subi des restrictions importantes. Georges Anaud et Roger Kahane ont filmé la journée de quelques

détenus en permission avant la mise en vigueur de cette nouvelle loi. Pour décrire la misère de ces hommes et femmes durant cette journée tant attendue et soudain si courte, si dérisoire, ils ont décidé de ne pas juger, de ne pas disséminer, de ne pas même comprendre mais d'écouter. Ils nous livrent ce matériau brut, des instantanés de vie sans commentaires, convaincus que c'est le meilleur moyen de sensibiliser le public à un drame si souvent occulté.

Vendredi 12 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 50 Sport : Tennis.
Championnat de France à Bayonne.
17 h Croque-vacances.
Hong-Kong fondra : 17 h 25, Bricolage (et 17 h 45) ; 17 h 30, J'ai vu le lapin ; 17 h 35, Info-magazine ; 17 h 40, Variétés ; 17 h 50, Samson et Goliath.
18 h TF4.
18 h 35 L'île aux enfants.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les assurances de la rentrée.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 30 Théâtre : « Les Algoutiers ».
De R. Phelan, mise en scène G. Wilson, réalisation R. Sangli. Avec J. Dufino, G. Wilson, P. Chevalier.
Deux vieillards dans une gare désaffectée font semblant de vivre, d'agir, pour échapper à une condamnation à mort, un jeu de domination-commission, un jeu de mise en danger, qui est censé par l'irruption d'un loupard. Grés aux comédiens, la pièce a connu un grand succès.
22 h 35 Magazine : Pleine feux.
De J. Aron.
23 h 30 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : « Une affaire pour Mammi ».
Bonheur tardif.
14 h Aujourd'hui, madame.
Souvenirs d'accordéon.
15 h 5 Feuilleton : « Police story ».
Le chet.
15 h 55 Magazine : Quatre saisons.
Avez-vous vu Paris au mois d'août ?
17 h Sports : Tennis.
Championnat de France à Bayonne.
17 h 50 Récré A2.
18 h 20 Sports : Cyclisme.
Tour de l'Avenir.
18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : « Fortunata et Jacinta ».
D'après R. Ferns-Caldos, réal. M. Camus.
21 h 55 Magazine : Apostrophe.
De R. Pivot. La guerre des dictionnaires. Avec M. V. Bruyer (Dictionnaire encyclopédique Hachette), G. Dubois (Petit Larousse illustré), J. Girardot (Dictionnaire de français vivant), J.-M. Pruvost-Besurais (Dictionnaire usuel Hachette), A. Rey (Le Petit Robert), Dictionnaire du français non conventionnel.
23 h Journal.
23 h 5 Cinéma-club (cycle comédies musicales américaines) : « Ma sœur est du tonnerre ».
Film américain de R. Quine (1955), avec

J. Leigh, B. Garrett, J. Lemmon, R. Fosse, E. Kasper, R. York, L. Marlow, T. Hall (v.o. sous-titrée).
Deux sœurs jetées et folles venues de l'Ohio entreprennent de « résumer » à New-York. L'une écrit une nouvelle et provoque un malentendu avec son éditeur. L'autre, qui rêve de devenir actrice, doit choisir entre deux séducteurs. A ne pas manquer.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h 30 Pour les jeunes.
Contes du folklore japonais : la magie ;
16 h 55 Scènes de la vie de province : Un cavalier qui s'habille d'espace.
Une émission de C. Paolini.
16 h 10 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : L'Afrique, la corne de la misère.
Une émission de J.-M. Cavade et M. Thouvenot ; Reportage : M. Honorin.
Lire notre sélection.
21 h 30 Documentaire : J.A.D.E.
Jadis, Aujourd'hui, Demain : la civilisation de l'Océanie.
Dans l'histoire de la famille Pinault, une leçon d'histoire. L'histoire d'un arbre et celle d'une civilisation. Une leçon de choses aussi appropriée sur le C.I.R.C. La Chertreuse de Villeneuve-lez-Avignon.
22 h 5 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 13 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cultivons notre jardin.
12 h 45 La vie demain.
Forum éducation.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
14 h 50 Au plaisir du samedi.
14 h Feuilleton : La famille Bousardel (rediffusion) ; 14 h 50, Sports ; le Bol d'or ; 15 h 20, Découvertes TF 1 ; 16 h, A Maya l'abbaye ; 16 h 30, Temps X ; 17 h, J.P. Foucaud ; 17 h 20, L'homme qui valait un milliard.
18 h 40 Trente millions d'amis.
18 h 45 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un.
Alain Souchon.
21 h 35 Série : « Starkey et Hutch ».
Un cas difficile.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

12 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.
12 h Journal des sœurs et des malentendus.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
12 h 45 Samedi et demi.
13 h 35 Document : La France vue du ciel.
Pays du Nord.
14 h Les Jeux du stade.
14 h 15 Moi aussi, je parle français.
L'Académie.
15 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : « Fortunata et Jacinta ».
D'après R. Ferns-Caldos, réal. M. Camus.
21 h 40 Variétés : Rose d'or de Montreux.
« Dream Weaver », un show sévère sur glace, dont la vedette est Toller Cranston,

a obtenu la Rose d'or en 1980. Une production C.B.C. canadienne.
22 h 40 Document : Les carnets de l'aventure.
L'Alpe souveraine.
Un monde de gentilles, de cascades grandioses et de coques ornées de concrétions bizarres.
22 h 55 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h 30 Pour les jeunes.
A vos marques : Comme sur des roulettes.
16 h 10 Journal.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Téléfoot : « La Fraternité ou la mort ».
Le violoncelliste P. Tortelier interprète : « Pichetto », de Tortelier et « Troisième Suite pour violoncelle », de J.-S. Bach.
17 h 35 Théâtre de toujours : « Le Malade imaginaire ».
Comédie de Molière, avec M. Bouquet ; réal. : C. Santelli (Redif).
Distribution de premier ordre et réalisation signée Santelli. Qualité assurée donc.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
Difficile dans le monde entier excepté en Europe continentale la série comique favorite des Britanniques a été traduite en français. L'honneur passe.
20 h 30 Série : Téléfoot.
De J. Prapet, Cl. Villiers et M. Huillard.
Trois épreuves pour des couples de télé-pistes : « Primage en gènes », « Le plus manquant » et « Question de montage ».
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : B. Candran.
Par J.-M. Royer ; réal. : B. Mugnerot.
Un portrait de l'auteur de cette prose d'un Transsylvanien imaginaire — et de « L'Or » — avec des enregistrements d'époque.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : « Chacun sa chance ».
Film français de R. Steinbock et R. Pajol (1930), avec R. Hertz, A. Duvall, J. Gabin, G. Bassot, J. Sallou, R. Cordy (N. Redif).
Un vendeur de vêtements de confection pour hommes prend, pour une soirée, l'habit et la personnalité d'un dandy en goguette.

Dimanche 14 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

9 h Sports : Moto.
Bol d'or.
9 h 15 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébration en l'abbaye de Limon (Basse-Normandie).
Prédicateur : P. Stan Rougier.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1-TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 C'est pas sérieux.
14 h Variétés : Les nouveaux rendez-vous.
De E. Ruysser et B. Grambach.
15 h 20 Un si long été.
O. Pichot de la Compagnie Américaine.
16 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « L'Évadé ».
Film américain de T. Gries (1975), avec C. Bronson, R. Duvall, J. Ireland, J. Huston, R. Quinn, R. Ford, A. Bay.
Un détective cherche, en action et en hélicoptère, à faire passer d'une prison mexicaine un homme victime d'une machination de son père, et que son épouse veut tuer à tout prix.
22 h Portrait : Bernard Lefort.
On l'amateur d'imprudences.
23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : « Shérif, fais-moi peur ».
Une bonne œuvre.
14 h 15 Jeu : Les descendants.
15 h Variétés : Soleil à la cité.
15 h 55 Feuilleton : « César Brouette ».
D.R. de Balzac, mise en scène R. Lucot, Avec A. Ferjac, M. Tréviers, D. Jemma, S. Monnerot (rediffusion).
17 h 10 Dessin animé : « Shazzan ».
17 h 30 Les Muppets.
18 h La course autour du monde.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeux sans frontières.
A Namur en Belgique.
22 h Documentaire : Le Permissoinnaire.
De G. Amand et R. Kahane.
(Lire notre sélection.)
23 h 30 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h 45 Aspect du court-métrage français.
« Paris boulevard périphérique », de J.-P. Dekiss.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Avignon.

17 h Prélude à l'après-midi.
Le violoncelliste P. Tortelier interprète : « Pichetto », de Tortelier et « Troisième Suite pour violoncelle », de J.-S. Bach.
17 h 35 Théâtre de toujours : « Le Malade imaginaire ».
Comédie de Molière, avec M. Bouquet ; réal. : C. Santelli (Redif).
Distribution de premier ordre et réalisation signée Santelli. Qualité assurée donc.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
Difficile dans le monde entier excepté en Europe continentale la série comique favorite des Britanniques a été traduite en français. L'honneur passe.
20 h 30 Série : Téléfoot.
De J. Prapet, Cl. Villiers et M. Huillard.
Trois épreuves pour des couples de télé-pistes : « Primage en gènes », « Le plus manquant » et « Question de montage ».
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : B. Candran.
Par J.-M. Royer ; réal. : B. Mugnerot.
Un portrait de l'auteur de cette prose d'un Transsylvanien imaginaire — et de « L'Or » — avec des enregistrements d'époque.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : « Chacun sa chance ».
Film français de R. Steinbock et R. Pajol (1930), avec R. Hertz, A. Duvall, J. Gabin, G. Bassot, J. Sallou, R. Cordy (N. Redif).
Un vendeur de vêtements de confection pour hommes prend, pour une soirée, l'habit et la personnalité d'un dandy en goguette.

**FRANCE - CULTURE**

dialectaux, aux formes sociales les plus archaïques, à l'influence considérable des sources populaires dans le jeu de l'acteur, aux marginalités des campagnes, de la bourgeoisie ou du prolétariat. Puissance de la parole et présence obsédante du Sud apparaissent encore, à travers le cinéma italien, comme les deux pôles importants de cette langue.

DRAMATIQUE :
« LA PORNOGRAPHIE »
d'après Witold Gombrowicz
 11 et 18 septembre (Jeudis)
 France-Culture, 20 heures

Dans le cadre baroque d'une gentillhommeerie polonoisale, en pleine guerre, deux hommes étranges emploient leur art parvours, qui est aussi celui de Gombrowicz, à « pousser au crime » un couple d'adolescents, trop jeunes encore pour l'amour, mais pas pour le meurtre. La « pornographie » est peut-être cette substitution, ce renversement des valeurs qui aboutit, selon leur propre logique, à la mort du jeune homme. Mais les valeurs, nées non pas d'un « sous-valeur », Le drame est feuilletonnesque, grotesque, il va très vite, dérape, voyage sans cesse de l'ombre à la réalité, de la réalité au flou et au bizarre.

Avec René Parabet, Sacha Pitoeff, François Darbon, Josette Bouvia, Michel Zimmermann, Claudine Pinet, Jacques Bretonnière, Patrick Paris Jean Bolyard, Elzoune Hirt, Evelyne Dreyer, Jean-Claude François, Martheureux - Jean-François Delacour, Elisabeth Tamarina, Emmanuelle Welsz. Adaptation : Emmanuelle Welsz ; réalisation : Jeanne Rollin-Welsz.

Mardi 9 septembre[illegible]

● R.T.L. : 8 h 30, J.-P. Imbach ; 9 h, 20. Stop on encores avec Salsator ; 10 h, 10. Journal Intendant ; 14 h W.R.T.L. ; 18 h 30, W.R.T.L. rock avec B. Sohu ; 22 h 15 W.R.T.L. Live, de D. Farrar.

● R.M.-C. : 5 h, J. Meloche 8 h 15, L'événement de la semaine, avec M. Ullmann 8 h 45, La tauromachie ; 9 h 15 13 h 15, Les grands classiques ; 14 h 15 17 h 15, Le théâtre d'une personnalité ; 17 h 15, Élite parade, avec P. Sulak ; 17 h 15 Contes ans de music-hall ; 18 h 15 20 h 15, Les grands classiques ; 20 h 30, Music-hall ; 22 h 15, R.S.G. Art & Coeur

[illegible]

C. Chabrier; 12 h. 50. Le H
parade, avec J. Meledo; 15 h.
P. Sniak; 19 h. 30. Le H
parade; 20 h. 30. Musique clas
sique, avec L. Ross; 22 h.
Musiques, avec M. Cotat.

- 8 h., Les chemins de la connaissance : la chasse et l'érotique (roue de coussins) ; s. h. 33, les prêtres : la Bible et la révolte.
- 8 h. 30, Schœch au hasard.
- 9 h. 7, Machine des sciences et des techniques.
- 9 h. 17, L'homme au miroir sur la vie d'un homme.
- 9 h. 26, L'homme aux peurs du remard " de G. Perleiss.
- 11 h. 30, Le monde à la musique par le son.
- 12 h. 5, Mon tour chacun : Bactris, automata dans un centre d'enfants handicapés.
- 12 h. 30, L'été de l'Annam.
- 13 h. 34, Soliste : J.-C. Thoirion, piano (Fachmann, Faure).
- 14 h. 30, Son : micro-musique.
- 14 h. 45, Un livre, des voix : e Transcontinental " de M. Desgranges.
- 15 h. 2, Points d'interrogation : et des érudits : s. h. 2.
- 15 h. 2, Points d'Interrogation : et grandes civilisations (en Egypte).
- 15 h. 30, L'été.
- 16 h. 10, Les travaux et les jours... de F. Forest.
- 16 h. 50, Antiquité : l'Egypte avait ses secrets.
- 17 h. 30, Festival : pour l'œil et pour l'oreille.
- 18 h. 30, Annulation : « Le théâtre nichols » par J. Chaviz.
- 19 h. 30, La nuit et le fleuve : les transports et la guerre.
- 20 h. 30, Musique et les hommes : Jean Tardieu et la musique.
- 22 h. 30, Nuits magnétiques : cinéma sous

Samedi 13 septembre

RANCE - CULTURE

4. 2. Mathiasine. Les chemins de la connaissance : regard sur la vie.
5. 3. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : les sondages (3 parties).
6. 7. Mathiasine du monde contemporain.
7. 8. L'actualité avec H. Van den Broek.
8. 2. La musique prend la parole : les concertos pour piano de Rachmaninov.
9. 5. Le Pont-des-Arts.
10. 5. Sonos : micro-musique.
11. 6. 2. Festival de la musique : « Festival Opéra de K. Wagner, par l'orchestre et le chœur du Festival ; deux des chœurs ».
12. 6. 3. Musique : concert : H. Stief (acte 1).
13. 25. Livre d'or.
14. 30. La Mathiasine des autres : corps et cœur en fête à travers le monde.
15. 30. Radio Canada présente : Lettres d'Europe.
16. 1. Dramatique : Notre-Dame de l'Azoué et confessions de J.-N. Vercutten. Avec M. Rayer, M. Tabacco, J.-M. Corneille, etc.
17. 6. 1. Musique.
18. 53. Ad lib, avec M. de Broetm.
19. 5. La figure du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

g h. 30, Réveil-matin ; 8 h. 30, Musique-matin
9 h. 30, L'Espresso musicale.

h 30, Concert : Festival de la Haute-Loire
Musique de chambre et de Pédagogie
pour le Nouvel Orchestre philharmonique
dir. A. Mallabré avec B. Chopinack, clavessin
et J. P. Chastanier, piano ; J. P. Chastanier,
et A. Malibard, ténor (concert du 10 juin)
de 1978 à l'Abbaye aux Dames) ; 12 h.
Jazz : concert du 18 janvier 1944 au Métro
avec les Jazzmen de New York (Archie
Shiridge, Tsengdem, Elgard, Hawkins, T.
Zinn, Hampton, Holiday...) ; 14 h. Musique
en Amérique latine.

h, Musique traditionnelle : le Vélizy, 13
Concert - Lecture ; 19 h. 30, Musique - soiré
No h., Prologue.

h 28, XXXIX^e Festival International de mu-
sique de Besançon : « Stabat Mater » (P.
Mestriani), « Motets » (Bruckner), « Missa
solenne », « Adieu », par le Chœur de
philharmonie nationale de Vozovica, dir.
K. Wojnarowski.

h, Les amis d'éché.

Dimanche 14 septembre

RANCE - CULTURE

- h. 2. *La tentatrice courvée.*
- h. 14, *Horizon*, magazine religieux.
- h. 15, *Chasseurs de son* : variétés franco-allemandes.
- h. 17, *Orthodoxie et christianisme oriental.*
- h. 30, *Protestantisme*.
- h. 16, *Scoutie lyonn.*
- h. 31, *Divertissements de la jeunesse cosmopolite*.
- h. 32, *La vie libre des jeunes françaises.*
- h. *Messe au Carmel de Saint-Germain-st. Louis.*
- h. *Regarde sur la musique.*
- h. 5, *Allégorie.*
- h. 4, *Individu du disque.*
- h. *Sous un autre-musique* (Mompennance).
- h. 5, *Coups défendus*, de T. Stoppard, traduit et adapté par F. Walter et J. Fiorani.
- h. *Le monde d'aujourd'hui*, A. Bedonnet, J. Segura, F. Constant, etc.
- h. 42, *Musique eurocentriste.*
- h. *Le monde musical actuel* : Nice - Colmar 1980.
- h. 39, *Ma non troppo.*
- h. 16, *Le cinéma des châteaux.*
- h. *Le monde musical* : de Bayreuth à Paris de R. Wagner (actes II et III).

FRANCE - MUSIQUE

2. A. Séverac-musique : œuvres de Stravinsky,
Brahms, Poulenc, Debussy, Bartok et Liszt.
3. H. 30, Musique religieuse traditionnelle
H. 30, Concert du passé : œuvres de
Haydn, Beethoven, Schubert, Chopin, Brahms
Haydn (reconstitution d'un concert donné le
10 février 1828 au Théâtre du Châtelet
par l'Orchestre des Concerts Colonne, dir.
G. Piérolle).

4. K. Concert : « Missa Solennelle pour soliste,
chœur et orchestre en ré mineur », œuvre
de J. Haydn, dirigée par G. Piérolle, avec
le F.O.R.F., dir. O. Quénédien, les chœurs
du F.O.R.F., dir. G. Prémilanc, avec
l'Orchestre Symphonique C.G. Leduc, dir.
J. Jass : concert du 18 janvier 1944 au Musé-
tropitain Opera de New-York (Armstrong,
Glenn Gould, Jacqueline Sicaud, Hawkins, Peter
Ford, Catlow...).

5. Grands Interprètes : L'école de piano
russe (Liedov, Chopin, Rachmaninov, Slav-
enkov), école bulgare (Simeon Perdiclav-
off-neuvième siècle.

6. M. Concert de musique de chambre
« Sonate pour violon et piano » (Beynart)
« Sérénade pour violoncelle et piano »
« Trixisme » (Ravel), « Quintette à cordes
no 3 » (Mahler), « Quintette à cordes no 3
et 4 » (Schubert).
Violons, avec K. Kulka, violon, J. Marek
violin, piano, et J. Dupuy, deuxième violon.
Violoncelles, avec K. Kulka, violoncelle.

7. M. XXXIII Festival International
musique de Besançon (en direct du
Théâtre) : « Concerto pour deux pianos, et
orchestre en ré mineur » (Beethoven), « Naxos
symphonie no 1 » (Mozart), « Concerto sym-
phonique no 3 en ré mineur » (Bruckner),
par le Nouvel Orchestre philharmonique
français, avec Kadu et Marianne Labèque,
Labèque, piano.

8. Les nuits 4744 : Equivalences (Meissner)
23 h. 30. Sérénades (Janacek, Vladigorsk)

KARLOWICH, SUE CHRISTINA BAKALUKO.

INFORMATIQUE

Bataille pour les banques de données juridiques

Avec « Sydoni », les notaires ont créé les premiers leur banque de données. Les autres professions juridiques s'en mêlent.

ERIC RONDE

DANS son étude, aux allures secondaires, tout ce qui possède quelque chose venant confier ses affaires ou se confier à ce notaire parent de la pénurie du bien. Avec son langage d'homme de loi, son archaïsme qui remonte parfois jusqu'à l'ancien régime, le notaire offre l'image d'une immobilité rassurante. Cliché ? Peu importe puisqu'il est aujourd'hui faux.

Même si la plupart des notaires ignorent encore la comptabilité double, 1 000 études (sur 5 124) s'y sont converties et font établir leurs livres sur ordinateur par le Centre national d'informatique (C.N.I.). Depuis octobre 1978, cet organisme propose aussi un nouveau service, la « chaîne administrative ». Pour chaque acte, le notaire inscrit les données dans un ordinateur, les différents documents qu'il a rédigés, de faire parvenir à l'administration. Extraits d'actes pour le fisc, bordereaux d'inscriptions destinés aux bureaux des hypothèques, attestations diverses, etc.

Des logiciels de traitement de texte sont aussi en préparation. Annoncée pour la fin de l'année, ils devraient permettre au personnel d'une étude de saisir sur un micro-ordinateur les paragraphes ou paragraphes de texte les plus souvent employés et de les faire éditer automatiquement sur une imprimante.

Ces systèmes sont, certes, mais ne constituent pas une révolution au sein d'une étude. Ils allègent le travail, rationalisent ce qui se fait. La grande nouveauté s'appelle Sydoni, c'est-à-dire système de documentation nationale informatique. Cette fois, c'est plus sérieux. Il s'agit du savoir.

Sydoni est une banque de données. Depuis le mois d'avril, six études en province sont équipées, à titre expérimental, d'un terminal relié au serveur par le réseau téléphonique. Mais, déjà, parmi les abonnés aux traitements comptables du C.N.I., huit études sont équipées d'un terminal de saisie qui est connectable au système. Quelques problèmes techniques dus à ce mode de transmission subsistent encore mais seront levés, pense-t-on, à l'automne. Rien ne s'opposera plus alors à une large diffusion du savoir on l'aime auprès des notaires.

Pourquoi et comment cette profession, qui est encore en partie réglementée par une loi de 1801, est-elle en passe de devenir la plus informatisée en France, dans l'immédiat du moins ? Fait maintes fois relevé, l'informatique se développe souvent là où existe un fort goulet d'étranglement. Les notaires sont-ils débordés ?

ajouter les 30 000 arrêts des cours d'appel et des juridictions supérieures qui constituent la jurisprudence. Chacun de ces éléments est bien sûr d'importance. Il n'empêche que tous ces textes tiennent un échec. L'ordinateur plus serré, que les notaires, débordent avec peine et où ils discernent toujours plus difficilement ce qui concerne l'acte de tel ou tel client.

Certains textes récents ont profondément modifié les dispositions en vigueur. Telle l'introduction de la T.V.A. sur les biens immobiliers, la loi Guilleux sur le régime d'urbanisme, celle sur les plus-values ou encore celle sur la protection des consommateurs, qui est applicable depuis le 1^{er} juillet.

Les grosses études ne s'en tirent pas trop mal, elles ont les moyens de s'équiper en personnel. Mais 40 % d'entre elles sont situées dans une commune de moins de 3 000 habitants et ne font pas plus de 300 à 400 actes par an, alors que la moyenne nationale est de 800 par an. Les problèmes s'affrontent ces dernières n'en sont pas moins complexes pour autant.

L'image de ce notaire qui

connaissait sa loi, ou juste ce qu'il en fallait, comme la pratique que son bureau est bel et bien révolue.

L'usage de Sydoni sera relié au serveur en « conversationnel ». L'interrogation se fait en langage courant. Au gré de ses recherches, il pourra donc affiner ou, au contraire, élargir ses questions jusqu'à l'obtention du ou des documents qui correspondent à un problème, parmi les 35 000 que recense Sydoni. Un texte, ou « page-fora », se présente sous la forme d'un résumé en style télégraphique suivi d'une analyse et comporte aussi des références — au total 100 000 — qui renvoient à des publications spécialisées.

Telle est donc la vocation de cette banque de données : aider les notaires dans l'élaboration des actes, et particulièrement les plus démunis, dans la jungle des textes. Du moins sa vocation originelle, lorsque Sydoni ne signifiait encore que : Système notarial de documentation informatique. Créé entre 1968 et 1970 il est opérationnel sous sa forme actuelle depuis 1978. Mais il n'était jusqu'à présent utilisé que par les cinq centres de docu-

mentation et de consultation (Gidon) mis sur pied par les conseils régionaux de notaires.

En avril 1980 le mot national remplace notarial dans le sigle Sydoni. Changement anodin en apparence mais qui a déclenché d'importants remous dans le monde juridique qui ne sont pas encore apaisés. Que s'est-il passé ?

Une banque de données vaut par la qualité des documents qui sont enregistrés mais aussi par leur quantité. La collecte des informations, leur tri, éventuellement leur réduction, et la saisie représentent de très gros frais. Depuis 1968, selon les auteurs de Sydoni, pour sa constitution et sa mise au point. Mais les cinquante-cinq mille textes enregistrés sont encore très en deçà du seuil satisfaisant. Pour rendre le système performant, il lui faudrait en contenir au moins quatre fois plus. La dynamique d'une banque de données est de tendre vers l'exhaustivité dans son domaine pour offrir un service le plus fiable possible à l'utilisateur et client. Les Gidon et le conseil supérieur du notariat ont donc soumis l'an dernier un projet de développement au ministère de l'Industrie dans l'espoir d'obtenir une subvention. Celle-ci fut accordée sous la forme d'un « contrat de croissance » de 9,5 millions de francs assorti de plusieurs conditions.

Élargissement

Les bénéficiaires ont d'abord dû s'engager à investir une somme égale en cinq ans. Mais surtout, à cette échéance, c'est-à-dire en 1985, Sydoni devra être rentable, commercialement parlant. Sur le plan financier, un rapprochement a été négocié avec le G.C.A.M., une société de service et de conseil en informatique, filiale de la Caisse de dépôts et de consignations. Un G.I.E. (Groupeement d'intérêt économique) a été créé, où cette

dernière a pris une participation de 40 %, soit 3 millions de francs, le Conseil supérieur des notaires détenant les 60 % restants. La convention passée avec le ministère de l'Industrie stipule que pour atteindre son objectif de rentabilité Sydoni élargisse, en même temps que son fonds documentaire, sa clientèle aux autres professions juridiques que le notariat.

Sydoni s'adresse donc désormais aux experts-comptables, aux conseils juridiques, aux juristes d'entreprise, aux administrateurs de biens et aux avocats. Or plusieurs banques de données juridiques sont, ça et là, en voie de constitution. Toutes ont besoin de cofinancer pour assurer de leur survie. En pour se développer. Il leur faut vendre leurs services. Pour vendre, il faut être en mesure d'offrir un système le plus complet possible. Cela suppose un investissement très lourd, puisqu'il faut compter au moins 100 F par document saisi.

Le marché juridique est par ailleurs limité et à peine en éveil. Les utilisateurs potentiels ne sont pas encore du tout familiarisés avec les systèmes de documentation informatique. Les possibilités de commercialisation sont donc encore très réduites. Seuls ceux qui auront eu les moyens de se préparer — c'est-à-dire d'investir d'abord à perte — à une demande qui ne manquera pas d'éclater résisteront. Dès lors que les pouvoirs publics ont signé un contrat de croissance avec Sydoni, ils ont donné le sentiment d'avoir fait leur choix. Un choix exclusif.

L'absence d'habitude des promoteurs des autres systèmes. A commencer par le Centre d'informatique juridique (Cedij), créé par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. Riche de deux cent mille documents, la banque du Cedij ne compte que quelques clients mais pas des moindres. Outre les deux cours qui en sont à l'origine, les

ministères de la Justice et du Travail et de la Participation, la Documentation française, l'Assemblée nationale et le Sénat, la direction générale des Impôts, la Cour des Comptes. Lucien Mehl, son directeur, s'étonne : « Est-ce que les Assemblées, la chancellerie, qui est chargée de contrôler les notaires, vont se reposer sur eux pour la constitution d'une banque qui correspond à leurs besoins ? » Le Cedij aurait souhaité 25 millions de francs pour atteindre l'objectif de un million de documents qu'il s'est fixé, mais se serait vu refuser le contenu de la moitié. « Malheureusement, je ne pouvais à peine promettre que l'équilibre financier serait atteint dans six ans, certainement pas la rentabilité. » Avec les 6 millions de francs que lui verse chaque année le ministère de la Justice, le Cedij peut juste assurer les mises à jour de son fonds actuel.

La manne publique

Les éditeurs juridiques, qui sont de longue date les premiers prestataires d'informations auprès des professions concernées, prétendent également à la manne des pouvoirs publics. Tous ont essayé un refus. Notamment la Société des éditions techniques, dont la banque de données Paris-Dette n'est pas l'unique employée par elle-même. On le Centre de documentation automatisée du droit (CEDAD), organisme commun à la Gazette du Palais et aux Editions Dalloz, qui s'est dissous depuis. « Mais pour l'instant, explique M. Bernard Desché, l'ancien directeur du centre, nos publications régulières semblent suffire à nos abonnés. Nos centres ne sont pas interrogés plus de trois à quatre fois par jour. »

Derrière les rivalités apparentes se dissimulent aussi des divergences liées aux contenus mêmes des banques de données. Les avocats, par exemple, ne veulent pas entendre parler de Sydoni. La constitution d'un fonds documentaire est en soi le reflet des intérêts et préoccupations de ses usagers. « Parmi les soixante-dix mille arrêts que rendent annuellement les cours d'appel, seuls 30 % enrichissent vraiment la jurisprudence et nous aident dans nos travaux », remarque M. du Granrut, du barreau de Paris. Comme on ne peut pas tout prendre il faut sélectionner. Est-ce aux notaires, dont les préoccupations sont très différentes, de choisir pour les avocats ? Nous ne le pensons pas. D'ailleurs c'est à peine s'ils le peuvent, puisqu'ils saisissent la jurisprudence dans les revues où n'apparaissent pas 5 % des arrêts. »

On ne dissimule pas au ministère de l'Industrie d'avoir rangé les considérations de contenu au second rang. Le critère déterminant a été l'aptitude estimée des demandeurs à mettre sur pied un système commercialement viable (1).

Seuls les notaires alliés à la Caisse des dépôts ont su pour le moment se contenter dans le monde de ces exigences. Il est vrai qu'ils constituent aussi une profession structurée, alors que les éditeurs juridiques et les barreaux ont avancé en ordre dispersé. Cependant tout n'est pas encore joué, semble-t-il. Les éditions techniques et la Gazette du Palais ont joint leurs forces, d'autres négociations se sont depuis engagées. Mais, si l'on veut vraiment que chaque profession puisse bénéficier des services d'une banque de données, sera-t-il encore possible de ne considérer que les aspects commerciaux immédiats ? C'est peu probable.

(1) Les tarifs d'accès aux banques de données varient en fonction du terminal d'interrogation et du mode de transmission. En moyenne, l'heure de connexion revient à 300 F avec la banque du Cedij et 600 F avec Sydoni. Différentes formules sont en vigueur chez les éditeurs : la réponse à une question adressée à Paris-Dette coûte environ 190 F, et coûte 260 F au CEDAD.

Des millions d'actes

En 1968, 3,7 millions d'actes se sont conclus en France. En 1978, 4,4 millions. Soit plus 17 %. Si le nombre d'études est simultanément en régression, les effectifs de notaires et de clercs ont crû de 31 %. Là n'est donc pas la raison.

Pour l'un des notaires qui étroitement Sydoni à domicile — M. André Lapeyre à Avignon, c'est le travail en lui-même qui est devenu plus complexe. « Les choses ont beaucoup changé. Un acte aussi simple que la vente d'un immeuble est devenu une affaire très lourde. Alors qu'autrefois cela se faisait en quatre jours, quatre mois sont maintenant nécessaires pour purger tous les droits de préemption. Pour vendre un terrain dans certaines zones sensibles comme en bord de mer, il faut parfois en observer cinq successivement. »

Chaque année toutes les sources du droit fournissent leur lot de mesures ou décisions nouvelles. Environ 1 300 lois et décrets, 5 000 arrêtés ou règlements administratifs, 16 000 réponses ministérielles, 4 000 articles de doctrine, plus les ouvrages, auxquels il faut

POUR LUI, SOUSCRIVEZ A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSTITUT PASTEUR.

L'an 2000, c'est dans 20 ans. 20 ans pendant lesquels des millions de personnes vont naître, mourir, souffrir ; 20 ans pendant lesquels il faudra mieux comprendre la vie et découvrir les moyens de guérir. Des centaines de chercheurs à l'Institut Pasteur étudient déjà depuis plusieurs années les réactions du corps aux agressions virales ou microbiennes. Mais quelle sera la résistance de l'organisme humain à l'environnement de demain ? Les recherches de l'Institut Pasteur portent aujourd'hui non seulement sur les vaccins spécifiques contre telle ou telle maladie mais aussi sur la stimulation et la mobilisation de l'ensemble de nos défenses immunitaires. Pour nous aider à vaincre les virus, les bactéries, les parasites. Mais aussi les pires ennemis de notre organisme : les cellules cancéreuses. Devant l'ampleur des recherches à entreprendre dans les

grands domaines de la biologie, et dans celui des applications biomédicales, l'A.D.I.P. - Association pour le Développement de l'Institut Pasteur - a déjà rassemblé 60.000 personnes. Rejoignez-les pour l'avenir de millions de vies humaines. Demain, c'est l'an 2000.

A.D.I.P.

Si vous vous sentez concerné, renvoyez la demande d'adhésion ci-dessous, à l'Association pour le Développement de l'Institut Pasteur - Institut Pasteur - 28, rue du Docteur Roux - 75015 PARIS.

Je souhaite aider l'Institut Pasteur au titre de :

Membre adhérent	<input type="checkbox"/> (120 F)
Membre associé	<input type="checkbox"/> (500 F et plus)
Membre actif	<input type="checkbox"/> (1000 F et plus)
Membre participant	<input type="checkbox"/> (5000 F et plus)
Membre donateur	<input type="checkbox"/> (10.000 F et plus)

Ci-joint un chèque de F..... à l'ordre de l'Institut Pasteur

Nom Prénom

Adresse

Code postal Bureau distributeur

Profession Tél.

Heure d'appel

REPÈRES

Charbon gazéifié

L'usine de gazéification du charbon la plus importante au monde est entrée en activité à Vaskilingen, en Sarre. Cette unité, filiale du groupe S.A. G. I. T. E., transformera 11 tonnes de charbon par heure en 22 000 mètres cubes de gaz. Le ministère fédéral de la recherche a subventionné 75 % du coût de construction qui atteint 50 millions de marks et participera, à raison de 75 % également, au coût de fonctionnement qui s'élève annuellement à 10 millions de marks. Source : Energies 68, rue Cadet, 75005 Paris.



JEAN CASSAGNE/A. PROPOS

ROMANTISME

L'autocritique d'un terroriste allemand

Horst Mahler, avocat berlinois, un des fondateurs et théoricien de la « bande à Baader », vient d'être libéré de prison où il a passé neuf ans. Il explique ici pourquoi, après avoir prôné le terrorisme, il estime que « l'heure est venue de sortir des tranchées ».

PHILIPPE GANIER-RAYMOND

HORST MAHLER, avocat berlinois, était le défenseur du mouvement étudiant S.D.S. conduit, dans les années 60 par Ruddy Dutschke. Mahler a été un des fondateurs de la Fraction armée rouge (dite « bande à Baader »). Condamné en 1973 à deux ans de prison pour « complotage grave », « attaque à main armée », « association de criminels », il déclarait avant le verdict : « Avec les domestiques du capitalisme, on ne parle pas. On tire ».

Les années ont passé. Horst Mahler ne tire plus. Il n'a d'ailleurs jamais tiré. En décembre 1979, alors qu'il était déjà en liberté semi-surveillée, son entretien, publié par le magazine *Der Spiegel*, avec le ministre de l'Intérieur Gehrhart Baum fit sensation en Allemagne. Il explique ici les motivations profondes des terroristes allemands, les raisons de son revirement et les composantes de cette société à la fois transparente et mystérieuse : l'Allemagne.

« Je voudrais, d'entrée de jeu, vous demander si, comme je le crois, une des motivations des terroristes allemands est la haine de soi. Le besoin irrésistible de lutter contre l'Allemand qui est en soi. Cette question est tout à fait surprenante de la part d'un Français. Après ce que vous avez

subi entre 1940 et 1945, un tel sentiment ne devrait pas être de nature à vous surprendre. Mais, je ne parlerai pas de haine de soi. Il s'agit plutôt de honte. — Mais enfin, vous et la totalité des membres de la Fraction armée rouge n'étiez pas majeurs en 1945. Pourquoi colporter ce fardeau d'une responsabilité qui n'est pas la vôtre ?

— Bien sûr, en tant qu'individu, en tant que moi-même, je n'étais pas responsable. Seulement, l'hitlérisme et les événements effroyables qui en ont découlé furent provoqués, soutenus, je dirai emportés par la volonté d'un peuple entier. Or, j'appartiens à ce peuple. Par conséquent, je ne puis demeurer indifférent.

« Pour revenir à votre première question, je crois effectivement que tous les membres de la F.A.R. ont ressenti, ressentent cette honte. Elle constitue un élément décisif dans leur engagement. Mais, vous le savez bien, les raisons d'un engagement sont multiples. Au-delà de la honte, il existe une certaine façon de traiter et de ne pas traiter le passé. Il existe une sensibilité propre, une certaine façon personnelle de voir la politique. Et cette évidence, fondamentale dans notre engagement : l'Etat, en tant qu'Etat, a commis les pires crimes, en commet tous les jours. Non seulement au sein de notre peuple, mais chez les autres peuples. C'est quelque chose de très difficile à supporter.

— Vos parents étaient-ils nazis ?

— Oui. Mais je n'éprouve aucune haine à leur égard. Encore une fois, mon sentiment est la honte. Et de cette honte est née, c'est vrai, chez beaucoup, la haine des autres et la haine de soi. Pour ce qui me concerne, il m'est impossible de commettre le passé dans le langage, avec les mots de l'historien classique, comme cela se fait beaucoup, ici, de nos jours. Sans doute parce que l'entretenement avec mes parents n'est pas un rapport positif. La contradiction qui m'habite est la suivante : mon père était l'archétype de l'homme bon. J'ai beaucoup réfléchi. Je me suis dit : « Il était aveuglé ». Mais c'est beaucoup plus compliqué que cela. Il s'est passé, dans ma famille, des choses que je ne parviens toujours pas à m'expliquer. Ainsi, mon oncle, le frère de ma mère, était fûrher S.A. En 1934, dans le prolongement de « la nuit des longs couteaux », il a été assassiné par les S.S. comme Röhm. Eh bien ! malgré ce tragique événement, il mon père ni moi-même, qui étions, je le répète, des gens pétris d'humanité, n'ont eu le moindre regard critique pour le nazisme. Pourquoi ? C'est inexplicable. Pour ses raisons, et pour bien d'autres encore, il m'est impossible de voir la période nazie en noir et blanc. Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Non.

— Franchement, il y a quelque chose de très choquant dans l'histoire de la F.A.R. Vous le confirmez : ses membres sont habités par le poids du génocide, qui est à la fois en eux et dans l'histoire de leur pays. C'est pathétique. Seulement, plus de trente ans après leurs parents, ces jeunes gens tuent des juifs à leur tour, parés, vous l'avez dit, par le remords du premier massacre. En s'adressant aux Palestiniens. Comment expliquez-vous cela ?

— Nous avons pris fait et cause pour le peuple palestinien, entre autres parce que jamais les juifs ne les auraient expulsés, ne leur auraient pris leurs terres, si nous n'avions, nous, traité les juifs de la manière que vous savez.

L'idée domine ne date pas du III^e Reich. — Les persécutions du III^e Reich sont l'aboutissement de longues années politiques contre les juifs. Or les juifs faisaient partie de notre peuple. Au-delà de l'intégration, de la pleine et entière citoyenneté, ils avaient su maintenir l'identité d'un peuple. Le peuple allemand n'aurait pas pu se définir sans eux. La création d'un Etat voué par définition à une politique violente. Il fallait créer des conditions politiques, sociales et culturelles telles que le mariage d'un peuple. Le peuple palestinien, en spoliation des Palestiniens. En fait, la terre de Palestine ne pouvait nous laisser indifférent, en raison même de notre passé.

— Et vous n'étiez pas ému par ce qui venait de se passer à Munich ?

— Mais si, justement ! C'était bien cela le problème ! Mais je répète que notre identité était menacée. Et nous réagissions en justifiant l'affaire de Munich. Ce fut l'origine de problèmes énormes. Cela déboucha sur la doute. Aujourd'hui, quand je vois leurs réactions dans la clandestinité, quand je vois leurs violences, j'aperçois les doutes qui sont demeurés. Le fait qu'ils propagent toujours cette idée de la lutte armée, qu'ils ignorent à ce point les conséquences politiques de leur action, encore et toujours, ce n'est rien d'autre que l'expression de leur doute.

— Prenons un autre exemple : l'enlèvement et la mort de Schleyer.

— L'affaire Schleyer est évidemment liée à l'affaire de Mogadiscio. Des vacanciers pris en otage, d'une part. D'autre part, un homme que l'on torture pendant six semaines, avant de le tuer. Que se passait-il dans nos têtes ? Comment pouvions-nous expliquer des choses pareilles avec les mots du vocabulaire politique ? On n'a pas encore trouvé de réponse. Mais, soudain, ceci est devenu pour moi une évidence : une certaine morale politique peut se retourner comme un gant. On peut très vite adopter un comportement rigoureusement calqué sur celui des gens que nous combattons. On en arrive à faire soi-même une politique meurtrière, répressive, fondée sur le mépris de l'homme. Que disent la F.A.R. ? C'est : aucun individu ne peut être tenu pour responsable d'un processus historique. Il était tel, par conséquent, de dire que Schleyer était fasciste, que la F.A.R. était capitaliste. Il était otage de la terreur pour responsable d'un certain ordre

Le doute

— Mais, comment vous, Allemand de quarante-cinq ans, ravagé — à tort ou à raison — par la culpabilité, pouvez-vous décider de manière aussi péremptoire d'une telle situation ?

— Je vois très bien votre argument. Vous l'avez dit : enfants, nous n'avons pas responsables de ce qui se passait. Mais nous étions identifiés aux auteurs du grand massacre. Cela a créé une exigence morale. Si nous voyons une injustice, ou quelque chose que nous considérons comme une injustice, nous n'avons pas le droit de nous taire.

— Prenons le problème par un autre bout. Quelle fut votre réaction, à vous, Horst Mahler, au massacre des Jeux olympiques de Munich ?

— A l'époque, j'ai justifié cette action devant le tribunal. J'étais accusé d'attaque à main armée. En public, j'ai dit que Munich avait une signification particulière. Je m'en rends compte aujourd'hui : on mettait en cause notre identité, dans ce procès, on mettait en cause notre Selbstverständnis. Pour la première fois, il y avait une action politique globale. On ne pouvait enlever dans le profond de moi-même je critique beaucoup cette action. Mais il y avait le procès. Ma réaction ne pouvait être qu'unilatérale.

— Et vous n'étiez pas ému par ce qui venait de se passer à Munich ?

— Mais si, justement ! C'était bien cela le problème ! Mais je répète que notre identité était menacée. Et nous réagissions en justifiant l'affaire de Munich. Ce fut l'origine de problèmes énormes. Cela déboucha sur la doute. Aujourd'hui, quand je vois leurs réactions dans la clandestinité, quand je vois leurs violences, j'aperçois les doutes qui sont demeurés. Le fait qu'ils propagent toujours cette idée de la lutte armée, qu'ils ignorent à ce point les conséquences politiques de leur action, encore et toujours, ce n'est rien d'autre que l'expression de leur doute.

— Prenons un autre exemple : l'enlèvement et la mort de Schleyer.

— L'affaire Schleyer est évidemment liée à l'affaire de Mogadiscio. Des vacanciers pris en otage, d'une part. D'autre part, un homme que l'on torture pendant six semaines, avant de le tuer. Que se passait-il dans nos têtes ? Comment pouvions-nous expliquer des choses pareilles avec les mots du vocabulaire politique ? On n'a pas encore trouvé de réponse. Mais, soudain, ceci est devenu pour moi une évidence : une certaine morale politique peut se retourner comme un gant. On peut très vite adopter un comportement rigoureusement calqué sur celui des gens que nous combattons. On en arrive à faire soi-même une politique meurtrière, répressive, fondée sur le mépris de l'homme. Que disent la F.A.R. ? C'est : aucun individu ne peut être tenu pour responsable d'un processus historique. Il était tel, par conséquent, de dire que Schleyer était fasciste, que la F.A.R. était capitaliste. Il était otage de la terreur pour responsable d'un certain ordre

politique, d'un certain régime. On en oublie qu'il appartenait à l'espèce humaine.

— C'est à cette époque, dans que vous avez commencé à revenir sur vos positions, sur vos convictions.

— Non. Un processus de révision ne s'accomplit pas, comme ça, en vingt-quatre heures. On ne peut affirmer : « Tel jour, à telle heure, on a changé nos convictions ». Mais je vous répète ce que j'ai déjà dit au ministre Baum : l'isolement, en prison, est une bonne chose, dans la mesure où il vous contraint à la réflexion solitaire. Sans le poids écrasant de la société extérieure. C'est un premier point. Ensuite, il faut remonter aux années 1969-1970, à l'époque de la guerre au Vietnam. Notre idée-forces était que l'Etat, représentant de la domination du capital, devait être détruit. Et nous croyions que notre action devait être exemplaire. Nous avions puisé chez Marx et Lénine les raisons de notre conviction. Nous étions persuadés que nos actions révolutionnaires en étoile favorable. Nous imaginions que notre résistance à l'Etat serait suivie, qu'elle déboucherait sur une réaction concrète, populaire. Le résultat, vous le connaissez, et on l'a bien vu au cours des procès de nos camarades de la F.A.R. Il était diamétralement opposé à celui que nous espérions : l'impopularité, une psychose de peur, et le renforcement des puissances que nous combattions : le B.U.D. (1), l'extrême droite, Franz-Joseph Strauss, etc.

Lénine

— Ce qui m'étonne, dans votre discours, c'est cette référence à Lénine, et dans d'autres déclarations, à Hegel. La première est l'Etat du socialisme. Le second pose la notion d'Etat en préliminaire à toute réflexion sur l'homme. Vous m'avez parlé de Kropotkine, à la rigueur j'aurais compris.

— Il est vrai que Hegel dit bien que l'Etat existe déjà en l'homme, à l'intérieur de l'individu. Mais cela ne s'écrit pas là. Hegel montre que, lorsque les forces réformatrices sont trop faibles face à une situation intenable, il peut y avoir rupture, changement d'Etat.

(1) Service de renseignements de la R.F.A., fondé par G. Gehlen, travaillant au profit français.

مكتبة المجلد

Hegel laisse la porte grande ouverte à toutes les formes de prise de conscience. Selon lui, il existe mille façons pour la bourgeoisie de se dégrader de la société féodale.

» Pour ce qui concerne Lénine, c'est tout différent. Nous nous sommes trompés. Nous nous sommes identifiés avec le leader de la première révolution du siècle. Nous l'avons reçu. Nous voulions à tout prix — déjà du temps de la révolte estudiantine — que le marxisme-léninisme soit le fondement théorique de l'importation de nos actions. Pas l'histoire d'une critique. Aujourd'hui, heureusement, beaucoup d'entre nous sont passés du stade réceptif à la réflexion critique.

— Revenons à l'histoire récente. Savez-vous ce qui s'est réellement passé à Stamboul ? Vos amis Andréas Bader, Gudrun Ensslin, Karl Raspe, se sont-ils vraiment suicidés ?

— Je n'y étais pas. Mais s'il y a eu crime, à qui ce crime a-t-il profité ? Strictement pas au gouvernement fédéral. Strictement pas à Helmut Schmidt. Ils venaient de réussir le coup de Mogadiscio. Ce n'était vraiment pas le moment de se mettre une histoire pareille sur le dos. La mort de Bader, Ensslin et Raspe flaquait tout par terre. Quant à la vengeance pure et simple, non, je n'y crois pas. Ça ne tient pas debout. En plus, la FAR a été, à contrario, un facteur non négligeable de renforcement des structures et du régime dans ce pays. S'il y a eu meurtres, le gouvernement n'y est pour rien. Je crois plutôt au B.N.D., à une certaine fraction très précise du B.N.D. L'objectif serait de pousser la gauche dans ses faiblesses. À la conduite de actions de désespoir, de folie.

Le complot

— Vous connaissez, j'imagine, la thèse qui prévaut dans les milieux européens bien informés : il n'existerait qu'un seul et même mouvement de libération mondial. Allemands, Irlandais, Basques, Coréens, Bretons seraient tous manipulés par Kadhafi. Qu'en pensez-vous ?

— Il existe, à droite comme à gauche — pardonnez-moi d'utiliser ces vieux concepts étranges — une manière de juger toute politique en plaçant systématiquement au centre de son raisonnement l'idée d'un complot. Le plus petit événement doit obligatoirement être à la fois le reflet et la résultante d'un complot global, planétaire. Les nazis, pour ne parler que d'eux, ne faisaient rien d'autre en clamant que tous les malheurs de l'Allemagne découlaient d'une conspiration juive. Je suis toujours très surpris que pareille conception du monde ait à ce point la vie dure. Car, enfin, l'histoire ne cesse de démontrer que les choses ne fonctionnent pas ainsi. Tout ce que nous savons de causes profondes des événements historiques concourt à démontrer au contraire que la stratégie du complot ne joue aucun rôle.

— Donc Kadhafi ne joue aucun rôle dans la flamme terroriste européenne actuelle ?

— Je n'ai jamais dit cela. Il est à peu près certain, au contraire, que certains hommes au pouvoir, Kadhafi entre autres — mais croyez bien qu'il n'est pas le seul — tentent de tirer profit de certaines situations. On oserait le nier ? Il est clair, en effet, que le terrorisme est un des éléments de leur politique et qu'ils essaient par tous les moyens de l'utiliser. Mais ni M. Kadhafi ni aucun autre chef d'Etat n'est à l'origine de l'action de tel ou tel groupe. Ce qui est à la base, ce qui est premier c'est la singularité, les conceptions propres du groupe. Qu'il s'agisse de nous, qu'il s'agisse des Basques ou des Coréens. Ce qui compte d'abord, c'est la cause, son originalité. Quand un groupe se rend compte que Kadhafi ou un autre le soutient en mettant par exemple à sa disposition des camps d'entraînement, alors il s'interroge. On discute. On pèse le pour et le contre.

— Les vôtres, par exemple, se sont entraînés, s'entraînent toujours dans les camps palestiniens, tout le monde le sait.

— Oui, mais c'est en pleine conscience que nous avons accepté l'offre palestinienne. Nous avons analysé la situation, à l'époque. Nous sommes arrivés à la conclusion, en raison de la nature même de la cause palestinienne, qu'il n'y avait aucune contradiction entre nos principes, les buts que nous nous étions fixés, et le fait d'aller s'entraîner à-bas.

— Oui. Je me méfie, comme vous, de la théorie du complot. Mais chaque fois qu'on se rend à Berlin-Est, à 800 mètres d'ici, on tombe, dans le hall de l'hôtel Unter den Linden, sur l'état-major palestinien, toutes tendances confondues : O.L.P., Front du refus, etc.

— Qu'est-ce que cela prouve ?

— Rien. Mais on ne peut s'empêcher d'imaginer une gigantesque manipulation de votre romantisme par la R.D.A., donc par l'U.R.S.S., en vue d'une déstabilisation de l'Europe occidentale.

— Les suppositions, les spéculations que l'on a faites à ce sujet sont insupportables. Je n'ai guère d'idées sur la question. Je ne puis que m'en tenir aux faits. Tout d'abord, je sais que la R.D.A. et Moscou, en 1967, ont été très surpris par l'ampleur que prenait le mouvement étudiant à Berlin-Ouest. Ils n'avaient jamais prévu cela. Ce mouvement n'était inscrit nulle part dans leurs catégories. Ils ne comprenaient rien. Ils ont été encore plus désemparés quand les groupes terroristes sont apparus. Ici, aux Etats-Unis, en Italie, chez vous, même... A la rigueur, ils étaient capables de comprendre une évolution bizarre à l'intérieur du mouvement ouvrier. Mais dans leur schéma rien n'était prévu au chapitre du terrorisme individualisé. Qu'ont-ils fait alors ? Ils ont commencé par nous dénoncer. Et puis ils ont attendu. En se demandant comment diable utiliser la situation nouvelle dans leur intérêt propre. Au début, ils étaient si peu sûrs d'eux que, tout en nous condamnant, ils nous ont procuré un certain nombre de facilités.

— Ils vous laissent passer à l'Est ?

— Ils nous laissent passer à travers la R.D.A. de Berlin-Ouest en République fédérale. Mais je veux dire ceci : s'il est possible qu'ils aient songé à nous utiliser comme moyen de déstabilisation, il est certain, en revanche, qu'il n'y a jamais eu de leur part, un grand calcul ayant notre entrée en action. Je répète qu'ils ont été étonnés par l'apparition de notre mouvement. Nous n'étions pas inscrits à leur programme historique !

— Avez-vous des contacts avec les autres mouvements terroristes ? Les Basques, les Coréens, les Irlandais.

— J'ai été arrêté avant qu'ils aient été pris, si jamais ils le furent. Je ne sais donc rien. Mais je puis dire que la tendance, au moment de mon arrestation, était effectivement à la recherche de contacts. Avec l'I.R.A., les Basques, et surtout avec les Italiens. La phase ultérieure de notre programme était, en quelque sorte, une relance de la III^e Internationale.

— Est-ce que la Fraction armée rouge existe toujours ?

— Franchement, je n'en sais rien. Je fais comme vous : je lis les journaux, j'essaie de lire entre les lignes. Une chose est certaine : après Mogadiscio, en 1977, après cette terrible défaite pour le groupe, la FAR a subi un traumatisme terrible. Les militants ont été énormément frappés dans leur identité. Or un groupe, quel qu'il soit, dont les individus sont à ce point ébranlés, ne peut avoir que des difficultés profondes.

Utile

— Après sept ans de prison, vous voici en liberté. Mieux : vous avez eu un entretien public avec le ministre de l'Intérieur fédéral. Un entretien semblable entre notre ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, et un ancien plasticien comme, même repenti, serait difficilement imaginable. Finalement, elle ne sont pas si mal que ça la loi allemande, la société allemande.

— Ici, il existe une loi d'application des peines qui prévoit normalement la mise en semi-liberté après tant d'années de prison. On a appliqué la loi. On ne m'a pas fait de cadeau. Maintenant, vous comparez la société allemande avec la société

ERRATUM — Dans l'interview de Nicolas Tertulian, « Lukas et l'ombre de Staline » (Le Monde Dimanche du 31 août, page 14, première colonne, dernier paragraphe), il fallait lire : « Lukas s'est rendu compte que le poids de l'objectivité est plus grand qu'il ne le pensait et qu'il fallait tenir compte, dans une mesure incommensurablement plus grande qu'il ne l'avait fait, de la densité, de la résistance et de la complexité du réel (...) ».

Nous présentons nos excuses à nos lecteurs.

française que, par parenthèse, je ne connais pas très bien. Ne croyez-vous pas que si un tel entretien avait été publié dans les journaux français, les Français n'auraient pas compris, comme la majorité des Allemands, que l'événement était utile, nécessaire ? Ne croyez-vous pas que les Français, comme les Allemands, auraient compris que l'heure était enfin venue de sortir des tranchées, de part et d'autre ?

— Certains groupements d'extrême gauche allemands ne vous ont pas ménagé. On vous a accusé d'être la marionnette du gouvernement fédéral.

— Je n'ai rien à répondre à ce genre de déclarations. Je n'éprouve que mépris pour leurs auteurs. L'important, c'est que d'autres, la majorité, ont sur mon comportement une opinion différente.

— Aujourd'hui, avez-vous renoncé à toute violence ?

— Je ne répands plus, ici, en Allemagne, les idées de violence. Dans les conditions dans lesquelles nous vivons, la violence politique est une absurdité. Mais, je ne puis par principe, condamner la violence. Et vous n'en plus les Français, que montre votre révolution ? Que la survie matérielle n'est pas le bien suprême. Que l'alignement muet sur un régime répressif n'est pas l'expression de la dignité humaine. Que le but suprême, ce n'est pas la survie d'une nation, mais la liberté. Et que, lorsque l'oppression est devenue insupportable, il est tout à fait légitime que le peuple ait recours à la violence.

— Vous parlez de liberté. Par ailleurs, vous avez fait de fréquentes références au socialisme. De Phnom-Penh à Berlin-Est, en passant par Prague et par Moscou, jamais on n'a vu le socialisme associé à la liberté.

— Dans le concept même de socialisme la liberté est absente, effectivement. Le socialisme n'est pas la liberté. C'est la nostalgie de la liberté. Le socialisme a fait de la liberté un objet de sa pensée, de ses regrets, de son espoir. Il ne l'a jamais intégrée. C'est sa grande faiblesse. Le socialisme n'implique aucune idée claire de ce que c'est que la liberté, de ce qu'elle signifie. Il ignore qu'est l'être humain, ce tant qu'être libre. Ce serait folie d'accepter, nous, ici, des structures qui nient la liberté individuelle. Cela dit, là-bas, en Chine, où l'on a triomphé d'une certaine misère matérielle, ces contraintes sont peut-être nécessaires. Ce serait folie aussi, peut-être de revenir à la liberté de conscience, de religion. Allez savoir. Je ne sais pas.

Fanatisme

— Plus je vous écoute, et plus je me dis qu'un mouvement comme la FAR n'est concevable qu'en Allemagne. A cause du romantisme, mais pas seulement. Il y a autre chose. Quel ?

— Je crois qu'un des éléments fondamentaux de la nature allemande, c'est ce que nous appelons la « Gemütslichkeit ». Le besoin forcé de se sentir à l'aise à tout prix, de vivre en harmonie profonde avec les idées fondamentales. Et cette envie d'être rassuré par les idées peut revêtir un aspect très cruel. Il faut que nous allions à l'essentiel, tout de suite. Et il faut que l'autre, l'adversaire, finisse sur le bûcher, afin que nous ayons notre propre âme. Cette manière souterraine de revenir incessamment au fondamental pour expliquer un comportement pratique débouche sur ce qu'on appelle le fanatisme. C'est vrai, nous sommes ainsi.

— Ce qui frappe, c'est la dimension idéologique de la FAR. Et on revient au romantisme.

— Le suicide, c'est l'aspect extérieur. Il y a quelque chose à la base. C'est ce quelque chose qui est important. Je dirai que c'est le rigorisme moral. Il a joué un grand rôle dans notre mouvement. Le rigorisme moral, c'est très simple : pour nous, il était inimaginable, puisque nous refusions certaines conditions sociales, de ne pas aller jusqu'au bout. Ou bien on se pend, ou bien on boucle de fond en comble cet ordre que l'on nous impose. Et il est bien vrai que là, dans ce comportement, on retrouve le romantisme.

— Revenez de vos camarades sent encore dans la clandestinité. Avez-vous un message pour eux ?

— Les messages ne servent à rien. Ils sont inopérants. J'exprime publiquement des réflexions. Je demande que d'autres réfléchissent à leur tour. L'essentiel est que cette réflexion soit fondée sur la notion de peuple. Cette réflexion doit être liée à l'expérience de la clandestinité. Elle ne doit pas avoir pour base la seule clandestinité. ■

TÉMOINS

Sous le Blitz à quinze ans

Septembre 1940. Jean Marabini, quinze ans, se trouve seul et sans ressources à Londres, au moment où commence le Blitz.

JEAN MARABINI

À la gare de Londres, le 7 septembre 1940. Il y a tant d'avions, le sol est piqué par tant de bombes, que nous nous précipitons au sol les uns sur les autres. Le toit du train vient d'être soulevé : je tousse et crache comme si le livre que lit une vieille Miss assise en face de moi, les Derniers Jours de Pompeï, se matérialisait soudain d'une façon terrifiante. Les bruits sont si étourdissants que je me mets à vomir les sandiwiches donnés par un voyageur compatriote.

Une fumée opaque fait penser à une éclipse de soleil. Des soldats coiffés du « Tin Hat », une sorte de plat en métal, les traits noirs comme au brou de noir, nous tirent de là. Ils parlent d'invasion généralisée, de dix mille avions, d'un million de morts. « Tout cela est exagéré », observe la vieille Miss avec dignité. On dégage du compartiment voisin un homme les deux jambes sectionnées.

Du Guy's Hospital, où je suis conduit, les réverbères en loques mais indemnes, je pars avec le billet d'une infirmière m'adressant à sa tante, loin de là, dans Hamstead Road. Le crépuscule tombe et je mets plus de quatre heures pour rejoindre une maison détruite.

Ma traversée de Londres, dans la nuit du 7 au 8, c'est la traversée de l'enfer. Les centrales électriques ont été détruites. Les cloches flamboyent comme tout le East End et les quartiers les plus pauvres.

Les Martiens

Je croise mes premiers cadavres dans Cheapside Street. Des gémissements s'élèvent partout des ruines. Tout se calme un peu quand j'arrive enfin à Bedford Square où se trouve le consulat de France et le British Museum. Des sacs de sable y protègent dinosaures et mammoth. Les beaux quartiers ont été relativement épargnés, notamment Buckingham Palace. Downing Street est si petite que les anges exterminateurs de Goering seraient bien incapables d'y repérer la petite maison où Churchill va s'accrocher pendant soixante-dix nuits de terreur, alors que tant de gens se mettent au vert dès le premier coup de gong.

Cette fuite éperdue des premières heures, je la constate dès l'aube, alors que les avions s'éloignent. A Euston, à Saint-Pancras, c'est la panique, des foules se sautent, me rappellent mon livre préféré, la Guerre des mondes, de Wells, quand les Martiens arrivent à Londres avec leur fumée noire et leur rayon de la mort. Dans cette masse, les policiers à cheval se taillent difficilement un chemin. On se bat, on s'insulte. Je me couche, épuisé, dans l'herbe couverte de rosée de Regent's Park, pour y écouter le barissement désespéré d'un éléphant du zoo proche. Les animaux vont être évacués en priorité et ce départ d'une arche de Noé est peut-être le premier signe d'un renouveau qui suivra le déluge.

Puisque je n'ai plus de maison à Hamstead, je reste là jusqu'au soir, à ciel ouvert. Une famille me prenant en pitié me conduit chez elle, dans Gover Street, où je me lave et dors quelques instants sur un canapé, après avoir mangé des saucisses au bacon. Mais, à la nuit, plus de mille engins incendiaires tombent sur nos têtes et nous nous réfugiions épuisés à la cave. C'est tout le quartier des gares qui flambe, y compris Gover Street, composée de maisons individuelles à deux étages.

Mon hôte d'une nuit m'a donné 2 shillings. Je prends le métro pour Trafalgar, sans trop faire attention aux commentaires des usagers sur un discours du premier ministre prononcé à la B.B.C. Avant de voir la statue de Nelson, l'obscurité du métro à ciel ouvert, que les gens qui montent comme

moi ont l'air crispé, alors que ceux qui descendent paraissent soulagés.

Sur la place, dans les rues, tout fonctionne, même si des centaines d'avions allemands reviennent maintenant de jour comme de nuit. Mais à la lumière du soleil et dans le bruit de la ville, on les entend moins et ils ne sont plus seuls. L'Evening Standard titre : « On les aura ». Le Star annonce dans l'après-midi : « Quarante-quatre bombardiers nazis abattus rien que dans la nuit ». Un type avec un chapeau melon et une canne, le visage gras et rougeaud sur son costume de tweed, me jette après avoir pris connaissance du Times : « Le pudding de Churchill a pris ». De quel pudding parle-t-il ? Partout sur les trottoirs il y a autant de femmes que d'hommes ; les enfants comme moi sont moins nombreux. Des book-roskers prennent des paris. On joue 10 livres sur une bombe « placée » pour le five-o'clock tea chez Fortun, près de Hyde Park Corner, ou « gagnante » sur Victoria à l'heure du porto. Ce cynisme apparent a un sens secret très positif. Les clubs où je ne puis pénétrer sont ouverts même sans Rolls devant la porte. J'entends fuser du jazz d'un milk bar : « When they begin the beguin, it brings back the sound of a tropical splendour ». Ça, je connais, c'est de Cole Porter, et le pianiste du disque doit être Charlie Kunz.

On fait la queue aux hot dogs, et les gens attendent apparemment avec calme leur bus rouge haut comme une maison à la sortie des bureaux, sans trop oser lever la tête, la mâchoire un peu serrée. Comme une bombe jumelle d'une tonne frappe justement Victoria à l'heure du sherry et du porto (il y aura demain des millions de tonnes de la mort), je me jette au sol pour me relever tout confus parmi les rires moqueurs. Je ne le ferai plus, j'ai compris. C'est ça le pudding de Churchill, qui est en train de prendre. Plus que le raid à peine inventé en Grande-Bretagne plus que quelques dizaines d'as de la R.A.F. se faisant tuer, et qui seront des centaines demain, c'est toute une population civile courageuse, la première surprise passée, qui commence à gagner la guerre.

Certes, je ne mesure pas encore ce tournant décisif, même à la mi-octobre, alors que la ronde maléfique des exterminateurs ne ralentit guère, continuant à tout anéantir avec la même ténacité implacable. Le courage est partout, et il tombe nombre de pilotes nazis brûlés vifs sur la ville que l'on tente de sauver in extremis. Mais on s'habitue à tout, même à la disparition du brouillard en cet automne, comme si Dieu était allemand. Deux cent cinquante bombardiers en moyenne sont là chaque soir. Dès qu'ils sont visibles, les sirènes, qui ont heureusement succédé aux crécelles des home guards ridiculement juchés sur les toits en septembre, annoncent toujours l'heure de la peur. Quelques secondes se passent et les nazis sont là. Il y a encore en octobre, sur Londres, 250 bombardiers en moyenne.

Chaque soir, un million de pauvres gens se précipitent avec leurs ballots, leurs gamelles, dans le métro. Les derniers se mettent à courir, déjà poursuivis par le grondement terrifiant des moteurs et le sifflement des premières bombes. Et dans le tub tout un univers cosmopolite, vivant dans l'illusion d'être à l'abri — une station éternelle s'est pourtant transformée en nécropole collective — se remet de ses terreur secrètes. d'un *self control* digne d'éprouver pour le système nerveux. Une atmosphère de fête y règne parfois. On écoute une cornemuse sur le quai de la station Holborn, particulièrement profonde. Des jeunes gens y flirtent sans retenue sous les couvertures. Nombre d'enfants auront été conçus dans le métro, et des mariages décidés sous les panneaux publicitaires incitant à fumer une « De Resque Minir ».

Je suis heureux de bénéficier de cette solidarité bon enfant, où l'on partage fraternellement provisions et confidences. Quelque chose de définitif se brise dans la réserve anglaise. On aide par exemple deux soldats casqués supposés allemands, qui sont en réalité français. En revanche, une colère soudaine menace la vie d'un « satyre » qui aurait peroré des trous dans un paravent pour observer des dames dans les tinettes débordantes et nauséabondes du bout du quai.

Cet univers tubulaire où l'on s'habitue à l'air raréfié, à dormir sur le ciment, où chaque famille défend d'une nuit à l'autre son territoire, ressemble à celui des phoques ou des oiseaux marins parqués sur leurs îlots. J'y rencontre des Maltais, des Jamaïcains, des Africains et Asiatiques mêlés à 80 % de Londoniens. Couchés comme des sardines, la tête contre le mur arrondi, ils doivent laisser libre un couloir d'un mètre de large, le long des rampes qui se succèdent vivement afin que les usagers puissent circuler. Les voyageurs en habit allant souper quelque part en surface ignorent superbement les « couchés » ou les toisent avec mépris. Il est possible que la ligne blanche de démarcation tracée à la chaux sépare déjà l'Angleterre des traditions de celle plus démocratique qui survivra à Hitler.

Les « mollets bleus »

Souvent, passant la « ligne des élégants », je sors avec la rame devenue aérienne, traversant un merveilleux paysage parmi les fusées or, vertes, argent et rouges. Des bouquets éblouissants s'élèvent ici et là. Les projecteurs balayant la nuit s'entre-croisent, se réunissent pour saisir dans leurs fuseaux mêlés un Heinkel explosant bientôt sous le tir des balles traçantes de la D.C.A. désormais bien organisée. C'est la Guerre des étoiles où tombe parfois, comme une comète, un Messerschmitt ou un Hurricane ou encore la fleur d'un parachute. Au sol, les hommes de la « Fire Brigade » (les pompiers) se découpent sur les échelles contre les incendies. J'admire ce travail de Vulcain. Si je descends de mon observatoire céleste, je retrouve au sol Soho où l'on prend la relève de Berlin des années 20. Des travestis défilent dans un cabaret. Gennaro, le célèbre restaurateur, offre une rose saumon à chaque femme habillée d'une robe du soir en appelant « My beautiful Lady », avec un horrible accent napolitain. En attendant que le laitier et le facteur reprennent leur travail le lendemain matin avec les fonctionnaires et les ouvriers, Londres est aussi une ruche où l'on s'amuse fort en cette fin 1940.

Un soir, je vais au cinéma voir Waterloo Bridge avec Vivian Leigh et les spectateurs rient quand l'écran présente la panique de leurs pères en 1917 à l'arrivée d'un Zeppelin. La salle s'écrasera deux jours plus tard avec cinquante-quatre morts. N'importe ! C'est la frénésie dans les boîtes où l'on danse jusqu'à 4 heures du matin avant de dormir en tas sur le tapis. Dans Soho, toujours au cœur des rues chaudes, on rencontre cent, mille lucioles, les « mollets bleus », comme on appelle les prostituées parce qu'elles s'éclaircissent le mollet avec une lampe de poche teintée de bleu pour le black out et leur commerce. Jamais leurs affaires n'ont été si florissantes.

Je connais Brinda, Pamela, Mado, une mère pour moi, si égarée qu'elle a ses entrées au bar du Savoy où elle me conduit. J'y écoute Townsend en permission d'un soir racontant comment il s'est battu dans le ciel le jour même avec un as de la Luftwaffe, les deux hommes se donnant la réplique dans le micro en chantant « Top Hat » de Fred Astaire, les rafales de mitrailleuse tenant lieu de claquettes.

L'Allemand est mort après avoir fait un salut à son vainqueur.

C'est le 1^{er} novembre. Dans trois jours les Allemands disparaissent, enfin conscients d'avoir perdu leur première grande bataille.

THÉÂTRE

Les queues de Londres

BERNARD DORT

UNE chose extraordinaire vient de m'arriver : j'ai fait la queue pour aller au théâtre. C'était à Londres. J'y passais les premiers jours d'août. Depuis plus d'un mois, Paris était devenu un désert théâtral. A Londres, presque tous les théâtres étaient ouverts. Je n'avais pas prévu d'y voir des spectacles. Je me sentais en vacances. Il y avait bien longtemps que je n'étais allé à Londres, et le théâtre anglais m'est devenu presque étranger. Si l'on joue, en France, Pinter, Stoppard, Saunders... c'est toujours avec quelques années de retard, et on ignore encore un auteur comme David Hare, tout comme on ne sait pas grand-chose au Théâtre national. Nos Anglais s'appellent Peter Brook et Terry Hands : ils nous suffisent ; ils sont loin d'être tout le théâtre britannique.

Je choisis un spectacle du groupe People Show, à l'Institut for Contemporary Arts (ICA), sur le Mall, et une pièce de l'écrivain soviétique, Nikolai Erdman, *The Suicide*, que donnait la Royal Shakespeare Company (R.S.C.), dans sa plus petite salle, à la Warehouse, tout près de Covent Garden. Des spectacles classés par le magazine *Time Out*, l'indispensable « Semaine de Londres », dans les « Fringe Shows » (les spectacles de la « frange », en marge, mais ceux-ci sont plus nombreux maintenant, que ceux classés dans le *West-End* : une bonne cinquantaine).

A l'ICA et à la Warehouse, même surprise : tous les billets étaient vendus. Je n'avais qu'une petite chance d'entrer : peut-être y aurait-il des « rendus ». Il fallait faire la queue. Une dizaine de personnes étaient déjà là, soigneusement en file dans le hall de l'ICA, ou péniblement alignées sur l'escalier étroit et escarpé de la Warehouse. Calmes, détendues comme si elles en avaient l'habitude. J'eus de la chance. Au tout dernier moment, des billets se libérèrent. J'entraî. D'autres, après moi, durent rebrousser chemin. Le théâtre à Londres marche bien, dans les subventions, pratiquées par le gouvernement conservateur (1).

Pourtant, les deux spectacles auxquels j'ai assisté n'avaient rien, de prime abord, de très attirant. Passe encore pour les « musicals » anglo-américains : Jésus-Christ superstar tient toujours l'affiche dans le *West-End*. Un spectacle intitulé *Play*, de Pam Gems, était fort bon, un « éblouissement » commente *Time Out*, qui le « recommande ». Donc, les spectateurs s'y alignent, paisiblement, malgré le prix des places (jusqu'à 7 ou 8 livres). Et le « boulevard » anglais a aussi une prodigieuse faculté d'assimilation : la *Mort occidentale d'un anarchiste*, de Dario Fo, s'est installée au Wyndham, un théâtre qui, vu du dehors, paraît outrageusement victorien... De quoi donner raison au metteur en scène allemand, Peter Zadek, qui, du retour d'un voyage à Londres, proclamait, non sans provocation : « Le seul théâtre populaire, c'est le boulevard londonien ! » (2).

Familiarité

Or le People Show (que nous avons vu autrefois à Nancy) vient, au contraire, de l'« underground » : il existe depuis une dizaine d'années, il est connu, sans avoir encore atteint la renommée du Welfare State ou des Pip Simmons. Quant à *The Suicide*, d'Erdman, qui s'en vante lui ? Il a été joué sans le titre *Le Suicidaire* (3), dans une mise en scène de Jean-Pierre Gravel, par la compagnie Renaud-Barrault, en 1974, au théâtre Récamier : il est passé presque inaperçu. Je doute aussi que le public, qui attendait bien sagement dans l'escalier de la Warehouse, ait été particulièrement averti des dévotions d'Erdman avec le pouvoir soviétique, et du fait que ce *Suicidaire*, qui avait été, entre 1930 et 1932, mis en répétition chez Stanislavski et chez Meyerhold, à Moscou, n'y a jamais vu le jour (tout cela, le programme — deux feuilles

grossièrement ronéotypées — me l'a appris) (4). Alors pourquoi ce succès ? Et pourquoi cette familiarité des spectateurs londoniens avec un théâtre somme toute marginal, ou délibérément culturel ? Je hasarderai deux hypothèses. La première, c'est que les spectateurs viennent là pour voir raconter des histoires. Et que c'est bien une histoire qu'on leur donne. *Le Suicidaire* est un *Revisor* à l'envers. Cette fois, il s'agit d'un faux fonctionnaire, dont la présence révèle les vices d'une société : Sémion Sémionovitch Podstolnikov, un personnage aussi vide que le Khlestakov de Gogol, est non un escroc mais un employé sans travail dans l'U.R.S.S. des années 20. Son entourage imagine qu'il n'a plus qu'à se suicider. Et chacun, de l'inspecteur au pope, du trafiquant de la Nep au boucher, entend bien tirer parti de son suicide. Il en devient un héros. Le seul ennui, c'est qu'il n'a pas du tout envie de se suicider. Le spectacle de la Warehouse, mis en scène par Ron Daniels, un jeune de la R.S.C., ne cherche pas à se suicider. Et chacun, de l'inspecteur au pope, du trafiquant de la Nep au boucher, entend bien tirer parti de son suicide. Il en devient un héros. Le seul ennui, c'est qu'il n'a pas du tout envie de se suicider. Le spectacle de la Warehouse, mis en scène par Ron Daniels, un jeune de la R.S.C., ne cherche pas à se suicider. Et chacun, de l'inspecteur au pope, du trafiquant de la Nep au boucher, entend bien tirer parti de son suicide. Il en devient un héros. Le seul ennui, c'est qu'il n'a pas du tout envie de se suicider.

Paradoxalement, ce goût pour la narration est encore plus sensible dans *People Show* (c'est le titre du spectacle) du People Show. Ce groupe s'était fait une spécialité d'un théâtre de la provocation : il est allé jusqu'à l'agression du spectateur. Il lui en reste encore quelque chose aujourd'hui, où ses comédiens gagnent parfois l'espace de jeu à travers les spectateurs, menaçant de laisser choir sur leur nuque des lourdes planches, ou les requièrent de les assister dans des tâches matérielles. De plus, ce show est muet. Plus qu'une action, il nous livre des images : images de suppléants érotiques, de cabarets louches, de cadavres qui disparaissent... Cela tient de la parodie des films, ou des spectacles d'horreur à la mode, pour l'instant, à Londres. Si le fil de l'histoire n'est pas évident, peut-être n'y a-t-il pas vraiment de fil. — Il reste qu'il y a bien là une histoire, plusieurs histoires. Celles-ci accumulent les événements, les surprises. Au-delà de l'horror show, on pense à Dickens et, surtout, à Stevenson. Toute une tradition narrative anglo-saxonne y est utilisée et, aussi, parodie. Le plaisir du spectateur vient, pour une part, de cette succession haletante de *Hamburg Show* dure à peine plus d'une heure de *short stories*.

Maître du jeu

Le plaisir du récit n'est pas tout. Il y a aussi celui que nous offrent, presque avec ostentation, les acteurs londoniens. Les membres du People Show refusent d'être considérés comme des professionnels. Sans doute n'ont-ils que mépris pour les comédiens de la Royal Shakespeare Company. Il n'empêche que, ici et là, le comédien est le maître du jeu. Il ne le laisse pas ignorer. Un des membres du People Show fait même un prodigieux numéro : déguisé en ouvrier malade et fatigué, il joue — jongle plutôt — pendant un bon quart d'heure avec le paquet de planches qu'il a, à grand-peine, apporté sur son dos ; les planches glissent, il les rattrape ; il en couvre le haut d'une estrade, elles sont trop longues, ou trop courtes, il ris-

(1) Cf. *Dans « Le théâtre à Londres », un entretien avec le ministre des arts : « Il faut un équilibre entre les spectacles publics et privés », par Henri Pierre, dans le Monde du jeudi 4 décembre 1978.*
(2) Cf. « Le des Boulvard progressif », par Peter Zadek dans *Die Zeit* du 4 décembre 1978.
(3) *Le Suicidaire*, adaptation française de Maya Manneshtam, a été publiée dans la collection « Théâtre du monde entier », Gallimard, Paris 1972.
(4) On peut retrouver des renseignements du même ordre dans la livraison n° 55 des *Colloques Renaud-Barrault*, consacrée au théâtre soviétique et publiée, précisément, à l'occasion du *Suicidaire*, au Théâtre Récamier, en janvier 1974.

que de basculer avec elles sur le public ; il tombe, il rétablit son équilibre, il le perd de nouveau ; les planches menacent de céder... On pense à Buster Keaton, mais il a l'apparence d'un prolétaire de Dickens. Le public l'applaudit de galeté de cœur. Dans l'horreur de *Hamburg Show*, ce comédien fait circuler un air vit — un humour de virtuose.

Il en va pareillement dans *Le Suicidaire*. Sémion Sémionovitch est interprété par un jeune acteur maigre, dégingandé et nerveux, qui sent l'« Actors studio » : Roger Rees. Il avait, auparavant, fait merveille dans le rôle théâtral de *Nicholas Nickleby*, un spectacle géant de deux soirées, mis en scène, avec la R.S.C., par Trevor Nunn et John Caird, qui sera repris sous peu. Il y a aussi de l'équilibriste chez lui. Il passe, vertigineusement, de la farce à la mélancolie. Il dialogue son long corps d'homme-serpent. Il a quelques choses de chaplinesque et, parfois, se met à ressembler à Antonin Artaud jeune. Autour de lui, les autres comédiens (des femmes surtout) ne reculent pas devant des effets de « boulevard » : ils chargent, rugissent, bêtifient à plaisir... mais ce qui, néanmoins, les sauve, c'est la rapidité et la précision de leurs gestes, le tranchant de leurs paroles. L'humour balaie la complaisance. Elle installe aussi une complicité avec la salle : on est bien au théâtre.

Peut-être l'oublie-t-on un peu trop de ce côté-ci de la Manche. Le théâtre, c'est, aussi, tout bêtement, une histoire et des acteurs. Un jeu entre ceux-ci et celle-là. Alors, cela vaut parfois la peine d'y faire la queue.

LANGAGE

Bafouillages...

JACQUES CELLARD

DANS notre numéro du samedi 7 juin, interrogé par Guy Porte, M. Médécine, à propos des « difficultés » du Festival (international du livre), nous citons : « Personne ne peut contester que le Festival de Nice n'a pas contribué, à son niveau, au développement de la lecture en France au cours de ces dix dernières années. »

Qu'on la tourne et la retourne, cette phrase ne peut signifier qu'une chose : le Festival du livre de Nice n'a pas contribué au développement de la lecture ; personne ne peut le contester. Ce n'est certainement pas cela qu'a voulu dire M. Médécine, mais le contraire : que le Festival du livre avait incontestablement contribué au développement de la lecture. Alors, pourquoi ce pataquès ? Répondre : « par négligence », ce n'est pas répondre, car ce doit-on penser de telles « négligences » quand il s'agit d'une déclaration aussi importante pour son auteur ?

Par goût de l'affirmation péremptoire ? Sans doute. Mais, quand on désire égarer l'adversaire sous le poids d'une affir-

mation catégorique, il faut au moins prendre garde de ne pas multiplier les négations. L'emploi du subjonctif n'aurait pas arrangé grand-chose : « Personne ne peut contester que le Festival n'ait pas contribué au développement de la lecture. » Ouais... C'est alambiqué et cela laisse le sentiment d'un doute dans l'affirmation, d'une porte ouverte, précisément, à la contestation.

En fin de compte, pour reprendre un conseil vieillot, vous voulez dire qu'il pleut ? Dites : « Il pleut. » Vous voulez dire qu'il ne pleut pas ? Dites : « Il ne pleut pas. » Voire, mon bel ami. Mais qu'advient-il de la classe politique si elle se mettrait à parler simplement ? Hum !

L'aspect le plus intéressant de l'anecdote n'est pas là. Il est dans l'indifférence avec laquelle des contresens de ce genre sont acceptés, pieusement recopiés par nous-mêmes, et lus sans réaction notable par des centaines, voire des milliers de lecteurs, bien informés de ce qu'est M. Médécine par rapport au Festival du livre de Nice (son créateur et son plus ferme soutien).

Or, à notre connaissance, nous

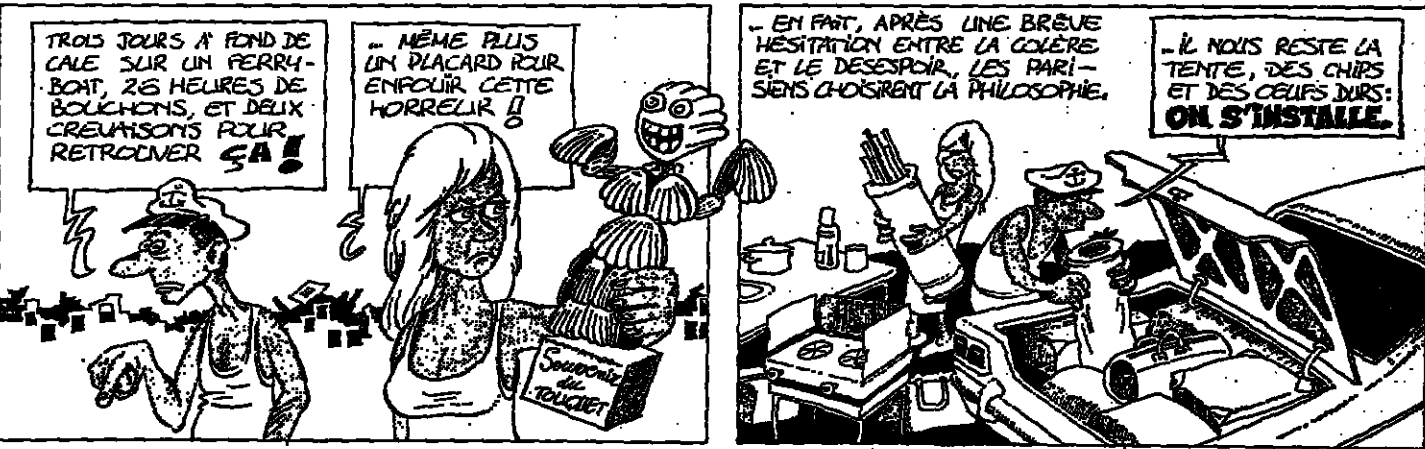
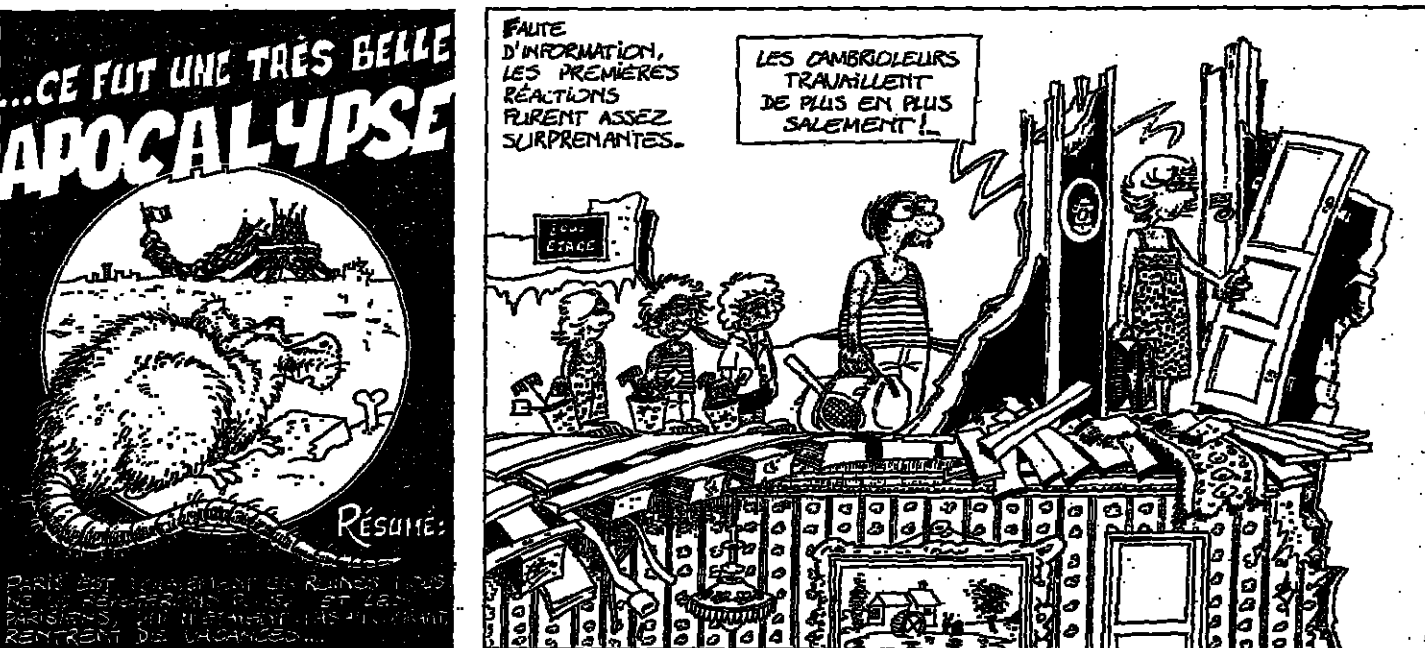
n'avons reçu à ce sujet aucun courrier, alors que des fautes vénielles en suscitent abondamment. C'est donc que personne n'a « tiqué » en voyant attribuer au député maire de Nice des propos qui sont une condamnation péremptoire du Festival ? Ou que les lecteurs intéressés, peu exigeants sur la forme, ont compris cette déclaration comme son auteur voulait qu'elle fût comprise, et non pour ce qu'elle disait effectivement ?

Ce serait à tout le moins inquiétant. A quoi sert l'information si c'est à tout coup le lecteur ou l'auditeur qui doit rectifier de lui-même celle qui lui est donnée de travers ?

Cela confirme en tout cas que, dans une situation d'écoute ou de lecture, c'est-à-dire de réception d'informations, nous arrivons toujours porteurs d'un bagage d'information préalable (le support), qui va « performer » notre compréhension et grâce auquel nous allons contrôler l'apport de notre informateur. Toute contradiction vive entre ce support et l'apport provoquera, de notre part soit une demande d'éclaircissements, soit une auto-rectification.

Par ailleurs, une règle banale de la communication veut que, plus la probabilité d'une information est grande dans la bouche d'un informateur, plus son contenu informatif est faible. En l'espèce, il était extrêmement probable que M. Médécine dirait : « Incontestablement, le Festival de Nice a développé la lecture en France. » Nous avons donc entendu, ou la l'information attendue, même si elle était donnée sous une forme contradictoire avec son contenu réel.

La Ville de Paris va nous



مكتبة الأمل

sandre, au prix de grands travaux, l'implantation des Invalides telle qu'elle était (ou à peu près) voici un siècle. C'est fort bien. Elle l'annonce par de grands panneaux plantés sur l'esplanade même. Bien. Pourquoi fait-il que ces panneaux soient beaucoup moins respectueux du français que la Ville ne l'est de son passé? Nous citons encore : « Aux soldats revenus estropiés des guerres [...] Louis XIV, repré- sentant un projet d'Henri IV, leur fit bâtir l'hôtel royal des Invalides. Commenté en 1671, l'hôtel pouvait loger plus de six mille (sic) invalides. »

C'est le vilain petit défaut qui gâche une grande entreprise. Et ici encore, ces deux bourdes ont nécessairement passé sous le nez de cinquante personnes au moins, dont pas une n'a réagi !

Un autre exemple d'insouciance, cette fois seulement formelle, abondant au même genre de contradiction. A quel- ques jours d'intervalle nous relevons dans deux journaux la même faute banale, à peu près sous les deux formes que voici. La première : « Ils écoutent les nouvelles qui les concernent. » La seconde : « Voici une nouvelle qui les concerne. »

Cette seconde faute nous paraît plus fréquente que la première, mais le mécanisme est le même.

Dans les deux cas, qui est « senti » comme un singulier et les autres un pluriel, comme s'il s'agissait seulement d'un accord de proximité entre article et nom. D'où l'alignement du verbe sur qui pour la première phrase (l'auteur s'est méfié du faux accord avec les, pronom), et l'alignement du verbe sur les pour la seconde.

GRISERIE

Le char à voile

JOËLLE ILOUS

PEU connu, mal aimé, le char à voile s'épanouit pourtant sur les plages. On lui prête souvent le nom de « char à voile », mais ce n'est pas tout à fait exact. C'est un « char à vent », car c'est le vent qui le fait avancer. Les « char à voile » parlent volontiers de leur passion. Mais pas assez fort. Christian Nau emploie d'autres termes : « Regardez, vous comprenez. » Christian, c'est le grand maître. En char à voile, il a sillonné l'Atlantique du Nord, remonté les Champs-Élysées, traversé trois fois le Sahara. Il se prépare à battre le record mondial (144 km/h), à bord d'un prototype.

Au Touquet, déception : pas la moindre brise. Quelques mousquetaires font de timides essais. Vaines tentatives. Ils poussent, tirent, se jettent sur leur siège, rebondissent sur le sable, prennent de l'eau. C'est une vraie déception. Mais les événements n'ont pas l'air d'avoir pris sur Christian. L'œil perçant il vérifie, hâte la voile, inspecte le terrain. Et il attend. Calme et patience semblent être les commandements du char-à-voile. Il assure que la météo

est bonne. Il a raison : le vent se lève. Les premières voiles s'emballent sur le sable.

Un char, c'est très simple : « On prend du caoutchouc, du bois, de l'acier, du tissu. On se fait des roues, une coque, un mât, une bôme, des câbles, une voile. Et on a un char à voile. » Christian assure le tout comme s'il s'agissait d'une recette de cuisine. Efficace, en ce qui le concerne !

Le char placé face au vent, il fixe la drisse et l'écoute. On commence à pousser pour le départ. Vent de travers. Le char glisse tout seul. On se rue sur le siège. Nes au vent, Christian fait du slalom. Il choisit rapidement son chemin, évite les planches à clous, les trous, les tessons de bouteille... et les promeneurs. Au fur et à mesure qu'il borde la voile, nous prenons de la vitesse. Le char fabrique son vent, le souffle, lui donne de la puissance. On vole littéralement sur le sable.

Au hasard de la course, Christian s'enthousiasme : « Rouler à 120 kilomètres/heure avec un vent de 40 kilomètres/heure, c'est le miracle du char. Par vent de travers, on peut atteindre jusqu'à trois fois la vitesse

du vent ! » Aucun appareil technique mesure alors. On a l'impression d'être très vite. « Si tu avais un compteur, tu serais étonné. On roule moins vite que dans la réalité. La fait d'être assis au ras du sol, comme dans un kart, augmente encore l'impression de vitesse. »

Gracie, légèreté, les sensations se mêlent. C'est l'adieu du quotidien, le vent réapparaît. Le silence chuchote, étouffe : pas de vrillagement de moteur, rien que le cri perçant des mouettes, la rumeur des vagues, le crissement des pneus sur les coquillages. Pas de gaz toxiques, rien que l'odeur. On pénètre dans une autre dimension, on devient une minuscule particule balotée par le vent.

Spécial ! La grisaille vient d'en prendre un coup. Une flaque d'eau fond sur nous. Christian, hâte, affirme qu'« en fait, le baptême comporte six passages à l'eau ». La surprise du débutant.

Revenant à la mode depuis quelques années, le char à voile est vieux comme le monde. Il aurait même précédé la traction chevaline. Dès l'invention de la roue, il apparaît en Égypte et en Chine. On l'utilise comme moyen de locomotion sous le nom de char à vent. Lorsque arrivent automobiles et avions, on le retrouve en Belgique. Tandis que les chars d'artillerie vont à l'arrière sur les plages, en France, un homme s'active dans un atelier de Levallois, fait évoluer des aéroplanes. C'est Louis Blériot. Avec lui naît la compétition. Il organise des rencontres internationales. La plus importante a lieu avant la guerre, en juillet 1912.

Dès lors, tous les pays européens s'intéressent à ce sport. Il connaît un essor spectaculaire. En 1967, le char fait fureur au Touquet. Ses précurseurs le veulent distraction à part entière. Les performances se multiplient, mais le matériel évolue peu : pas de compteur, pas de tableau de bord. Pour diriger, deux volants (un pour la direction, un pour la voile), un manche à balai qui sert de frein, des roues (trois ou quatre). C'est tout.

Les flaques

Outre une bonne connaissance du char, des allures, un tel type de conduite demande expérience et dextérité. L'état des pistes n'est pas à négliger. Le relief varie, les accidents de terrain rendent la conduite difficile. Il faut se méfier des baches, ces flaques d'eau laissées par la mer en se retirant. A certains endroits, elles sont reliées par de petits cours d'eau, qui deviennent vite caniveaux. Ce sont les pires ennemis des essais de char. La meilleure technique pour les aborder consiste à présenter d'abord la partie basse de la machine à l'endroit de la frontière entre sable dur et sable mouillé. L'habitude apprend à ne pas franchir ces baches à vitesse trop élevée, à éviter les grands coups de volant, à rouler avec du jeu dans la direction, surtout par vent fort.

Véhicule de promenade à la portée des plus jeunes, le char à voile est aussi un sport violent. Il demande force et maîtrise de soi. Il réunit les joies de la voile, de la vitesse, développe l'habileté. Un coup de volant précis évite bien des tête-à-queue. Avec un minimum d'entraînement, le char se révèle école de réflexes, de patience, d'endurance. Son étonnante facilité le rend très accessible. Après quelques jours de pratique, on peut déjà participer à une compétition.

Les compétitions sont assez spectaculaires. Les chars s'alignent les uns à côté des autres, face au vent. Au signal optique et sonore, ils démarrent. La manœuvre de départ est délicate, les collisions, rares, toujours redoutées. Les drapeaux rouges, échelonnés sur le parcours,

annoncent l'obstacle dangereux. Les virages s'amorcent toujours à l'extérieur des bouées. L'arrivée de la course se juge au franchissement de la ligne par le mât, et non par les roues avant de la machine.

Plus spectaculaires sont les « patrouilles de France ». Des chars à voile identiques, aux couleurs de la France, évoluent ensemble. Ils forment différentes figures : triangles, lignes. En prime, on a droit aux démonstrations d'acrobatie.

En compétition, le port du casque est obligatoire. Bien que le char ne se classe pas dans les sports dangereux, on compte tout de même quelques accidents. Rarément mortels. Ainsi, aux championnats d'Europe de 1979, qui se déroulaient en Allemagne, un concurrent entra de plein fouet dans une baraque à frites.

L'ingéniosité des hommes ne s'est pas arrêtée au classique char à voile. Ainsi, le char à glace, ou ice boat, est équipé de patins à la place de roues. D'origine canadienne, c'est une sorte de traîneau à glace qui file à plus de 130 kilomètres/heure. Il demande cependant un apprentissage spécial, tant par la présence d'esprit requise que par le maniement. Des deux hommes qui forment l'équipage, l'un se couche à plat ventre près de la barre : l'autre s'accroche au pied du mât, prêt à « courir » sur la glace. Redevenu très à la mode, il existe pourtant depuis 1908.

En avril 1979, les Tchèques ont adapté à leur char des skis très spéciaux, pour faire des courses en montagne. Avec un bon vent, le char finit par monter les pentes.

Le char amphibie, testé par le commandant Cousteau en Méditerranée, est équipé de flotteurs. Ils lui permettent d'évoluer sur terre et sur mer. Le dernier « cri », c'est le char muni de freins à disque. Il évolue sur la plage et l'asphalte. Léger (30 kilos), entièrement démontable, il tient dans le coffre d'une voiture.

Le char « réducteur » enfin. Il sort tout droit de l'imagination d'un curé des environs de Vernon (Eure). Pour remettre les jeunes délinquants dans le droit chemin, il leur fait construire des chars à voile.

EN SAVOIR PLUS

● OU S'ADRESSER

La Fédération française de char à voile, 33, rue Mademoiselle, 78000 Versailles, tél. (16-3) 950-42-46, agréée par le ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, fournit sur simple demande une liste des clubs. Trente en France, les clubs organisent des compétitions et délivrent les licences. Prix de la cotisation : entre 40 et 250 F. Le prix de la licence vient en plus. La F.F.C.V. vient d'acheter vingt chars légers destinés aux clubs. Elle espère ainsi augmenter le nombre de licenciés (mille actuellement, dont 15 % de femmes).

● LA RÉGLEMENTATION

La licence : obligatoire pour la pratique du char à voile, même en promenade. Le montant des licences est fixé chaque année par la Fédération. Deux types de licences : licence promenade, qui comprend une assurance responsabilité civile (50 F). Licence juniors et amateurs : elle comprend, outre l'assurance responsabilité civile, une assurance individuelle (40 F pour les juniors, 65 F pour les adultes). Tous les licenciés reçoivent le bulletin édité par la Fédération.

Le règlement : très précis, il est inspiré du code de la route et du yachting, avec des adaptations spéciales dues à la direction du vent et à l'état des terrains.

Les catégories : les chars sont regroupés en quatre classes, en fonction de la surface totale au vent (voile + mât + bôme) : classe I : char de 500 kg, lourd, compétition-promenade ; classe II : char de 250 kg, moyen, école, compétition-promenade ; classe III : char de 120 kg, léger, compétition ; classe IV : char de 30 à 50 kg, ultra-léger, initiation-promenade.

Depuis 1978, on compte une catégorie « speed sail ». C'est le cousin du char à voile, il se compose d'une planche, d'une voile, d'un kit (chariot muni de quatre roues et d'un axe mobile sur lequel se fixe la planche). Sa pratique, debout, le rend plus périlleux que le char à voile. La moindre chute est douloureuse. Son prix : environ 2 500 F.

Les prix : suivant le poids, le prix du char à voile varie entre 5 000 et 16 000 F. Si on est soigneux, on peut le conserver longtemps. Il suffit d'un minimum d'entretien. La seule obligation consiste à repeindre le char chaque année, à la griserie souvent pour éviter l'usure des câbles, cordages et manilles.

On peut construire soi-même son char d'après des plans fournis par

la Fédération (jusqu'à 50 % d'économie). Certains championnats d'Europe ont été gagnés par des chars construits grâce à ces plans. Coût des plans : de 50 à 150 F. Pour un bon bricoleur, il faut compter deux cents heures de travail. Les clubs louent aussi des chars.

● OU PRATIQUER

De préférence sur toutes les étendues de sable assez larges pour l'ouïer. La France ne manque pas de plages « à chars » : Hendaye, Soulac (région de Bordeaux), Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Quimper, Plouménézeau, Cabourg, Deauville et les Côtes-du-Nord. La plus connue, celle du Touquet, est le siège du Blériot Club, né en 1955. Il est ouvert tous les week-ends et pendant les vacances scolaires. Il est équipé de clubhouse, villas, etc. Mais l'été, les plages touristiques s'autorisent la pratique du char que le matin avant 9 heures et le soir après 19 h 30. La Fédération, soucieuse de résoudre les problèmes de terrains, étudie un projet de plage en Camargue.

● LA COMPÉTITION

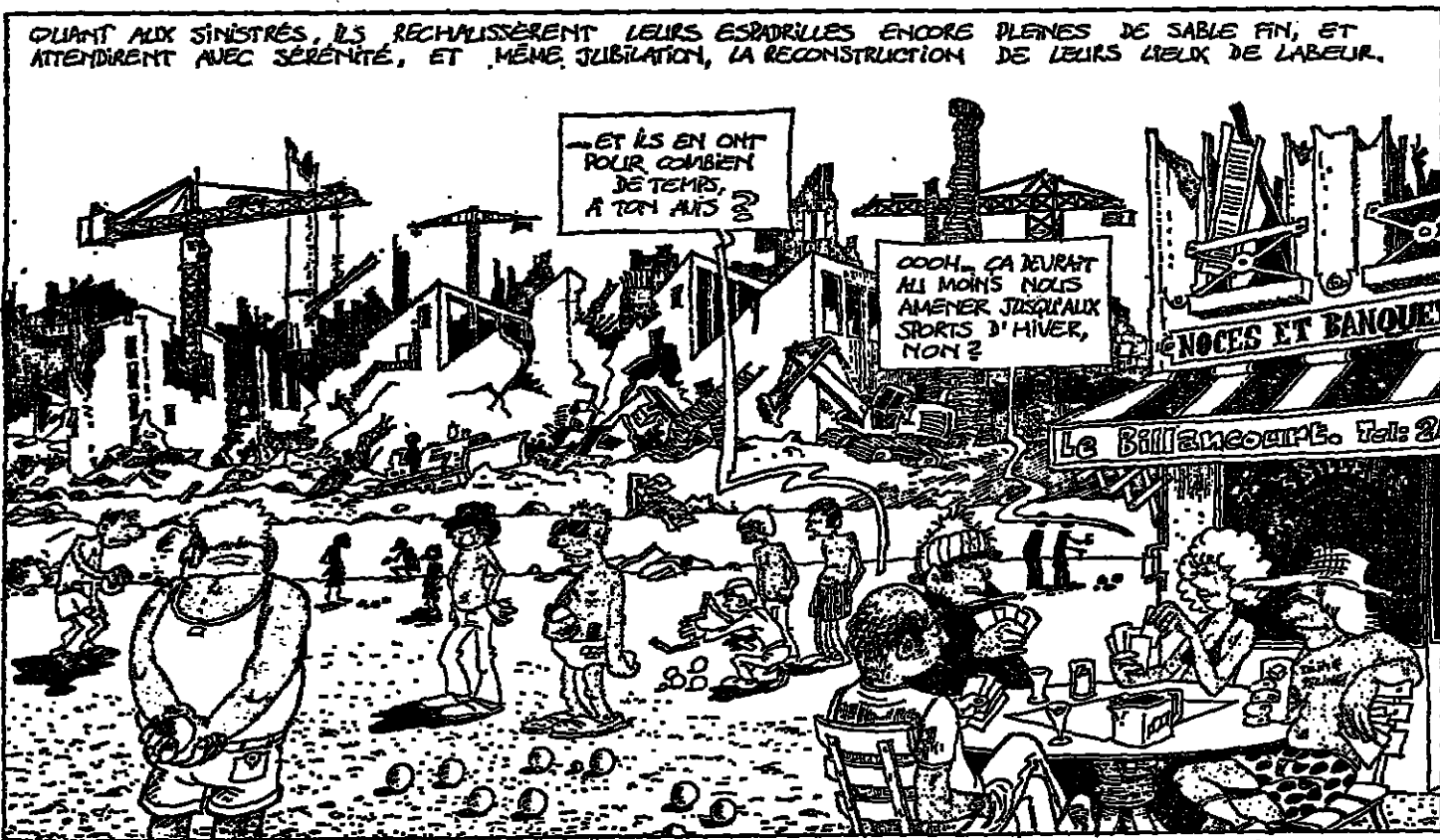
Les grandes compétitions qui se déroulent chaque année : Juillet : les Trois Heures d'Hardelot (Nord). Octobre : les Quatre Heures de Vauville (Manche). Novembre : les Six Heures de Berck (Pas-de-Calais).

Quelques records : le plus grand char à glace, l'« Iolole », construit en 1970 aux U.S.A., mesurait 21 mètres de long. La plus grande vitesse sur glace, 230 km/h, a été atteinte en 1939 sur le lac de Winnepigou, grâce à un vent soufflant à 115 km/h. Le record sur sable, pas encore égalé, a été réalisé en avril 1978 au Nevada : 142 km/h.

Les championnats : aux championnats d'Europe qui ont lieu tous les ans, on compte une centaine de concurrents. Les prochains championnats auront lieu en Belgique, du 13 au 18 septembre 1980. On est en train de mettre au point des championnats du monde qui permettraient aux Européens de se confronter aux « grands » : États-Unis, Australie...

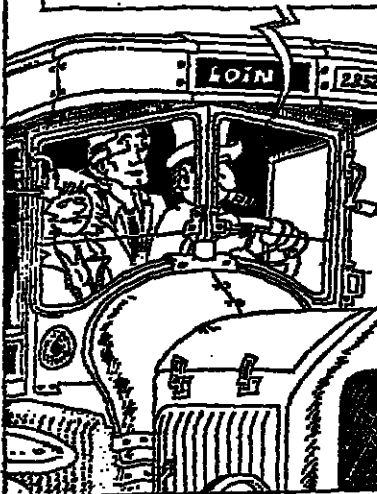
● Bibliographie

Le désert en char à voile, de Christian Nau, aux éditions P.A.C. Série « Grandes Promesses » du Reader's Digest : Cinquante Exploits des temps modernes.



...ET NOS HÉROS ?

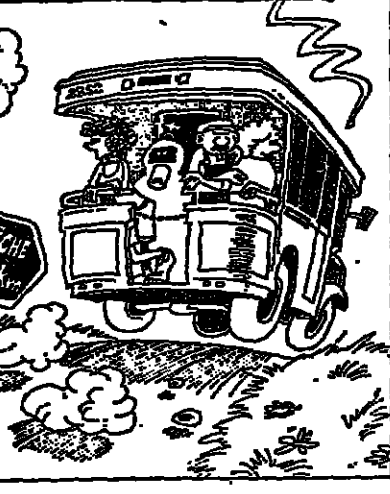
UN CLOCHARD, UN R.D.G., TROIS LOUBARDS, UN SCAPHANDRIER, UN MILITAIRE, UNE CONCIERGE...



UNE ÉLECTRONICIENNE, UNE GARDIENNE DE ZOO, UN BÈBÉ ET UN EMPLOIÉ DU GAZ... DROLE DE COCKPIL POUR PARTIR FONDRE UNE COMMUNAUTÉ, QU'EN PENSEZ-VOUS ?



BAH ! L'IMPORTANT C'EST DEUX DE TROUVER UNE BONNE PETITE RUINE À RETAPER... APRÈS...



SEUL, TOSHIRO SUZUKAWA EST RESTÉ À PARIS. IL Y A MONTÉ UN STAND DE FÊTES, JUGENT LES CRÉDULS COMMERCIAUX INTERRESSANT.

J'ENTENDS D'ICI MAIGRER QUELQUES ESPRITS CARTESIENS : C'EST HISTOIRE EST COMPLÈTEMENT INVENTÉE. CERTAINS DÉTAILS NE PEUVENT TROMPER UN OBSERVATEUR AVERTI !



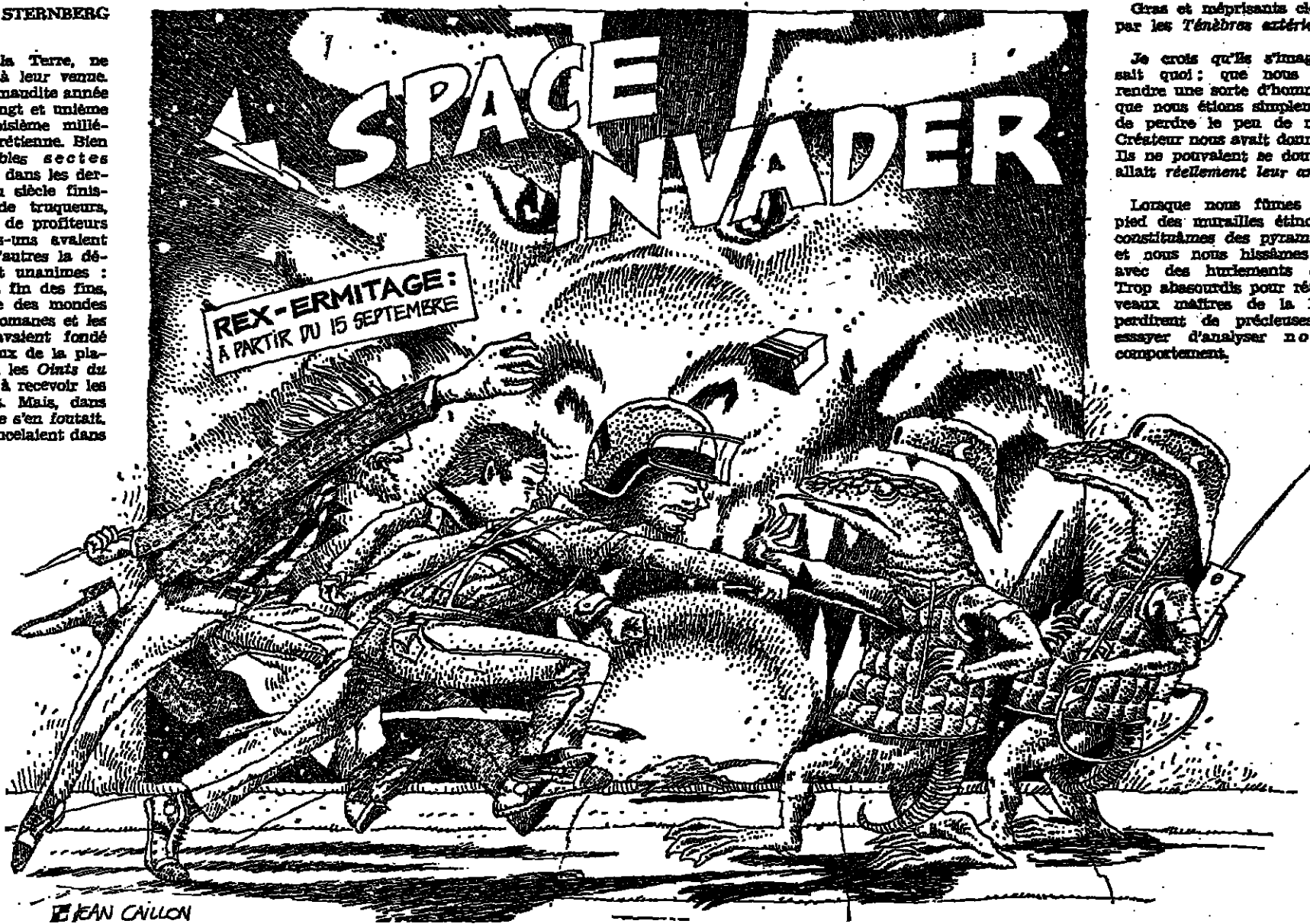
QUE CELUX-LÀ ALLER TROUVER VISITE À TOSHIRO SUZUKAWA IL A CONSERVÉ TOUTES LES PHOTOS

FIN
G. Mathieu

Pour Jacques STERNBERG

PERSONNE, sur la Terre, ne s'attendait plus à leur venue. Surtout en cette maudite année 1999, veille du vingt et unième siècle et du troisième millénaire de l'ère chrétienne. Bien sûr, d'innombrables sectes s'étaient formées dans les dernières années du siècle finissant, ramassés de truqueurs, de faux messies, de profiteurs et de cinglés. Quelques-uns avaient prêché la repentance, d'autres la débâcle, mais ils étaient unanimes : il fallait s'attendre à la fin des fins, dans le plus lamentable des mondes possibles. Les soupçonneux et les ornivores impénitents avaient fondé dans plusieurs hauts lieux de la planète des Ambassades où les Oints du Seigneur se préparaient à recevoir les visiteurs extra-terrestres. Mais, dans l'ensemble, tout le monde s'en foutait, car d'épais nuages s'amoncelaient dans l'atmosphère, et les passagers de la Planète-Bleue craignaient que l'Apocalypse ne fût en avance sur son temps. Les grandes puissances mondiales échangeaient des propos aigre-doux et les agents industriels trépanaient sur leurs pieds d'argile radioactive. Le monde pourrissait dans son jus. Gâté par le penchant atavique de l'homme sapiens à l'autodestruction.

En fait tout semblait prêt pour la troisième grande empoignée internationale. Quelques astronomes distingués signalaient cependant, vers la mi-décembre 1998, une profusion de points étincelants évanouissant entre Pluton et Neptune. Personne ne leur accorda le moindre intérêt, à part les Oints du Seigneur, car la tension internationale était justement à son comble après le détournement de quatre navettes lunaires par les rebelles de San-Leonardo.



JEAN CAYROL

Gras et méprisants cloportés venaient par les Ténébres extérieures.

Je crois qu'ils s'imaginaient Dieu sait quoi ; que nous venions leur rendre une sorte d'hommage ou alors que nous étions simplement en train de peindre le peu de raison que le Créateur nous avait donné en partage. Ils ne pouvaient se douter de ce qui allait réellement leur arriver !

Lorsque nous fîmes parvenir au pied des murailles étincelantes, nous constituâmes des pyramides de chair et nous nous hissâmes jusqu'à eux avec des lucifères de triomphe. Trop absconds pour réagir, les nouveaux maîtres de la Planète-Bleue perdirent de précieuses minutes à essayer d'analyser notre étrange comportement.

UNE NOUVELLE INÉDITE DE DANIEL WALTHER

Les Actinomorphes

LES navires des Actinomorphes se posèrent sur la Terre par une belle journée de juin 1999. C'étaient de grands vaisseaux étincelants, des nefs miroitantes d'une indéniable beauté. Elles évoquaient des voyages sans fin, au gré des courants de l'espace étoilé. Toute une poésie un peu blette, un peu passée de mode. On ne savait que trop bien que l'homme était un étranger dans le cosmos, la petite poussière qui offrait l'œil de l'universelle pensée. Les longs périodes dans les océans du vide n'étaient plus qu'une vue de l'esprit.

Ceux qui végétaient dans les Ambassades entonnèrent des chants et des hymnes et se portèrent immédiatement à la rencontre des visiteurs célestes.

Ils levèrent les bras en signe de paisible bienvenue, environnés de fidèles extasiés. « Voici les Envoyés du Seigneur des Hautes Sphères ! », s'écrièrent-ils, inondés d'une joie lumineuse.

Ils périrent tous, carbonisés par les terribles canons à chaleur des Actinomorphes.

Les envahisseurs n'étaient pas beaux. Ils étaient même franchement hideux. Mais leur physique nous importait finalement assez peu, car eussent-ils été beaux comme Phébus que cela n'aurait rien changé à notre destin. Ils étaient venus pour nous réduire en esclavage et faire de nous des instruments dociles.

Malgré une résistance acharnée, digne de nos traditions militaires, nous fûmes promptement anéantis. Les gouvernements durent plier l'échine, les uns après les autres, et les vieux tyrans, à genoux dans la poussière, baissèrent les pieds palmés des nouveaux maîtres de la planète.

Méprisants, les Actinomorphes établirent sur la Planète-Bleue un Empire de trois mille ans, dirigeant les affaires du monde du haut de leurs forteresses de métal. En fait, ils menaient une vie très retirée, peu enclins à se mêler à la population autochtone.

Il nous fallut bien admettre que s'ils différaient de nous au physique, ils se rapprochaient fort de notre mentalité par une grande propension au racisme et à la plus radicale des xénophobes. Pour eux qui avaient

parcouru des centaines d'années de lumière et piliés des dizaines et des dizaines de mondes primitifs en cours de route, nous n'étions que des barbares répugnants et mal dégrossis.

Et cela nous ne pouvions le tolérer. Nous avions l'impression que le mépris des Actinomorphes nous brûlait jusqu'à l'âme. Nous rôdions au pied de leurs forteresses et nous les provoquions par de longues imprécations, des injures toujours renouvelées. Ils ne nous accordaient pas plus d'attention qu'à des chiens familiers hurlant à la lune.

Des délégations d'intellectuels essayèrent de se faire entendre. De communiquer avec les nouveaux maîtres de la Terre. On se trompa sur leurs intentions et on leur jeta des restes de nourriture et des coquilles dont il était par ailleurs impossible de comprendre la raison d'être. La capitulation était totale. Nous étions humiliés. Nous n'étions plus rien. Et cela nous ne pouvions le tolérer. Après tout, nous avions trop longtemps fait partie de la race des Seigneurs ! A quoi cela nous aurait-il servi de conquérir la Lune, de construire des centrales nucléaires, de surimprimer nos ordinateurs en hypercoordonnées scientifiques, si le premier venu pouvait nous mettre à sa botte, pratiquement sans coup férir.

Même les plus poulieux d'entre nous soupiraient après les anciens tyrans, les vieux dictateurs cacochymes, les oligarques de la ploutocratie industrielle, car tout et n'importe quoi valait mieux que la domination de ces molochs aux pieds palmés.

LES Actinomorphes avaient le culte de la propreté. Partout où ils passaient, ils veillaient à ce que les choses aillent dans l'ordre. Ils avaient la phobie des planètes mal rangées, des mondes-poubelles, des univers-cloaques. Ils nous firent savoir, sans ménagements ni préambules, que le temps du nettoyage était venu. Du nettoyage, du repassage, de la désinfection massive et du rangement systématique.

Nos diplomates, qui continuaient de croire à la puissance éternelle du mensonge politique, demandèrent audience et furent reçus dans la forteresse du Gouverneur des Actinomorphes. Ils expliquèrent avec toutes les circonlocutions d'usage qu'il n'était nul n'était tenu et qu'on ne pouvait exiger des Terriens qu'ils changent de mentalité en quelques années.

Le Gouverneur les écouta pendant deux heures, d'un air profondément éberlué, puis il déclara que les habitants de la planète Terre n'étaient rien d'autre que de misérables pour-oux habitués à pisser dans leur bauge. Ensuite, le nez profondément enfoncé dans un mouchoir parfumé, il ordonna aux diplomates de vider les lieux. Les diplomates revinrent parmi les hommes, la tête basse mais la conscience tranquille. Ils avaient fait leur devoir, et même un peu plus.

Pourtant, dans le climat d'incertitude et de colère rentrée qui régnait parmi les hommes, cette ambassade avortée provoqua une courte flamme de haine : les diplomates payèrent leur échec de leur vie, comme dans l'ancienne Chine impériale. Ils furent littéralement écharpés par leurs congénères, et leurs moroses sanglantes jetées en guise de protestation aux portes des citadelles ennemies. Les Actinomorphes ne réagirent qu'à des sourires blasés : leurs psychologues et leurs historiens avaient, en effet, déclaré qu'il s'agissait d'une coutume religieuse. Les humains ne manquaient jamais, prétendirent-ils, de sacrifier des victimes propitiatoires aux Créatures qu'ils considéraient comme des dieux.

Les conseillers secrets du gouvernement actinomorphe n'avaient aucune raison de mettre les allégations de leurs psychologues et historiens en doute. Les États d'âme des Terriens ne les intéressaient d'ailleurs que très médiocrement.

Sous la férule des Envahisseurs, nous commençâmes de nettoyer la Terre. Nous ensemençâmes les déserts, qui avaient beaucoup gagné sur les bordures arables, et nous désinfectâmes les océans putrides. Ce n'était pas le travail qui manquait, et le difficile problème du chômage, qui paralysait depuis de nombreuses

décennies l'économie planétaire, se trouva résolu en un tournemain. D'autant plus aisément que tout le monde fut titillé à la tâche : hommes, femmes et adolescents valides, les anciens riches comme les nouveaux pauvres, les intellectuels comme les artisans, les jeunes cadres dynamiques comme les ouvriers spécialisés. On trouva même à employer les militaires, ce qui n'est pas peu dire !

Du haut de leurs forteresses métalliques, postes de guet réputés imprenables, nous surintendions l'œuvre omniprésente de notre infanterie, les Actinomorphes nous surveillaient, de plus en plus distraitement. Ils se contentaient, de temps à autre, de déléguer sur le terrain des opérations une patrouille de gardes casqués, matelassés, armés jusqu'aux oreilles. Les rébellions, pour violentes qu'elles furent, ne leur donnèrent que peu de souci. Ils les réduisirent avec une froideur toute scientifique. Et sans craindre inutile. Car les Actinomorphes étaient d'une race parmi les plus civilisées de la galaxie.

Le monde semblait définitivement aux mains des Envahisseurs, et la civilisation humaine n'existait plus que dans les livres.

Cela ne pouvait plus durer.

UN jour, comme si nous avions obéi à un signal, à un appel venu du fond de la nuit des temps, nous nous mîmes en route.

PAR MILLIERS, PAR MILLIERS.

Sans armes, sans entraves, sans tactique, mais avec notre dépit, notre haine, nos frustrations, nos humiliations.

De derrière leurs créneaux de métal infusible, les Actinomorphes nous observèrent avec un dégoût mêlé de commisération. Se chauffant les épaules aux rayonnements éliminés de leurs containers solaires ou se faisant éveiller par des esclaves humains.

De nos poches hafflonnaises jaillirent des matraques et des poignards, des chaînes rouillées et des tournevis menés en pointe, des ongles aiguisés avec une longue patience et des limes à ongles aiguisés comme des canifs de jumeaux chaks.

Des chants de mort s'élevèrent, qui sonnaient à nos propres oreilles comme les trompettes du Jugement.

Ce fut un massacre sans précédent.

Les Actinomorphes n'avaient pas prévu l'imprévisible, et ils payèrent de leur vie leur manque de discernement.

Nous les houscouillâmes, les submergâmes en rociérants, les taillâmes en pièces, les racocordâmes, les étripâmes, jetâmes leurs boyaux fumants au-delà des murailles, patrouillâmes dans leur sang versé, pistonnâmes leurs yeux morts, dansâmes et chantâmes sur leurs restes puants et méconnaissables. Rédoublâmes à néant leurs rêves de conquête.

Je me souviens. Il y a de cela quelques années à peine. Comme le temps me semble long à présent ! J'étais très jeune et j'avais été saisi de la même frénésie que mes compatriotes : j'avais pris à bras-le-corps un de nos ennemis et je le tenais au cou contre un mur. Dans ses yeux aux pupilles verticales j'avais vu passer une étrange lueur faite d'incapacité à comprendre l'effroi. Quelque chose d'insupportable, mais qui continuait de me hanter... Il avait fini par basculer dans le vide, sans un cri, et cette mort silencieuse m'avait rendu tout mon sang-froid et ma lucidité.

Nos océans pouvaient jusqu'au ciel.

L'économie mondiale bat de l'aile.

Les grands de ce monde échangent des propos véneux.

Les déserts gagnent du terrain.

Le troisième millénaire a bien commencé.

NOUS SOMMES A NOUVEAU CHEZ NOUS !

Journaliste aux Dernières Nouvelles d'Alsace, DANIEL WALTHER a publié soixante-dix nouvelles dans diverses revues et en anthologies (autres autres dans cette série de Héros Étrangers, Demopress, visions). Trois romans : *Mais l'espérance*, *Mais le temps* (Demopress), *Krymch ou le compteur* (Demopress). *L'Épave*, *L'Épave* (Grand Prix de la S.F. Française 1980), un recueil de nouvelles : *Requiem pour demain* (Marabout) et deux anthologies : *Les Soixante et six d'Épave* (O.F.T.A.) et *Épaves et Utopies ou le tour d'or de la S.F. allemande* (Press Pocket).

كتاب من الأصل